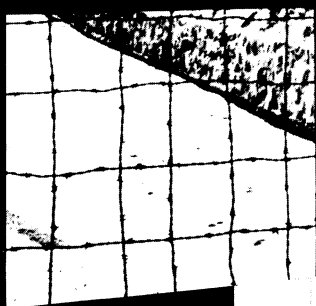


Anton Ciliga

Au pays du mensonge déconcertant

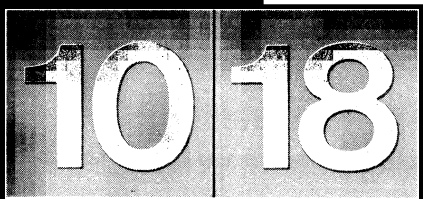


Le Goulag n'est pas né avec Soljénitsyne. Bien avant lui, en fait dès le lendemain de la révolution russe, des voix s'élèvent pour crier la trahison de l'idéal des Soviets. Et déjà les camps sont en place, prêts à étouffer, à ensevelir les oppositions, toutes les oppositions. Le livre de Ciliga – paru en 1938 – n'est pas le premier à démasquer «le mythe de la Russie soviétique». Mais ici, le témoignage se double d'une analyse politique de gauche sur la nature du léninisme et du parti dit d'avant-garde.

A la différence de l'immense majorité des intellectuels et leaders politiques occidentaux, Ciliga n'a pas accepté de se taire. Parti en URSS avec les yeux de la foi, il refuse le mensonge, la compromission, la bonne conscience facile. Du désenchantement à la désillusion et de la critique à la condamnation, Ciliga a, peu à peu, compris quel immense fossé séparerait la nouvelle classe dirigeante du peuple des exploités et des opprimés, seul levain révolutionnaire.

L'auteur : membre du comité central du PC yougoslave, membre du Komintern, se rend en Russie en 1926. Devenu bientôt oppositionnel de gauche, il est arrêté, emprisonné, puis déporté en Sibérie durant cinq ans. Expulsé en 1936.

**Couverture
de Pierre Bernard
Photos Roger Viollet**



Collection dirigée par Christian Bourgeois

UNION GÉNÉRALE D'ÉDITIONS
8, rue Garancière - PARIS VI^e

· AU PAYS
DU MENSONGE
DÉCONCERTANT

DIX ANS
DERRIÈRE LE RIDEAU
DE FER

par

Anton CILIGA

10 18

Série "Noir et Rouge"
dirigée par Max Chaleil

GALLIMARD

INTRODUCTION AU LIVRE D'ANTON CILIGA : AU PAYS DU MENSONGE DÉCONCERTANT

Voici enfin la réédition du livre d'Anton Ciliga : *Au Pays du Mensonge déconcertant*. Ce livre, dont la première édition parut en 1938, et une seconde édition au tirage restreint en 1950, posait, bien avant *l'Archipel du Goulag* de Soljénitsyne, le problème de la nature du régime bolchevik.

Certes, d'autres déjà avaient parlé au début des années 20 ; qu'il s'agisse de Kautsky (*Terrorisme ou Communisme*), ou de Socialistes Révolutionnaires comme Vichniak (*Le régime soviétique*), Axelrod, Tchernov, ou de Mencheviks comme Abramovitch, Dan et Martov ou, plus tard encore, de divers témoins comme Marguerite Buben-Neuermann (*Déportée en Sibérie*), Margoline El Campesino, Kravtchenko, bien d'autres encore...

Mais l'intérêt de Ciliga, c'est qu'outre les révélations et les dénonciations, il se livre, dans son livre, à une critique de gauche du pouvoir léniniste. Qui était donc Ciliga.

**

Membre du Comité central du parti communiste yougoslave, membre du Komintern, Anton Ciliga se rend en Russie en 1926. De ce voyage, il attend

beaucoup mais, très vite, il va découvrir la nature réelle du régime bolchevik. Oppositionnel de gauche, il est bientôt écarté des responsabilités, puis emprisonné, déporté en Sibérie enfin où il reste durant plus de cinq ans. En 1936, il a la chance d'être expulsé, tandis que des dizaines de milliers de « politiques » étaient fusillés.

Son livre n'a pas vieilli. Déjà, il pose une question de fond : « Les réponses simplistes qui affirment (...) que les tendances libératrices d'Octobre continuent à s'exercer en Russie ou que cette Révolution d'Octobre n'a jamais été différente de la réalité soviétique actuelle, ces réponses ne sauraient contenter que les aveugles ou les gens de parti pris ».

Et pourtant d'aucuns, tel Pierre Daix, pour ne citer que le plus connu, qui vient de se refaire une virginité politique en découvrant en 1963 que les camps soviétiques avaient réellement existé — il en existe encore — et s'apercevant, un peu plus tard, que le PCF n'était pas authentiquement démocratique, d'aucuns ont attendu Soljénitsyne, Amalrik, Siniavsky ou Daniel pour ouvrir les yeux. Etaient-ils donc aveugles ou gens de parti pris pour avoir si longtemps éludé les questions qui montraient ?

Mais, en matière politique, est aveugle qui veut bien l'être. Et, comme le montre Ciliga, à qui, en URSS, profitait d'abord la bureaucratie, sinon aux intellectuels et apparentés qui constituaient les cadres du parti totalitaire ? Seuls, parmi eux, quelques rares oppositionnels préférèrent l'honneur à la lâcheté et le payèrent, le plus souvent, de leur liberté et de leur vie. Aussi, ne doit-on pas être vraiment étonnés si la plupart des intellectuels occidentaux progressistes qui, seuls, avaient accès aux documents d'opposition (peu diffusés et toujours calomniés) les passèrent sous silence. Et ceux qui disent aujourd'hui n'avoir pas su ne voulurent en fait rien savoir.

Critiquer l'URSS était alors acte éminemment contre-révolutionnaire — ça l'est encore aujourd'hui, quoique de façon moins péremptoire —. C'est que l'URSS avait été décrétée Patrie du Socialisme dont, seuls, les agents de la réaction, les traîtres ou les renégats osaient mettre

en doute la nature. On reconnaît là la vieille méthode qui consiste à décréter intouchable ce qui ne doit pas être touché, méthode toujours efficace, qu'elle profite à certains ou permette à d'autres de ne pas désespérer.

Au Pays du Mensonge déconcertant est exemplaire en ce qu'il montre qu'une révolution trahie ne se guérit pas d'elle-même, mais par une autre révolution. Il démystifie le parti dit d'avant-garde et montre bien quel fut son rôle dans le processus de bureaucratisation et de fantastique exploitation des masses russes. Il met fin, quarante ans à l'avance, à l'inepte querelle trotskystes/staliniens qui ne veut pas voir qu'un homme, à la place d'un autre, ne change rien si le système bureaucratique reste le même¹. C'est que, pour Ciliga, il y avait une complicité objective Trotsky/Staline à partir du moment où Trotsky refusait de porter devant les masses le débat sur la dégénérescence du parti bolchevik et l'appropriation du pouvoir par une caste bureaucratique. Or, vouloir régler le problème au sommet témoignait de la part de « l'élite révolutionnaire » d'un mépris des masses auxquelles avaient été confisqués le pouvoir et la révolution.

La publication du livre d'Anton Ciliga intervient en pleine problématique post-stalinienne. Ainsi, parallèlement à Dominique Desanti, ex-membre du P.C.F., c'est Jean Ellenstein, membre actif du même P.C.F. et communiste new-look qui, dans « le Monde » du 15 février 1975, s'interroge, à propos de *l'Archipel du Goulag*, sur la nature du stalinisme : « Le stalinisme est-il l'enfant naturel du socialisme de Marx et de Lénine ? » Et, au terme d'une longue analyse, de conclure par la thèse passe-partout selon laquelle le stalinisme n'est rien d'autre qu'un accident de l'histoire. On connaît la musique : la contre-révolution blanche, les armées de Koltchak, Wrangel, Dénikine, Petlioura.

1. En 1920, Trotsky n'écrit-il pas : « Car il ne peut y avoir chez nous d'autre moyen pour aller au socialisme qu'une direction autoritaire des forces et des ressources économiques du pays, qu'une répartition centralisée de la force ouvrière conformément au plan gouvernemental général. L'Etat ouvrier se considère en droit d'envoyer tout travailleur là où son travail est nécessaire » ?

(*Terrorisme et communisme*, 10-18, p. 215)

le blocus occidental, la famine, rendaient nécessaire une « terreur rouge » qui évita à la jeune révolution russe le sort de la Commune de Paris. Soit. Mais cette terreur se poursuivit et dégénéra en terreur stalinienne. Ainsi, l'exceptionnel, le provisoire se firent permanence, institution. Mais, par quel miracle ? Et quelles étaient donc les structures qui rendirent possible un tel détournement et une telle falsification de la révolution ?

Il y a d'autres faits éminemment significatifs que Jean Ellenstein passa prudemment sous silence — car on ne peut croire qu'il les ignore —. Ainsi, l'élimination des S.R. de gauche et des anarchistes, la liquidation des comités d'usine et des soviets, sans parler de l'extermination des S.R. et mencheviks ; ainsi l'écrasement de l'armée insurrectionnelle makhnoviste qui, pourtant, avait été auparavant bien utile aux bolcheviks dans la lutte contre les Blancs ; ainsi Kronstadt et le mitraillage des marins révolutionnaires qui s'étaient soulevés contre la dictature totalitaire imposée par les bolcheviks (marins que, peu de temps auparavant, Trotsky lui-même qualifiait de « fleur et de gloire de la révolution russe », ce qui ne l'empêcha cependant pas de diriger la répression !).

C'est là que le bât blesse, car comment admettre une terreur rouge dirigée non seulement contre les contre-révolutionnaires, mais encore et surtout contre les plus ardents défenseurs de la révolution ? C'est là aussi que l'on voit que le léninisme a, très tôt, posé le problème de la révolution en termes de prise du pouvoir et prise du pouvoir seulement. Et cette conception du pouvoir, dans la pensée léniniste, passe par la domination du parti unique (bolchevik) et par l'alignement inconditionnel des partis frères sur Moscou.

C'est dans cette perspective et dans la polémique opposant Soljénitsyne aux staliniens à « visage humain » que s'inscrit la publication du livre de Ciliga. *Au Pays du mensonge déconcertant* constitue, à ce titre, une contribution indispensable ; il montre et démontre que le léninisme procède de la même nature que le stalinisme, puisqu'il révèle que, très tôt, dès les lendemains de la révolution, les méthodes, l'esprit et les buts étaient en place. Ensuite, sans doute, la machine s'est-elle

affolée et Staline, dans une logique exemplaire, a poussé à son paroxysme les promesses du léninisme et sa vision totalitaire du pouvoir et de la révolution 2.

Et que l'on ne vienne pas nous raconter d'histoires sur la récupération de Soljénitsyne par un Thierry Maulnier, comme le fait Jean Ellenstein. On sait les staliniens coutumiers du fait, mais, pour être pris au sérieux, il faut user d'autres analyses. On n'escamote pas l'Histoire par un tour de passe-passe et qui se refuse à soulever la moisissure ne saura jamais ce qui, par derrière, la sécrète 3.

Voilà quarante ans, Ciliga disait déjà ce que dit aujourd'hui Soljénitsyne. Sans doute, était-il difficile que l'on entendît ou crût celui qui, à cette époque, se voyait

2. Dans un article intitulé : « Comment organiser l'émulation », des 7 et 10 janvier 1918, Lénine proclame que le but commun et unique de l'heure est de *débarrasser* la terre russe de tous les insectes nuisibles, des puces (les filous), des punaises (les riches) et ainsi de suite. Ici, on mettra en prison une dizaine de riches, une douzaine de filous, une demi-douzaine d'ouvriers qui tirent au flanc (à la manière des voyous, comme le font de nombreux typographes à Pétrograd, surtout dans les imprimeries des partis). Là, on les enverra nettoyer les latrines. Ailleurs, on les munira, au sortir du cachot, d'une carte jaune afin que le peuple entier puisse surveiller ces gens *malfaisants* jusqu'à ce qu'ils se soient corrigés. Ou encore, on fusillera sur place un individu « sur dix coupables de parasitisme. »

(*Œuvres*, tome 26, pp. 431-432)

Comment s'étonner dès lors si Staline déclare, le 4 mai 1935, dans un discours: « Evidemment, nous n'avons même pas songé à dévier de la voix léniniste. Bien plus, une fois engagés dans cette voie, nous avons poursuivi notre marche avec encore plus d'élan, en balayant de la route les obstacles de toutes sortes. Il est vrai qu'en cours de route, il nous a fallu endommager les côtes à certains de ces camarades. Mais on n'y peut rien. Je dois avouer que, pour ma part, j'ai mis aussi la main à la pâte ».

(*L'homme, le capital le plus précieux* (sic !), p. 5)

3. Bien sûr, il n'est pas possible de nier, aujourd'hui, la dure réalité stalinienne comme cela se pratiquait dans les belles années d'avant et d'après-guerre. Ainsi, Jean Kanapa, lors du procès Kravtchenko : « L'URSS ne s'en est jamais caché et elle se fait gloire, à juste titre, de l'humanisme de son système pénitentiaire. »

(« La Nouvelle Critique », décembre 1949)

Déclaration d'autant plus savoureuse si l'on songe que les victimes des purges staliniennes se chiffrent par millions (le chiffre varie avec les historiens : 3 ou 4 selon les uns, 15 ou 20 selon les autres).

écarté et exilé comme contre-révolutionnaire ou agent du fascisme. Aujourd'hui, avec Soljénitsyne, on use d'autres arguments : ainsi, Jean Ellenstein qui voit en lui un nostalgique de la « vieille et Sainte Russie ». Il faut le dire, ce qui importe ici, n'est pas le devenir de Soljénitsyne, mais son témoignage ; ce qui nous intéresse n'est pas l'individu mais les victimes qui parlent par sa bouche et rendent compte d'un passé qui nous concerne tous ⁴.

Mais il serait, pour le moins, décent que ceux qui ont célébré le stalinisme avec la même foi qu'ils mettent aujourd'hui à s'en démarquer, ne viennent pas donner de leçons à ceux qui l'ont subi dans leur chair... Et pour oser dire, comme le fait Jean Ellenstein, que l'argumentation de Soljénitsyne n'est « ni plus crédible, ni plus profonde que celle de ses prédécesseurs », encore faudrait-il, pour avancer cela, avoir parlé un jour de ceux-ci. Avec le livre de Ciliga, l'occasion leur en est donnée.

Max Chaleil

4. Défendre Soljénitsyne contre Jean Ellenstein, ne signifie pas pour autant prendre à notre compte ses récentes déclarations et prises de position sur la situation internationale.

PRÉFACE
DE LA
NOUVELLE ÉDITION

Le problème russe agite l'humanité.

Le monde occidental se trouve face à face avec la Russie, avec le bolchevisme comme il ne l'a jamais été.

Les horreurs angoissantes, l'injustice profonde qui règnent en U.R.S.S., d'un côté, et la force vitale du pays, de l'autre, cela est aujourd'hui connu et senti par le monde entier à un degré tout autre qu'il y a douze ans ; de même l'effarante contradiction entre les mots et les actes, entre les théories les plus avancées et l'esclavage le plus authentique.

C'est précisément cette association extravagante qui fait de la Russie soviétique le pays du mensonge déconcertant. De grandes forces créatrices, de grandes vérités mises au service et dominées implacablement par les mensonges et les injustices plus immenses encore.

Les ouvriers et les paysans russes, victimes des nouveaux privilèges bureaucratiques, se rendent parfaitement compte de l'état social et politique réel du pays, et opposent, à l'oppression bureaucratique, une sourde résistance, invisible de loin, mais profonde.

**

S'appuyant sur l'œuvre de Lénine, Staline n'a pas cessé de moderniser techniquement et de renforcer militairement l'État soviétique, en donnant à tout un caractère réactionnaire et impérialiste plus aigu.

L'analyse de la société soviétique et stalinienne, de ses sources et de ses perspectives, que je présente dans ce livre — publié pour la première fois en 1938 sous le titre : Au pays du grand mensonge et confisqué par les Allemands dès leur arrivée à Paris — a été confirmée par les événements.

C'est la raison principale de sa réédition. Un nouveau volume : Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation va suivre.

Certains détails, certains témoignages — en tout une trentaine de pages de ce premier volume — qui pouvaient paraître superflus au lecteur actuel ont été supprimés. D'autre part, certains passages ont été complétés par des notes, et, dans une dizaine de cas, par quelques mots insérés dans le texte même.

La modification la plus importante concerne le chapitre « Lénine aussi... ». Ce chapitre sur la politique de Lénine durant la Révolution russe (de 1917 à 1924) est reproduit ici dans sa rédaction première avec tous arguments à l'appui, alors que dans l'édition de 1938 il avait été, à la demande de l'éditeur, réduit à un cinquième de son contenu et ne faisait que poser le problème.

En outre, il y a un point de l'analyse de la politique stalinienne qui demande un complément, une correction partielle.

Comme il a été dit, dans la Russie soviétique, les tendances socialistes de la vie économique et sociale ont été remplacées par le capitalisme d'État. Une dictature bureaucratique totalitaire a supplanté la démocratie ouvrière et l'essai de construction d'un État ouvrier ; les tendances de l'internationalisme ouvrier ont été remplacées par un nationalisme farouche et par un impérialisme nouveau.

Les événements continuent à justifier cette façon de voir, mais une de mes conclusions ne s'est pas confirmée. Je disais que le Staline du capitalisme d'État, de la dictature bureaucratique et du nationalisme russe renouvelé allait s'entendre avec la bourgeoisie et avec le capitalisme privé de l'Occident. Je supposais que son

impérialisme aurait pour but la création d'un empire eurasiatique limité, un certain élargissement des frontières en faveur de la Russie, bien entendu, mais sur les bases d'un partage du monde avec les vieilles classes dominantes et les autres États.

Or, il est devenu évident que Staline et le gouvernement de l'U.R.S.S. sont fermement décidés à combattre pour la création d'un empire mondial axé et dominé par la Russie soviétique.

L'élimination et la suppression de la bourgeoisie, la transformation du capitalisme privé en capitalisme d'État, doivent servir, dans leur esprit, de levier pour accomplir cette tâche immense, à laquelle ils consacrent autant de manœuvres patientes que d'obstination.

Le mouvement ouvrier des autres pays, qui exprime, depuis ses origines, les tendances des ouvriers à l'émancipation sociale et à l'union fraternelle des peuples, ne doit être, dans le stratagème soviétique, qu'un instrument, une immense cinquième colonne, pour la conquête et la soumission de tous les pays à un seul : l'U.R.S.S.

Le contraste qui existe entre l'Orient arriéré et l'Occident profiteur, au lieu d'être annihilé par la suppression de tout colonialisme et par la synthèse de deux mondes, serait, d'après les plans des maîtres du Kremlin, simplement inversé : la victime d'hier, l'Orient, deviendrait le maître-profiteur, et l'Occident serait, à son tour, pillé et colonisé. Le tout, bien entendu, sous la direction et pour le profit suprême de l'État promoteur.

L'impérialisme universel en faveur de l'U.R.S.S., voilà la contribution particulière de Staline au problème aigu de l'union mondiale et sa continuation originale de la grande aspiration de la Révolution de 1917 pour l'union spontanée, libre et fraternelle des prolétaires et des peuples du monde entier !

La prétention du bolchevisme et du gouvernement soviétique d'avoir établi la base nécessaire aux solutions de deux problèmes universels qui se posent à l'humanité du XX^e siècle : Réforme sociale et Unité mondiale, est démentie par les faits. Leurs réalisations positives sont, tout compte fait, purement locales, nationales.

Sans doute, le système du capitalisme privé, en tant que système mondial, est en pleine agonie. En Europe occidentale et centrale, il a épuisé ses possibilités créatrices ; en Asie et en Amérique latine, dans la majeure

partie de l'Afrique et dans l'Europe orientale, il lui manque les prémices nécessaires pour s'affirmer. De même, paraît-il, en Australie. Et, dans l'unique partie du monde où le capitalisme privé possède encore des ressources créatrices, dans l'Amérique du Nord, son déclin a aussi commencé : le New Deal et le Fair Deal le prouvent incontestablement.

Mais le système soviétique du capitalisme d'État, dit « socialisme », quels que soient les avantages locaux et momentanés qu'il puisse apporter en Russie ou en Asie, dans les pays de « l'Accumulation primitive » du Capital, ne représente par une solution générale. Il a simplement modifié les classes et les contrastes de la société contemporaine, il ne les a pas supprimés. Il n'a pas mis fin, non plus, aux conflits nationaux, deuxième source des catastrophes du XX^e siècle. L'affaire Tito n'est que la preuve la plus éclatante de la défaillance soviétique.

L'État national souverain a aussi vécu son temps. Par l'évolution technique et sociale nous sommes parvenus à One World. La découverte de l'énergie atomique est le point final de cette évolution. Pourtant, nous ne sommes pas capables de réorganiser la vie humaine sur la double base de la solidarité sociale et de l'union fraternelle universelle que la vie réclame. Ainsi, cette double tâche se dresse devant l'humanité dans toute sa grandeur et son urgence angoissante.

L'Occident reconnaît qu'il n'a pas de solution pour ce double problème. Il sent la nécessité de la recherche. La grande illusion du monde occidental consiste à penser qu'il dispose d'un temps illimité pour cette recherche et que, pour le moment, il peut opposer aux plans et aux actions soviétiques l'ordre — ou plutôt le désordre — existant.

C'est une illusion qui pourra coûter cher.

De leur côté, Staline et son monde affirment qu'ils possèdent la clef du problème et qu'ils ont en partie déjà résolu celui-ci. En vérité, incapables d'apporter une contribution positive à la solution cherchée, ils font tout pour la contourner et la rendre plus difficile.

Les peuples de la Russie et du monde entier, les hommes qui travaillent et qui pensent sont obligés de se livrer à la recherche, malgré Staline et ses fidèles, et contre eux.

Tout vrai progrès social et humain demande, comme

première prémice, que le mouvement social progressif se débarrasse de la tutelle de Staline, du communisme soviétique.

Il faut commencer par se libérer de leur joug spirituel !

Mes deux volumes sur la Russie sont, dans une large partie, consacrés à la description de la vie des persécutés et des déportés soviétiques, dont j'ai partagé le sort durant cinq années et demie. A côté des millions de « travaux forcés » qui remplissent les camps et les lieux d'exil de la Sibérie, du Grand Nord soviétique, dans des conditions évoquant tantôt les camps nazis, tantôt les Travaux des Pharaons, il existait dans mon temps encore un petit groupe de persécutés dits « politiques ». Il se composait d'adhérents de différents groupes et partis socialistes, de communistes non-conformistes de différentes tendances et d'anarchistes. Ils jouissaient d'un statut reconnu de « détenus politiques » : c'était le dernier reste dans l'immense Russie de la démocratie politique de la Révolution de 1917. Dans leurs prisons — les isolateurs politiques — et dans leurs relations réciproques en exil, ils se servaient de la liberté d'expression et d'études politiques et sociales qui faisaient paraître leur petit monde comme le dernier îlot de liberté dans l'océan de l'esclavage. Un paradoxe soviétique, dont la fin tragique était proche.

Ils étaient quelques milliers d'hommes ; dans des moments exceptionnels, quelques dizaines de mille. J'ai été l'un parmi eux.

Durant les purges qui ont accompagné les Procès de Moscou, ce dernier îlot de la liberté fut anéanti, avec ses habitants.

Depuis, il n'y a en Russie que des « travaux forcés » du droit commun ; c'est la « rééducation par le travail universel »...

Beaucoup de ma connaissance de la Russie, de ses problèmes, vieux et nouveaux, je le dois aux conditions spéciales, privilégiées de la vie de « détenus politiques ». D'un autre côté, le traitement spécial de ces derniers par la Guépéou, la combinaison des moyens de pression, de privilèges, de corruption, de l'« usure » des âmes

à la manière de douches écossaises, avaient une ampleur et un raffinement, dont on n'a aucune idée à l'Occident. Dans le livre, spécialement dans le deuxième volume, je donne un tableau assez large de cette méthode d'insinuation et d'intimidation combinées ; cela pourrait, en partie, faciliter au lecteur la compréhension de l'autre extrême de la vie soviétique : l'attitude soumise des accusés aux procès, leur « préparation » psycho-physique par la Guépéou.

« Expulsé » de l'U.R.S.S. par M. Vychinski — après une lutte à vie et à mort durant deux ans et demi — quelques mois avant les Procès de Moscou, j'ai eu la vie sauve.

Malheureusement, moi seul. Les milliers, les dizaines de milliers de « politiques », mes camarades, furent fusillés. Que le lecteur permette que je leur rende ici mon dernier hommage.

Paris, novembre 1949.

A. Ciliga.

TIRÉ DE L'AVANT-PROPOS
DE LA
1^{re} ÉDITION

.....
.....

La situation se complique encore du fait que dans la Russie actuelle l'exploitation capitaliste, l'oppression politique et même l'esclavage se marient à un progrès économique certain. On saurait trouver dans l'histoire d'autres exemples d'un tel mariage. Ascension de couches sociales tout entières, exploits authentiques dans la conquête du monde matériel, élévation du niveau de civilisation, — tout cela est vrai. Ce progrès rapide et même foudroyant, joint à l'exploitation, à l'oppression, au mensonge travestis en « liquidation des classes » et en « abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme », fait que l'U.R.S.S. apparaît aux yeux d'une Europe lasse et désespérée comme un sauveur lointain, nimbé d'une confuse auréole. Le mythe de la Russie soviétique est le plus tragique malentendu de notre temps.

L'expérience soviétique pose de nouveau, et d'une façon plus large, le problème du progrès, du socialisme, des fondements mêmes de la société humaine.

Les pages qu'on va lire ne sont nullement destinées à analyser ni à résoudre ces problèmes. Je n'ai pour but que de décrire ce que j'ai vu et entendu dans les provinces les plus diverses de cet immense pays, à des étapes diverses de son développement, dans toutes les classes de la société, en liberté et en prison. Le tableau de la vie soviétique que j'ai pu brosser me paraît, malgré ses couleurs sombres, comporter bien des coins de lumière. Malgré les souffrances de la révolution, malgré la dégénérescence finale de cette révolution, ce pays possède bien des avantages sur l'Occident (européen) qui étouffe dans la stagnation sociale. Mais ce serait agir avec légèreté et sous-estimer la crise occidentale que de proposer à l'Occident l'exemple de la Russie, comme le font ceux qui croient que s'édifie en U.R.S.S. je ne sais quel socialisme. L'émancipation du prolétariat et de l'humanité exigerait des programmes bien plus hardis et plus profonds que ceux que peut fournir la Russie réactionnaire qui s'éloigne chaque jour davantage du socialisme et se réconcilie avec le vieil Occident.

Les forces qui veulent la renaissance de l'Occident, qui veulent l'émancipation et la transformation effectives de la société occidentale, doivent s'allier non point à la classe dirigeante de l'U.R.S.S. mais au peuple immense des exploités et des opprimés. L'État bureaucratique les tient encore sous sa férule, son terrible appareil de coercition empêche toute libre manifestation des travailleurs. Mais dans la vie courante en U.R.S.S. on se heurte à chaque pas à la haine mal dissimulée que les ouvriers et les kolkhoziens nourrissent contre l'ordre bureaucratique triomphant. On sent partout éclore dans les masses le désir d'un régime différent et meilleur. Ces deux courants — le mensonge officiel des bureaucrates et la haine secrète des masses — alimentent la vie soviétique et remplissent les pages qu'on va lire.

J'ai voulu retracer fidèlement mes impressions qui ont, bien entendu, largement varié en l'espace de dix ans. J'ai commencé par voir la Russie avec les yeux d'un touriste étranger consciencieux et quelque peu émerveillé. Ce n'est que peu à peu que j'ai senti poindre en moi la méfiance. Pendant mes dernières huit années

en Russie, je me suis pénétré de plus en plus d'esprit critique envers le régime et même envers Trostki, et même envers Lénine...

Je ne prétends nullement « faire la lumière sur l'U.R.S.S. ». Je prétends seulement dire la vérité, chose essentielle à une époque où l'on écrit sur la Russie tant de mensonges conscients et voulus. Je suis absolument persuadé qu'on doit écrire sur l'U.R.S.S. et sur la révolution russe dans un esprit de sincérité totale, en écartant le principe bolchevik qui consiste à déformer les faits « dans l'intérêt de la Révolution ». L'expérience a prouvé, j'en suis certain, que tous les moyens ne sont point permis, même au service de la révolution ; les moyens inavouables finissent par compromettre la meilleure des causes.

Je saisis l'occasion pour exprimer toute ma gratitude à mes nombreux amis, qui, en Russie et à l'étranger, m'ont aidé dans la préparation de ce livre.

Paris, juillet 1937.

A. C.

PREMIERE PARTIE

LA RUSSIE

ET SES ÉNIGMES

I

PREMIERS CHOCS

Depuis longtemps je voulais aller en Russie soviétique. La révolution bolchevique qui, en face d'une Europe déchirée par la guerre et écrasée par l'exploitation capitaliste, tentait hardiment de construire une société fondée sur la fraternité des peuples et sur l'affranchissement des travailleurs, avait dès ses débuts acquis mon entière sympathie. Encore tout jeune étudiant j'entrais en 1918 dans les rangs du parti socialiste de Croatie. J'évoluai bientôt vers le bolchevisme. En 1919-1921 je prenais déjà une part active au mouvement communiste en Yougoslavie, dans la Hongrie soviétique, en Tchécoslovaquie et en Italie.

Je remis alors à plus tard mon voyage en Russie. J'estimai que pour tirer profit de l'expérience bolchevique au pays des Soviets, il me fallait au préalable achever ma préparation en participant activement au mouvement communiste en Europe occidentale. De 1922 à 1926, je travaillai à Prague, à Vienne, à Zagreb.

Je partageai mon temps entre le parti et mes études universitaires. Lorsqu'en 1925, j'entrai au Bureau politique du parti communiste yougoslave, la police, estimant que j'avais dépassé les bornes de la tolérance, me fit expulser de Yougoslavie.

Je passai l'année suivante à Vienne, en qualité de représentant à l'étranger du Comité Central yougoslave et de membre du bureau balkanique du Komintern (Internationale communiste). Je devais me rendre à Moscou en été 1926. Ce même été, le Komintern changea brusquement l'orientation de la politique du parti yougoslave. La fraction de gauche, dont je faisais partie, fut écartée et la fraction de droite prit la direction des affaires. Dans ces conditions, en allant à Moscou je risquais de perdre ma liberté de mouvement. Mais le désir d'étudier sur place les expériences de la grande révolution russe l'emporta. Les échecs répétés que subissait le mouvement communiste en Europe démontraient la nécessité d'en améliorer, d'en approfondir la tactique. Un voyage à Moscou ne serait-il pas là aussi la plus féconde des expériences ? Enfin, on attendait à Moscou, cette année et la suivante, la visite d'une grande partie des cadres actifs du parti yougoslave. Les intérêts de la fraction de gauche conseillaient donc, eux aussi, un voyage en Russie soviétique. Je quittai Vienne le 1^{er} octobre 1926.

Mes premières impressions de Russie — de la frontière à Moscou — n'offrirent rien de remarquable ; le pays m'apparut comme une succession de vastes espaces où la trace de l'homme n'était visible que par endroits, avec de rares et misérables villages...

Enfin voici Moscou. La gare Alexandre. L'habituel brouhaha des gares. Je sors sur la place et veux héler un taxi, mais je n'en vois point : il n'y a que des fiacres, des « izvostchiki ». Je les examine avec étonnement. Quel aspect minable ont ces cochers et leurs voitures ! Me voici face à face avec la vieille Russie, arriérée et pauvre malgré toutes les révolutions. Je monte en fiacre.

Mes vêtements et mon mauvais russe me désignent comme un étranger ; aussi le cocher m'interpelle-t-il : « Vous venez d'Amérique ? Là-bas, c'est la bonne vie. Ce n'est pas comme chez nous. Vous avez des marchandises tant que vous voulez, et de première qualité.... pour pas cher. Chez nous, des vêtements qui ne valent

rien, on les paie leur pesant d'or. On n'a plus que des loques à se mettre. »

Me voilà tout surpris. Comment, un travailleur de la Russie nouvelle qui ne ressent aucune joie, aucune fierté de sa nouvelle vie ? Je m'embrouille dans une réponse confuse : il ne faut pas croire que tout le monde à l'étranger est bien vêtu...

Toute mon attention est déjà absorbée par la rue. Pour parvenir à destination, nous traversons le centre de Moscou. La ville m'apparaît tout autre que je l'avais attendue. Rien d'impressionnant dans l'aspect des maisons. Elles paraissent vieilles, peu adaptées aux besoins modernes. C'est l'Orient, la « Sainte Russie ». Les rues sont faites de pavés énormes, comme on en voyait en Europe au Moyen Age. La plupart des passants portent des vêtements usés ou en loques. La lumière grise d'un crépuscule d'automne vient encore attrister cette impression de misère attardée, d'Orient mêlé à une Europe moyenâgeuse.

Les premiers jours, cette misère, ce retard de la Russie sur l'Europe m'obsèdent. Moscou ne peut être une exception. C'est le cœur, le centre du pays. Son aspect doit certainement refléter le niveau de la vie sociale et culturelle dans la Russie tout entière. J'erre des jours entiers dans les rues de la ville, observant les visages, participant aux réunions, mangeant dans les réfectoires publics, allant au théâtre. Le commerce ambulante témoigne du niveau de vie extrêmement bas de la population ; à chaque pas je rencontre des colporteurs qui passent toute leur journée dans la rue avec quelques pommes pour toute marchandise. Quant aux réfectoires publics de Moscou, c'est bien ce que j'ai vu de plus malpropre dans ma vie...

La vie en Russie — me disais-je dès ces premiers jours — est loin d'être aussi heureuse et aussi belle que le prétend la presse communiste étrangère et que je le croyais moi-même. Mais cette conclusion me mettait mal à l'aise. Je me disais que j'avais peut-être manqué d'esprit critique avant de venir en Russie ; et je me reprochais presque de juger la situation d'un point de vue « bourgeois ».

Je savais depuis longtemps, comme tout le monde, que la Russie est « le pays le plus arriéré de l'Europe », mais comme tous les étrangers je n'avais aucune notion

concrète et vivante de l'immensité de ce retard. Eh bien — me disais-je —, il faut désormais tenir compte de ce retard historique, il faut constater une fois pour toutes que le niveau de vie des masses est encore plus bas qu'il n'apparaissait en Europe. Mais tout cela n'est pas l'essentiel, ce qui importe en fin de compte, c'est le *sens* de l'évolution. En Russie le niveau de vie des masses est bas, mais il s'élève, quoique lentement ; en Europe, le haut niveau d'avant-guerre tend à baisser...

J'avais cependant au moins une impression favorable. Quoique bien plus mal vêtus qu'à Vienne, les gens montraient un visage plus frais, plus rond. On sentait que malgré leur mise délabrée, ils mangeaient à leur faim et surtout qu'ils avaient foi en un avenir meilleur. Malgré la misère, les regards, les mouvements étaient pleins de jeunesse et de vie. Lorsque tous ces gens me devinrent plus familiers, cette jeunesse, cette foi en l'avenir, cette certitude que la vie ne faisait que commencer, cette volonté inébranlable de conquérir « sa place au soleil » m'apparurent comme le trait saillant de la Russie soviétique. Dans la rue, dans les bureaux, dans les écoles, dans les usines je rencontrais des hommes qui « n'étaient rien » avant la Révolution et qui maintenant « étaient tout », ou se préparaient à le devenir.

Au sortir de la stagnation désespérée qui caractérise la Vienne d'après-guerre, ce qui frappait à Moscou, c'était l'ascension de groupes sociaux tout entiers, le rythme accéléré de la vie, la soif de l'étude dont tous et surtout la jeunesse étaient dévorés. Le contenu des livres soviétiques, les journaux, tout rappelait la grandeur de ce pays, l'étendue de ses problèmes, tout soulignait l'importance de cette capitale universelle.

Au milieu de ce torrent impétueux de la vie soviétique, le Komintern me sembla une institution sans grande importance. Sans comprendre encore la Russie soviétique et le rôle réel qu'y joue le Komintern, je vis clairement dès l'abord qu'il y avait un abîme entre la réalité et les grandes phrases que l'on faisait sur « l'état-major de la Révolution mondiale ». Le poids du Komintern était bien moindre à Moscou que celui d'un quelconque Commissariat du Peuple. Il n'était guère autre chose qu'une section étrangère, rattachée au service de propagande du Comité Central. Les gens que

j'y rencontrai — collaborateurs permanents du Komin-tern — semblaient incarner l'étroitesse de l'institution et la grisaille de l'édifice qui l'abritait. Ils n'avaient ni envergure, ni largeur dans les vues, et ne manifestaient aucune indépendance de pensée. J'attendais des géants, je trouvais des nains. J'espérais recueillir les enseignements de maîtres vénérables et je trouvais des laquais.

L'automne et l'hiver de 1926 furent marqués par une lutte aiguë à l'intérieur du parti communiste. Dès mon arrivée, je fus admis au Parti Communiste russe et pus observer du dedans la marche des événements.

A mon arrivée en Russie, j'étais partisan de la politique préconisée par la majorité du Comité Central. Ma première prise de contact avec la Russie des Soviets ne m'avait encore inspiré aucun doute au sujet de la justesse de cette politique, du moins quant au fond. Mais j'étais d'autant plus ébahi par les méthodes qu'on employait contre la minorité.

Il suffisait d'assister à quelques réunions du parti pour se rendre compte que les discussions d'idées ne jouaient qu'un rôle tout à fait secondaire dans cette lutte. Le rôle décisif était dévolu aux menaces, aux procédés d'intimidation et de terreur. On sentait que tout militant, qui se distinguait par une sortie particulièrement cynique et brutale contre l'opposition en général ou contre certains de ses membres, était assuré d'un avancement immédiat et d'un avenir brillant.

Malheur à celui qui exposait ses doutes, qui déclarait que tel ou tel point de divergence entre l'opposition et la majorité ne lui paraissait pas clair. En guise de réponse, on lui reprochait son manque de flair révolutionnaire, on l'accusait de miser sur les deux tableaux, d'être un traître camouflé. L'orateur officiel l'interpellait en haussant la voix : « Ça ne vous paraît pas clair ? Camarades, X... déclare que cela ne lui paraît pas clair ; voyez-vous, le bien-fondé de la politique du parti et le caractère petit-bourgeois de l'opposition ne lui paraissent pas clairs... Qui pense-t-il induire en erreur ? Nous savons fort bien ce qu'il cache sous son hypocrisie. Le parti ne tolérera aucune hésitation, aucun manque de clarté... » Dans ces conditions, toute envie de « douter » disparaissait. Ceux qui avaient osé exprimer leurs doutes au début de la réunion finissaient par monter à la tribune pour s'excuser d'avoir mal compris.

L'attitude de l'opposition aggravait encore ce sentiment de malaise. Les rares opposants qui avaient développé leurs opinions dans les cellules prenaient la parole quelques semaines plus tard dans ces mêmes cellules pour déclarer qu'ils renonçaient à leur opposition. Souvent même ils condamnaient les idées de l'opposition. Ce n'était là qu'une tactique, conforme aux directives de la plupart des chefs de l'opposition. Mais cette diplomatie byzantine démoralisait les opposants et bientôt ils ne savaient plus eux-mêmes si les rétractations étaient simulées ou sincères.

Au début de décembre eut lieu le « plenum élargi » du Comité Exécutif du Komintern. La tâche essentielle du congrès était de condamner l'opposition russe, d'écarter Zinoviev de son poste de président du Komintern, de livrer l'opposition à la merci de Staline et de Boukharine. « Le cercle s'est refermé — écrivait la *Pravda* — tout le monde, depuis les cellules de masses jusqu'au Comité Exécutif du Komintern, a condamné l'opposition. Si cette dernière continue sa lutte, elle risque désormais d'enfreindre la légalité soviétique. »

Cette phrase, anodine pour un Européen moyen, équivalait en Russie à une menace directe d'anéantissement par la Guépéou (police politique). Et la destruction de ce qui restait de l'opposition de gauche dans le parti russe, le triomphe en Russie de la réaction nationaliste et bureaucratique qui n'aspirait qu'à s'entendre avec les classes dirigeantes du vieux monde, coïncidait symboliquement avec l'expulsion du Komintern hors de l'enceinte du Kremlin. Aucun congrès de la III^e Internationale ne devait plus y avoir lieu.

Sept ans auparavant, en 1919, à l'ouverture du premier congrès de la III^e Internationale, Trotski, dans son manifeste à l'armée rouge, écrivait : « N'est-il point symbolique de voir se réunir aujourd'hui dans le palais des oppresseurs séculaires des travailleurs de la Russie et des propagateurs de la réaction européenne, la Convention de la Révolution mondiale ? »

Certes, je n'étais point encore mûr pour comprendre le sens profond de cet anéantissement de l'opposition russe. Comme Clara Zetkin, je n'y voyais qu'« un épisode, point une catastrophe ».

Les événements qui se déroulaient dans mon propre parti (yougoslave), le transfert du pouvoir à la fraction

de droite, accompli l'été dernier sous prétexte de conciliation entre fractions, je ne les rattachais pas non plus suffisamment à ce qui se passait dans le parti russe et dans le Komintern.

Dans la magnifique salle de Saint-André, au Kremlin, 200 délégués et de nombreux invités assistaient à la lutte oratoire entre les chefs du parti russe. Aux issues, silencieux et immobiles comme des statues, les jeunes soldats de la division de la Guépéou montaient la garde.

Staline, Boukharine, Zinoviev, Trotski, Kamenev prononcèrent de longs discours, — l'un après l'autre, par groupes opposés. Ce fut la dernière fois dans l'histoire de la révolution russe que les chefs de cette révolution — encore égaux en droits — apparurent sur la même tribune à la face du monde.

Les discours énervés de Boukharine et Zinoviev ne produisirent sur moi aucune impression ; Boukharine me parut prétentieux, Zinoviev, verbeux. La décision inébranlable de Staline d'aller jusqu'au bout, la netteté du dilemme qu'il posait, m'impressionnèrent profondément, malgré la lourdeur de son discours. Trotski parla d'une façon exceptionnellement intelligente et fine. Au point de vue oratoire, son discours marqua le point culminant de la session. Ce triomphe fut d'autant plus remarquable que par calcul politique, on lui refusa sa consécration publique.

Trotski monte à la tribune, un grand silence se fait dans la salle. Il exige deux heures de paroles. Le président, le Bulgare Kolarov, refuse de lui donner plus de la demi-heure accordée à tous les orateurs inscrits. Trotski fait mine de descendre de la tribune. Après quelques instants de confusion, le président offre une heure. Trotski reste et commence son discours, — son chant du cygne.

La salle écoute en retenant son souffle. Ceux parmi l'assistance qui n'ont pas de mandat ne peuvent s'empêcher de manifester leur enthousiasme aux passages les plus spirituels du discours. Trotski stigmatise les séides du Komintern, — Manouïlski, Pepper, Schmeral. Au presidium, la bonne vieille Clara Zetkin se penche par-dessus la balustrade pour ne point perdre un mot. Boukharine, nerveux et ému, prend des notes pour sa réponse à Trotski. Pepper, se sentant battu, cherche secours auprès de Zetkin, mais elle l'arrête d'un mot

brusque ; il court à Boukharine ; celui-ci, sans mot dire, montre du doigt son oreille — il veut écouter l'orateur — et l'écarte d'un geste.

Cependant, malgré l'éclat polémique de son discours, Trotski enveloppa de trop de prudence et de diplomatie l'exposé du débat. L'assistance ne put comprendre toute la profondeur, tout le tragique des divergences qui séparaient l'opposition de la majorité.

Le discours de Kamenev fut sobre et clair. Au contraire de Zinoviev et de Trotski, il ne se mit pas à réfuter les accusations portées contre l'opposition. Il commença son discours en affirmant qu'il existait en Russie et dans la III^e Internationale un danger de droite représenté par la majorité officielle du parti russe. Ce phénomène, déclarait-il, n'est pas l'effet du hasard. Il est dû au caractère petit-bourgeois du pays et à l'affaiblissement des tendances révolutionnaires dans le prolétariat occidental. Ce raisonnement impressionna l'assistance. Mais Kamenev ne tira pas les conclusions hardies que semblaient imposer de telles prémices.

L'opposition — j'en fus frappé — ne se rendait pas compte de sa faiblesse ; elle allait de même sous-estimer l'importance de sa défaite et négliger d'en tirer l'enseignement. Pendant que la majorité de Staline et Boukharine manœuvrait pour obtenir l'exclusion totale de l'opposition, celle-ci recherchait constamment le compromis, l'arrangement à l'amiable. Cette timidité de l'opposition décida sinon du fait même de sa défaite, du moins de la faiblesse de sa résistance.

Lorsque plus tard Vouiovitch (qui avait été au temps de Zinoviev secrétaire de l'Internationale communiste des Jeunes) me dit en passant que l'opposition devait vaincre — malgré tout — au cours des mois prochains, il m'apparut que tous les membres de l'opposition étaient désormais condamnés.

EST-CE QUE TOUT EST PERDU ?

J'aurais bien aimé croire que la situation en Russie soviétique était, sinon excellente, du moins bonne quant à l'essentiel ; mais des faits nouveaux, des pensées nouvelles venaient de jour en jour aggraver mes doutes et mon inquiétude.

Pendant le congrès du Komintern, un petit incident personnel illustra d'une façon inattendue la situation présente ainsi que l'avenir qui m'attendait. Je me trouvais chez un des membres du Comité Exécutif du Komintern qui était fort bien disposé à mon égard. Voulant attirer mon attention sur la trop grande liberté avec laquelle j'abordais les questions relatives au parti, il me donna ce conseil amical :

« N'oublie pas, mon cher ami, que tu n'es pas en Yougoslavie, où l'on peut, tant qu'on veut, lancer des cailloux au Comité Central ; n'oublie pas que tu es en Russie, et qu'ici, à moins de faire partie du Comité Central du Parti Communiste, tu n'es rien du tout. »

Un autre membre du même comité qui se trouvait là ajouta d'un air entendu :

« Que ceci soit dit entre nous. »

Et un troisième collègue, plus jeune mais précoce, se contenta de garder un silence éloquent.

Je répliquai vigoureusement qu'une telle situation serait en contradiction flagrante avec le principe marxiste des relations entre la direction et les masses du parti ; qu'étant donné qu'en Russie règne sous sa forme la plus haute le bolchevisme, de telles relations n'y sauraient exister.

Hélas, c'est précisément ce genre de relations entre les masses et le pouvoir qui me conduisit tout droit à la prison soviétique.

Il y avait à cette époque à Moscou trente à quarante militants du parti communiste yougoslave. Pour garder le contact avec les masses ouvrières et pour étudier dans la pratique l'expérience bolcheviste, ils devaient

passer un jour par semaine à l'usine. Ils travaillaient comme les ouvriers, assistaient aux réunions des syndicats et du parti, organisaient le travail du *Mopr* (Secours rouge). La parenté des langues yougoslave et russe leur permettait de se mêler rapidement à la vie ouvrière. La plupart de mes camarades yougoslaves étaient des ouvriers ayant reçu une formation politique et appartenant au noyau du parti yougoslave. Ils étaient venus en Russie pour y apprendre l'art révolutionnaire du bolchevisme et ensuite rentrer chez eux leur stage accompli.

Ces camarades, les uns ouvertement, d'autres en secret, se mirent à raconter des choses terrifiantes sur la situation des ouvriers dans les usines.

L'un d'eux, Risto Samardjitch-Noskov, un vieux militant syndical de Bosnie, qui devait être plus tard mis à mort par la réaction yougoslave, me décrivit en détail les outrages et les dénis de justice auxquels étaient en butte les ouvriers de son usine. Les ouvriers d'usine soviétiques — disait-il — sont prisonniers de leurs contremaîtres et directeurs, comme dans les pays capitalistes. Bien plus, là-bas l'ouvrier peut protester dans la presse et aux réunions. Ici il n'a personne à qui s'adresser. Ce n'est plus du socialisme, c'est de l'esclavage, concluait-il.

Il y avait, bien entendu, des camarades qui tiraient des mêmes faits des conclusions toutes différentes. Oui, disaient-ils, le fouet, le « knout », règne en maître sur l'usine soviétique, mais l'ouvrier russe est tellement arriéré, il manque à tel point de conscience ; il ne sait pas entretenir l'outillage, il n'a pas la fierté d'améliorer le rendement de son travail ; on en est donc réduit à user de coercition pour faire marcher l'usine et pour éduquer l'ouvrier lui-même.

Ils illustraient leur thèse en mentionnant divers incidents auxquels ils avaient assisté. En voici un.

Deux ouvriers ont à descendre un fût de pétrole par un escalier. Au lieu de le manipuler avec soin pour le faire descendre marche par marche, ils précipitent le fût du haut de l'escalier au risque de le briser. Que faire ? On est bien obligé d'user de brutalité.

Les témoignages « pour et contre » s'accumulaient. Je commençais à saisir l'esprit qui règne dans la société soviétique. Les contradictions que j'y constatais me parurent inadmissibles, mais la réalité les tolérait pour-

tant. Le rythme alerte de la vie soviétique était pénétré d'un profond immoralisme social. Des groupes entiers de paysans et d'ouvriers s'élevaient vers les cimes sociales, et assuraient toutes espèces de fonctions dirigeantes, économiques, politiques, administratives. Un très grand nombre de jeunes ouvriers et paysans, grâce à l'instruction moyenne et supérieure, prenaient en main les leviers de commande de la société nouvelle. Mais cette heureuse évolution comportait non seulement certains traits regrettables isolés, mais encore avait tout un côté profondément vicié. Les couches qui s'élevaient se pénétraient en même temps d'un certain esprit bourgeois, d'un esprit d'égoïsme desséché, de bas calcul. On sentait chez elles une détermination bien arrêtée de se tailler une bonne place sans tenir compte du prochain, un arrivisme cynique et spontané. Pour réussir, chacun faisait preuve d'une capacité d'adaptation sans scrupules, d'une aptitude éhontée à la flatterie envers les puissants. Voilà ce qu'on lisait dans chaque geste, sur chaque visage, dans tous les regards. Voilà ce qu'exprimaient tous les actes et tous les discours, généralement enflés d'une grossière phraséologie révolutionnaire. Cet esprit régnait en maître, non seulement parmi les sans-parti, mais aussi, mais surtout chez les communistes qui, au lieu d'être les meilleurs, étaient les pires de tous.

Est-ce là notre « avant-garde » ? me disais-je.

Ce qui me semblait le plus grave, c'est que cet embourgeoisement, loin de décliner, croissait au contraire et se renforçait, inondant tout sur son passage. Le flot destructeur ne rencontrait aucun obstacle, personne ne tentait de l'endiguer. Masses et dirigeants l'acceptaient comme quelque chose d'inévitable.

Je tâtonnais dans ce labyrinthe de sensations imprévues ; ces impondérables m'apparaissaient avec autant de précision que des réalités physiques.

Prévoyant le triomphe des tendances régnantes, j'en tirai la conclusion logique que l'évolution vers le socialisme était définitivement arrêtée, la révolution était morte et que par conséquent « tout était perdu ». Car ce ne sont pas les machines ni les fabriques, mais les rapports humains qui constituent l'essence du socialisme.

Mais alors, que se passe-t-il en Russie ? Le régime bourgeois est aboli, la bourgeoisie a été liquidée en tant

que classe dirigeante. Puisque la domination de la bourgeoisie n'a pas été rétablie, le capitalisme n'est pas revenu au pouvoir. Alors comment peut-on dire que le socialisme est définitivement perdu ?

Hors d'état de répondre à toutes ces questions, je me contentai de remettre à plus tard la conclusion définitive.

**

L'automne 1927 fut marqué à Moscou par un événement nouveau pour moi : le manque de beurre, de fromage, de lait. Puis le ravitaillement en pain devint lui aussi irrégulier. Mais le public faisait la queue patiemment, pendant des heures entières. Aucune indignation, aucune trace de réunions de protestations. Les journaux passaient les faits sous silence. Les jours, les semaines, les mois s'écoulaient. C'était incroyable, mais vrai. Quel pays, quel peuple étrange... En Europe, une disette cent fois moins grave aurait soulevé une tempête dans la presse, les communistes seraient déjà descendus dans la rue pour manifester. Ici, des mois de privations restent sans écho dans la société. Est-ce l'esprit de sacrifice des travailleurs russes ? Est-ce la fatigue qui les accable après les tempêtes révolutionnaires ? Est-ce un fatalisme d'esclaves, comme le prétendaient les détracteurs réactionnaires du peuple russe ?

Ce n'est qu'au bout de trois mois que la presse se mit à réagir et qu'on fournit quelques explications. Kalinine déclara lors d'un meeting que la révolution avait considérablement amélioré l'alimentation du peuple, ce qui entraînait par voie de conséquence une certaine raréfaction du beurre et d'autres produits alimentaires...

DEUXIÈME PARTIE

LE TOURBILLON

DU PLAN QUINQUENNAL

I

UN MONDE QUI DÉRAILLE

Il y avait déjà plus d'un an que je me trouvais en Russie. Faits et impressions avaient fini par se fondre en un tableau d'ensemble de la vie soviétique. Mais c'était beaucoup plus un instantané qu'une vue de l'évolution profonde de la société. J'apercevais les nouveautés, les singularités, les contradictions visibles à tout observateur étranger. Ces impressions sont si différentes de ce qu'on ressent dans l'immobile Europe, elles absorbent si puissamment l'attention, que l'étranger se borne souvent à souligner le contraste entre Occident et Russie et néglige d'étudier les lois intrinsèques de la vie russe. Il aperçoit une société toute nouvelle, il est frappé par la hardiesse de ses tendances et par la lutte sévère qu'elle mène pour arriver à s'affirmer, et cela lui suffit. Cependant tout cela n'est pas l'essentiel ; l'essentiel, c'est de découvrir la direction générale, le but final de tout ce dynamisme. Cette direction, ce but qui constituent le sens profond des événements sont beau-

coup plus difficiles à discerner. Il y faut des critères autres que ceux de la vie européenne. Les notions européennes permettent tout juste d'apercevoir le fait du contraste entre l'Occident et le pays des Soviets. Quant aux notions qui pourraient aider à découvrir le sens des événements en Russie, il faut les acquérir sur place ; on ne peut les extraire toutes faites des valises que l'on apporte d'Europe.

L'hiver 1927-1928 constituait une étape dans le développement soviétique ; la vie elle-même tirait en quelque sorte les conclusions de l'évolution antérieure ; il devenait plus facile de les apercevoir même pour un observateur étranger.

Ces conclusions n'avaient rien de réjouissant. Cinq ans de « Nep » (Nouvelle politique économique) se terminaient par une crise économique et politique générale. Aucune censure d'État ou de parti n'était plus en mesure de dissimuler les faits. Le gouvernement en était arrivé non seulement à les admettre, mais même à en faire le point de départ de sa nouvelle ligne de conduite dont dépendait son existence même.

La disette de beurre, de lait et de pain qui s'était manifestée en automne avait révélé au citoyen l'existence d'une crise rurale profonde, dont les conséquences frappaient déjà l'ensemble du pays. Les plaintes de Kalinine et de Rykov aux réunions de Moscou, leur fameux argument du « peuple qui mange trop » illustraient la confusion des esprits dirigeants. Au XV^e Congrès du parti, en décembre, on ne put passer sous silence le problème des livraisons de grains, les queues devant les magasins d'alimentation. Mais on en parla discrètement, avec une pointe d'optimisme revigorant. Dans les premiers mois de 1928, l'optimisme fit soudain place à l'inquiétude, puis à la panique. Dans les milieux du parti on se mit bientôt à parler ouvertement d'une crise de livraisons de grain, d'une grève de la paysannerie...

La *Pravda* adopta un nouveau langage à l'égard du « koulak » (le paysan aisé) ainsi qu'à l'égard du « personnage central du village » le « seredniak » (paysan de condition moyenne). « Le village a pris de l'essor et s'est enrichi ; le « koulak » s'est enrichi plus que les autres. Trois années de bonnes récoltes n'ont pas été vaines », écrivait la *Pravada* dans son célèbre article de tête du 16 février 1928, qu'on attribuait à la plume de Staline.

Les paysans ont stocké le grain et le retiennent au village pour provoquer la hausse des prix. Dans cette question — écrivait Staline — le « koulak » a réussi à entraîner le « seredniak ».

C'était mot à mot ce qu'avait dit auparavant l'opposition. C'est elle qui avait ainsi défini la situation dans les campagnes, c'est elle qui avait prédit les difficultés de ravitaillement qui en résulteraient.

Il ne pouvait y avoir aucun doute là-dessus. Il m'apparut clairement ainsi qu'à beaucoup de mes camarades qu'en ce point essentiel du débat — la question paysanne — les événements donnaient raison à l'opposition et tort à la majorité du parti. Or, cette question était évidemment décisive pour l'ensemble de la vie russe après la Révolution d'Octobre.

Dans son appréciation du danger « koulak » à l'intérieur du parti Staline procédait de même il répétait mot à mot ce qu'avaient dit Trotski et Zinoviev : « Des éléments étrangers au parti se sont infiltrés dernièrement dans nos organisations, dans celles qui appartiennent au parti comme dans les autres. Ces éléments ne voient pas qu'il y a des classes au village, ils ne comprennent pas notre politique de classe, ils s'efforcent de ne léser personne au village, de vivre en paix avec le koulak et de conserver leur popularité dans " toutes les couches " rurales. »

En même temps qu'on attaquait le koulak, on s'en prenait au commerçant privé, au « nepman ». Ce dernier fut moins à l'honneur dans la presse que le koulak, mais, par contre, la Guépéou et le fisc le prirent dans leurs griffes. On se mit à le taxer de telle façon qu'il ne lui resta plus qu'à liquider. Les impôts devenaient en fait une confiscation déguisée. Un grand nombre de « nepman », ceux surtout qui s'étaient montrés trop habiles, furent exilés au loin par la Guépéou.

Enfin, la presse et les orateurs officiels se mirent à stigmatiser un troisième ennemi du prolétariat : le bureaucrate.

La session plénière du Comité Central, en avril, proclama, sur l'initiative de Staline, la nécessité de l'« autocritique » et de la démocratie à l'intérieur du parti. « L'autocritique nous est aussi nécessaire que l'air et que l'eau », disait Staline. Il ajoutait : « Même si la

critique des ouvriers ne contient que cinq pour cent de vérité, sa valeur n'en est pas moins positive. »

Il semblait que l'heure de la rénovation avait sonné pour le parti. L'atmosphère intenable de 1926-1927 semblait se purifier. La pression bureaucratique qui étouffait toute pensée dans les masses semblait se relâcher. Les communistes commençaient à bouger, les musclés se tendaient, en sentait l'approche d'un orage, d'une guerre.

On allait à la guerre civile. Les communiqués qu'on recevait du « front des céréales » parlaient d'arrestations, de confiscations, d'actes de terrorisme. Tout cela créait une atmosphère d'âpre combativité. Mais les choses ne se bornaient pas à des difficultés d'ordre rural. Tout le système économique de la Russie des Soviets vacillait.

Il y avait du grain au village, mais les paysans n'avaient aucun intérêt à le livrer à l'État à des prix dérisoires, puisque ce même État leur vendait sa médiocre production industrielle en quantités insuffisantes. La paysannerie revenait à l'économie naturelle. La ville ne recevait plus de pain, les campagnes, de produits fabriqués. La disette en marchandises se chiffrait dans l'ensemble du pays à la somme d'un milliard de roubles. L'État n'avait les moyens ni d'acheter les céréales à un prix plus élevé, ni de développer son industrie sur une grande échelle.

A la ville un fort chômage avait précédé la disette. L'opposition, d'après les données officielles, estimait le nombre de chômeurs à 2.200.000. Tomski, en réfutant l'opposition, avouait 1.700.000 chômeurs syndiqués et passait sous silence les nombreux ouvriers non syndiqués atteints par le chômage. En même temps les campagnes sentirent les effets de la surpopulation rurale. Le retour à l'économie naturelle pouvait tant bien que mal assurer la subsistance des couches moyennes et supérieures de la paysannerie, mais elle créait une situation désespérée pour le prolétariat rural et les journaliers qui n'arrivaient plus à gagner leur pain ni au village, ni à la ville. A Moscou il y eut même des manifestations dans la rue (à la gare de Riazan) provoquées par les éléments ruraux venus en vain chercher du travail à la ville et que la Guépéou refoulait au village pour diminuer la pression du chômage urbain.

La Russie de la Nep agonisait. La production se décomposait et n'arrivait plus à couvrir les besoins des divers groupes sociaux ; les échanges étaient paralysés, l'économie du pays arrivait au point mort. Le monde soviétique venait de dérailler et il fallait employer des moyens héroïques pour le tirer d'affaire.

Il apparut alors que la voie du salut était celle que l'opposition avait préconisée et que le parti venait enfin d'adopter : lutte contre les éléments capitalistes privés à la ville et au village, concentration des ressources de l'État en vue d'une industrialisation accélérée, création de grosses unités rurales orientées vers la collectivisation totale, mobilisation à ces fins de la classe ouvrière et des masses laborieuses tout entières et avant tout des éléments révolutionnaires du communisme.

Il y eut un instant où je fus prêt à oublier toutes les laideurs que j'avais vues en dix-huit mois, à oublier les privilèges des dirigeants, l'oppression et les souffrances des masses, l'esprit de domination, de flatterie, de soumission qui pénétrait toute la société soviétique. Je fus prêt à croire, je crus un instant en la possibilité d'une réconciliation entre les masses et l'administration, d'une union des travailleurs et des dirigeants pour la conquête d'un monde nouveau.

On savait dans le parti qu'un groupement d'éléments de droite prenait corps pour s'opposer à cette nouvelle politique. Dans ce domaine aussi, les prédictions de l'opposition se réalisaient. Elle avait même prédit les noms des dirigeants de la fraction de droite : Rykov, Boukharine, Tomski. On était en droit de croire que puisque Staline adoptait la politique de l'opposition, il ferait bloc avec le groupe Trotski-Zinoviev contre la droite.

Cet espoir atteignit son point culminant lorsque le Comité Central du parti eut publié son manifeste du 3 juin à la classe ouvrière annonçant la lutte contre la bureaucratie, l'autocritique et la démocratie ouvrière. Il me semblait que les mots d'ordre frappants et décisifs étaient lancés qui allaient réveiller les ouvriers et liquider la plaie de la bureaucratie. La marche des événements démentit mes espoirs et m'enseigna bientôt combien ils avaient été inconsidérés, combien je mésestimais le talent de la bureaucratie communiste à faire tout le contraire de ce qu'elle proclamait, à déguiser

les pires crimes sous le masque des slogans les plus progressifs, des phrases les plus éloquentes.

II

ADIEU ESPOIRS ET ILLUSIONS !

Dans beaucoup de cellules, de simples militants tentaient de mettre en pratique les nouveaux mots d'ordre d'autocritique et de démocratie ouvrière. Ils espéraient ainsi se débarrasser des méfaits du bureaucratisme dans leurs propres organisations, dans leurs propres usines.

Je pus constater que ces efforts ne réussissaient que dans les cas où ils étaient coordonnés avec l'action des instances supérieures. Il fallait, pour réussir, que ces instances eussent donné leur accord dans chaque cas particulier de l'intervention contre des personnes ou des faits déterminés. Si des ouvriers sortis du rang, si de simples militants du parti se permettaient de prendre la parole de leur propre initiative, cette audace à elle seule suffisait — en dehors de toute autre considération — à assurer leur échec et à les faire accuser d'« activité désorganisatrice ».

J'ai assisté à un cas vraiment paradoxal. Deux membres du parti, ne faisant pas partie de l'opposition, s'attirèrent une remontrance sévère de la part de la commission de contrôle pour s'être mis d'accord à leur domicile privé sur l'attitude à adopter lors d'une prochaine réunion dans l'attaque contre la bureaucratie locale. La commission de contrôle du parti fut d'avis que les membres n'ont le droit de dire ce qu'ils savent qu'aux seules réunions ; se consulter entre soi, préparer son discours avant de le prononcer, c'est faire preuve de « fractionnisme » ; c'est condamnable, même si les prétendues « fractions » n'ont rien à voir avec l'opposition. Le droit de préparer les réunions, d'examiner à l'avance les thèmes des débats appartenait exclusivement aux diverses instances de l'administration. C'est ainsi que l'on conservait, que l'on systématisait même, la

séparation des droits de la masse militante et de l'appareil administratif.

Entre-temps, la lutte contre les droites, contre les partisans d'une réconciliation avec les koulaks, suivait son cours. Mais on sentait qu'un chef d'orchestre invisible modérait le ton. Il semblait que quelqu'un conduisit la masse du parti comme l'on conduit un enfant par la main : avance, encore un pas, défense d'aller plus loin, arrête-toi. Mais pourquoi pouvait-on faire tel pas et non tel autre, où voulait-on arriver, quel était le but final ? Tout cela restait le secret de l'« appareil ». Les masses n'osaient même pas poser la question. Malgré les affirmations solennelles des journaux au sujet de l'autocritique et de la démocratie, il n'y avait aucun changement réel dans la vie du parti et des masses. Que se passait-il ? Était-ce une vaste duperie ? Ou bien la nouvelle politique de Staline contre la droite ne pouvait-elle encore — pour des raisons de tactique à l'intérieur du parti — prendre tout son développement ?

Au printemps 1928 eut lieu à Moscou le IV^e Congrès du Profintern (Internationale syndicale). Dans la délégation yougoslave à ce congrès je rencontrai un vieil ami, cheminot et militant révolutionnaire éprouvé qui avait été mon camarade lors de mon activité illégale en 1919. Il avait déjà séjourné en Russie en 1917-18 comme prisonnier de guerre autrichien. Il avait pu observer les débuts de la révolution et y avait activement participé. Après avoir été l'hôte des cheminots moscovites, après avoir pu observer leur vie publique et privée, il me résuma ses nouvelles impressions de Russie dans les termes suivants :

« La situation est aujourd'hui tout autre qu'elle ne l'était de mon temps ; l'ouvrier est de nouveau pris au piège, les bureaucrates vivent comme vivaient les bourgeois, leurs dames jouent les bourgeoises. Il faut une nouvelle révolution. »

En sommes-nous déjà là ? — me demandai-je.

**

Convaincus du bien-fondé de l'opposition trotskiste et inquiets des hésitations que montrait la majorité, c'est-à-dire le groupe de Staline, dans l'application de la nouvelle politique, plusieurs camarades yougoslaves,

dont j'étais, résolurent de prendre contact avec l'opposition. Celle-ci en était réduite à l'activité illégale. Ses chefs, ses cadres dirigeants avaient été exilés. La terreur antitrotskiste ne faiblissait pas.

Dans ces conditions, prendre contact avec l'opposition équivalait à risquer la prison et l'exil. Être arrêté, emprisonné au pays des Soviets, quelle étrange perspective pour un révolutionnaire ! On nous avait inculqué l'idée que les prisons soviétiques ne contenaient que des contre-révolutionnaires ; être arrêté dans ce pays nous semblait à tous une marque d'infamie. Il avait fallu une ou deux années d'observations et de méditations en Russie pour se familiariser avec l'idée que la prison dans ce pays n'était pas un déshonneur pour un révolutionnaire, que risquer la prison pouvait même devenir un devoir. Mais que de souffrances, que d'illusions perdues avant d'en arriver là ! Le rêve avait été magnifique, la désillusion était d'autant plus amère. Nous nous étions accrochés aux moindres raisons d'espérer avant de nous rendre à l'évidence.

Malgré la répression la plus énergique, on sentait à Moscou, par suite de la crise qui régnait dans le pays et dans le parti, une certaine recrudescence d'activité de l'opposition. L'influence du trotskisme dans les cadres du parti croissait de jour en jour. Dans certains milieux du parti, les écrits de l'opposition se diffusaient avec un succès foudroyant. Ce n'est que dans ces écrits qu'on pouvait puiser des données authentiques sur la marche des hostilités entre les groupes de Staline et de Rykov. D'autre part, les documents de l'opposition, particulièrement les lettres de Trotski, traitaient des problèmes économiques et politiques courants avec une hardiesse et une clarté qui forçaient l'admiration.

La tension des esprits à Moscou atteignit son maximum pendant l'été 1928, après le « plenum » de juillet du Comité Central du parti communiste. La droite avait acquis la majorité à cette session. Elle envisageait d'enlever à Staline le secrétariat du parti. Rykov, en résumant les résultats de la session devant les militants de Moscou, indiqua que les difficultés des livraisons de grains avaient provoqué dans certains milieux du parti des hésitations idéologiques d'ordre trotskiste. La menace était à peine voilée. Le « plenum » avait promis aux paysans de ne plus appliquer de mesures extraordinaires.

La bureaucratie communiste tenait à sa confortable existence et espérait encore éviter par le moyen d'expédients l'inévitable épreuve de sa puissance et de ses privilèges.

Staline, lui, n'attendait pas les événements, il les préparait. Au moment le plus critique, lorsque son destin ne tenait plus, semblait-il, qu'à un fil, il fit preuve d'une énergie et d'une hardiesse extraordinaires. Il agissait derrière les coulisses, mais les résultats de son action n'allaient pas tarder à se manifester en plein jour. Il concentrait les forces de l'appareil du parti qui lui était immédiatement subordonné. Par l'entremise des chefs du Komsomol appartenant au groupe dit du « centre-gauche » — Kostrov, Lominadzé, Chatskine — il organisait une véritable fraction. Il envoyait ses émissaires en province pour travailler les dirigeants locaux et les membres provinciaux du Comité Central. Dans son entourage immédiat, il parlait de l'éventualité d'un bloc provisoire avec l'opposition trotskiste, bloc dirigé contre la droite. Lénine, expliquait-il, avait lui aussi accepté un bloc provisoire avec les menchéviks fidèles au parti contre les menchéviks liquidateurs.

Mais Staline ne se contentait pas de simples combinaisons à l'intérieur de l'appareil du parti. Il faisait appel aux masses. Il préparait des manifestations populaires, en particulier une manifestation d'ouvriers à Moscou. Tout le monde savait que les droites — Rykov, Tomski, Boukharine — tant qu'ils disposaient de l'appui de Kalinine et de Vorochilov, — avaient la majorité au Politbureau et au Comité Central du parti. C'était contre cette majorité que Staline montait sa manifestation ouvrière. La droite, tout en disposant de la majorité, hésitait à écarter Staline de son poste de secrétaire général. Staline, en minorité, ne craignait même pas le risque d'interventions ouvrières. Malgré l'importance des facteurs individuels qui influaient certainement sur la tactique des partis en présence, celle-ci était, en dernière instance, déterminée par des motifs sociaux. L'hésitation de la droite à l'égard de Staline s'expliquait par la crainte de voir son départ déchaîner le péril des « koulaks » et balayer ainsi la bureaucratie. Les droites craignaient les conséquences de leurs propres intentions. Quant à Staline, il liait sa fortune au triomphe définitif de la bureaucratie dans la vie économique

et politique du pays. L'idée de créer une agriculture et une industrie puissantes lui donnait des ailes.

Dans ces luttes internes du parti, le rôle des masses se bornait à rester spectatrices ou tout au plus à servir d'instrument. Le destin du parti et du pays se décidait dans l'ombre ; les masses devaient attendre le moment de porter en triomphe le vainqueur quel qu'il fût. Mes camarades et moi ne comprenions pas qu'une telle situation fût possible, mais nous sentions bien qu'elle existait cependant. Nous sentions que les masses resteraient à l'arrière-plan, que leur rôle social se trouverait diminué, quel que fut le vainqueur.

**

Pendant l'été je rejoignis mon camarade Draguitch qui se trouvait en Ingouchétie, région sauvage et montagneuse du Caucase. Je rentrai à Moscou au début d'août pour y suivre les travaux du VI^e Congrès du Komintern.

Les séances étaient passablement ennuyeuses. Les participants considéraient les séances publiques comme du bavardage. Tout se décidait derrière les coulisses. Ce qui était pire encore, c'est que même derrière les coulisses les décisions avaient été remises à plus tard. Staline ne prit point la parole au congrès. Il se borna à parler à huis clos à la conférence des présidents de délégations nationales. Il déclara à cette conférence qu'il existait bien quelques divergences de vues parmi les membres dirigeants du Politbureau du parti russe, mais que ces divergences, portant sur des questions isolées, ne constituaient aucunement deux « lignes » différentes. Après avoir fait cette déclaration, il quitta Moscou.

C'est à cette époque que je rencontrai à Moscou un groupe d'ouvriers étrangers. C'étaient des ouvriers spécialisés allemands qui travaillaient dans de grosses entreprises de Moscou. La plupart étaient des émigrés politiques. Je les interrogeai sur les conditions de leur travail. Ils me répondirent qu'ils n'avaient jamais connu en régime capitaliste d'aussi mauvaises conditions. L'un d'entre eux qui avait travaillé non seulement en Allemagne, mais encore en France, en Suisse et en Autriche, me dit que le système de travail aux pièces était poussé

en Russie beaucoup plus loin qu'il ne l'avait jamais été en Occident. Je le questionnai sur les réactions des ouvriers aux usines. Les ouvriers sont, bien entendu, mécontents, me répondit-il ; mais le travailleur russe est si arriéré, si docile, si peu capable d'action que ce mécontentement reste stérile. Il y a plus : ces ouvriers occidentaux qui n'arrivaient pas à s'expliquer les raisons historiques de l'attitude passive du prolétariat russe, de son incapacité à lutter ouvertement contre l'oppression bureaucratique, finissaient par se pénétrer d'un sentiment de détachement et de supériorité européenne à l'égard de la Russie. Leurs raisonnements semblaient tendre à la conclusion suivante : « En somme, il n'y a pas grand-chose à espérer des Russes ; ce socialisme asiatique leur suffit. »

Il faut ajouter que la plupart des étrangers établis en Russie en viennent là. Ces étrangers, même si ce sont des ouvriers, des révolutionnaires, des émigrés politiques, se trouvent dans une situation quelque peu paradoxale. On leur confie un travail intéressant, ils sont convenablement payés, bien logés, peuvent aller en villégiature et jouir du meilleur confort. On les soigne, on organise des réunions ouvrières où ils prennent la parole, on leur accorde honneurs et considération sociale. D'autre part, ces étrangers découvrent aux usines, dans le parti, dans les administrations, un mode d'existence qui contredit leurs notions du socialisme. Ils commencent à s'indigner, à s'aigrir. Les représentants du parti communiste russe, habitués à ne voir là qu'une « maladie infantile » dont sont atteints tous les étrangers, leur répondent avec une patience nuancée de mépris :

« Oui, nous savons tout cela ; tous les étrangers qui viennent en Russie commencent par émettre des opinions d'extrême-gauche. Ils se font sur le socialisme des idées trop romantiques ; ils ne savent pas ce que c'est que la discipline bolcheviste ; ils ne se rendent pas compte des difficultés qu'on rencontre lorsqu'on veut édifier le socialisme, lorsqu'on dirige les masses dans un pays arriéré et petit-bourgeois. »

L'administration traite les étrangers d'un façon relativement libérale, mais crée en même temps une sorte de vide autour d'eux. Si l'étranger « en révolte » se fait soutenir par quelque ouvrier russe, on se met à lui

« parler russe » et on lui fait passer l'envie de quereller le régime.

D'ailleurs, les ouvriers russes ont eu le loisir d'apprendre ce que l'on peut dire et ce que l'on doit taire aux réunions. Aussi, tout en étant assez communicatifs dans les entretiens privés avec les étrangers, ils gardent un silence glacial aux réunions publiques et abandonnent la tribune aux enthousiastes professionnels.

L'étranger ignore généralement que les ouvriers russes subissent depuis seize ans déjà cette pression bureaucratique. Il ne sait pas que le pouvoir a eu à réprimer de nombreuses grèves de masses. Il ne se rend pas compte de ce qu'ont pu signifier les canonnades de Kronstadt, dont le fracas a profondément ébranlé l'ensemble des masses ouvrières de Russie. Cet étranger ne peut comprendre pourquoi l'ouvrier russe en est réduit aujourd'hui à se taire, pourquoi cette classe ouvrière qui a fait trois révolutions se trouve aujourd'hui impuissante et ne peut réagir même dans ses propres usines contre l'arbitraire éhonté de la bureaucratie. Les étrangers ne se rendent pas compte que la bureaucratie a dû frapper l'ouvrier sans relâche pour le réduire à son état de mutisme actuel ; au lieu de s'indigner contre l'administration, ils se mettent à mésestimer la classe ouvrière russe.

L'ouvrier russe, de son côté, se met à envier l'ouvrier ou le révolutionnaire étranger et lui devient hostile, car il ne peut manquer de voir les privilèges matériels et moraux dont jouit ce dernier. La bureaucratie communiste applique ainsi le vieux principe « diviser pour régner » ; les forces de la classe ouvrière se fractionnent au grand profit de l'administration.

La toute-puissance de l'appareil bureaucratique reposait sur la possession de fait des moyens de production nationalisés et de l'appareil de coercition gouvernemental. Ce dernier avait la Guépéou pour dernier ressort. En fin de compte, l'appareil régnait en s'appuyant directement sur la Guépéou qui était la « force armée du parti » — c'est-à-dire de l'appareil. Aussi, fort logiquement, les chefs de la commission centrale de contrôle du parti étaient-ils membres de la Direction de la Guépéou et présidaient son « Conseil spécial », son organe de répression.

J'avais abouti à la conclusion que l'orientation politique de la Russie dépendait de l'appareil. Aussi s'agissait-il de savoir quel genre d'hommes siègent à la Guépéou ? Comment se conduiraient-ils en cas d'une victoire des droites dans le parti communiste, dans le cas d'un « Thermidor » ? Gracchus Babeuf l'antithermidorien avait obtenu pour sa conjuration des Égaux le soutien de la police de Robespierre. Se produirait-il quelque chose d'analogue en Russie ?

Mes observations, quoique incomplètes, me prouvaient bien qu'aucun esprit révolutionnaire ne régnait dans les milieux de la Guépéou. Les membres en étaient entièrement absorbés par le désir de faire une belle carrière personnelle. Tout était soumis au principe sacrosaint de la hiérarchie. Pouvoir dire : « J'ai parlé aujourd'hui à Iagoda » ou « Trilisser m'a interpellé » — constituait un événement dans la vie d'un fonctionnaire.

Les mœurs étaient empreintes d'habitudes bourgeoises. On pouvait voir des fonctionnaires importants poudrés et parfumés comme des demi-mondaines. Les gens de la Guépéou baisaient la main de leurs femmes. Mais ce qui frappait le plus, c'était l'esprit de caste. Ils se considéraient tous comme les membres d'une seule famille, comme les sauveurs de la révolution. Ils acceptaient leurs immenses privilèges avec sérénité comme une faible récompense de leur activité. Il est vrai qu'ils consacraient au service le meilleur de leur temps et de leurs forces. Ils assuraient une tâche immense qui se confondait pour eux avec leurs privilèges et leur carrière. Dans la lutte à l'intérieur du parti, les collaborateurs de la Guépéou étaient presque sans exception des adversaires fanatiques des droites et des partisans de Staline. Les divers services de la Guépéou étaient à cette époque des bastions de la fraction stalinienne. Lorsque le secrétaire de Rykov, fonctionnaire de la Guépéou, prit parti pour la droite, on en parla dans ces milieux comme d'un vrai désastre : « Pensez donc, Ferdinand s'est laissé influencer par Rykov », disait-on avec désespoir. Cela était considéré comme une déshonneur pour l'ensemble de l'institution.

Je rencontrai aussi de nombreux sympathisants de Trotski dans la Guépéou. L'éventualité d'un bloc Staline-Trotski soulevait l'enthousiasme de quelques-uns. Il y avait même quelques vrais trotskistes.

En automne 1928 la lutte à l'intérieur du parti entraînait dans sa phase décisive. Le problème des livraisons de grains se posait à nouveau. On travaillait fiévreusement les membres du Comité Central en vue de la session plénière. Staline avait essuyé un échec en voulant gagner à sa cause les gens de Léninegrad — Komarov et les autres — qui avaient succédé à Zinoviev. Mais dans l'ensemble la position de Staline s'était renforcée, surtout à Moscou ; on y préparait déjà le renvoi d'Ouglanov, secrétaire de l'organisation. La *Pravda* publia un article de tête sous le titre : « Il faut appuyer sur tous les leviers ». Quelle différence avec la résolution adoptée par le plenum de juillet du Comité Central, où l'on jurait que les « mesures extraordinaires » étaient à jamais abolies !

Au plenum d'octobre du Comité Central, Staline remporta une victoire définitive ; il était parvenu à échafauder une majorité. Tout d'abord, Staline pensa en finir immédiatement avec la droite, mais les combinaisons d'« appareil » aboutirent à un certain « compromis » : Staline lui-même proclama qu'il n'y avait aucune divergence de vues au Politbureau et que la prétendue déviation de droite au sein du Politbureau n'était qu'une calomnie contre-révolutionnaire et trotskiste. Il se contenta pour le moment de réduire à néant les éléments subalternes de la fraction de droite. Le tour des trois membres du Politbureau appartenant à l'opposition de droite ne vint qu'en avril 1929 au plenum suivant du Comité Central.

Après sa victoire au plenum d'octobre, Staline se hâta d'en finir avec Trotski. Ce dernier pouvait en effet devenir dangereux pour le vainqueur, soit directement, soit en faisant bloc avec le reste des mécontents. Le 20 novembre 1928 la Direction de la Guépéou signifia à Trotski qu'il avait à quitter le territoire soviétique. Le 12 février 1929 il débarquait à Constantinople. En l'absence de Trotski, le jeu devenait plus simple pour l'oligarchie bureaucratique. L'opposition de droite le savait. Aussi, à la réunion du Politbureau qui décida du sort de Trotski, les hommes de droite avaient-ils voté contre son expulsion de Russie, sous le prétexte qu'il « nuirait davantage à l'étranger ».

III

LE KOMINTERN EN YUGOSLAVIE

C'est à ce moment que se produisirent en Yougoslavie et dans le parti communiste yougoslave des événements qui devaient peser d'un grand poids sur ma destinée ultérieure en Russie. Cette « affaire » yougoslave peut d'ailleurs servir d'excellente illustration des méthodes du Komintern...

Le 6 janvier 1929 eut lieu le coup d'État en Yougoslavie. Le Parlement fut dissous. Tous les partis furent interdits. Le général Jivkovitch — chef d'une ligue militaire secrète serbe dénommée « La main blanche » — fut appelé au pouvoir. Le coup d'État était teinté de fascisme, mais il lui manquait l'élément essentiel du fascisme — le caractère de mouvement de masses. Le nouveau régime n'était au fond qu'une dictature militaire. On le justifia par la nécessité de mettre fin à la lutte entre les nationalités en Yougoslavie. La nation dominante — les Serbes — forment une minorité de cinq millions d'âmes sur une population totale de treize millions. Cela explique la lutte nationale qui déchire la Yougoslavie depuis le jour de sa création. Les Croates, la plus forte des nationalités non serbes puisqu'ils comptent plus de trois millions d'âmes, se trouvent en tête dans cette lutte contre l'hégémonie serbe. Comme on ne pouvait éviter, dans un régime parlementaire, l'opposition des nations non serbes, les milieux dirigeants de Belgrade avaient résolu de l'éliminer par une dictature militaire. Étant données les forces respectives des nationalités, cette lutte exigeait des masses populaires serbes un effort démesuré. Ces masses ne tiraient aucun profit sensible de la politique d'hégémonie de Belgrade ; aussi accueillirent-elles la dictature avec réserve et froideur. Celle-ci fut donc condamnée dès le début à rester suspendue dans le vide ; pour assurer son existence, elle dut recourir à une terreur aussi cruelle qu'insensée.

Ces événements eurent les conséquences les plus tragiques pour le parti communiste yougoslave et aussi pour les cent vingt communistes yougoslaves qui se trouvaient à Moscou.

En 1926, Moscou avait confié la direction du parti

yougoslave à la fraction de droite. Cette fraction s'était, au courant de 1926 et de 1927, si bien compromise aux yeux du parti que le plenum du Comité Central yougoslave, indigné, avait écarté l'ancien Politbureau et en avait élu un nouveau, situé plus à gauche. Mais le Comité Central oubliait qui était le vrai maître. Le « maître » — c'est-à-dire Boukharine, Gorkitch, Manouïlski — annula les décisions du Comité Central et révoqua le Politbureau dit « de gauche ». On ne pouvait faire directement appel à l'ancienne direction ; on fit bien pire, selon les méthodes habituelles du Komintern. Le triumvirat Boukharine-Gorkitch-Manouïlski racola une pègre qui n'avait jamais eu rien à voir avec le mouvement yougoslave et l'envoya en Yougoslavie en qualité de « mandataires ». C'étaient des aventuriers sans aveu venus des cinq continents. Pour achever la plaisanterie on baptisa cette bande du nom de « Direction ouvrière ». Il y avait bien dans cette compagnie deux ou trois honnêtes ouvriers, dont Djouro Djakovitch-Bosnitch, qui fut plus tard tué par la réaction yougoslave, mais ce n'étaient que des victimes qui servaient de paravent à cette « direction ».

Les « mandataires » étaient en train de préparer la conférence du parti et se voyaient déjà vainqueurs ; encore quelques mois et ces gens sans attaches auraient acquis le « stage d'activité illégale » dont ils avaient besoin. Bientôt une carrière mondiale dans le Komintern leur serait ouverte.

Tout se serait fort bien passé, n'était Belgrade qui a aussi son mot à dire en Yougoslavie. Or, on avait fait à Belgrade un coup d'État fasciste et militaire, suivi aussitôt de représailles sanglantes, à la manière balkanique, contre l'opposition. C'est là qu'une « activité illégale » s'imposait. C'est alors qu'il aurait fallu des hommes sachant mourir. Mais les « mandataires » étaient d'une autre espèce ; ils furent pris d'une panique intense, car il ne s'agissait plus de carrière, mais bien de risquer sa peau. Il en résulta une catastrophe aussi invraisemblable que déshonorante. Les « meilleurs » des mandataires abandonnèrent à leur sort, en cet instant critique, le parti, les jeunesses communistes et le mouvement ouvrier pour fuir à toute allure la Yougoslavie et gagner Moscou. L'idéologue de la compagnie, Gorkitch, était en tête des fuyards.

C'étaient là les « meilleurs ». Les pires restèrent en Yougoslavie et passèrent au service de la police. On sut alors que quelques-uns d'entre eux étaient déjà auparavant des agents provocateurs qui avaient pris dès le début des « assurances » des deux côtés. L'un de ceux-ci était le « mandataire en chef », un nommé Bresovitch, ancien prisonnier de guerre autrichien en Russie, qui n'avait jamais fait partie du mouvement ouvrier yougoslave.

Gorkitch, Manouilski et quelques autres sauvèrent donc leur peau, leur carrière ne fut pas brisée, ils évitèrent la catastrophe. Mais, par contre, le mouvement ouvrier yougoslave se trouva livré à la réaction la plus cruelle. Gorkitch et les autres dirigeants du Komintern envoyèrent froidement à la mort des dizaines et des centaines d'hommes, pour couvrir leur propre désertion et prouver qu'ils agissaient, qu'il luttaient contre la réaction. Ce fut en 1929-1930, en Yougoslavie, la répétition de ce qui s'était passé à une plus grande échelle en Chine. Ce n'était pas la première fois ni la dernière ; on en avait vu déjà des exemples, on devait en voir encore dans d'autres pays.

La couardise et la trahison dont avaient fait preuve les « dirigeants » du Komintern au lendemain du 6 janvier 1929 soulevèrent une tempête d'indignation parmi les militants yougoslaves de Moscou, en particulier dans le groupe de gauche qui comptait plus de cinquante membres.

La gauche yougoslave s'était formée en 1921 après la dissolution du parti communiste afin de poursuivre l'action dans l'illégalité. En 1924-1925, la gauche renforça ses positions en préconisant une politique révolutionnaire dans la question nationale et paysanne. Ce groupe de gauche se distinguait et se distingue encore par un horizon borné aux seules questions yougoslaves. Il ne savait ni ne voulait coordonner son action avec celle des groupes de gauche dans les autres partis du Komintern. Les « gauches » yougoslaves n'imaginaient pas qu'une telle ligne de conduite condamnait leurs efforts à la stérilité ; ils pensaient au contraire ne donner aucun atout à leurs concurrents de droite et se frayer ainsi un chemin vers le pouvoir avec le soutien et par le moyen du Komintern.

De tels procédés de lutte interne sont caractéristiques

des partis appartenant à l'Internationale communiste. La méthode par laquelle les représentants du parti communiste russe tiennent en main le Komintern consiste à isoler entièrement les divers partis. Chacun d'eux ne connaît que soi-même et le parti russe. Les groupes ne luttent dans le Komintern que pour défendre leurs positions à l'intérieur de chaque parti. Lorsqu'ils se mêlent de ce qui se passe dans les autres sections nationales, ce n'est que pour y soutenir les propositions du parti russe. Ces groupes arrivent en effet à affermir leurs positions locales en prévenant les moindres désirs des représentants du parti communiste russe, en adoptant à leur égard une attitude permanente de servilité. Il n'existe aucun esprit international, aucun intérêt profond et réfléchi à l'égard des mouvements communistes étrangers. On ne tolérerait du reste pas un tel esprit. Pour résoudre les problèmes généraux, pour juger et condamner, il y a le parti communiste russe ; les autres n'ont qu'à exécuter ses décisions. Il semble incroyable qu'un tel système de servilité ait pu naître et se développer dans un mouvement ouvrier international ; pourtant il existe et triomphe.

En février 1929, le Komintern convoqua une assemblée générale afin de calmer les esprits yougoslaves de Moscou. L'assemblée, à la suite de discussions tumultueuses, déclara que le rapport du Komintern n'était pas satisfaisant et repoussa la résolution qu'il proposait. On adopta par 90 voix contre 5 une contre-résolution qui blâmait la conduite des dirigeants du parti yougoslave. C'était aussi la condamnation indirecte de la politique du Komintern.

Cela ne pouvait se passer ainsi. « Votre cas est clair, le Komintern vous réduira à néant », me dit avec une bienveillance étonnée un vieil émigré politique qui assistait à nos débats.

C'était notre groupe trotskiste, alors pleinement constitué, qui avait pris la tête des mécontents. L'attitude critique à l'égard du régime, qui se généralisait de plus en plus parmi les Yougoslaves comme parmi tous les étrangers arrivant en Russie soviétique, avait donné naissance, dans notre petit groupe, à toute une idéologie d'opposition. La question paysanne telle qu'elle s'était posée en hiver 1928 avait été le facteur déterminant de cette évolution. Il était clair en effet que l'opposition

trotskiste avait vu juste dans cette question. Le mot d'ordre de démocratie ouvrière et d'autocritique lancé par Staline s'était révélé être une simple manœuvre bureaucratique de même que sa tolérance envers la droite accompagnée d'une persécution des gauches. Tout cela nous poussa à donner une forme définie à notre opposition et à prendre contact avec l'organisation illégale des trotskistes de Moscou.

Les problèmes soviétiques formaient le noyau de notre opposition, tandis que la politique internationale du Komintern (en Chine, en Angleterre, etc.) en formait en quelque sorte le cadre général. C'est dans ce cadre que prenaient place les problèmes du parti communiste yougoslave.

Nous ne critiquions pas seulement l'activité administrative du Komintern à l'intérieur de notre parti, les aventuriers qu'il y appelait au pouvoir ; nous devenions aussi de plus en plus hostiles à la ligne politique du Komintern. Partis de la question nationale, nous nous trouvions en présence du dilemme suivant : révolution socialiste ou révolution bourgeoise en Yougoslavie. La fraction de gauche avait autrefois préconisé d'exploiter le problème des nationalités dans les intérêts de la révolution. Mais cette « exploitation » avait fini par prendre une forme telle que le parti communiste et le mouvement ouvrier en étaient réduits à servir le nationalisme bourgeois des peuples opprimés de Yougoslavie. Bien avant qu'on eût vu en France la réconciliation entre drapeau rouge et drapeau tricolore, entre l'*Internationale* et la *Marseillaise*, on en était venu en Dalmatie à l'alliance du drapeau tricolore croate et du drapeau rouge, de l'*Internationale* et de l'hymne national *Notre belle patrie*. Le mouvement ouvrier révolutionnaire et internationaliste risquait de se disloquer en autant de mouvements simplement « radicaux » qu'il y a de nationalités en Yougoslavie.

Notre petit groupe déclara la guerre à cette tactique et réussit à entraîner, sur cette question, l'ensemble de la gauche yougoslave, c'est-à-dire la presque totalité des communistes yougoslaves actifs qui se trouvaient à Moscou. La gauche, qui, en 1924-1925, avait été la première à préconiser l'exploitation de la question nationale, luttait maintenant contre cette tactique telle que l'appliquait le Komintern. Quant à moi personnel-

lement, j'avais bataillé sur ce terrain contre l'idéologue de la droite, Sima Markovitch ; aujourd'hui, sur le même terrain et pour atteindre le même but, j'en étais réduit à lutter contre le Komintern et son Comité Exécutif 1.

Maintenant que nous avons formé un groupe trotskiste, il nous restait à apprendre ce qu'est le travail politique illégal en Russie soviétique. Nous constituâmes une sorte d'organisme central de six membres : quatre communistes yougoslaves : Deditch, Draguitch, Heberling et moi-même, et deux Russes, anciens membres des Jeunesse Communistes, Victor Zankov et Oreste Glybovski. Ce « centre » était flanqué d'un groupe de cinq militants d'opposition et entretenait en outre des relations individuelles avec cinq autres « sympathisants ». Notre centre était en contact avec l'organisation trotskiste de Moscou par l'intermédiaire d'un homme de confiance. Celui-ci nous fournissait régulièrement les lettres de Trotski et d'autres leaders d'opposition, ainsi que les thèses et autres documents de l'opposition. Quant à notre activité, elle se développait dans deux

1. La critique, exposée plus haut, de la politique de Moscou suivie par le Parti Communiste yougoslave, a obtenu, en majeure partie, la confirmation indirecte de Moscou lui-même.

En été 1937, après une nouvelle lâcheté et une catastrophe, le secrétaire général du Parti, Gorkitch-Cizinsky, fut rappelé à Moscou et fusillé, et à sa place fut nommé Tito-Broz. Celui-ci a fait preuve, de 1937 à 1945, des capacités qui manquèrent à Gorkitch : la combativité, l'action, l'organisation, mais par contre et surtout après 1945 et 48, il lui manquait une grande qualité qui honorait Gorkitch : la servilité vis-à-vis du Kremlin !

Gorkitch a accepté d'aller de Paris à Moscou pour être fusillé, tandis que Tito a refusé le « simple » contrôle des officiers soviétiques à Belgrade.

Voilà pourquoi Staline a imposé pendant neuf ans Gorkitch au Parti yougoslave et pourquoi il tient en général à avoir à la tête des partis communistes des hommes « moyens », tels un Thaelmann, un Thorez, un Kunsinen...

Ce brave sous-officier autrichien, d'origine croate, Tito, qui, prisonnier de guerre en Russie depuis 1915, ne s'était rallié aux bolcheviks qu'en 1919-20, c'est-à-dire après la disparition de l'empire autrichien, a joué enfin un bon tour au généralissime du Kremlin.

Le second changement important de Moscou fut le renversement de la « politique nationale » du Parti yougoslave. Comme il a été dit plus haut, dans les années 1924-33, on avait introduit une politique contre l'hégémonie serbe, allant jusqu'à soutenir le nationalisme et attiser le chauvinisme des Croates et d'autres peuples non serbes.

milieux différents : les ouvriers d'usines russes et les communistes yougoslaves de gauche.

Les communistes yougoslaves faisaient partie des cellules d'usines et étaient en relation avec des ouvriers favorables à l'opposition, tant communistes que sans-parti. Quant à nos compatriotes, nous nous efforcions de les intéresser aux questions yougoslaves qui leur tenaient naturellement plus à cœur que les questions russes. Nous nous efforcions de lier ces problèmes yougoslaves à la politique générale du Komintern et du parti communiste russe, nous démontrions que nos malheurs n'étaient que l'aspect particulier d'un désastre général, qu'on ne pouvait les guérir sans un changement de la politique générale du parti communiste russe. Il n'était pas facile d'en persuader notre public : il s'imaginait que les malheurs yougoslaves étaient une exception et que tout allait bien dans les autres partis communistes, tout particulièrement dans le parti russe. Ce n'était là qu'une illusion, mais on ne l'abandonnait qu'à regret.

**

Après 1933 et surtout à partir de 1938, pendant la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme et le chauvinisme serbes ont été un des éléments de la politique de Moscou. En conséquence, le Parti Communiste yougoslave et la nouvelle Yougoslavie de Tito ont renouvelé la vieille tradition de Pachitch et du roi Alexandre : faire une politique nationale grande-serbienne contre les Croates, les Bulgares, les Macédoniens, les Albanais et les Hongrois en s'alliant les deux petits groupes : les Monténégrins et les Slovènes. C'est cette scission des Yougoslaves en deux blocs opposés ; serbo-monténégro-slovène contre bulgare-macédono-croate, qu'on appelle à Belgrade le « Yougoslavisme ».

L'opposition unanime des communistes macédoniens en 1941, et de la majorité des communistes croates de 1942 à 1944, à cette politique grande-serbienne, acceptée et conduite par Tito, Nechkovitch, Rankovitch, Djilas et Kardelj, est une preuve éclatante de l'existence de ce malaise intérieur yougoslave qui a détruit la vieille Yougoslavie et menace la nouvelle.

Ce n'est qu'après la polémique de Tito avec Moscou que ces conflits nationaux au sein du Parti Communiste yougoslave ont été connus.

Moscou, de son côté, depuis 1945 et surtout depuis 1948, a fait un troisième choix : à présent c'est le tour du nationalisme et du chauvinisme bulgare d'être le favori du Kremlin, l'instrument de son « internationalisme ».

L'allié serbo-yougoslave d'hier est à son tour combattu pour « nationalisme ».

Les militants yougoslaves n'évitèrent pas les représailles que méritait leur attitude d'opposition à l'égard de la politique criminelle du Komintern dans les affaires de Yougoslavie. Mais au lieu d'en finir avec nous d'un seul coup, on s'y prit d'une façon progressive et lente, en resserrant peu à peu le filet. D'abord on constitua une Commission pour « instruire » l'affaire, mais en réalité pour essayer de décomposer notre groupe. Lorsque cette tactique se fut avérée inefficace, on forma une Commission mixte (Comité Central du parti et Komintern) présidée par N.N. Popov, l'ancien menchévik. Ce n'est qu'au bout de six mois que la Commission termina ses travaux et convoqua une réunion pour y exposer ses conclusions. Comme le veut la pratique communiste en Russie, on essaya d'abord de nous démoraliser en mettant aux voix une résolution approuvant purement et simplement les conclusions de la Commission. Dès l'ouverture des débats, un des « partisans du Komintern » nous menaça de Sibérie ; les conclusions de la Commission — insistait-on — étaient d'ores et déjà approuvées par le Comité Central du parti. Cependant, près de la moitié de l'assemblée (17 voix contre 21, les autres Yougoslaves étant en vacances) votèrent contre cette résolution et firent appel au Comité Central pour obtenir la révision de l'affaire.

Quelques jours plus tard, une Commission du Komintern présidée par Soltz se réunit pour organiser la répression. Elle siégea avec une hâte exceptionnelle. Soltz n'accorda que quelques minutes à chacun des intéressés. Trois des nôtres (dont j'étais) furent exclus avec sursis d'un an ; vingt camarades reçurent l'ordre de quitter Moscou pour toute autre résidence de leur choix, afin « de permettre à la lutte, à l'intérieur du parti yougoslave, de se calmer » ; quelques dizaines de camarades s'en tirèrent avec une simple réprimande.

Ces représailles nous dévoilèrent certains traits nouveaux de la vie du parti en Russie. Ce qu'il y avait de plus frappant, c'était la lenteur des opérations. Elle était due au fait que le parti traversait une époque de transition et aussi aux méthodes très particulières employées dans la lutte contre les débutants de l'opposition.

Staline s'efforçait de gagner les trotskistes sans Trotski. L'exil de ce dernier en fournissait le prétexte. Je crus d'abord que la manœuvre échouerait, que Trotski

expulsé, les cadres trotskistes serreraient les rangs. Je me trompais. Toute la « vieille génération » trotskiste était prête à sacrifier la personne de son chef, à renier le principe de la démocratie ouvrière, à « fermer les yeux » sur la condition des ouvriers, pourvu que l'on continuât à lutter contre les koulaks et l'industrialisation du pays. Preobrajenski, le plus désintéressé de ces « capitulards » et l'un des idéologues les plus en vue de la bureaucratie communiste, faisait de ce programme la condition *sine qua non* de tout accord avec Staline. Comme il lui rappelait les hésitations du Comité Central, Staline lui répondit fermement : « Je ferai arrêter s'il le faut tout le Comité Central, mais je réaliserai le plan quinquennal ». Cela décida du sort des pourparlers.

L'administration stalinienne avait de bons motifs pour faire traîner notre affaire ; elle pouvait espérer que nous suivrions l'opposition russe dans la voie de la capitulation et qu'abandonnant notre conception « romanesque » du socialisme, nous finirions par revenir sur le bon chemin de la vérité bureaucratique.

Il n'était pas seulement question de nous donner un délai pour réfléchir. On voulait encore nous conquérir, nous convaincre. J'étais soumis à l'enquête d'une Commission spéciale, à la veille d'être exclu du parti ; pourtant c'est alors que je vis s'ouvrir devant moi des possibilités de travail politique au Komintern qui m'avaient été refusées auparavant, alors que j'étais encore un membre irréprochable du parti, délégué officiel du Comité Central yougoslave. On me confia la tâche d'écrire l'histoire du parti yougoslave et je pus pénétrer dans le « saint des saints », aux archives du Komintern. Ce n'était pas qu'un hasard. Je pus constater par la suite qu'il s'agissait d'un véritable système.

La tactique de la bureaucratie consistait à terroriser l'adversaire de l'extérieur tout en le démoralisant par un travail de corruption. Le procédé portait le beau nom de « rééducation communiste ». On commence par avertir le coupable ; on l'écarte doucement, on lui laisse entendre que son attitude ne correspond pas aux nécessités de l'heure, qu'il devrait s'amender, se « bolcheviser ». Si cet avertissement reste sans résultats, on le menace de sanctions administratives graves ; s'il s'obstine, on lui assène un grand coup sur la tête. Mais

en même temps, avant qu'il ait pu souffler, on commence à lui faire la cour, on lui confie un travail intéressant et bien rémunéré, on semble lui dire : « Vous voyez : la dictature du prolétariat est sévère, mais point rancunière, le parti a des principes, mais il n'est pas mesquin. Il nous serait facile de vous anéantir : vous êtes isolé, tout le monde vous condamne ; pourtant nous vous offrons les plus vastes possibilités, vous pouvez avoir un travail intéressant et bien payé, il suffit que vous vous rendiez compte de vos erreurs, et que vous vous corrigiez en travaillant. Mettez-vous donc au travail, nous avons tant besoin d'hommes. »

Cette argumentation est loin d'être dénuée de sens ; elle est pleine de réalités. Mais elle corrompt les âmes et aggrave l'oppression et le mensonge...

IV

JE QUITTE MOSCOU

Les sanctions prises par la Commission de contrôle ne purent ni décourager ni convaincre mes camarades, les trotskistes aussi bien que les autres membres de la gauche yougoslave. Peu de temps après que l'arrêt du Komintern fut rendu, nous réunîmes une dizaine de militants et décidâmes de continuer la lutte à l'intérieur du parti yougoslave — illégalement s'il le fallait. Nous nous mîmes à éditer des écrits où nous critiquions la politique et les théories du Comité Central yougoslave.

Après trois ans de séjour en Russie, j'avais pu me faire une opinion sur la vie publique soviétique. C'est alors que je me mis à observer de plus près la vie privée.

J'avais souvent entendu dire que la vie privée des dirigeants communistes était loin d'être irréprochable. J'avais cru que ce n'étaient là que des calomnies contre-révolutionnaires ou simplement des commérages. Je me disais : puisque la ligne générale est juste, à quoi bon s'attarder à des détails de mœurs. Maintenant que cette ligne générale me paraissait fautive, les détails de mœurs

que j'avais pu observer commençaient à prendre du relief.

Les membres du Gouvernement et du Comité Central, les hauts fonctionnaires de diverses administrations divorçaient les uns après les autres. Les femmes qu'ils quittaient les avaient autrefois suivis en exil ; elles avaient vécu à leurs côtés les années difficiles de persécutions et de guerre civile. Maintenant on les quittait froidement, parce qu'elles avaient vieilli. D'autres communistes, d'humble origine, divorçaient parce qu'ils trouvaient leurs femmes incapables de les comprendre : il a « fallu » la quitter, disaient-ils. Certes, chacun de ces cas pris isolément n'avait rien d'émouvant, mais leur accumulation donnait à réfléchir : fallait-il vraiment que la révolution causât tant de douleur à celles qui avaient tant souffert en son nom ? Je ne pouvais partager la sérénité olympienne des communistes russes, qui croyaient que tout était en règle pourvu qu'ils aient assuré la subsistance de leurs femmes divorcées.

Ce sentiment de réprobation se confirmait lorsque l'on faisait connaissance avec les nouvelles femmes des communistes. A quelques exceptions près, ce n'étaient pas des femmes d'esprit sérieux. Elles provenaient généralement de la petite bourgeoisie, de l'« intelligentsia », de familles de fonctionnaires. Souvent elles appartenaient aux anciennes classes dirigeantes. Même chez celles qui avaient été ouvrières, étudiantes et communistes, on ne sentait aucune communion spirituelle avec leurs maris. Il n'était que trop clair que le mariage n'avait été pour elles qu'un moyen de réussir dans la société, d'avoir un bel appartement, des toilettes, une auto. Celles qui appartenaient à une famille de « cidevant » avaient trouvé en outre dans leur mariage une assurance de sécurité pour elles et leurs familles.

Certes, on ne commande pas aux sentiments. Mais n'est-il pas curieux de voir que les communistes russes n'ont de sentiments que pour ce genre de femmes ? Cela rappelait étrangement ce qui se passe dans la société bourgeoise, où les jolies filles se marient avec de riches vieillards. Les socialistes n'avaient-ils pas toujours dénoncé cette prostitution sous forme de mariage ? L'analogie va plus loin. Un jour j'eus l'occasion de lire la lettre de la jeune femme d'un Commissaire du peuple très en vue, à son amant, un étudiant. Je me

souvins des vieux ministres d'Europe et des amants de bonne compagnie qu'entretiennent leurs épouses. La nature se venge, même en Russie soviétique.

On ne divorçait d'ailleurs pas toujours. On se contentait souvent de prendre des maîtresses. Une nouvelle classe de courtisanes s'était formée, d'esprit soviétique. Mais où est la différence entre ces mœurs soviétiques et celles de la haute société capitaliste ?

**

L'automne approchait. La saison politique allait commencer. Mes jours à Moscou étaient désormais comptés. Aussi me promenais-je beaucoup dans les rues de la ville. Après trois ans vécus à Moscou, j'arrivais mal à me convaincre que ce n'était pas la capitale de khans tatars, mais bien celle des tsars de Russie. Chaque pierre scellée de travers, chaque inscription malvenue, toute la ligne étrange des édifices, des toits, des fenêtres et des clôtures évoquait un Orient antique et vétuste. Les constructions nouvelles se perdaient encore dans la masse de ce vivant musée. Pourtant, on voyait partout qu'un monde nouveau était en train de naître. On démolissait un grand nombre de vieilles églises, de clochers, de maisons anciennes : on élargissait les rues. Un style nouveau commençait à poindre.

« La passion de détruire est une passion créatrice », disait une inscription gravée en 1918, sur la porte Nikolskaïa. Cette inscription devait bientôt disparaître avec la porte qu'elle surmontait et avec toute la muraille de Kitaï-Gorod.

La ville débordait de vie. Le plan quinquennal approchait. On peut critiquer Moscou tant qu'on veut. On peut se lamenter sur la contradiction qui y règne entre la réalité et l'idéal, entre les promesses et les réalisations, mais on ne peut nier la vitalité qui l'anime et qu'on sent partout. La volonté de vivre est la loi suprême de cette ville.

**

Enfin le jour vint où je devais me présenter au parti pour y recevoir mes papiers. A la Commission centrale de contrôle, Soltz me remit une lettre personnelle pour Kirov, car j'avais décidé de me rendre à Léninegrad.

A LÉNINGRAD

Léningrad est un morceau d'Europe dans l'immensité russe. Son immense réseau de rues tirées au cordeau, ses édifices grandioses et ses palais produisent une impression inoubliable. En parcourant la Russie, on finit par oublier ce qu'est l'Europe ; à Léningrad on découvre la synthèse de tout ce qui se trouve isolément dans chaque grande ville européenne. Ses nombreux palais créent un ensemble harmonieux et donnent à la ville une incomparable majesté. L'étendue de ses places, de ses quais, de ses artères évoquent la grandeur des événements qui s'y sont déroulés. Les blocs énormes de granit finlandais qui bordent au Champ de Mars la tombe commune des victimes de la Révolution font plus d'effet que le Mausolée de Lénine, écrasé par le Kremlin. Les inscriptions gravées sur ces blocs respirent l'enthousiasme sévère des premières années de la Révolution d'Octobre. Même les noms des rues disent mieux à Léningrad qu'à Moscou la grandeur de l'année 1917. Les gens aussi sont autres qu'à Moscou. On sent dans les gestes et les vêtements plus d'élégance, plus de tenue, plus de culture.

Le prolétariat imprime son cachet à la ville. A cinq heures de l'après-midi, à la fin de la journée de travail, les ouvriers quittent par dizaine de milliers leurs usines et emplissent toutes les rues, tous les quartiers comme un fleuve qui déborde. Ils portent des vêtements de travail sombres, tachés d'huile, leurs visages sont hâlés par la poussière de fer des ateliers. Mais surtout, leurs visages expriment une fierté et une résolution que je n'ai jamais vue chez les ouvriers d'Europe. Toute leur attitude semble exprimer qu'ils sont l'avant-garde du prolétariat mondial, qu'ils ont été les premiers à occuper ateliers et usines et à faire la plus grande révolution ouvrière qu'on ait vue aujourd'hui.

Aujourd'hui encore, alors qu'ils sont réduits en servitude, alors que leurs usines ont passé aux mains de la bureaucratie, de la « bourgeoisie rouge » comme on l'appelle en Russie, on sent vibrer en eux quelque chose du grand effort de 1917-1921. Cela se sent par-dessus

toutes les différences individuelles ; il semble vraiment que pour le prolétariat de Léninegrad, la révolution n'a pas été vaine.

Six ans plus tard, dans l'affreuse et lointaine Sibérie, j'eus de nouveau l'occasion de rencontrer des milliers d'ouvriers de Léninegrad. Ils y avaient été refoulés après l'assassinat de Kirov, au nombre de 30 à 40.000 avec leurs femmes et leurs enfants. On les avait dispersés aux quatre coins de la Sibérie septentrionale et sur les rives de l'océan Arctique. Mais dans leur soumission froide et taciturne on sentait une pointe de mépris pour le pouvoir bureaucratique, une pointe de fierté ouvrière et l'espoir secret d'une revanche. Ils ne se donnaient pas le nom de « Zinovievistes », cela leur aurait semblé bavardage et couardise ; ils se désignaient comme « ceux de Léninegrad », voilà qui sonnait fièrement : « Nous sommes un détachement de la classe ouvrière, non point un groupe de frondeurs bureaucratiques ». Les ouvriers de Léninegrad se sont défendus et sans doute sauront-ils se défendre encore.

*
**

Mais revenons à Léninegrad, tel que je le vis en automne 1929. Le rythme de la vie y semblait assez lent après Moscou. La ronde endiablée de la capitale n'avait pas encore entraîné l'ensemble de la Russie. On se sentait un peu en province à Léninegrad. Les édifices, les pavés, qui n'étaient pas très bien entretenus, renforçaient encore ce sentiment. Tchernichevski n'aurait certes pu, en 1929, parler du « pavé lisse » de « Nevski prospect ».

Un de mes amis russes séjournait dans une maison de santé de Detskoïé Selo (l'ancien Tsarskoïé Selo). Draguitch et moi lui rendîmes visite et en profitâmes pour visiter l'ancienne et célèbre résidence des tsars. Nous nous promenâmes tous trois dans les parcs magnifiques ouverts désormais au peuple. Il faisait un temps d'automne splendide, clair et tiède. Les arbres avaient déjà des nuances cuivrées. Les rayons de soleil encore chauds et une très légère brise égayaient le paysage. Pour la première fois de ma vie je goûtai la beauté de l'automne. Tout en nous promenant, nous discutâmes des destins de la révolution russe. Au fond du parc

nous découvrîmes à un des carrefours une tombe des victimes de la révolution. Une inscription nous frappa :
« Jamais, jamais plus les Communards ne seront esclaves ! »

Ils le sont bien aujourd'hui, ou plutôt une partie d'entre eux a réduit l'autre en esclavage, avec toute la masse des travailleurs. Octobre n'a pas été le dernier accord d'un hymne de libération, mais seulement un chaînon d'une longue chaîne de luttes qui s'étend de la barbarie à la société émancipée de demain.

Les palais des tsars à Detskoïé Selo me parurent moroses. Leurs salles sont majestueuses mais glacées.

A l'écart des palais, dans un square ombragé, se dresse le monument élevé à Pouchkine. Le poète semble regarder le monde d'un air renfrogné. Le plan quinquennal n'a que faire de Pouchkine. Bientôt je rencontrerai en prison le directeur de la Maison Pouchkine. Les inscriptions du monument ne sont pas très lisibles. Ce sont des vers du poète consacrés au lycée de Tsarskoïé Selo, à ses amis de jeunesse, à la nature. Ils sont magnifiques dans leur simplicité. Je les relis plusieurs fois. Nous nous trouvons ici sur le terrain le plus sacré de l'histoire russe. Ici, à côté des tsars, vécurent les « décabristes ». Pour les uns, ce monument devait représenter la réconciliation de la « société avec l'Empire » ; pour les autres, c'était un défi aux tsars. Ces deux tendances se mariaient dans l'âme de Pouchkine. La révolution a brisé tous ces rêves de conciliation. Mais après le plan quinquennal on sentit revivre en Russie le désir de renouer la tradition nationale, fût-ce sur la base d'une société soviéto-bureaucratique. C'est alors que Pouchkine redevint un symbole obligatoire et que son culte devint un culte d'État. Comme Nicolas I^{er}, le tsar des gentilshommes terriens, Staline, tsar des bureaucrates, voulut se réchauffer au soleil de Pouchkine. Le directeur de la Maison Pouchkine — me disent les journaux — a été réintégré à son poste et s'est remis au travail. Il est probable que le monument du poète à Detskoïé Selo a été remis à neuf et resplendit de beauté...

Près du palais se trouvent quelques fermes et écoles d'agriculture. Un de nos amis vient y faire des travaux pratiques : il est étudiant à la nouvelle Faculté de construction de tracteurs de Léninegrad. Ses sympathies

idéologiques vont à la trinité Lénine-Trotski-Zinoviev. Mais sa vie pratique est consacrée aux tracteurs et à Staline. Il nous conseille d'abandonner toute activité d'opposition : « Vous avez raison, nous dit-il, mais au nom du ciel, laissez tout cela, il n'en sortira rien de bon. Gardez votre opinion, mais gardez-la pour vous. » Il y a longtemps qu'il est devenu ingénieur. Combien y en a-t-il en Russie qui lui ressemblent !

Draguitch et moi avons déjà visité Léninegrad et vu tous nos amis. Il était temps de songer au travail et de nous rendre chez Kirov, d'autant plus que le troisième membre de notre petit groupe — Deditch — venait d'arriver.

Me voici chez Kirov à Smolny. C'est le Smolny, célèbre à jamais par les souvenirs des « dix journées » d'octobre 1917. Leur écho était autrefois parvenu jusqu'à moi, dans l'obscur hôpital militaire autrichien où je me trouvais... Il y a un grand jardin devant le Smolny. Douze ans auparavant, les jeunes filles aristocratiques de l'institut Smolny s'y promenaient. On entre dans l'édifice par une belle colonnade qui porte l'inscription suivante : « C'est ici que siégea le premier Soviet de la révolution ouvrière. » Devant le jardin et la colonnade s'étend la « Place de la Dictature », d'où l'on découvre une vue magnifique sur les environs. C'est par l'« Avenue du 25-October », le champ de Mars, le « Pont des Décabristes », la « Place de la Révolte » et la « Place de la Dictature » que l'on atteint Smolny où « siégea le premier Soviet »... C'est un vivant résumé de la Révolution.

Je monte au troisième étage dans l'antichambre de Kirov. C'est là que Nikolaïev devait l'abattre, cinq ans plus tard. J'entre dans le cabinet de travail de Kirov, vaste et bien meublé. Je lui remets la lettre de Soltz. Déjà averti de mon arrivée, il en savait du reste plus qu'il ne montrait. Il m'interrogea par politesse sur les péripéties de la lutte à l'intérieur du parti yougoslave, prétexte officiel de ma disgrâce. J'appartenais au Politbureau d'un parti faible et sans influence, et cependant Kirov me traitait selon mon « rang » hiérarchique. Pour lui, je faisais partie de la nouvelle classe de bureaucrates qui ont des droits et peuvent même se permettre jusqu'à un certain point de faire de l'opposition.

Nous nous mettons d'accord sur mon travail scienti-

fique à Léninegrad. Je suis historien de formation et pendant mes trois années de séjour à Moscou n'ai point interrompu mes recherches d'histoire de l'Europe occidentale. Kirov téléphone en ma présence au chef de la section de propagande et deux jours après on me nomme chargé de cours à l'Université communiste de Léninegrad. Un coup de téléphone de Kirov, et nous voici pourvus, moi et mes camarades, d'appartements à la Maison du Parti de Léninegrad. C'est ainsi que la bureaucratie soviétique « gagne des âmes » ; elle terrorise et corrompt à la fois, elle procède par un mélange de « coercition » et de « persuasion ».

Le bureau de Kirov ne rappelait en rien l'atmosphère enthousiaste et égalitaire de la Révolution d'Octobre ! Kirov lui-même, par ses manières et ses méthodes, me rappelait les hauts fonctionnaires cultivés de l'administration autrichienne que j'avais connus à Brunn, où j'avais eu à traiter pendant la guerre d'affaires de réfugiés d'Istrie. Dans le bureau de Kirov, gouverneur de Léninegrad en 1929, on sentait que la révolution avait été déjà muselée et canalisée. Le coup de revolver de Nikolaïev, je devais l'interpréter comme un acte de désespoir de la génération de 1917-1924, qui avait été déçue par les résultats de la révolution et du plan quinquennal et ne trouvait plus la force de tout « recommencer ». « Recommencer » cela ne sera possible en Russie qu'à des hommes physiquement et spirituellement nouveaux...

Mes camarades refusèrent toute fonction dans le parti et allèrent à l'usine comme simples ouvriers : Deditch à l'usine des téléphones « Aurore Rouge » ; Draguitch à l'usine d'outillage électrique « Electrosila » (ancienne maison Siemens-Schuckert).

Je vécus à Léninegrad depuis octobre 1929 jusqu'à mon arrestation en mai 1930. En dehors de l'Université communiste, j'enseignais à l'école régionale du parti et aux cours des militants communistes d'usine. En outre, je travaillais à la section historique de l'Académie communiste de Léninegrad. Tout cela remplissait mes journées.

Je m'intéressais beaucoup à mes étudiants. Ceux de l'Université communiste formaient en quelque sorte l'élite du prolétariat de Léninegrad : c'étaient des jeunes gens de 25 à 30 ans, sains et énergiques. Presque tous

avaient été ouvriers et avaient derrière eux une longue carrière d'activité publique. Ils étaient cultivés et intelligents, de vrais « gentlemen du prolétariat ». Il me semblait que c'était ce milieu qui devait fournir les futurs champions ouvriers dans la lutte contre la bureaucratie. Leur origine sociale, les liens qui les rattachaient aux ouvriers, leur niveau intellectuel, leur jeune énergie, la possibilité qui leur était offerte de se familiariser théoriquement et pratiquement avec les divers aspects du mouvement ouvrier, tout cela les prédestinait à ce rôle.

Pourtant je dus constater bientôt que mes prévisions n'étaient pas fondées. Ils ne s'intéressaient que d'une façon toute superficielle aux questions d'histoire et de sociologie, aux débats théoriques sur le mouvement ouvrier. Certes, ils apprenaient fort bien tout ce qu'on leur enseignait ; ils l'apprenaient trop bien : ce qui n'était pas écrit dans le manuel n'existait pas pour eux. Jamais de questions en dehors du programme officiel. Leur vie spirituelle était parfaitement mécanisée. Lorsque je m'efforçais de les pousser au-delà de l'étroit horizon du programme, d'éveiller leur curiosité et leur sens critique, ils restaient sourds. On aurait dit que leur sens du social était émoussé.

Je le sentis d'une façon particulièrement nette à mon cours sur l'histoire de l'Europe après la guerre. J'eus à faire une conférence sur le fascisme devant un auditoire de 200 étudiants.

Je préparai soigneusement ma conférence et m'efforçai de rendre évidentes pour les auditeurs certaines analogies entre quelques phénomènes caractéristiques des régimes fascistes et du régime soviétique contemporain, particulièrement en ce qui concerne les relations entre l'administration et les masses ouvrières. Je tâchai de suggérer l'idée que ce qui manque à la Russie, c'est la libre activité de ces masses. Mes intentions n'atteignirent pas les auditeurs. Certes, ils avaient saisi jusqu'à un certain point l'analogie dont je viens de parler, mais elle ne les frappait pas, ils la trouvaient tout à fait normale : c'est aux dirigeants qu'il appartient de prendre les décisions, toute la question est de savoir quel est le but final qu'on poursuit. Les buts finaux des dirigeants soviétiques sont bons, ceux des dirigeants fascistes sont mauvais. Mes auditeurs trouvaient tout

naturel que dans les deux cas les masses ne soient qu'un instrument.

Je me mis à observer l'attitude quotidienne de mes étudiants à l'égard de la classe ouvrière, classe dont ils étaient issus et avec laquelle ils continuaient à entretenir les relations les plus étroites. Je pus constater qu'ils acceptaient avec sérénité leurs privilèges, pourtant immenses par rapport à la condition des ouvriers. La saison 1929-1930 était déjà commencée, la crise du ravitaillement allait en s'aggravant, les ouvriers devenaient de plus en plus inquiets, leurs femmes et leurs enfants manquaient de pain, de lait, de beurre. Quant aux étudiants, ils étaient pourvus de tout et n'en étaient nullement émus. Ils trouvaient cette situation normale. Quand on leur parlait des privations que subissaient les ouvriers, ils répondaient par des lieux communs, tels que : « l'édification du socialisme ne va pas sans difficultés. » Par leur position sociale et leur idéologie ils s'identifiaient avec la bureaucratie. En fin de compte je dus constater qu'ils représentaient non pas une élite ouvrière, mais bien une « jeune garde » de la bureaucratie ; un mouvement ouvrier nouveau ne trouverait pas de chef de chez eux. Il devrait au contraire en chercher dans les profondeurs des masses « incultes ». Ces « parvenus » qui défendaient leurs privilèges étaient les pires ennemis de tout mouvement ouvrier authentique, car un tel mouvement devrait nécessairement rechercher l'anéantissement de tout le système bureaucratique.

L'enseignement à l'Université communiste n'était pas chose facile. On modifiait chaque année les programmes, on falsifiait de plus en plus insolemment les faits historiques et les appréciations. On traitait ainsi non seulement l'histoire récente du mouvement révolutionnaire en Russie, mais aussi des événements fort éloignés tels que la Commune de Paris, la révolution de 1848, la première révolution française. Il avait été d'usage auparavant de critiquer les Jacobins au profit des Enragés ; au moment où j'enseignais à l'Université, il fallait au contraire prendre résolument position en faveur des Jacobins et contre les Enragés. Que dire de l'histoire du Komintern ? Chaque nouvelle édition de « L'histoire de la formation et du développement du Komintern » en donnait une version nouvelle, à beaucoup d'égards tout à fait opposée aux précédentes. L'économie poli-

tique et la philosophie subissaient le même traitement.

Les professeurs, bien entendu, étaient au courant de ces falsifications, puisqu'ils les exécutaient ; ils étaient assez cultivés pour comprendre la différence entre ce qu'on enseignait hier et aujourd'hui. Quant aux étudiants, tels que je pus les observer en histoire, ils ne remarquaient généralement pas ces changements, ou n'y attachaient pas grande importance. Ils n'acceptaient pas le mensonge d'une façon pleinement consciente comme les professeurs, mais l'assimilaient inconsciemment avec la matière même du programme et l'esprit général de l'enseignement.

Comme on introduisait ces falsifications dans toutes les branches de l'enseignement à la fois, j'en arrivai à conclure qu'il ne s'agissait pas d'accidents isolés, mais d'un système qui transformait l'histoire, l'économie politique et les autres sciences selon les intérêts et la conception du monde de la bureaucratie et y adaptait l'interprétation bolcheviste traditionnelle du marxisme. En fait, une nouvelle école, une école bureaucratique du marxisme se formait en Russie. Si l'on tient compte de l'immensité des intérêts qu'elle représente et de l'influence énorme qu'elle exerce sur le mouvement ouvrier international par l'entremise du parti communiste russe et du Komintern, on ne peut contester l'importance — du reste négative — de cette nouvelle école. Aux écoles historiques du marxisme — celles de Kautski, de Luxembourg, de Guesde, à l'austromarxisme, au communisme de l'époque révolutionnaire — il faut désormais ajouter cette école du marxisme soviéto-bureaucratique.

On pouvait distinguer trois groupes parmi les professeurs. Les professeurs anciens membres de l'opposition (les « capitulards ») avaient le plus d'influence grâce à leur meilleure formation théorique et à leur intelligence plus souple. Ils étaient talonnés par leurs concurrents acharnés, les jeunes professeurs, communistes sans reproche mais l'esprit borné. Enfin, les « vieillards » constituaient un troisième groupe. Ces hommes n'avaient jamais péché contre l'orthodoxie communiste, mais ils n'avaient plus assez de souplesse intellectuelle pour jouer un rôle de premier plan. Seuls les deux groupes de jeunes luttèrent entre eux. Le recteur de l'Université qui tenait à ces deux groupes s'efforçait consciencieusement de les réconcilier.

L'école soviétique du parti comprenait de jeunes communistes de province, pour la plupart d'origine paysanne. C'étaient de vrais enfants du peuple, mal dégrossis qui n'avaient pas encore été gâtés par la bureaucratie. Ils partageaient les inquiétudes de la paysannerie, et pourtant, chose curieuse, ils se cramponnaient à la ligne politique officielle du parti. On sentait en eux de futurs sous-officiers fidèles au régime et aptes à en assurer la domination sur le peuple dont ils étaient eux-mêmes issus. L'école occupait le bâtiment d'un ancien séminaire religieux près de la gare de Finlande. Les locaux et la nourriture étaient médiocres. Par contraste, les étudiants de l'Université semblaient vivre comme à Oxford ! La bureaucratie, dans son propre milieu, respecte les principes hiérarchiques ; les humbles doivent se contenter de peu et vivre dans l'espoir d'un avancement.

Les cours pour militants communistes d'usine avaient lieu à Detskoïé Selo, dans l'ancien hôtel de la comtesse Paley, vaste, mais inconfortable. C'étaient des cours de trois à six mois destinés aux secrétaires, propagandistes et agitateurs officiels des cellules du parti et des Jeunesses rattachés aux entreprises de Léninegrad. Les élèves étaient presque tous des ouvriers et des ouvrières. Un tiers d'entre eux étaient déjà de modestes fonctionnaires, les autres, tout en gagnant leur vie par le travail de leurs mains, remplissaient diverses fonctions sociales non rémunérées et étaient candidats fonctionnaires. Cette sélection, en faveur de l'administration, des ouvriers les plus actifs et les plus doués laissait la classe ouvrière exsangue et expliquait en grande partie le pouvoir illimité de la bureaucratie sur le prolétariat.

Chez ces élèves, le contact avec l'usine était beaucoup plus intime que chez les étudiants de l'Université communiste. L'inquiétude de la masse ouvrière les atteignait, ils ne se payaient pas de mots comme les étudiants d'Université. « La vie des ouvriers est intenable, leur patience est à bout, notre propagande rencontre dans leur milieu de grands obstacles », disaient-ils souvent.

Leur intérêt à l'égard du mouvement ouvrier à l'étranger était d'un tout autre genre que celui que manifestaient les étudiants. Ces derniers considéraient de très haut les ouvriers d'Occident : « Que sont-ils en compa-

raison de nous ! » disaient-ils. Les élèves des cours, au contraire, espéraient que le prolétariat étranger leur viendrait en aide ou même les sauverait. Ils m'interrogeaient souvent avec inquiétude sur l'avenir du mouvement révolutionnaire en Amérique, en Allemagne. Ma qualité de communiste exclu du parti me valait, semble-t-il, un surcroît de confiance de la part de certains élèves.

Le niveau de vie des élèves du cours était exceptionnellement élevé. Je n'ai vu dans aucun autre établissement scolaire une nourriture aussi excellente. Et cela se passait au printemps de 1930 ! Il faut croire que les dirigeants de la bureaucratie estimaient nécessaire de s'attacher à tout prix les organes de liaison qui exerçaient une action immédiate sur les masses ouvrières des usines de Léninegrad.

Dans la section de Léninegrad de l'Académie Communiste, le travail était moins actif qu'à Moscou. Pourtant on y travaillait ferme. Le Plan quinquennal exigeait toute sorte de justifications idéologiques. Le régime social si particulier qui était en train de se développer en Russie soviétique avait tendance à créer sa propre idéologie dans toutes les branches de la science. Plus exactement, il tendait à fondre sa propre conception du monde avec celle de l'ancienne science, ainsi qu'avec l'idéologie traditionnelle du marxisme et les données scientifiques nouvelles. Je travaillais dans la section historique, dans la Commission d'Histoire du Komintern. C'était ma tâche dans le « plan d'ensemble ». En outre, je me livrai sur ma propre initiative à des recherches sur l'histoire de la féodalité chez les Slaves du Sud.

Les cadres généraux des recherches de l'Académie communiste lui étaient imposés par l'« instance suprême » — par le Comité Central du parti. Cependant le travail à l'Académie présentait beaucoup d'avantages, moins au point de vue matériel qu'à celui de la situation sociale et des possibilités de carrière scientifique qui s'offraient aux membres de l'Académie. Une fois qu'ils avaient « rendu à César ce qui est à César », c'est-à-dire les travaux exigés selon le Plan bureaucratique une fois accomplis, les « scientifiques » étaient assurés d'une excellente situation sociale et matérielle. Comme toutes les autres classes dominantes, la bureaucratie payait

fort bien les prêtres attachés à son culte et leur accordait une place d'honneur dans la hiérarchie sociale. Lorsqu'ils avaient accompli leur tâche officielle, les « scientifiques » pouvaient se livrer, dans les recoins de leurs spécialité, à des recherches désintéressées conduites selon leur propre appréciation du sujet. Enfin, on était libre d'étudier n'importe quoi avec la plus grande liberté d'esprit, pourvu que cet exercice intellectuel restât une affaire strictement personnelle. Il fallait professer en public exactement ce qu'exigeait le pouvoir bureaucratique. Dans le privé, on pouvait penser ce qu'on voulait.

Même lorsque le pouvoir était au courant de ces opinions personnelles, il n'y mettait point d'obstacles, pourvu qu'on ne les exprimât point en public. « Borne-toi à éduquer le peuple », semblait dire le pouvoir, « entre-temps tu finiras par te rééduquer toi-même ». C'est par un tel mécanisme qu'on propage le mensonge aux doses les plus massives et qu'on endort la conscience et la volonté de ceux qui pourraient y voir clair dans le « système ». C'est ce qu'on appelle en Russie soviétique l'« éducation et la rééducation communistes » ou encore le « marxisme-léninisme vivant ». C'est dans ces conditions-là que se développe la science dans la Russie actuelle.

La science soviétique exige de chacun de ses deservants qu'il se soumette au nouvel « Empereur » et à la haute aristocratie du parti et qu'il les adule. Mais en même temps elle défend les intérêts et les privilèges de l'« intelligentsia » et de la bureaucratie tout entière, qu'elle soit communiste ou sans-parti. Elles les soutient non seulement contre les anciennes classes dominantes, mais aussi contre le peuple, contre la masse des travailleurs. Elle y puise sa force et son enthousiasme. Maintenant que j'avais de nombreuses relations dans le milieu intellectuel, je pouvais me rendre compte de l'immensité des privilèges dont jouissent en U.R.S.S. les membres de l'« intelligentsia » : en premier lieu ceux du parti, puis les autres, en particulier les techniciens. La différence des conditions sociales est en Russie particulièrement frappante du fait du niveau général peu élevé du pays. Il suffit de comparer le logement, la nourriture, les vêtements, les conditions d'hygiène et de culture dont jouissent les intellectuels et bureaucrates

d'une part, les simples travailleurs d'autre part, pour découvrir l'abîme qui sépare ces deux couches de la population.

C'est ce qui m'explique pourquoi les intellectuels des pays capitalistes admirent si facilement la Russie soviétique : ce pays est en effet le royaume des intellectuels !

Pourtant peut-on affirmer que l'essence du « monde nouveau » doit consister en ceci seulement que la classe des intellectuels exploite le peuple en lieu et place de la bourgeoisie, que les bureaucrates de toutes sortes d'organisations ouvrières, les fonctionnaires et ingénieurs des usines et des trusts, les médecins, les professeurs, les académiciens remplacent tout simplement les propriétaires fonciers, les capitalistes et leur entourage ? L'instruction, les connaissances techniques doivent-elles être le fondement de privilèges nouveaux, d'une nouvelle division de la société en exploitateurs et exploités, en maîtres et esclaves ?

Par ma situation matérielle et sociale, je me trouvais faire partie des « dix mille privilégiés ». J'étais bien placé pour me rendre compte des raisons qui poussaient les gens à s'adapter au régime bureaucratique, ces raisons étaient fort valables au point de vue des commodités personnelles. Je me sentais comme chez moi dans les salles riches et vastes de l'Académie, logée dans un des grand palais du champ de Mars. J'avais à ma disposition des livres en toutes langues et de toutes les époques, sans en exclure la littérature étrangère contemporaine de toute tendance, ce fruit défendu pour le commun des mortels et pour les simples communistes. Je me sentais mieux encore à l'Université Communiste, où je pouvais me promener dans les salles magnifiques et royalement entretenues de l'ancien Palais de Tauride, ou en me recueillant dans mon cabinet de travail parmi les livres choisis que je pouvais me procurer à mon gré aux frais de l'État.

Je vivais dans un appartement splendide, fort bien meublé, à la Maison du Parti qui était un des plus grand palais du quartier le plus aristocratique de la ville. Mes fonctions me laissaient assez de temps libre pour me consacrer à la littérature, aux langues, aux problèmes sociaux qui m'intéressaient. Enfin, les meilleures villes d'eau de Russie, les voyages et les plaisirs

m'étaient accessibles. On m'avait exclu du parti pour un an. Mais il aurait suffi que je me montrasse disposé à me joindre au chœur des bien-pensants pour qu'une carte de membre du parti vînt assurer définitivement mes privilèges présents et futurs.

Il m'aurait été d'autant plus facile de franchir cette dernière étape que j'étais désormais fixé sur le destin de la révolution russe. La défaite de l'opposition de gauche me semblait définitive ; la seule évolution possible en Russie, pour quelque temps du moins, était l'évolution vers la droite. Quant à l'Europe, et en particulier à l'Allemagne, j'y attendais une recrudescence de réaction. En un mot, j'attendais un nouveau 1804, un nouveau 1849 ou un nouveau 1907. Il fallait se résigner à tomber de plus en plus bas, pour ne remonter qu'ensuite... Cette situation, cette impuissance momentanée, cette passivité des masses laborieuses contribuaient, tout autant que les intérêts individuels et collectifs et que la terreur, à faire célébrer par beaucoup de gens en Russie les bienfaits du bonapartisme bureaucratique. Staline, comme autrefois Napoléon, semblait sauver ce qui pouvait encore être sauvé de la Révolution. Il était le « moindre mal » dans le courant général de la réaction.

Je savais ce que je perdais et ce qui m'attendait lorsque je choisis le camp des adversaires du bonapartisme triomphant, le camp des masses populaires qui pour le moment était le camp des vaincus. Mais mon choix n'était accompagné d'aucun effort héroïque, il m'était dicté par une évolution interne que j'aurais vainement tenté de combattre. Tous ces Barras, Fouché et Bonaparte soviétiques, petits ou grands, me répugnaient. Je leur étais irrémédiablement étranger et hostile, par instinct autant que par conviction. Devant mes yeux surgissaient mes compatriotes et voisins — les pauvres paysans de l'Istrie. Pouvais-je les trahir ? Pouvais-je les oublier pour ne songer qu'à mes petits intérêts ? Tous ces ouvriers de Croatie, de Slovénie, de Bosnie, d'Herzégovine, j'avais pris part à leur organisation après la guerre, j'étais un de ceux qui les avaient appelés au combat pour une société meilleure. Les paysans de la région de Krijevatz, j'avais partagé en 1918-1919 leurs espoirs et leur attente. Les avais-je incités à lutter « contre les palais » dans le seul but de m'y

installer moi-même, en laissant dehors mes frères de combat ?

Le fait que le nouveau régime avait remplacé les bourgeois et les propriétaires fonciers par les bureaucrates et les intellectuels ne suffisait vraiment pas à le rendre acceptable, ni le fait d'avoir installé au lieu du culte du Christ, du tsar et de la propriété privée, le culte de Marx et de Lénine, du régime soviétique et de la propriété d'État. Certes il y avait dans cette constatation quelque chose d'incompréhensible ; comment le grand effort de 1917 vers l'émancipation avait-il pu finir par un nouvel esclavage tout en conservant les formes et les mots d'ordre de 1917 ? Mais le fait était là. Il fallait chercher une explication, une théorie nouvelle, et non point nier les faits pour sauver la théorie ancienne.

Il me semblait entrevoir un commencement d'explication. Je me souvins de Hegel qui démontrait qu'un phénomène peut conserver sa forme tout en se transformant complètement quant à son contenu. Lénine n'avait-il pas écrit que le destin des grands hommes est souvent de servir d'icônes après leur mort, alors qu'on falsifie leurs idées libératrices pour justifier une nouvelle oppression et un nouvel esclavage ? Il est certes agréable de voir quelques dizaines, voire quelques centaines de mille hommes sortir du peuple et s'élever aux cimes de la société et de la civilisation. Mais cette ascension est payée par des dizaines de millions, par 160 millions d'ouvriers et de paysans, dont la condition ne s'est aucunement améliorée ! Peut-on à cause de 200.000 hommes en oublier 160 millions ?

Je sentais que ma place n'était pas parmi la minorité des rassasiés, mais parmi la majorité opprimée et malheureuse. L'œuvre commencée en Russie n'avait pas abouti...

Fallait-il donc quitter ce pays des espoirs déçus pour rentrer en Europe ? Non, le temps n'en était pas encore venu. Je ne me représentais pas encore d'une façon claire comment tout cela était arrivé : comment il s'était fait qu'en Russie tout était parfait en paroles, en apparence, et qu'en réalité il y régnait une situation épouvantable. Je ne voyais pas encore ce qu'il fallait faire pour éviter le retour des mêmes événements en Europe. Il me fallait donc rester en Russie pour éclaircir entièrement ce problème. J'étais venu pour étudier

l'expérience de la grande révolution russe. Je soupçonnais que mon étude allait me conduire à l'opposé de l'Europe — En Sibérie, vers l'inconnu.

Quelques-uns de mes amis, trotskistes-capitulards, s'efforçaient de leur mieux de me détourner de cette voie. Lorsque, au printemps et pendant l'été 1929, l'opposition commença à fondre rapidement, il me sembla tout d'abord qu'il s'agissait d'un malentendu ; dans la lointaine Sibérie les gens lisent les résolutions et les ordonnances du parti concernant l'industrialisation, la collectivisation, l'autocritique et l'élévation du rôle politique des masses ; ils prennent ces mots pour des réalités. Mais lorsque, revenus de Sibérie, ils auront vu que l'on exploite l'ouvrier plus que jamais, que l'industrialisation se réalise aux frais de la classe ouvrière, qu'il n'y a plus trace ni de démocratie ouvrière, ni de démocratie à l'intérieur du parti, — ces gens, me disais-je, reviendront alors dans l'opposition. Je vis bientôt que je m'étais trompé. Tous ces intellectuels d'opposition s'intéressaient au fond très peu au sort de l'ouvrier. Ce n'était pas cela qui décidait de leur orientation politique, c'était l'offensive contre le koulak et l'industrialisation accélérée. Leur attitude à l'égard de l'oppression et de l'exploitation hideuses dont souffraient les ouvriers était exactement celle des staliniens et boukhariniens. Pour eux, les ouvriers étaient les victimes nécessaires offertes sur l'autel du socialisme, c'est-à-dire du capitalisme d'État, qu'ils prenaient pour du socialisme.

« Que voulez-vous, me disait l'un d'entre eux, la Russie est un pays si misérable qu'il suffit d'assurer à quelqu'un une vie tout juste supportable d'homme civilisé pour en faire aussitôt un aristocrate et créer un abîme entre lui et la masse. »

Un des diplomates soviétiques les plus en vue, dans une conversation avec un de mes amis, concluait de la sorte : « N'oublions pas que la Russie est un pays asiatique ; la manière à la Genghis-Kahn de Staline y convient mieux que la civilité européenne de Léon Davidovitch. »

Boukharine avait décerné à Staline le titre de « Genghis-Khan de la révolution russe » et ce mot avait fait le tour du pays.

Un autre oppositaire repentí répliquait à mes

propos sur l'absence de démocratie ouvrière :

« Il ne peut pas être question de démocratie ouvrière en Russie. La classe ouvrière en Russie est tellement faible et démoralisée que lui accorder la liberté serait ruiner irrémédiablement la révolution. Ce qui pourrait encore la sauver, c'est la dictature d'une minorité consciente ; celle-ci, naturellement, doit s'appuyer sur les masses ouvrières et les élever peu à peu à son niveau. »

Ces gens, comme l'on voit, avaient eu raison de capituler. Ils ne représentaient au fond qu'une nuance particulière de la bureaucratie stalinienne. Je le leur disais du reste, sur un ton de calme plaisanterie. Ils me répondaient à cela que je considérais la Russie à travers les illusions occidentales.

Il y avait parmi eux des gens qui croyaient que Trotski avait eu tort de ne pas jouer le grand jeu en 1923 : « Général victorieux dans la guerre civile (ce titre me surprit), Trotski était alors l'homme le plus populaire après Lénine. S'il avait voulu la victoire, il l'aurait obtenue facilement.

— Comment, objectai-je, croyez-vous vraiment que Trotski aurait dû faire un putsch militaire ?

— Non, il aurait suffi qu'il se montrât dans les usines. L'opposition avait obtenu la majorité à Moscou, alors qu'elle ne disposait que des plus mauvais orateurs et que Trotski n'avait parlé nulle part. Son succès aurait été encore plus complet si Trotski avait parlé de sa propre personne dans les principales usines ! Ensuite il aurait dû se rendre à Kharkov où sa victoire était certaine, et à Léninegrad, où son apparition aurait brisé le mur édifié par Zinoviev.

— Mais si la situation était telle que vous la décrivez, pourquoi est-ce que Trotski n'a pas agi de la sorte ?

— Trotski savait fort bien que sa victoire serait facile. Mais il voulait éviter la scission. A cette époque, toute la vieille garde du bolchevisme était contre lui : il estimait que sa victoire aurait pour conséquence inéluctable une scission à l'intérieur du Comité Central. Il n'en voulait pas. Il espérait conquérir loyalement cette « vieille garde » et remporter plus tard une victoire moins douloureuse. Mais il laissa passer son heure. En 1916 et 1927, son appel aux usines ne pouvait plus

conduire qu'à l'échec. Staline n'a pas craint la scission, aussi a-t-il triomphé. »

Mon interlocuteur ajoutait : « Il y a quelque chose de vrai dans ce que Dzerjinski disait à Rakowski, à savoir que Léon Davidovitch est un personnage trop chevaleresque et que dans le moment difficile que nous traversons il nous faut un chef d'un autre genre. »

Beaucoup de vieux bolcheviks, même ceux qui n'appartenaient pas au groupe de Staline, voyaient que Staline était le chef qu'il fallait. Un membre influent du Comité Central qui ne faisait pas partie au début du groupe de Staline, disait à son sujet : « C'est notre Ivan Kalita ¹ ; malgré tous ses défauts il a su faire l'unité parmi les dirigeants du bolchevisme. »

Tout en refusant de rester dans l'opposition et en plaignant ceux qui « pourrissaient inutilement » en Sibérie, ces gens conservaient une certaine sympathie pour Trotski. Elle se manifestait chaque fois que la *Pravda* attaquait Trotski...

Je rencontrais aussi à cette époque divers dirigeants de l'opposition de Zinoviev.

Ils estimaient bien entendu que l'opposition avait eu raison et que Staline avait maintenant adopté sa politique.

« Mais si l'opposition a eu raison — demandai-je — pourquoi n'a-t-elle pas vaincu ?

— Nous nous sommes bien des fois posé cette question ; il faut croire que notre offensive avait été prématurée.

— N'est-ce pas le contraire qui est vrai ? Si vous aviez fait appel aux ouvriers avant le triomphe de l'« appareil », vous auriez pu obtenir la victoire...

— Pas du tout. Ce ne sont pas les ouvriers qui décident en Russie, c'est l'« appareil ». L'ouvrier russe est trop fruste. Déjà au temps de Lénine, c'était l'appareil qui représentait le facteur décisif. »

Cette affirmation de la prépondérance de l'appareil sur la classe ouvrière au temps de Lénine me réduisit au silence. Je me refusais à y croire, mais ne pouvais d'autre part m'empêcher de reconnaître que ceux qui avaient participé directement à ces événements devaient

1. Prince du xv^e siècle qui réalisa l'unité moscovite.

en savoir plus long que moi et qu'ils n'avaient en tout cas pas l'intention de calomnier Lénine.

Une autre réflexion que j'entendis à la même occasion me stupéfia encore davantage :

« Il vaut peut-être mieux que l'opposition n'ait pas triomphé ; nous faisons bloc avec Trotski et en cas de victoire c'est lui qui aurait exercé l'hégémonie. Or, Trotski aurait pu engager la révolution dans la voie des pires aventures. »

C'était la première fois qu'il m'était donné de rencontrer une opposition qui craignait sa propre victoire. Que restait-il donc de la révolution russe ? Les hommes qui sont en exil et en prison !

VI

L'ANNÉE DU GRAND TOURNANT

L'automne de 1929 fut marqué par une extension de plus en plus rapide des kolkhoses (fermes collectivistes) et par une pression intense sur les paysans. Cette politique était traditionnellement établie : au printemps, c'est-à-dire pendant les semailles, on fait des promesses et des concessions aux paysans, pour exercer une pression d'autant plus intense en automne, au moment des engrangements.

La lutte du blé résumait le conflit essentiel entre les intérêts des paysans et ceux de la bureaucratie. C'était le conflit de deux classes et de deux systèmes économiques qui, au temps de la Nep, avaient contracté une sorte d'alliance. Maintenant l'économie paysanne étouffait dans les cadres de la Nep. C'étaient les petites exploitations privées qui malgré leur caractère morcelé et arriéré dominaient alors l'économie russe. Pendant les années de la Nep, ces petites exploitations avaient pris trop d'importance pour accepter maintenant les entraves de l'organisation bureaucratique et la domination d'une industrie d'État encore faiblement développée. Les deux systèmes économiques et les deux classes qui y correspondaient ne pouvaient plus se

tolérer mutuellement. L'un ou l'autre des adversaires en présence devait l'emporter et reconstruire l'économie du pays selon sa tendance particulière. Si la bureaucratie voulait triompher dans cette lutte sévère, il lui fallait résoudre deux problèmes fondamentaux et très difficiles. Elle devait d'une part créer une agriculture fondée sur le capitalisme d'État et de l'autre mettre sur pied une industrie suffisamment importante pour couvrir les besoins industriels du pays. La victoire de l'un ou de l'autre parti devait non seulement déterminer le caractère de l'économie russe pour l'époque à venir, mais encore l'attitude de la Russie à l'égard de l'étranger et le rôle de l'économie russe dans l'économie mondiale. La Russie devait soit rester un pays agricole et se faire à moitié coloniser par le capitalisme industriel de l'Occident, soit devenir un Empire national et indépendant, à la fois agricole et industriel, du type américain.

La paysannerie aisée prit l'initiative du conflit par la fameuse « grève des céréales ». Après quelques hésitations, la bureaucratie répondit par la contre-attaque la plus brutale. De 1928 à 1933, bureaucrates et paysans firent une des guerres de classes les plus grandioses que l'histoire humaine ait connues. Elle fut compliquée d'une lutte entre la bureaucratie et le prolétariat, entre bureaucrates-communistes et spécialistes sans-parti, et enfin d'une lutte interne entre les diverses fractions de la bureaucratie communiste. On peut dire que le plan quinquennal tel qu'il fut réalisé représente dans une certaine mesure l'expression d'un conflit terrifiant de toutes les classes, de tous les groupes sociaux de la Russie contemporaine. La victoire de Staline est une sorte de solution moyenne, une résultante de toutes les forces sociales en jeu. Staline est le produit des événements beaucoup plus que leur cause.

L'époque du plan quinquennal est certainement l'épopée de la bureaucratie soviétique. Si cette dernière en est sortie couverte de boue et de sang de la tête aux pieds, cela prouve bien que cette « épopée » n'a rien de commun avec la lutte héroïque espérée par les masses de libres travailleurs, avec le siècle du socialisme. Mais cela prouve aussi que l'époque du plan quinquennal s'apparente de près aux « époques héroïques »

d'accumulation initiale du capital, à la conquête de l'Amérique et des Indes.

Staline peut à juste titre revendiquer le mérite d'avoir conservé et affermi la domination bureaucratique en Russie. Il n'a pas usurpé sa place de chef et d'empereur de la bureaucratie. Aussi est-il certain qu'au jour de l'émancipation des masses laborieuses des usines et des kolkhoses, au jour de l'abolition des privilèges, Staline avec tout son système d'exploitation capitaliste et étatique ira rejoindre dans la fosse de l'histoire les autres « grands hommes » de la réaction.

C'est lors de mon séjour à Léninegrad que l'offensive bureaucratique contre les campagnes commença à prendre toute son ampleur et que l'on put se rendre compte du rôle dirigeant qu'y jouait Staline. En même temps, l'industrialisation prenait tout son essor. Les événements dépassaient le cadre des opinions familières ; des questions toutes nouvelles surgissaient, il fallait chercher des réponses neuves. Ce n'était pas du socialisme, ce n'était pas une libération du travail, c'était de l'esclavage. Pourtant quelque chose de nouveau était en train de naître. Qu'était-ce au juste ? Cette question était sur toutes les lèvres, elle me torturait moi aussi.

Cette année fut réellement celle de la « grande crise » dans la politique de la bureaucratie, car celle-ci avait déclaré une guerre sans merci au *statu quo* de la Nep et au retard technique et économique traditionnel de la Russie. Malgré son esprit routinier et la couche de graisse qu'elle avait acquise pendant la Nep, la bureaucratie fut à la hauteur de la situation. L'histoire lui imposait un choix : soit perdre sa position dominante, soit transformer radicalement la Russie en développant à vive allure ses forces productives. La bureaucratie trouva en elle-même assez d'énergie et de souplesse pour choisir la voie de l'action.

Il serait faux de croire que les masses laborieuses restèrent tout à fait muettes et passives et qu'elles n'exercèrent aucune influence. Bien au contraire, elles s'exprimaient et agissaient à leur façon et exerçaient une certaine pression dirigée contre le capital privé et la bureaucratie. Mais cette pression n'était pas assez forte pour déterminer la marche des événements. Et c'était là l'essentiel. La bureaucratie devait, certes, tenir compte de l'état d'esprit des masses en réalisant sa

« ligne générale ». Les masses avaient juste assez de force et d'activité pour imposer des corrections de détail, des « zigzags » de la ligne générale — mais celle-ci était en définitive l'expression des intérêts bureaucratiques.

On fit cependant une concession évidente aux masses, une concession aux traditions de l'enthousiasme révolutionnaire de 1917-1920 : on paya au passé un tribut de mensonges cyniques et d'illusions inconscientes. La bureaucratie paraît son « plan quinquennal » antiouvrier et antisocialiste des oripeaux socialistes, prolétariens et révolutionnaires les plus criards. Le régime totalitaire et bonapartiste permettait de transformer sans difficulté et de falsifier dans l'ombre, selon les besoins de l'heure, le mot d'ordre de 1917-1920. C'est ainsi que sous couleur d'intransigeance ouvrière et de purisme de classe on instaurait les privilèges de la bureaucratie, on menait une lutte bureaucratique contre les travailleurs autant que contre les anciennes classes possédantes. C'est ce qui explique pourquoi à l'étape suivante — après le premier plan quinquennal — on put abandonner avec une facilité et une rapidité étonnantes l'exclusivisme ouvrier au profit du « peuple soviétique », le fanatisme superprolétaire en faveur d'une confusion totale entre « peuple » et « prolétariat ». Bien avant cette étape, la lutte contre l'« égalitarisme outrancier » avait permis à la bureaucratie d'affirmer avec une netteté particulière, au détriment du prolétariat, ses propres privilèges économiques.

L'immense révolution économique du plan quinquennal se faisait au profit de ceux qui dirigeaient l'opération. La bureaucratie devenait l'une des minorités qui dominent le monde. Cette révolution coûtait des souffrances indicibles à ceux que l'on « dirigeait », à ceux qui n'étaient qu'un instrument. Les masses laborieuses se voyaient de plus en plus rivées à une condition de mercenaires et d'esclaves d'un capital, non plus privé, mais d'État et de caste.

Staline écrasait de plus en plus les koulaks et les « nepmans », tout en étouffant les cellules ouvrières et la classe ouvrière. Staline encourageait de toutes ses forces la guerre qui se développait au village autour de la question du blé et des kolkhoses. Le 7 novembre, date du douzième anniversaire de la Révolution d'oc-

tobre, Staline publia son article célèbre intitulé : « L'année de la grande crise ». Dans cet article il déclarait d'un ton hardi et provoquant la guerre à la petite économie paysanne et la justifiait par les nécessités de l'industrialisation. Le mot d'ordre bureaucratique était : « Embarquons l'U.R.S.S. en auto et mettons le paysan sur un tracteur. » On proclamait au monde et au prolétariat qu'on réalisait par là les aspirations socialistes d'octobre.

Un peu plus tard, le 27 décembre, Staline lâcha le mot de la fin : « Au diable la Nep ! » Maintenant le pays et le monde devaient comprendre que la Russie entrait dans une phase de développement nouvelle.

Quelque temps auparavant, on avait déjà proclamé la nécessité d'accélérer l'industrialisation : « Le plan quinquennal en quatre ans ! » tel était le mot d'ordre. On avait décidé d'envoyer, par l'entremise des Syndicats, 25.000 ouvriers à la campagne pour le « renforcement de l'organisation des kolkhoses ». Les ouvriers devaient être les geôliers bureaucratiques qui enfermaient les paysans dans les kolkhoses.

L'énorme machine destinée à transformer la Russie travaillait à plein rendement.

Puis, ce furent les premiers mois de 1930. La collectivisation à outrance célébrait son triomphe. Mais en même temps on entendait de plus en plus l'écho de la résistance paysanne, des soulèvements de paysans.

La collectivisation et les soulèvements s'étaient emparés de la Russie tout entière. Trotskistes, Zinovievistes, gens de droite et Staliniens parlaient avec une égale inquiétude de l'orage qui se déchaînait et dont personne ne pouvait prévoir l'issue. Comme je pus m'en rendre compte dans une conversation avec un Stalinien éprouvé, collaborateur du Comité Central, les dirigeants de Moscou étaient particulièrement impressionnés par la jacquerie qui avait éclaté dans la province de Riazan, aux portes de la capitale.

On parlait de divers côtés de la résistance opposée par Vorochilov à la collectivisation stalinienne : « Tu réduis les paysans au désespoir, et c'est moi qui dois ensuite rétablir la situation. Je ne marche pas. » Et Vorochilov refusait le concours de l'Armée rouge pour l'écrasement des révoltes paysannes. A partir de ce

moment, en effet, ce furent les divisions spéciales de la Guépéou qui menèrent les expéditions punitives.

L'ouragan déferlait sur la Russie, broyant la structure patriarcale séculaire du pays. La bureaucratie instaurait sa propre civilisation. Le progrès sanglant se frayait un chemin dans les villes et les campagnes, le glaive à la main et la famine aux talons.

Tout à coup, le 2 mars, les trompettes sonnèrent la retraite, Staline publiait son article : « Le vertige du succès. » L'enrôlement forcé des paysans aux kolkhoses, fondement de la politique agraire de Staline, fut proclamé n'être qu'une déformation par les autorités locales de la ligne générale. La ligne générale, prétendait-on, exigeait que la collectivisation fût entièrement volontaire. L'effet produit par cette déclaration fut immense. Le pourcentage des exploitations collectivisées tomba d'une façon foudroyante : il diminua de jour en jour et de province en province. Quelle spéculation à la Bourse de l'Histoire !

Les paysans défilaient en processions dans les villages, portant le portrait de Staline comme une icône. Ils devaient payer très cher ce mouvement de confiance ! Un numéro de journal avec l'article de Staline qui coûtait 5 kopeks se vendait 10 roubles à la campagne. Chacun voulait posséder ce document historique. On rouvrit les marchés à la ville et au village. Aux échelons moyens et inférieurs de l'administration il y eut un instant de confusion et d'ahurissement. « Je pars rétablir les koulaks au village », me disait, en ne plaisantant qu'à moitié, un instructeur du Comité régional de Léninegrad. Il était chargé de redresser au village les « déformations locales » ; deux semaines auparavant, il « dékoulakisait » les campagnes !

Thermidor a commencé — pensai-je — nous approchons du dénouement... Pour l'instant on battait en retraite en bon ordre, mais on s'attendait à chaque instant à la débandade générale. Chaque matin, en me réveillant, je me demandais s'il n'y avait pas eu de coup d'État au Kremlin.

On commença bientôt à « tirer les conséquences administratives » des événements. Le secrétaire du Comité du parti de Moscou, Baumann, qui avait remplacé à ce poste, dix-huit mois auparavant, l'homme de droite Ouglanov, fut maintenant déclaré coupable

de « déviation de gauche » et nommé secrétaire du Comité Central du parti en Asie Centrale, ce qui équivalait en quelque sorte à l'exil. Baumann expiait la révolte de Riazan et la fermeture des marchés à Moscou !

Le sort des déviateurs locaux fut bien pire, surtout dans les provinces éloignées, où les violences avaient été particulièrement odieuses et les soulèvements particulièrement violents. On y fusillait maintenant les dirigeants de district du parti, des Sovièts ou de la Guépéou. Le nombre des exécutions n'était pas très considérable, mais elles soulevèrent une panique atroce. Ce qui me frappa le plus en entendant les témoins de ces événements, c'est que les condamnés acceptaient avec un calme relatif leur sacrifice expiatoire. Ils pensaient que si ces exécutions sauvaient la dictature bureaucratique dans son ensemble, si elles calmaient les paysans révoltés (ou plutôt si elles les induisaient en erreur), leur sacrifice n'aurait pas été vain. Cette attitude était particulièrement fréquente parmi les tchékistes. Quelle manifestation étonnante de l'esprit de caste ! Parmi ces victimes livrées par Staline à la colère du peuple, quelques-uns furent sauvés au dernier instant par les démarches de leurs amis, les autres furent exécutées.

Ce moyen original de calmer la colère du peuple me rappela ce que Marco Polo rapporte sur l'empereur mongol qui régnait à son époque à Pékin. Il avait coutume de livrer à la foule, tous les dix ou quinze ans, le plus abhorré de ses ministres, ce qui permettait à l'empereur de pressurer tranquillement le peuple pendant les dix ou quinze années suivantes. Ce que j'ai vu en Russie devait encore plusieurs fois évoquer à ma mémoire cet empereur mongol...

La retraite de la bureaucratie continua tout le mois de mars 1930, mais c'était une retraite organisée, non pas une déroute. Le flux de la révolte paysanne n'arrivait pas à la déborder, au contraire ce flux se retirait peu à peu dans le lit d'une vie normale. En avril tous les doutes furent levés : la retraite de mars avait été une manœuvre, non pas une capitulation. On parvint à arrêter la débâcle des kolkhoses, en quelques endroits les kolkhoses reprirent même leur mouvement ascendant. Après quelques fluctuations, le pourcentage des terres collectivisées se fixa au chiffre de 25 %,

au lieu de 50 % en février. En même temps le rythme de la collectivisation ultérieure se ralentit, ses méthodes se « démocratisèrent », le pillage des paysans dans les kolkhoses diminua légèrement. Ce qu'on avait voulu réaliser en un ou deux ans était maintenant réparti sur trois ou quatre années. Tandis qu'auparavant on « collectivisait » absolument tout jusqu'à la dernière volaille, on décida maintenant que le paysan devait livrer au kolkhose l'essentiel « seulement » : la terre, le bétail de labour, les outils agricoles, les édifices d'exploitation. On lui laissait sa maison avec ce qu'il fallait pour son économie domestique.

Cependant on enlevait absolument tout aux « koulaks », c'est-à-dire aux plus riches qui représentaient 5 à 10 % de tous les paysans. Leurs biens confisqués étaient attribués au « fonds indivisible » des kolkhoses ; les koulaks et toute leur famille étaient expédiés en Sibérie, dans les camps de concentration et en exil. Le même sort était réservé à quiconque avait fait le moindre geste ou prononcé la moindre parole contre la politique du gouvernement. Ces victimes furent bien plus nombreuses encore parmi les « koulakisants » que parmi les vrais « koulaks ».

Avant le 2 mars, on faisait tout bonnement entrer de force les gens au kolkhose. Cela se passait ainsi : un représentant venait de la ville, tenait un discours et déclarait : « Que ceux qui veulent entrer au kolkhose se mettent à gauche, et ceux qui veulent aller en Sibérie à droite ! ... » Maintenant on déclarait que cette façon d'agir était un abus de pouvoir de l'Administration. On exigeait dorénavant une collectivisation « strictement volontaire ». « Ne touchez pas au paysan (sauf au koulak), ne le menacez pas, mais placez-le dans des conditions telles qu'il ne puisse vivre et qu'il vienne au kolkhose de son propre gré. » C'est ce qu'on appelait « encourager le mouvement kolkhosien », « aider les paysans à construire une nouvelle vie ». Le pétrole, le sucre, les produits industriels, les outils agricoles ne se vendaient qu'aux membres des kolkhoses.

L'exploitant individuel ne pouvait rien se procurer. Par contre, il devait payer des impôts écrasants et livrer des quantités exorbitantes de grain. S'il ne pouvait satisfaire à ces exigences, on confisquait ses biens et on l'envoyait en exil. S'il possédait de bonnes terres,

le soviet de village les lui enlevait au profit du kolkhose et lui livrait en échange une terre médiocre et éloignée de son domicile. Ses enfants n'étaient pas admis aux divers cours et écoles de la ville, on y admettait seulement les enfants de kolkhosiens. S'il se plaignait de cette politique à ses amis ou aux réunions, ou si seulement il élevait la voix dans sa propre maison, on l'arrêtait comme « koulakisant », on l'envoyait au camp de concentration ou en exil et on confisquait tout ce qu'il possédait.

Un partie des biens confisqués était transférée au kolkhose ; mais souvent, trop souvent, ces biens étaient tout simplement accaparés par les communistes locaux. Si les paysans mécontents se mettaient à protester en nombre, si même ce mécontentement ne s'exprimait que timidement, on en fusillait immédiatement quelques-uns, « pour calmer les esprits », les autres étaient refoulés quelque part au loin. Les « triumvirats » de district de la Guépéou avaient à cette époque le droit de fusiller sur place non seulement sans aucun jugement — la Guépéou avait toujours eu et a encore le droit de fusiller sans jugement — mais encore sans en référer aux instances supérieures de la Guépéou, ainsi qu'on l'exigeait habituellement.

Généralement la « dékoulakisation » et l'envoi en exil avaient lieu en même temps. Un groupe de miliciens et de soldats de la Guépéou entouraient les maisons désignées d'avance ou même le village tout entier et au bout de quelques heures repartait en emmenant en exil cinquante à deux cents personnes. Les représentants du kolkhose ou du soviet rural prenaient immédiatement en charge les biens des « dékoulakisés ». On ne permettait aux refoulés de prendre avec eux qu'un morceau de pain. On fusillait sur place une partie des « dékoulakisés » pour remonter le moral des militants du kolkhose et pour terroriser l'adversaire.

Les nouvelles de la campagne en avril et mai 1930 permettaient de conclure que le parti poursuivait la politique de collectivisation et que la retraite de mars avait été pour Staline une manœuvre et une manœuvre réussie. La collectivisation se consolidait de plus en plus, le nouveau système d'économie agricole commençait à fonctionner. J'eus des conversations avec une dizaine de communistes ruraux ou de « représentants » de la ville

envoyés au village. Ils affichaient tous maintenant le plus grand optimisme et se sentaient vainqueurs : « ... les paysans se laissent plier à la collectivisation ». Je parlai aussi à des paysans et à des ouvriers qui avaient des relations à la campagne. J'en acquis la même impression : « Que voulez-vous, il n'y a rien à faire contre la force », disaient-ils.

Comment était-ce possible ? Il y a peu de temps encore la révolte paysanne embrasait le pays tout entier. Maintenant il avait suffi d'une légère atténuation du pillage et de l'exploitation pour que le village fût déjà prêt à se soumettre à l'expérience ? S'était-il donc agi d'une révolte du désespoir, d'une révolte pour conserver le dernier sac de blé, la dernière poule ? 130 millions de paysans allaient donc se soumettre pourvu qu'on leur laissât cette « dernière poule » ?

On ne pouvait expliquer cette situation par le seul effet de la terreur. J'appris des choses étonnantes sur les espoirs qu'éveillait la collectivisation chez les paysans. Avec la collectivisation, c'était la civilisation technique qui pénétrait dans les campagnes arriérées de la Russie. La radio et le cinéma pénétraient dans les villages où hier encore il n'y avait même pas d'école ; là où hier encore il n'y avait même pas de charrue, où on labourait à l'aide de la houe ancestrale, le tracteur faisait son apparition. Il y avait de quoi être ébloui ! D'innombrables usines se construisaient, des armées de tracteurs, d'autos, de machines agricoles inédites allaient apparaître au village avec des masses d'engrais artificiels ! La poste, le téléphone, les médecins, les agronomes, les stations de machines et de tracteurs, toute sorte de cours et d'écoles s'installaient dans les campagnes. Tout cela ne pouvait manquer d'impressionner profondément les instincts créateurs des masses, de flatter l'antique espoir d'une vie meilleure dans ces villages qui avaient tant souffert pendant la Nep.

Désormais, une voie nouvelle, certes pleine de terribles sacrifices, s'ouvrait devant la paysannerie. L'orage de la collectivisation était gros de perspectives. L'horreur et l'espoir naissaient en même temps. Comment ne point se laisser séduire par l'espoir, d'autant plus que toute résistance menaçait de vous conduire à la mort par la famine, dans les forêts vierges du grand

Nord soviétique ? Acculés à ce choix, la plupart des paysans hésitèrent, puis se soumirent.

En avril et mai 1930 je compris qu'aucune force ne pourrait empêcher la transformation de la petite économie paysanne arriérée en une puissante économie agricole d'État, fondée sur le kolkhose.

Outre la terreur et le progrès technique, la collectivisation bureaucratique trouva une alliée dans la situation sociale de l'ancien village russe, avec ses antagonismes de classes. Les traditions des communautés rurales russes, le collectivisme primitif du paysan contribuèrent puissamment au succès de la collectivisation. Le village russe n'avait jamais aimé le paysan capitaliste, le koulak qui s'enrichissait aux dépens du « mir » (la collectivité villageoise). Maintenant la bureaucratie avait su exploiter à son profit cette haine du koulak, cet instinct de la communauté rurale qu'exprimait autrefois le programme Tchernychevski. Il arrive souvent que les espoirs révolutionnaires des masses se réalisent dans des formes réactionnaires.

La haine du koulak n'était pas seulement le fait de la communauté rurale qui groupait les couches moyennes du village, mais encore des éléments indigents et des journaliers, ces victimes directes du koulak. Celui-ci affermaient les terres des indigents et quant aux journaliers, ils étaient ses salariés. Les tendances antikoulak de ces derniers éléments pesèrent d'un grand poids sur l'issue de la lutte entre koulaks et bureaucratie, surtout dans les régions où les traditions communautaires étaient peu développées, où le capitalisme des koulaks avait déjà fait de grands progrès et où, par conséquent, la résistance à la collectivisation bureaucratique était particulièrement opiniâtre (Ukraine, Caucase du Nord, Sibérie).

La collectivisation agraire s'effectuait par une série de mesures complexes et souvent contradictoires... On donnait aux kolkhoses la terre des koulaks, leur bétail. Ils n'avaient qu'à les prendre. Ensuite on verrait bien. La machine faisait son entrée au village, l'économie rurale se rapprochait de l'industrie, la vie des campagnes de celle des villes. La nouvelle économie bouleversait toutes les routines, élevait les couches inférieures de la population et en absorbait une partie dans son personnel administratif. Pour un paysan de condition moyenne,

devenir président de kolkhose ou simplement « brigadier » ou « chef de champ » représentait un avancement incontestable. De vastes possibilités d'action s'ouvraient devant lui, ses facultés organisatrices se développaient. Un jeune paysan pauvre, en devenant conducteur de tracteur, s'élevait dans l'échelle sociale. Pourtant, il ne faisait que changer de maître, puisque, au lieu d'être un ouvrier au service du koulak, il devenait un salarié de la bureaucratie. Le gros des masses restant dans le rang. Les journaliers des kolkhoses continuaient à être cruellement exploités et leur condition rappelait celle des serfs de naguère.

Les fruits du labour des kolkhosiens, tout comme dans l'industrie, étaient accaparés par la bureaucratie, à commencer par les fonctionnaires inférieurs du kolkhose (ou de l'usine) jusqu'aux bureaucrates huppés du Kremlin. Le degré de l'exploitation à laquelle étaient soumis les différents groupes de travailleurs variait tout comme le degré de privilèges dont jouissaient les différentes couches de la bureaucratie. Mais cela ne changeait rien à la division fondamentale du pays en deux camps : les masses laborieuses et exploitées d'une part, les dirigeants exploités de l'autre.

Je citerai deux exemples concrets qui illustrent l'attitude très particulière, favorable à sa façon, que les couches inférieures des campagnes avaient adoptée à l'égard de la nouvelle politique bureaucratique.

Peu de temps avant mon arrestation en mai 1930, je reçus plusieurs lettres d'un ami de la campagne ; ce n'était pas un communiste mais un sans-parti, de tendances démocratiques, qui avait été chargé d'organiser le service de santé dans un village du district de Valdaï (province de Léninegrad). Mon correspondant était très ému de la reconnaissance que lui témoignaient les kolkhosiens ; ces derniers étaient stupéfaits de constater que la ville avait pensé à eux, que l'hôpital de Léninegrad leur avait fourni gratuitement l'aide médicale et des lits d'enfants pour la crèche du village. Il décrivait la foule des paysans attroupés devant le centre médical qu'il venait d'organiser, les vieillards venus des villages lointains. « C'est la première fois de ma vie, écrivait-il, que je me sens utile au peuple ». Quel contraste avec les horreurs qui m'étaient rapportées par ailleurs ! Pourtant ces informations contradic-

toires étaient également véridiques, le secours au village et sa destruction, la civilisation et l'exploitation marchaient de pair...

Le sentiment général parmi les paysans des kolkhoses du district de Valdaï pouvait se résumer ainsi : « Nous sommes pauvres, nous n'avons rien à perdre, le gouvernement nous promet une vie meilleure, qui sait, peut-être viendra-t-elle ; nous nous remettons entre ses mains, nous tenterons l'expérience... » Les paysans ne considéraient pas la collectivisation comme leur affaire à eux, comme leur propre création, mais comme une entreprise désirée par le gouvernement. Mais en même temps ils se soumettaient à l'expérience. La masse paysanne des kolkhoses avait conscience d'être une argile pétrie par l'administration et se résignait à ce rôle ; c'était là l'impression nouvelle et fort nette qui se dégageait des récits simples et directs de mon correspondant. Le district de Valdaï est d'ailleurs extrêmement pauvre. Dans les régions plus riches, en particulier en Ukraine, dans le Caucase du Nord et en Sibérie, ces tendances étaient beaucoup moins prononcées ; on y fondait davantage d'espoirs sur le développement capitaliste individuel et on y résistait à l'étatisation de l'économie rurale. Mais les tendances que nous venons de décrire y existaient aussi, et elles contribuèrent à la victoire définitive de la collectivisation.

Les kolkhoses de Valdaï — écrivait mon correspondant — attendaient avec impatience l'arrivée des tracteurs et autres machines agricoles. Ils n'étaient pas encore là, mais le seul bruit de leur venue, renforcé par les nouvelles reçues d'autres régions, produisait une sensation continuelle. Les sentiments des paysans à l'égard des machines avaient quelque chose de commun avec ceux des Peaux-Rouges à l'égard des vaisseaux et des canons de Christophe Colomb. D'ailleurs les capitaines du plan quinquennal ne ressemblaient-ils pas aux capitaines de Cortez ? N'était-ce pas la même soif de pillage et de conquêtes sous un déguisement parfois naïf, parfois cynique de missionarisme chrétien — ou communiste ? Les conquérants anciens et nouveaux apportaient non seulement des canons et du sang, mais encore un ordre nouveau, un ordre plus oppressif mais plus élevé que l'ancien. Les conquérants n'apportaient

pas le bonheur au peuple, ils lui apportaient la civilisation.

Ces réflexions, cette interprétation du plan quinquennal étaient en contradiction absolue avec les théories officielles du stalinisme aussi bien qu'avec celles de l'opposition trotskiste. Le trotskisme comme le stalinisme n'apercevait dans les événements qu'une lutte entre deux systèmes sociaux : le socialisme et le capitalisme privé, — entre deux classes : le prolétariat et la bourgeoisie, cette dernière comprenant les koulaks et les débris de toutes les anciennes classes dirigeantes. Quant à moi, j'étais arrivé à la conclusion que *trois* systèmes sociaux participaient à la lutte : le capitalisme d'État, le capitalisme privé et le socialisme et que ces trois systèmes représentaient trois classes : la bureaucratie, la bourgeoisie (y compris les koulaks) et le prolétariat. La différence consistait en ce que staliniens et trotskistes identifiaient le capitalisme d'État au socialisme et la bureaucratie au prolétariat. Trotski, aussi bien que Staline, faisait passer l'État pour le prolétariat, la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat pour la dictature du prolétariat, la victoire du capitalisme d'État sur le capitalisme privé et sur le socialisme pour une victoire de ce dernier. La différence entre Staline et Trotski consistait en ce que Staline voyait là du socialisme pur, de la pure dictature du prolétariat, alors que Trotski apercevait et soulignait les lacunes et les déformations bureaucratiques du système.

VII

LES OUVRIERS

ET LE PLAN QUINQUENNAL

La vie des ouvriers de Léninegrad était loin de fournir autant de données nouvelles que la vie paysanne et l'expérience de la collectivisation.

C'était tout naturel. Dans l'économie rurale, de nouveaux rapports sociaux étaient en train de se créer.

La révolution technique était accompagnée d'une révolution économique et sociale. Le village subissait une crise bien plus profonde encore que celle de la Révolution d'octobre. La Russie et le monde entier assistaient à la formation — ou plutôt à la construction faite de haut en bas — d'une économie rurale nouvelle, originale, à bien des égards différente de tout ce qu'on avait vu jusqu'ici dans le monde. Des îlots de vie sociale nouvelle surgissaient au-dessus d'une mer de sang. C'est pourquoi un grand nombre de problèmes théoriques nouveaux se posaient. Il fallait donner un sens sociologique et philosophique à toutes ces nouveautés.

Au cours de la Révolution d'octobre les paysans avaient liquidé trente mille exploitations de gros propriétaires qui possédaient la moitié du sol russe, puis ils s'étaient partagé les terres privées, domaniales et ecclésiastiques. Maintenant il s'agissait de liquider dix à vingt millions d'exploitations paysannes sur les vingt-cinq millions qui existaient en Russie. Il s'agissait de les répartir en quelques centaines de milliers de kolkhoses, contrôlés par quelques milliers de stations de machines et tracteurs appartenant à l'État. Quelle qu'ait été l'importance du « partage spontané » d'octobre, il avait été infiniment plus facile à réaliser que la collectivisation actuelle. Il est, en effet, plus facile de se partager trente mille exploitations de gros propriétaires que de faire fusionner dix à vingt millions d'exploitations paysannes. Il est plus aisé d'exproprier quelques centaines de milliers de gentilshommes que cent millions de cultivateurs. Enfin, la révolution agraire d'octobre avait été relativement simple, car elle ne changeait rien à la technique agricole et admettait même un recul de cette technique. Maintenant il s'agissait d'une révolution agraire qui exigeait l'application des méthodes techniques les plus modernes, méthodes qui, dans la majorité des cas, n'étaient pas encore en usage au moment de la collectivisation.

Par ailleurs, lors du partage d'octobre, l'expropriation de l'aristocratie marchait de pair avec son exclusion de l'économie rurale. La collectivisation exigeait, au contraire, la réadaptation des anciens cultivateurs à leur rôle nouveau d'ouvriers du kolkhose, rôle essentiel dans la production rurale. Pour y parvenir, la terreur et la

technique ne suffisaient pas : il fallait un minimum de consentement de la part des paysans.

Cette révolution était bien plus difficile à réaliser que celle qui s'était produite en Angleterre au temps de l'« enclosure », lorsqu'on avait enlevé la terre aux paysans pour la transformer en pâturages seigneuriaux et qu'on avait purement et simplement chassé les paysans de leurs maisons pour les détruire.

Le monde avait déjà vu des révolutions agraires analogues à celle d'octobre ; sa signification théorique avait été étudiée d'avance. La révolution agraire de la collectivisation était un fait nouveau dans le monde et il posait par la force des choses un problème social et économique nouveau.

En hiver 1929-1930, ce problème avait atteint toute son acuité. La collectivisation était loin d'être accomplie, mais déjà une lutte à mort opposait l'ancien et le nouveau système d'économie rurale. Il n'était pas difficile de prévoir qu'un compromis était désormais impossible et que l'un des deux systèmes devrait triompher entièrement de l'autre. Il était donc urgent de résoudre le problème théorique suivant : quel était ce nouveau système économique et social qui ne relevait plus de l'économie privée du capitalisme bourgeois et qui pourtant était fondé entièrement sur l'exploitation et sur une division en classes hiérarchisées, et ne pouvait donc représenter le socialisme sans classes ? L'énorme étendue du pays et la prépondérance de l'agriculture dans l'ensemble de son économie donnaient à cette question une importance mondiale, non seulement en théorie, mais aussi en pratique.

Le développement industriel de la Russie, tout au contraire, ne posait pas de problèmes de ce genre, de problèmes sociaux théoriquement inédits. Je ne veux pas dire par là que l'industrialisation ne comportait rien de grand ni de nouveau ! Tout au contraire, elle équivalait en Russie à une vraie révolution technique et économique. Elle modifiait aussi dans une certaine mesure le tableau économique du monde. L'industrialisation de l'Oural, de l'Asie Centrale et surtout de la Sibérie créait des centres économiques d'importance mondiale. Une nouvelle Amérique, aussi avide et aussi dynamique que l'ancienne, était née sur l'immense surface de l'Europe orientale et de l'Asie septentrionale, longue de

10.000 kilomètres et large de 3 à 4.000. L'industrialisation de la Russie d'Europe et d'Asie est d'une importance fondamentale pour le progrès historique du continent asiatique, pour la révolution économique, sociale et politique qui est en train de mûrir dans l'ensemble de l'Asie.

Parallèlement à la croissance de l'industrie métallurgique déjà existante et à la création de nouvelles bases métallurgiques (Magnitogorsk-Kouznetsk), de nouvelles branches d'industrie se créaient : construction de machines, de tracteurs, industries automobile, aéronautique et chimique, création ou renforcement de l'industrie des métaux. L'industrialisation servait de base à la révolution agraire, à la mécanisation et à la collectivisation de l'économie rurale. En même temps que cette économie rurale se rapprochait de l'industrie et la campagne des villes, l'industrie proprement dite gagnait en importance dans l'ensemble de l'économie nationale.

Mais quelle que fût l'importance nationale et internationale de cette industrialisation, elle n'introduisait aucun principe nouveau dans la structure sociale de l'industrie elle-même et ne posait aucun problème théorique nouveau. L'immense et rapide croissance de l'industrie, le développement des anciennes usines et la création de toutes pièces de nouvelles branches d'industrie ne faisait que reproduire à une plus vaste échelle les rapports sociaux qui existaient dans l'industrie avant le plan quinquennal. C'est pourquoi en observant la vie des ouvriers à Léninegrad je ne pouvais rien ajouter à ce que j'avais déjà pu voir au cours des trois années de mon séjour en Russie.

Mais — et c'est là une de ces contradictions si fréquentes en Russie — le fait même que les rapports sociaux dans l'industrie ne s'étaient point transformés était une énigme à résoudre. En effet, les phénomènes capitalistes et bureaucratiques les plus divers qui se manifestaient dans l'industrie soviétique d'État avaient toujours été attribués à l'influence des éléments capitalistes et petit-bourgeois ou expliqués comme des concessions inévitables mais provisoires à ces éléments, dont l'importance au temps de la Nep était considérable et du reste légalement reconnue. Maintenant qu'on liquidait la Nep, qu'on extirpait tout capitalisme privé,

qu'on détruisait sans merci la petite bourgeoisie, ces phénomènes capitalistes et bureaucratiques auraient dû, en bonne logique, disparaître de l'industrie et céder la place à une organisation socialiste de la production industrielle.

En réalité, rien de cela ne se produisit. Bien plus, les méthodes capitalistes et bureaucratiques se renforçaient : travail aux pièces, séparation du travail et de la direction, concentration de toutes les fonctions dirigeantes entre les mains de l'administration, fonctions des ouvriers réduites à celles de simples exécutants, consolidation du système du salariat, inégalité croissante des salaires au profit des bureaucrates.

Tout cela démontrait que les caractères bureaucratiques et capitalistes de l'industrie soviétique d'État n'étaient pas dus uniquement à l'influence exercée par les débris de l'ancien capitalisme privé, mais qu'ils constituaient avant tout le fondement organique de cette industrie d'État.

Ainsi c'est à l'industrie aussi bien qu'à l'agriculture, donc à l'ensemble de l'économie soviétique que s'appliquait la question de savoir quel était le nouveau système social et économique qui, n'étant plus du capitalisme privé, n'était pas davantage du socialisme ?

Plus j'observais les sentiments des ouvriers et plus il me paraissait urgent de pouvoir répondre à cette question.

Un vieil ouvrier qualifié d'une des principales usines de Léninegrad me disait par exemple :

« Nous vivons actuellement plus mal qu'au temps des capitalistes. Si nous avons eu à souffrir d'une telle famine, si nos salaires avaient été si bas au temps de nos anciens patrons, c'est mille fois que nous nous serions mis en grève. Mais que pouvons-nous faire maintenant ? C'est nous qui avons voulu le pouvoir soviétique, comment pouvons-nous le combattre ? Si nous nous mettions en grève maintenant, nos propres femmes se moqueraient de nous et nous diraient : « Le voilà bien, votre pouvoir soviétique ! »

Lorsqu'on recruta 25.000 ouvriers pour les envoyer dans les campagnes, cet ouvrier s'enrôla comme volontaire. Il revint dégoûté au bout de quelques mois : « Il y a trop d'injustices ; ce n'est pas de la collectivisation, c'est du pillage. » En tant qu'ouvrier qualifié,

il ne demandait aucune faveur au pouvoir, il se sentait garanti par sa qualification et en quelque sorte indépendant. Il était sans-parti, mais avait été plusieurs années au front pendant la guerre civile. L'angoisse et l'étonnement qui le saisissaient maintenant me semblaient refléter les sentiments des couches les plus profondes du prolétariat. « Nous nous sommes trompés de porte », telle était la conclusion qu'ils tiraient de la révolution. Vers la fin du plan quinquennal à l'époque de la « vie heureuse » proclamée par la bureaucratie, ces couches devaient se rendre pleinement compte de ce qu'était le système actuel de l'U.R.S.S.

J'entendis des réflexions du même genre de la bouche d'un ouvrier communiste étranger qui travaillait dans l'industrie textile. D'origine méridionale, il s'exprimait avec plus de passion : « De ma vie je n'ai connu un esclavage tel que celui qui règne dans mon usine. Si cela se passait dans un pays bourgeois, il y longtemps que j'y aurais lancé une bombe ! » Mais en Russie il se taisait, car il ne voyait pas d'issue : la masse ouvrière est passive et le pouvoir, n'est-ce point « notre pouvoir » ? De désespoir, il cherchait à se faire rapatrier en Europe : là au moins il saurait contre qui et comment lutter. Il n'obtint son rapatriement qu'au prix des pires difficultés, car son « manque d'enthousiasme pour le régime soviétique » était connu. Aujourd'hui, quoiqu'il ait perdu la foi, il continue à travailler dans le parti communiste officiel. De toute façon, on ne saurait inventer « mieux », me confia-t-il plus tard, après notre retour en Europe.

Je me souviens aussi d'une conversation avec un ouvrier qui avait fait une réparation dans ma chambre. Étant allé le payer à domicile, je le trouvai absorbé dans la lecture d'un journal. Je le connaissais à peine et lui demandai : « Que disent les journaux ? » Il me désigna la dépêche concernant la limitation de la législation sociale en Allemagne que la presse soviétique transformait en une abolition des assurances sociales. « Tout comme chez nous », dit l'ouvrier sans faire d'autres commentaires. Cette simplicité et cette sincérité en disaient plus long que tous les discours sur les sentiments que la bureaucratie soviétique inspirait aux ouvriers. Mon humble interlocuteur semblait vouloir dire sur

un ton de calme découragement : « Ce n'est pas moi, c'est nous tous qui pensons ainsi. »

C'est en effet à cette époque que l'on déclara que le chômage était « liquidé » en Russie soviétique ; par voie de conséquence, les indemnités de chômage furent, elles aussi, « liquidées ». On abrogea en outre un certain nombre de dispositions protégeant les travailleurs. D'autre part, les journaux s'en prenaient violemment aux ouvriers qui sous une forme ou sous une autre opposaient une résistance à l'exploitation bureaucratique et les déclaraient « indisciplinés, fainéants et ivrognes ». Sous couleur d'« émulation socialiste » on introduisait un « sweating system » combiné avec la corruption d'une petite minorité ouvrière par toutes sortes d'« avancements ».

Un ouvrier avec lequel je discutai des possibilités de préparer une grève à l'usine, me tint des propos qui illustrent fort bien cette politique. C'était un homme réfléchi, ouvrier sans-parti et prolétaire authentique. Connaissant ses aptitudes, la bureaucratie avait déjà tenté de s'emparer de lui et de le forcer à accepter un poste de représentant du syndicat dans la corporation dont il faisait partie. Il n'évita qu'à grand-peine cette tentative d'enrôlement dans l'appareil administratif : il n'était pas facile de se défendre lorsque l'assemblée générale des ouvriers, convoquée sur l'initiative d'un homme de paille de l'administration, décidait que vous devez, « vous, le meilleur ouvrier », devenir le représentant du syndicat, ou encore « oudarnik » (ouvrier d'élite) ou même vous inscrire au parti... Le mensonge plébiscitaire, la violence plébiscitaire pénétrèrent toute la vie sociale de la Russie soviétique.

Cet ouvrier considérait que le principal obstacle à un travail aussi vaste que la préparation d'une grève n'était pas tant la Guépéou que l'attitude même des masses ouvrières.

« On ne peut avoir confiance en l'ouvrier. Aujourd'hui il est ton frère, demain il te trahira. Il travaille avec toi dans la même corporation, à l'établi d'à côté, il pense et il parle comme toi, il voit qu'on a trompé les ouvriers, que leur vie est misérable, qu'on les tyrannise. Mais demain, pourvu qu'on lui donne un petit avancement, qu'on lui jette, en guise d'os, une petite augmentation, et le voici qui tient de tout autres discours et qui

braille aux réunions comme les bureaucrates. Si on lui parle d'homme à homme en lui reprochant sa conduite, il vous répond avec insolence : « Je fais comme tout le monde. » Allez vous confier à ces gens ! Vous vous perdrez sans aucun profit pour la cause. »

Une question torturait ce prolétaire intelligent : à quoi tient la malédiction qui semble attachée à la classe ouvrière ? Après tant de révolutions, il reste toujours quelqu'un qui l'exploite, qui tire profit de son labeur ! Pour y réfléchir ensemble, pour chercher une réponse à cette question essentielle de notre temps, cet ouvrier était prêt à courir les risques d'un contact avec mes camarades et moi.

D'autre part, un très grand nombre d'ouvriers de Léninegrad exprimaient des sentiments dits « paysans », c'est-à-dire des sentiments d'hostilité déclarée envers la politique antipaysanne de la bureaucratie. « Qu'est-ce que cette politique nous apporte ? La faim et rien d'autre », c'était là une phrase qu'on entendait souvent dans la bouche des ouvriers. Parfois elle se paraît d'arguments sociaux : « Où voyez-vous la fameuse alliance entre ouvriers et paysans, puisqu'on enlève tout aux paysans ? » ou bien : « Qu'on pourchasse les koulaks, d'accord. Mais pourquoi traquer le village entier ? »

Le plan quinquennal suscita à ses débuts quelques phénomènes qui semblaient indiquer que la Russie tendait réellement au socialisme. Les journaux et les livres affirmaient parfois que l'échange commercial des marchandises et l'argent allaient disparaître. Dans quelques usines, des groupes ouvriers, des équipes ou même des ateliers entiers touchaient un salaire collectif qu'ils répartissaient ensuite entre leurs membres en parts égales. C'est ce qu'on appelait la « marmite en commun ». Mais il était évident qu'il ne s'agissait là que de phénomènes éphémères, car ils se trouvaient en contradiction flagrante avec la tendance générale de la société soviétique, dont les fondements essentiels étaient la hiérarchie et l'exploitation. En effet, on mit bientôt fin à ces initiatives et l'on déclara qu'elles constituaient des « déviations d'extrême-gauche ». Leur apparition momentanée n'en dit pas moins long sur les illusions et les espoirs que la bureaucratie avait dû tolérer pour utiliser à son profit les instincts révolutionnaires et créateurs des masses.

VIII

LA CLASSE DOMINANTE

ET SON VRAI VISAGE

Le contact étroit que j'eus à Léninegrad avec la bureaucratie communiste complétait en quelque sorte mes observations sur l'état social de la Russie. Ce contact qui me révélait sous le masque des phrases officielles le vrai visage de la bureaucratie, contribua à former mon jugement définitif sur la société soviétique tout entière. Il ne suffisait pas de connaître la vie et la situation des couches inférieures de cette société. On arrivait toujours à expliquer l'oppression et les souffrances des masses en faisant appel à des causes provisoires et, semble-t-il, « objectives ». Ces explications étaient évidemment mensongères, mais il était difficile de les écarter avant d'avoir connu la vie des vrais acteurs, des vrais maîtres de la société soviétique : les bureaucrates, les hauts fonctionnaires.

L'observation du milieu dont je faisais partie à Léninegrad était particulièrement instructive. Mes camarades et moi nous vivions, ainsi que je l'ai déjà mentionné, à la Maison du parti, où habitait l'élite communiste de Léninegrad, à commencer par Kirov, le secrétaire du parti, et Komarov, président du Soviet de Léninegrad. C'est là qu'avait siégé Zinoviev et son état-major, dont une partie y résidait encore de notre temps. Cette élite communiste s'était installée à la Maison du parti dès la Révolution d'octobre. L'immensité de l'édifice permettait d'y loger de nouveaux hauts fonctionnaires sans causer aucune gêne aux anciens. Aussi pouvait-on y étudier, comme dans un laboratoire, la plus pure « culture bureaucratique » dans ses développements successifs depuis la révolution, — ainsi qu'à son stade actuel. Le nombre de ses représentants les plus typiques, dont chacun reflétait une étape de son développement, garantissait contre toute généralisation hâtive.

Ce n'est pas le côté privé ou sensationnel de mes observations que je voudrais rapporter ici, mais seulement leur côté social. Tout ce milieu, toutes ces familles avaient quelque chose en commun, appartenaient à un

même type social et psychologique. C'était une nouvelle aristocratie de « nouveaux riches ». Je savais, bien entendu, que ces gens représentaient la nouvelle classe privilégiée, mais ce qui était nouveau pour moi, c'est qu'ils en avaient pleinement conscience et étaient tout pénétrés d'esprit hiérarchique, d'esprit de caste. C'était là une constatation importante qui s'imposait à vous dès l'abord.

La plupart de ces familles étaient d'origine ouvrière ou artisanale. Leurs membres, sortis du peuple, conservaient dans leur langage, leurs manières, l'expression de leurs visages, l'empreinte de leur passé. Pourtant combien hautaine et froide était leur attitude envers les ouvriers !

Ils n'avaient de considération que pour ceux qui occupaient une situation dominante dans la société ! Celui qui « chez nous » en Russie soviétique n'a pas su s'élever, est un être inférieur, un homme sans valeur. La valeur d'un homme se mesurait à l'élégance de la villégiature où il pouvait séjourner, à son appartement, à ses meubles, à ses vêtements, à sa situation dans la hiérarchie administrative. Les nouveaux privilégiés se subdivisaient en couches invisibles à l'œil nu, mais dont on tenait le plus grand compte. Il ne s'agissait pas seulement de hiérarchie stricte. Les gens appartenant à une même couche hiérarchique se différenciaient encore selon toute sorte de critères ; selon leur ancienneté, selon la façon dont ils avaient fait leur carrière, selon leur biographie sociale et politique. La solidarité qui liait ces couches n'était dirigée que contre les classes inférieures ; à l'intérieur de la classe privilégiée, les groupes se livraient un combat insidieux et malveillant. Je me souvins de la lutte haineuse que décrit Dreiser dans son *Financier*, lutte qui oppose les divers groupes de la haute bourgeoisie d'après leur degré de richesse et la façon dont cette richesse a été acquise. N'est-il pas étonnant que les meilleurs écrivains d'Europe et d'Amérique, tout en notant avec finesse la moindre nuance hiérarchique dans la société bourgeoise, ne remarquent pas, lorsqu'ils viennent en Russie, que ces mêmes différences sociales sont en train de se créer de nouveau en Russie soviétique ?

La différenciation de l'élite bureaucratique se faisait encore selon un autre plan : les maris, les femmes et

les enfants constituaient trois groupes ayant chacun sa nuance. Les maris avaient un sens développé de la diplomatie ; ils étaient dissimulés et n'oubliaient pas qu'il faut conserver « le contact avec les masses », qu'il convient de garder les apparences prolétariennes et révolutionnaires. Aussi s'exprimaient-ils à mots couverts. Les femmes n'entraient pas dans ces considérations. Elles ne songeaient qu'à éblouir par leurs toilettes, leur loge au théâtre, l'élégance de leur intérieur, à faire parler de leur séjour dans telle ville d'eau, voire de leur voyage à l'étranger. Elles avaient conscience de constituer « le monde », « la société » et ne vivaient que pour leurs petites ambitions. Une de ces dames me raconte son voyage d'été au Caucase et me montre des photographies. La voici dans le hall du magnifique hôtel où elle avait séjourné ; la photo la montre à côté de Boudienny. Son visage s'assombrit : « Oui, ici il n'y a que Boudienny, ce jour-là Vorochilov était absent. » Et de quel ton cela était dit ! Et comme son visage rayonna quand nous arrivâmes à la photo où elle était à côté de Vorochilov ! Une de ces dames, mariée à un Commissaire du peuple éminent, fait partie de la direction du trust des parfums : ce détail est tout à fait dans le style de la « haute société » soviétique. Il y a des dames qui prennent part aux œuvres sociales : elles prennent des poses aux réunions de comité du M.O.P.R., exactement comme autrefois les duchesses aux réunions de la Croix Rouge.

Quant aux enfants, ils étaient avant tout choqués par l'hypocrisie de leurs parents. Ils voulaient qu'on appelât les choses par leur nom. « Nous sommes les maîtres, pourquoi le cacher ? » « Pourquoi ne pas s'habiller toujours d'une façon élégante, pourquoi ne le fait-on qu'à de certaines occasions, tandis qu'à d'autres on s'habille avec une modestie affectée ? Pourquoi ne pas se promener en auto, puisqu'on en a une ? Pourquoi X... amène-t-il ses enfants à l'école en auto, tandis que papa s'y refuse ? » La phraséologie révolutionnaire leur faisait mal au cœur, ils ne pouvaient souffrir qu'on usât à tort et à travers du mot de « prolétariat ». Ces enfants n'allaient qu'à contrecœur chez les Pionniers et au Komsomol : la plupart d'entre eux ne faisaient même pas partie de ces organisations, dont l'activité leur paraissait conventionnelle et ennuyeuse. Un gamin de

quinze ans, dont le père, vieux bolchevik et membre du Comité Central exécutif, était l'un des dix personnages les plus importants de Léninegrad, me tint ces propos : « Je ne suis ni pour ni contre la révolution, je suis pacifiste. » C'était pourtant un garçon très réfléchi à sa façon, mais il préférait offrir des fleurs à une étoile du théâtre de Léninegrad. Le fils d'un autre haut fonctionnaire tout aussi important faisait preuve à l'école d'un antisémitisme si violent que la direction de l'école dut se résoudre, non sans effroi, à se plaindre à son père. Un autre fils de haut fonctionnaire, âgé de dix ans, s'étant disputé avec un gamin du voisinage, dont le père occupait un poste moins important, lui lance d'un air méprisant : « Qui est donc ton père ? Il n'a même pas d'auto ; le mien en a deux (l'auto officielle et l'auto particulière). »

D'où les bureaucrates communistes tiraient-ils leurs moyens d'existence ? Leurs appointements étaient relativement modestes. Aussi s'étaient-ils débrouillés d'une autre façon. D'abord, ils se faisaient servir en nature aux frais de l'État. Ils payaient un loyer dérisoire, les meubles, les autos, les villégiatures, le théâtre, les livres, l'instruction des enfants ne leur coûtaient rien du tout. Ensuite ils avaient instauré dans l'administration un système d'entente tacite qui leur réservait dans les magasins toute la quantité disponible de marchandises de première qualité, provenant des fabriques ou de la contrebande confisquée dans le port de Léninegrad. Lorsque commencèrent les difficultés d'approvisionnement, ce système illégal mais efficace s'étendit également aux produits alimentaires. Tout ceci fut plus tard perfectionné et légalisé par l'institution d'un réseau de distribution réservé à la bureaucratie.

Ce qui me frappait plus encore que la vie présente de la bureaucratie, c'était ce qu'on pouvait apprendre de son passé, de ses mœurs au lendemain même de la Révolution d'octobre. Je pouvais à la rigueur trouver une explication théorique aux abus dont j'étais témoin en ce moment, tant d'années après la Révolution. Mais comment expliquer les abus du passé ? Les habitants de la Maison du Parti eux-mêmes en parlaient généralement au hasard des conversations et sur un ton d'approbation, comme s'ils évoquaient d'agréables souvenirs. Dès les premiers jours de la Révolution d'oc-

tobre, les dirigeants communistes avait fait preuve de sans-gêne. Ayant occupé l'édifice, ils le garnirent des meilleurs meubles provenant des magasins qu'on venait de nationaliser. Leurs femmes s'étaient procuré à la même source des manteaux de fourrure, chacune en avait pris deux ou trois à la fois. Tout le reste était à l'avenant. Ce n'était théoriquement qu'un droit d'usufruit, mais de mon temps il s'était déjà transformé en pleine propriété. Si le besoin s'en faisait sentir, les bureaucrates vendaient maintenant les meubles et fourrures qu'ils avaient en trop. Peu de temps après la Révolution, la femme d'un dirigeant communiste avait reçu pour son anniversaire un collier de diamants...

Pendant l'hiver 1930, le combustible vint à manquer et nous dûmes nous passer d'eau chaude pendant quelques jours. La femme d'un haut fonctionnaire qui habitait la Maison du Parti en fut tout indignée : « Quel désastre avec ce Kirov ! Certes, Zinoviev est coupable de « fractionnisme », mais du moins de son temps le chauffage central fonctionnait et on ne manquait jamais d'eau chaude. Même en 1920, quand les usines de Léningrad se sont arrêtées faute de charbon, on pouvait chez nous prendre tranquillement son bain. »

C'est ainsi que les dirigeants s'étaient débrouillés dès le début au détriment de la révolution, pendant que les masses, encore pleines d'énergie, luttèrent et souffraient pour l'égalité et le socialisme...

IX

ÉPISODES

DE L'OPPOSITION A MOSCOU

Les grands changements qui avaient eu lieu en Russie, en 1929 et 1930, ne manquaient pas d'exercer leur action sur notre petit groupe d'opposition. Nous réfléchissions en commun sur l'expérience de l'année écoulée, sur l'industrialisation et la collectivisation, sur la lutte que Staline menait à la fois contre la gauche et

la droite. Jusqu'au jour de notre arrestation nous tâchions de dégager en commun le sens des événements et de définir selon nos moyens les nouvelles tâches qui incombait à l'opposition et à la classe ouvrière en Russie. Et, bien entendu, nous nous efforcions d'agir dans ce sens.

Notre travail était lent et difficile. Notre complet isolement, l'absence totale de liberté de parole, de presse, de réunion et de critique se faisaient durement sentir. Enfin, l'inertie des masses et la nouveauté des problèmes qui se dressaient devant nous étaient un obstacle non moins grave.

Il y a en Russie beaucoup de petits groupes analogues au nôtre, mais ils n'ont aucune cohésion et représentent les tendances les plus diverses. La Russie mâche et remâche ses pensées en secret, mais il n'y a aucun mouvement de masses. C'est ce qui a permis jusqu'ici au gouvernement de tenir toute cette agitation à l'écart de la vie publique et de la légalité.

Le développement et le sort de notre groupe n'est qu'un cas particulier de cette vie souterraine de la Russie soviétique, de cette vie souterraine où naissent les idées et les tendances nouvelles qui exerceront certainement une grande influence sur le sort de la Russie. Notre cas particulier pourra donner au lecteur une image assez fidèle de cet aspect le moins connu de la vie soviétique.

Sur les six membres de notre « centre », les Yougoslaves Draguitch, Heberling et moi, ainsi que les Russes Zankov et Glybovski, étions alors partisans d'une lutte plus énergique contre les dirigeants du parti. Le sixième membre, Deditch, préconisait une tactique plus modérée. Bien entendu, chacun avait sa nuance particulière. Glybovski était « à droite », Zankov « à gauche », Draguitch, Heberling et moi représentions en quelque sorte le centre.

En avril, nos positions respectives s'étaient affermies et nous étions résolus à agir. Le 1^{er} mai, je partis dans ce but pour Moscou.

J'eus d'abord quelques conversations avec mes camarades du « centre », puis avec ceux des groupes annexes. Je devais ensuite esquisser une « thèse » qui formulerait les opinions et les buts du groupement.

Ce qui intéressait le plus les camarades de Moscou,

c'était d'entreprendre une vaste action dans les usines, de publier des tracts, de nous créer des relations plus étendues parmi les ouvriers, de préparer des grèves fondées sur des revendications d'ordre économique et y introduire peu à peu des mots d'ordre politiques. En somme, l'action leur tenait plus à cœur que la théorie. Je ne rencontrai qu'un seul camarade qui s'opposât à l'action. « Nous avons exigé l'industrialisation, disait-il. Maintenant qu'elle est en train de se réaliser, nous ne devons pas la compromettre par des grèves. » Nous rétorquions que cette industrialisation ne faisait que renforcer la bureaucratie, que le rétablissement d'un pouvoir ouvrier était la condition préalable d'une industrialisation prolétarienne. L'argument ne le touchait pas : « Certes, je connais les défauts bureaucratiques de l'industrialisation. Mais ne jetons pas l'enfant avec l'eau sale, n'abolissons pas l'industrialisation sous prétexte d'abolir la bureaucratie. »

Il finit par nous quitter. La perte était sensible, car c'était un excellent camarade, et il disposait d'un grand appartement dont nous nous servions pour nos réunions.

Tout le monde s'était facilement mis d'accord sur la nécessité de passer à l'action, d'éditer des tracts, de préparer des grèves, mais les difficultés commencèrent lorsque nous eûmes à aborder la question d'un nouveau parti et à définir notre attitude à l'égard de l'économie et de l'État soviétique. Les uns pensaient qu'il existait encore une dictature du prolétariat mais avec des déviations bureaucratiques, d'autres, qu'il n'y avait plus de vraie dictature du prolétariat, mais qu'il en restait des débris ou que la dictature du prolétariat était abolie, mais son appareil, ses méthodes subsistaient ; enfin d'autres encore croyaient qu'il n'y avait aucune dictature du prolétariat et que nous avions devant nous un régime social nouveau qui n'était ni bourgeois ni prolétarien. Les jugements sur l'économie soviétique étaient tout aussi divergents : économie socialiste, économie de transition, économie spécifiquement bureaucratique, économie capitaliste d'État. Tout le monde était d'accord sur la nécessité d'un parti nouveau, car l'expérience avait prouvé que le parti communiste russe était devenu un simple instrument de la bureaucratie. Personne ne doutait que le Congrès du parti qui aurait lieu en juillet repousserait à l'unanimité l'« Adresse » de l'opposition.

La plupart de nos membres estimaient que ce serait là le moment dont l'opposition devrait profiter pour proclamer le mot d'ordre d'un nouveau parti. Au contraire, la minorité croyait qu'il fallait attendre, pour des raisons de tactique, car la masse des ouvriers communistes n'avait pas encore perdu sa foi dans le parti ; il fallait laisser Trotski et Rakowski se prononcer.

En définitive, notre « thèse » formula notre attitude à l'égard de l'économie et de l'État et de leur caractère de classe en termes suffisamment généraux pour être acceptée de tous, mais elle conserva le mot d'ordre du parti nouveau proposé par notre majorité. L'accent était mis sur la nécessité d'un travail de propagande et d'organisation parmi les ouvriers.

C'est sous cette forme que notre petit groupe adopta la « thèse ». C'est ainsi que vivent, se développent et travaillent, chacun de leur côté, les noyaux de l'opposition en Russie, et qu'ils trouvent leur voie par tâtonnements successifs.

Ayant ainsi défini notre tâche, nous songeâmes non seulement à agir dans les établissements d'enseignement, les institutions et usines où nous avons des relations, mais encore à exercer une influence sur l'organisation générale de l'opposition à Moscou. A cet effet, Glybovski et moi, profitant de nos anciennes relations, allâmes trouver le représentant du « centre » de Moscou. Je m'attendais à rencontrer une grande résistance en raison de nos propositions radicales (parti nouveau et grèves). Mais le représentant, réservant sa réponse définitive jusqu'au moment où nos propositions auraient été examinées par le « triumvirat » de Moscou, déclara qu'elles offraient un terrain de discussion. Nous examinâmes aussi la question d'un contact direct avec Trotski qui nous tenait à cœur : un de mes amis devait prochainement partir pour l'étranger et acceptait de transmettre à Trotski d'importants documents concernant le Komintern.

Me trouvant à Moscou, je dus, bien entendu, rendre visite à des personnages officiels. J'avais été exclu du parti pour une année seulement et devait bientôt me présenter devant la Commission centrale de contrôle. « Ne crois pas, me dit-on au Komintern, que tu t'en tireras si facilement cette fois-ci. On exigera que tu

fournisses des garanties. » Je compris qu'on en savait plus long sur mon compte que je ne l'avais supposé.

Je me rendis également chez le représentant du Comité central du parti yougoslave auprès du Komintern. Je lui parlai de mon retour prochain au parti et de mon désir de rentrer en Yougoslavie. « Le Comité Central ne tient pas à ce que tu rentres », me dit-il ouvertement, puis il ajouta : « L'année passée je croyais que ton opposition ne concernait que les affaires de Yougoslavie, maintenant je sais qu'elle concerne aussi le Komintern et le parti russe. Tu es un trotskiste ! » C'était clair. Je me dis que l'orage était proche.

Puis je me rendis dans un établissement d'enseignement où j'avais travaillé autrefois et où tout un groupe de nos camarades avait mené pendant des années une lutte opiniâtre contre le bureaucratisme et la servilité qui y régnaient. La direction de cet établissement, voulant se venger de ces « offenses », persécutait nos amis et les faisait exclure du parti pour le seul crime de correspondre avec nous. Aussi m'attendais-je à un accueil plus que réservé de la part des étudiants. A ma grande surprise, étudiants et employés me reçurent avec enthousiasme. Il faut croire que les gens en avaient réellement assez des bureaucrates de la direction...

Je voulus profiter de l'occasion pour rendre visite à mes amis et connaissances de Moscou. Les « affaires », il est vrai, me laissaient peu de loisirs. Plus tard, en prison et en exil, je regrettai souvent de n'avoir pu, au courant de ce dernier séjour à Moscou, voir tel ou tel de mes amis, avec lequel j'aurais eu tant de plaisir de causer une dernière fois...

Ceux de mes amis qui travaillaient dans les entreprises s'étaient donné le mot pour me vanter les progrès du pays : l'industrialisation avance à pas de géant, mais l'opposition ne veut rien savoir et au lieu de prêter son concours se borne à une critique stérile. Ces communistes, à force d'admirer les cheminées d'usine, n'apercevaient plus les êtres vivants et les relations sociales existant entre eux. L'un d'eux célébrait la Guépéou : « Imagine-toi que la Guépéou se tient au courant de tous les cas de mécontentement ouvrier, de conflit avec les fonctionnaires de l'économie, de voies de fait sur les « oudarniks » (hommes de choc), de bris de machines, de grèves, de démonstrations

payannes et de bagarres au village. Le Politbureau reçoit des rapports hebdomadaires qui résument les incidents survenus dans toute la Russie. Les dirigeants de chaque république reçoivent des rapports analogues pour le territoire qui les concerne. Ça c'est une affaire ! Le Politbureau sait ainsi, de semaine en semaine, tout ce qui se passe dans le pays ! »

On parlait beaucoup de Mayakovski qui venait de se suicider. Les milieux communistes n'y avaient pas d'abord attaché trop d'importance. On avait facilement accredité la version officielle d'un suicide dû à des motifs d'ordre privé. « Mais pourquoi donc Mayakovski s'est détourné de la révolution et a-t-il accordé tant d'importance à des " motifs d'ordre privé ", objectai-je avec feu à mes interlocuteurs qui faisaient la sourde oreille.

Le suicide de Mayakovski était un événement, et non point un « accident », comme l'écrivait dans la *Pravda* le Tartuffe soviétique Koltsov. Mais les amis de Mayakovski — Aseev et les autres — n'osaient guère être plus francs dans leurs écrits. Ce fut Pasternak, gloire du Parnasse soviétique contemporain, homme à bien des égards étranger à Mayakovski, mais poète authentique, qui sut accueillir avec dignité et douleur la mort de Mayakovski :

*Ton coup de feu, c'est l'explosion de l'Etna
Sur la plaine des couards et des lâches.*

Le suicide de Mayakovski, poète de la révolution russe, me fit douter de la véracité des explications officielles sur le suicide de Yessénine, le plus grand poète lyrique russe, ainsi que sur la déception d'Alexandre Blok — l'immortel auteur des *Douze* — à l'égard de la révolution. Je cherchai une explication plus plausible dans les articles littéraires de Trotski. Mais ce dernier se bornait à reproduire la version courante : Blok ne put supporter les difficultés de la révolution ; quant à Yessénine, il exprimait l'opposition paysanne à la révolution prolétarienne. Je compris plus tard qu'en réalité Blok avait refusé de chanter la révolution en décadence et que Yessénine avait protesté de son point de vue paysan contre l'oppression bureaucratique et

nullement contre le mouvement d'émancipation prolétarienne.

Peu de temps après mon arrivée en Russie, je fis connaissance d'une dame qui était apparentée à Milioukov. Elle avait un emploi dans l'administration soviétique, mais, bien entendu, la révolution lui avait fait perdre trop de choses pour qu'elle aimât les communistes. D'ailleurs elle avait encore à souffrir mille petites tracasseries. Un bureaucrate du parti venait justement, je ne sais par quel moyen, de lui enlever une partie de ses meubles. Ce qui m'étonna, c'est qu'après dix ans de vie soviétique elle avait gardé davantage de rancune contre le régime tsariste que contre le bolchevisme. « C'est cet idiot de Nicolas, me dit-elle un jour qu'elle était en colère, qui nous a mis sur le dos les bolcheviks. S'il avait octroyé à temps une constitution authentique et fait les réformes nécessaires, il n'y aurait jamais eu de révolution ni de bolchevisme. »

Un de mes camarades avait fait connaissance, au cours d'une villégiature d'été, de la nièce de Kerenski. C'était une femme médecin. Elle était fort libre dans ses propos et parlait volontiers de Kerenski. Elle racontait entre autres que la carrière de Kerenski avait fort surpris sa famille. Une tante de Kerenski résuma cette surprise en s'écriant : « En voilà une révolution, si c'est Sacha qui la dirige ! » Il faut croire que la tante changea d'avis après les événements d'octobre.

Mais que dire de Staline qui plus tard envoya en exil la dame qui avait raconté cette anecdote pour le seul crime d'être la nièce de Kerenski ?

La date de mon départ de Moscou approchait. Ayant terminé mes travaux politiques, je décidai de passer ma dernière soirée dans la famille d'un vieux bolchevik influent que j'avais connu à l'époque où je ne faisais pas encore partie de l'opposition. Dans cette famille, intimement liée avec plusieurs membres du Politbureau, j'avais toujours l'occasion d'apprendre les dernières nouvelles du parti.

Je trouve un excellent hôtel particulier, un appartement confortable où l'on servait des mets réservés aux gens du Kremlin. Les boutiques de la capitale étaient vides, mais ici on ne manquait de rien. On se serait cru

à mille lieues de la Russie affamée et fiévreuse du plan quinquennal.

En dehors des maîtres de la maison j'y trouvai encore une connaissance commune, la femme d'un membre du Comité central. Elle venait de lire le livre de Trotski, *Ma vie*, qui avait paru récemment à l'étranger et elle citait avec malice les passages où l'auteur s'en prenait aux dirigeants actuels. Mes hôtes qui avaient, eux aussi, lu le livre y ajoutaient de nouveaux détails. Quel spectacle ! Tous les trois étaient antitrotskistes, et pourtant ils commentaient avec un plaisir visible les attaques de Trotski contre leurs propres dirigeants antitrotskistes.

Notre hôtesse nous rapporta une conversation qu'elle avait eue récemment avec un membre du Politbureau — c'était Kalinine — concernant la Commission centrale de contrôle du parti. La conversation avait eu lieu à propos de quelques mots pleins de mépris qu'elle avait prononcés à l'égard de cette institution : « Que devient donc votre asile de vieillards ? » Son ami du Politbureau ne s'était nullement formalisé de cette comparaison. Je l'interrompis et dis d'un ton de plaisanterie :

« Les instances suprêmes du parti ne doivent donc avoir d'autorité qu'auprès des masses, auprès des imbéciles ? Quant aux dirigeants, ils se donnent le droit d'appeler les choses par leur nom ? »

— En effet, il y a un certain danger dans cette division de la société en deux étages auxquels correspondent deux vérités différentes, dit mon hôte. Machiavel est à la mode. Vorochilov et Staline ont maintenant pour livres de chevet le *Mémorial* de Napoléon et le *Prince* de Machiavel. Certes, il est bon d'apprendre chez l'ennemi, mais tout de même... »

A minuit je pris congé de mes amis et partis pour Léninegrad, encore tout impressionné par la nouvelle que Machiavel et Napoléon avaient remplacé Marx et Lénine dans les profondeurs du Kremlin. Je me souvins d'une phrase que nous avons souvent répétée avec Draguitch et Deditch : la Russie n'est montée si haut que pour tomber bien bas !

TROISIÈME PARTIE
EN MARGE
DE LA VIE OFFICIELLE
I
A L'ÉCOLE DES PRISONS
SOVIÉTIQUES

Je fus arrêté dix jours après mon retour à Léninegrad. Je fus privé de liberté depuis le 21 mai 1930 jusqu'au 3 décembre 1935, jour où je franchis la frontière polonaise. Je passai plus de trois ans dans les prisons soviétiques, à Léninegrad, à Tchéliabinsk, à Verkhné-Ouralsk, puis de nouveau à Tchéliabinsk, enfin à Irkoutsk et à Krasnoïarsk. Quant aux deux dernières années, je les passai dans l'exil de Sibérie, à Krasnoïarsk et à Iénisséïsk.

Après avoir vécu et voyagé pendant quatre ans en Russie dans la situation d'un homme appartenant à la minorité privilégiée, j'eus à souffrir pendant cinq ans et demi dans l'immense géhenne soviétique, non pas en tant qu'observateur, mais comme un habitant de ce royaume de l'arbitraire. En été 1935, peu de temps avant mon retour en Europe, lorsque j'eus perdu l'espoir

de m'en tirer et que je ne m'attendais qu'à pourrir en Sibérie, j'écrivis ouvertement à un ami d'Europe, car je ne craignais même plus la censure : « Il est plus facile de sortir de l'enfer de Dante que de Russie soviétique. »

Ce furent de dures années, surtout les deux dernières. A cause de l'insistance que j'apportais à vouloir partir pour l'étranger, je me trouvais constamment en danger de mort...

Je ne regrettai jamais d'être venu en Russie. Ma soif de connaître jusqu'au bout la Russie nouvelle me paraissait justifier tous les risques.

Ceux qui n'ont pas séjourné dans les prisons, les camps de concentration et les exils soviétiques, où sont parqués des millions de galériens, ceux qui ne connaissent pas le plus grand des bagnes que l'histoire ait connu, où les hommes meurent comme des mouches, où on les abat comme des chiens, où on les fait travailler comme des esclaves, ceux-là ne peuvent avoir aucune idée de ce qu'est la Russie soviétique et la « société sans classes » de Staline.

Si je n'y avais été moi-même, si je n'avais tout vu de mes propres yeux, je n'aurais jamais cru que ces choses soient possibles de notre temps, qu'elles soient possibles dans le pays de la Révolution d'octobre.

Quand j'eus connu tout cela, je me posai une question qui n'aurait jamais pu me tourmenter à tel point du temps que j'étais en liberté. Comment est-il possible que la plus audacieuse, la plus profonde des révolutions ait dégénéré en le plus complet des esclavages ? Pourquoi la révolution russe représente-t-elle à la première étape le plus moderne des progrès sociaux pour finir à l'étape suivante dans le mensonge social, l'exploitation et l'oppression les plus perfectionnés ? Qu'est-ce qui peut expliquer une si énorme contradiction ?

La question est d'autant plus difficile à résoudre qu'aucune guerre civile, qu'aucune révolution marquante ne sépare ces deux étapes. Elles sont au contraire liées par une évolution invisible et à première vue simple. La Révolution n'a cessé à aucun moment d'être « victorieuse », de rester elle-même ! Les hommes et les organisations qui étaient à la tête de la révolution pendant sa première phase, sa phase libératrice, sont en majorité ceux-là mêmes qui, pendant la deuxième phase,

défendent et propagent le régime de l'esclavage et de l'oppression. Vues de l'extérieur, les formes n'ont pas changé ; mais les réalités de la vie enseignent que le retournement a été complet, que les relations sociales se développent dans un sens diamétralement opposé à celui que proclamait la Révolution d'octobre. On ne le voit nulle part aussi clairement que dans les prisons soviétiques.

Les réponses simplistes qui affirment qu'il n'y a rien de changé, que les grandes tendances libératrices d'octobre continuent à s'exercer en Russie, ou que cette Révolution d'octobre n'a jamais été différente de la réalité soviétique actuelle, ces réponses ne sauraient contenter que les aveugles ou les gens de parti pris.

Ce n'est pas répondre, ce n'est pas faire une « synthèse dialectique » que de prétendre que le caractère exploiteur du régime soviétique n'est point démontré tant qu'il revêt certaines formes socialistes que lui a léguées la Révolution d'octobre. Ce n'est pas répondre que se borner à constater que les couches inférieures de la société soviétique (ainsi que cela a lieu dans n'importe quelle société) aspirent à l'émancipation.

L'énigme de la révolution russe, que l'humanité, que le mouvement ouvrier international doivent résoudre, est la suivante: comment a-t-on réussi à abolir en fait tout ce qui constitue la Révolution d'octobre, tout en conservant les formes extérieures ; à ressusciter l'exploitation des ouvriers et des paysans sans rétablir les capitalistes privés et les propriétaires foncier ; à commencer une révolution pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et à la terminer en instaurant un type nouveau d'exploitation ?

Mais si un séjour dans les prisons soviétiques pose ce problème d'une façon particulièrement pressante, il faut dire qu'il apporte aussi les éléments d'une réponse.

Toutes les couches sociales de la Russie sont représentées en prison. Là, on peut connaître enfin ce qui se passe réellement dans le pays et ce que les gens en pensent. C'est bien simple : la prison est le seul endroit en Russie soviétique où les gens s'expriment d'une façon plus ou moins sincère et ouverte. Quant au danger des témoignages trop subjectifs, il est éliminé par le nombre même et la diversité sociale des prisonniers.

L'attitude des masses laborieuses et de la population

tout entière est en fin de compte reflétée dans les opinions que professent les groupements politiques. Ceux-ci sont tous illégaux et interdits en Russie ; aussi sont-ils tous en prison, à l'exception d'un seul groupement qui représente les opinions de l'élite bureaucratique régnante. Aussi est-il impossible de connaître ailleurs qu'en prison le développement de l'opinion publique russe depuis octobre 1917, et de savoir quels sont les enseignements que la population elle-même a tirés de l'expérience de la révolution russe. Or, qu'y a-t-il de plus important que ces enseignements-là pour la théorie et pour l'action sociale à notre époque ?

Comment séparer les acquisitions positives de la révolution d'avec ses phénomènes les plus menaçants, comment garantir les révolutions sociales des dangers de dégénérescence, — tels sont les problèmes que se pose avec passion l'opinion publique russe, opinion illégale, refoulée dans les prisons.

Elle acquiert chaque jour plus d'importance pour le mouvement ouvrier international. Aucune nation ne peut résoudre à elle seule le problème de l'émancipation sociale, c'est pourquoi l'importance mondiale de l'expérience russe reste entière malgré l'échec final.

C'est aussi pourquoi il m'a toujours semblé que les enseignements de la prison soviétique valaient tous les sacrifices...

II

EN PRISON A LÉNINGRAD

En revenant de Moscou à Léninegrad, je pris garde de ne pas me laisser filer. D'abord je ne remarquai rien. Mais arrivé à Léninegrad, je notai bientôt des indices suspects. Chaque fois que je rentrai chez moi, je rencontrai un individu posté près de la maison que j'habitais. Certes, il pouvait en vouloir à un autre que moi, mais je sentis tout de suite que c'était bien moi qui étais en cause. Un inconnu était venu en mon absence à l'Université et ne m'ayant point trouvé avait tâché de recueillir des informations auprès des employés.

Il avait même parcouru la correspondance qui se trouvait sur ma table. D'autre part, une de mes connaissances que je suspectais d'être un agent de la Guépéou cessa de me fréquenter à la même époque. Il fallait croire qu'une surveillance amicale ne suffisait plus et qu'on me filait désormais ouvertement. Je songeai à me cacher, à rentrer en Europe illégalement.

C'est dans cet état d'esprit que je rentrai chez moi le 21 mai 1930, vers minuit. Je comptais emporter quelques effets et m'absenter pendant quelques jours de chez moi, à titre de précaution. Il n'y avait personne dans la rue, c'était bon signe. Mais en ouvrant ma porte, j'aperçus installé dans le corridor un agent de la Guépéou en uniforme. « Un nouveau chapitre de ma vie en U.R.S.S. va commencer », me dis-je. J'étais sûr que la Guépéou connaissait mon activité secrète en faveur de l'opposition. Il était donc inévitable qu'on perquisitionnât chez moi et qu'on m'arrêtât. Mais je n'arrivais pas à deviner à quelle source la Guépéou puisait ses renseignements sur mon compte. Aussi décidai-je de ne rien avouer avant qu'on ne me fournisse des preuves évidentes.

« Qu'y a-t-il ? » demandai-je. En guise de réponse le tchékiste me montra un mandat de perquisition et d'arrestation. La perquisition avait déjà commencé en mon absence. Les motifs de mon arrestation n'étaient pas indiqués dans le mandat, et l'agent me déclara ne pouvoir me donner aucune explication.

La perquisition ne m'émouvait guère, car je n'avais chez moi aucun document compromettant. Je laissai bientôt le tchékiste et son aide fouiller dans ma chambre et gagnai la cuisine qui se trouvait à l'autre bout du corridor. L'escalier de service menait droit vers la liberté. Je songeai un instant à fuir. Mais il fallait d'abord éloigner la bonne sous un prétexte plausible. Le premier qui me vint à l'esprit ne donna pas le résultat espéré, et je me sentis incapable d'en inventer un deuxième. Mon désir de fuite rencontrait d'ailleurs un obstacle en moi-même ; il faut croire que je préférais inconsciemment aller en prison et achever de connaître la Russie que de rentrer en Europe. Ce n'est que bien plus tard que je le compris, à une époque où je souhaitais d'autant plus ardemment mon départ qu'il était plus difficilement réalisable.

Entre-temps, la perquisition avait pris fin. Les tchékistes emportèrent tous mes manuscrits. Je pris mes effets, y compris mes effets d'hiver. Les tchékistes m'assuraient que c'était inutile, que je rentrerais bientôt chez moi, mais j'étais intimement persuadé qu'il n'y avait plus de retour possible, à moins de « capituler » et cela, je ne m'y résoudrais jamais. Quant aux tchékistes, je leur répondis : « Je vis seul et n'ai personne à qui laisser mes effets en dépôt. » L'auto de la Guépéou nous attendait au perron. Nous n'allâmes pas bien loin, l'auto s'arrêta au perron suivant de la Maison du Parti. Là, je vis venir à nous mon camarade Deditch, accompagné d'un agent de la Guépéou. J'en fus surpris, car Deditch, en désaccord avec notre groupe, n'y collaborait plus depuis des mois et en fait n'y appartenait plus. Nous n'en fûmes pas moins heureux de nous voir et de constater que notre malheur était partagé.

Nous nous interrogeons mutuellement : « Qu'est devenu notre camarade Dragutch ? Il est si prudent, si expérimenté qu'il a sans doute pu déjouer l'arrestation et gagner la frontière. » Nous sûmes plus tard que Dragutch avait en effet eu le temps de se cacher, mais il devait, hélas, se faire arrêter trois mois plus tard. « Et que deviennent nos camarades de Moscou ? On les a sûrement arrêtés eux aussi. Nous finirons par les retrouver en prison. » Nous prenons entre-temps deux décisions : premièrement de ne faire aucune déclaration qui constitue une capitulation et de n'avouer que ce que la Guépéou pourra prouver de façon évidente. Deuxièmement, de nous inscrire sous notre vrai nom. Il est bon qu'on sache dès maintenant qu'on a affaire à des communistes étrangers.

Bientôt nous arrivâmes à la Maison d'arrêt de la rue Chpalernaïa. Nous éprouvions un sentiment mêlé d'anxiété et de curiosité. Ne faut-il pas s'attendre, dans un État ouvrier, à un régime pénitentiaire différent de celui des pays bourgeois ? Un État ouvrier veut l'amélioration, non pas la punition du coupable.

On nous amène au bureau de la prison. Tout y ressemble à ce que j'ai vu à l'étranger : les meubles, la voix des scribes, les grincements d'un appareil sans âme. « C'est exactement comme dans les prisons bourgeoises », chuchotai-je à l'oreille de Deditch, et, à titre de conclusion pratique, je dissimulai à tout hasard un

bout de crayon, comme j'avais l'habitude de le faire en pareil cas en pays bourgeois.

Après nous avoir fouillés, on nous conduisit chacun dans une cellule. Nous ne devons avoir aucun contact pendant trois mois. Il était trois heures du matin lorsque je pénétrai dans ma cellule, située quelque part dans le sous-sol. Elle comportait deux couchettes, dont l'une était déjà occupée par un prisonnier. Il dormait du reste. Je me dis : « Ce doit être un provocateur chargé de m'arracher ce que la Guépéou ignore encore. » Je ne pus m'endormir. Assailli de mille pensées, je tâchai de deviner le sort qui m'attendait.

La troisième nuit de mon séjour en prison on me conduisit chez le juge d'instruction. La Guépéou a pour principe de n'interroger les prisonniers que la nuit. C'est plus impressionnant et du reste un homme tiré de son sommeil est peu préparé à se défendre. La psychologie est la science préférée des tchékistes.

Le juge d'instruction n'était autre que le fonctionnaire de la Guépéou qui avait dirigé la perquisition à mon domicile.

« Savez-vous pourquoi on vous a arrêté ? furent ses premiers mots. Non, vous ne savez pas ? Alors veuillez me faire part de vos hypothèses au sujet de votre arrestation. »

Quelques mois plus tard, j'eus l'occasion de lire en prison un article de l'historien bolcheviste Pokrovski sur l'Inquisition espagnole. J'appris par cet article que c'étaient là les questions classiques que l'Inquisition posait à ses prisonniers. J'eus encore souvent l'occasion de me souvenir de l'Inquisition et de l'ordre des Jésuites à propos des événements de Russie et des méthodes de la Guépéou.

Conformément à la tactique que je m'étais fixée, je répondis que mon arrestation pouvait être due aux intrigues de mes adversaires de fraction à l'intérieur du parti yougoslave.

« Mais non, m'interrompit le juge d'instruction. Le Komintern ne nous concerne pas. Nous ne nous intéressons qu'à votre activité dans le parti communiste russe. »

Il se tut quelques instants puis me demanda à brûle-pourpoint :

« Que pensez-vous de la politique du parti communiste russe ? »

Je répondis d'un façon aussi désinvolte que lui en mentant ainsi qu'il est d'usage en ces cas-là en Russie.

« J'approuve entièrement cette politique. Mes divergences d'opinion ne concernent que les affaires du Komintern, en Allemagne, en Yougoslavie. J'estime que le mot d'ordre essentiel en Allemagne devrait être : « Le fascisme, voilà l'ennemi » et non pas : « La social-démocratie, voilà l'ennemi ». Quant à la Yougoslavie, je crois que Boukharine, Manouïlski et Gorkitch ont trahi le mouvement ouvrier yougoslave en le livrant aux aventuriers et aux charlatans et qu'ils ont par là contribué au coup d'État militaire de janvier 1929. »

Puis j'ajoutai : « Je ne suis pas disposé à capituler. »

Mes déclarations n'eurent pas l'air de satisfaire le juge d'instruction. C'est le parti russe qui l'intéressait. On me reconduisit dans ma cellule.

Trois jours plus tard, on m'interrogea de nouveau en présence de P., camarade yougoslave. C'était un ouvrier de Zagreb, ancien militant syndical. Il était en Russie depuis 1923. En ma qualité de secrétaire du parti communiste de Croatie, j'avais été de ceux qui l'avaient envoyé en Russie. Il avait fait ses études à l'Université Sverdlov de Moscou. On ne l'avait pas laissé rentrer en Croatie à cause de sa complaisance à l'égard du trotskisme en 1923-1926, mais on ne l'avait pas non plus chassé du parti. Ces derniers temps il travaillait dans une usine de Léningrad. Peu de temps avant mon arrestation, j'avais tâché de le persuader de collaborer à notre activité clandestine et à exiger énergiquement la permission de rentrer en Yougoslavie. Il refusa en disant que le parti était en train de réaliser le programme de Trotski. « Du reste, je n'ai nulle envie d'aller en Sibérie », avait-il ajouté dans un mouvement de sincérité. En effet, la lutte ne pouvait le tenter : il comptait justement passer l'été à la campagne avec une communiste employée dans l'administration... « Quant à nous, avais-je répondu il y avait deux semaines de cela, nous risquerons la Sibérie plutôt que de renoncer à la lutte. »

J'avais à peine eu le temps de remarquer la présence de P. que le juge d'instruction m'intima : « Défense de parler, pas un mot, asseyez-vous ! » Puis il se mit

a me lire la longue déposition de P. Tout y était, sauf la Sibirie. Il n'y avait qu'un seul endroit où ma pensée était traduite en termes plus explicites que ceux que j'avais employés moi-même. A cet endroit, P. interrompit la lecture et exigea que sa déposition fût rectifiée. Le juge d'instruction voulut protester, puis laissa faire. P. estimait apparemment qu'il n'y aurait pas de trahison de sa part s'il se bornait à rapporter fidèlement notre conversation. Mais telle qu'elle avait eu lieu, elle suffisait amplement à me faire condamner. « Il faut partir pour l'étranger afin d'organiser la lutte contre le Komintern », avais-je dit, car j'étais déjà partisan d'une nouvelle Internationale. « L'élimination de la bureaucratie en Russie se fera en fin de compte par la violence, car la bureaucratie ne renoncera pas de son propre gré à ses privilèges. » Tout cela était vrai, mais comment m'étais-je risqué à prononcer ces paroles ? Sans doute j'avais accordé trop d'importance aux vieilles sympathies trotskistes de P.

P. approuva et signa la déposition. Quant à moi, je déclarai que P. avait tout inventé d'un bout à l'autre. Il avait appartenu en Yougoslavie à la droite du parti, tandis que je faisais partie de la gauche. Tout cela n'était qu'une intrigue de fraction. En réalité, j'avais des raisons de croire que P. ne m'avait pas directement dénoncé, mais qu'il avait rapporté notre conversation à un de ses amis, membre de la fraction de droite du parti yougoslave, et que celui-ci l'avait transmise à la Guépéou. On avait ainsi forcé P. à tout avouer, sous peine de représailles de la Guépéou.

Le juge d'instruction laissa partir P. et me fit reconduire dans ma cellule. Mon troisième interrogatoire eut lieu quelques jours plus tard, en présence du juge d'instruction et d'un inconnu en civil. Ce dernier me proposa d'exposer par écrit mon attitude à l'égard du parti communiste russe et du trotskisme. Je confirmai ma première déposition et ajoutai que j'étais prêt à donner toutes les explications utiles aux instances du parti tout en refusant de les donner à la Guépéou : « C'est le parti qui doit décider de ses propres affaires, non pas la Guépéou.

— C'est le comité régional du parti, me répondit l'inconnu, qui m'a chargé de m'entretenir avec vous de toutes les affaires du parti.

— En ce cas, faites-moi libérer immédiatement, et nous causerons. Je refuse de traiter d'affaires du parti tant que je suis en état d'arrestation. »

J'estimais que la Guépéou avait des charges plus graves contre moi que la déposition de P. et je ne voulais rien avouer avant qu'on ne me mît au pied du mur. Mais d'autre part, en prévision des preuves de culpabilité qu'on allait sans doute me fournir bientôt, je ne voulais pas m'engager en reniant par écrit l'opposition trotskiste. Au bout d'une semaine, on m'appela de nouveau pour me lire un acte concernant mon activité pendant mon dernier séjour à Moscou. Cet acte décrivait la conférence de notre petit groupe, notre tentative d'envoyer à Trotski les documents du Komintern., etc.

« Votre groupe à Moscou a été arrêté tout entier ; tous les membres ont avoué ; il est inutile que vous vous obstiniez à nier. » Mais on ne me montra pas la déposition de mes camarades, d'où je conclus que la Guépéou ignorait encore bien des choses. Le seul document qu'on me fit voir, ce fut la déposition du représentant du Centre d'opposition de Moscou, auquel Glybovski et moi avions expliqué tous les projets et toutes les affaires de notre groupe. Ce qui frappait dans cette déposition, c'était que l'idéologie y était traitée d'une façon très superficielle, tandis que les détails d'organisation étaient rapportés avec une minutie rigoureuse. « Vous voyez, l'homme une fois arrêté a tout avoué. »

Il était clair pour moi que ce n'était pas la déposition d'un prisonnier, mais le rapport d'un agent provocateur : c'est ce qui expliquait les particularités du document que je viens de mentionner.

Le représentant du Centre d'organisation était donc un agent provocateur ! Nous avions donné dans le panneau ! Telle avait donc été la cause de notre perte. Je pus me rendre compte, d'après les documents qu'on me montra, que la Guépéou avait non seulement arrêté mes camarades de Moscou, mais avait saisi les résolutions de notre conférence, une partie de notre correspondance et d'autres documents encore.

Il était inutile de persister dans mes dénégations. Je déclarai donc partager les vues de l'opposition. On

me proposa aussitôt de répondre par écrit aux deux questions suivantes :

1° Quelles sont mes opinions politiques ?

2° Quelle a été mon activité clandestine dans l'opposition ?

On me remit de l'encre et du papier et on m'accorda quelques jours pour rédiger ma réponse. Je refusai de répondre à la deuxième question, et m'étendis d'autant plus sur la première. Je passais même à l'offensive et exposai mes opinions politiques avec une entière franchise.

Voici l'essentiel de mes déclarations : si le premier stade de la révolution russe, celui de Lénine, nous enseigne comment il faut agir, le deuxième stade, celui de Staline, nous enseigne comment il ne faut pas agir. Le plan quinquennal est progressiste, mais nullement socialiste. S'il fallait en juger d'après le nombre des usines, le socialisme serait depuis longtemps réalisé en Amérique. Le socialisme n'est pas une usine, mais un système de relations entre hommes. Ces relations telles qu'elles sont en Russie n'ont rien de socialiste. La collectivisation n'est pas une lutte entre socialisme et capitalisme, mais un duel entre le gros capital d'État et le petit capital privé. La lutte de Staline contre la droite est atténuée par un grand nombre de compromis, c'est la lutte du centre contre l'aile droite. En fin de compte, Staline s'entendra avec la droite, comme Kautski s'est entendu avec Bernstein. Sa rupture avec la gauche est par contre définitive, comme le fut la rupture de Kautski avec Rosa Luxembourg et Liebknecht. Quant à Trotski, s'il est loin de valoir Lénine, il est de beaucoup supérieur à Staline. Dans le domaine de la politique internationale, j'accusais les Staliniens de conduire le mouvement ouvrier des pays capitalistes de défaite en défaite et de traiter les ouvriers et communistes étrangers non pas en égaux et en frères, mais en serviteurs et en valets.

Dans cette même déclaration j'exigeai qu'on me laissât partir librement pour l'étranger avec mes camarades yougoslaves. Les ouvriers de Yougoslavie nous avaient envoyés en U.R.S.S. pour y étudier la situation : nous voulons maintenant leur rendre compte de notre mission. « Mais, terminais-je en substance ma déclaration, si au lieu de me laisser partir pour l'Occident

vous m'envoyez en Orient selon vos procédés de bourreaux — sachez que vous ne me ferez pas peur, car je sais que j'y trouverai des frères. »

On ne m'interrogea plus après cette déclaration. Mon affaire fut transmise à Moscou, et je dus attendre plusieurs mois que l'on décidât de mon sort. J'avais exigé par principe qu'on me laissât partir pour l'étranger : il fallait bien protester d'une façon ou d'une autre contre la désinvolture avec laquelle on retenait en Russie des communistes étrangers, comme s'ils étaient un simple bétail.

Je passai cinq mois dans la maison d'arrêt de Lénin-grad et ne la quittai qu'en octobre 1930. Je fus enfermé les premiers mois dans la cellule n° 11. Elle était petite et sombre, comme toutes les cellules du rez-de-chaussée. Pendant mon séjour, on s'ingénia à la rendre plus obscure encore en posant des volets devant les fenêtres. C'était d'autant plus cruel que les fenêtres donnaient non pas sur la rue, mais sur une cour mal éclairée. Il avait fallu l'abolition du tsarisme et treize ans de révolution pour que cette vieille prison perdît le peu de lumière qui lui était accordé auparavant. Le jour, pour pouvoir lire, il fallait se hisser sur la table et rester debout en tenant le livre aussi haut que possible afin de capter un peu de lumière. Nous le faisions tour à tour, mon compagnon de cellule et moi.

Il y avait quelques années — au dire de mon compagnon de cellule qui en avait déjà fait l'expérience précédemment — les conditions de vie dans cette prison étaient bien meilleures. On pouvait même converser par la fenêtre ; le soir, lorsqu'on fusillait les condamnés on en communiquait au préalable les noms à toute la prison, en sorte que les condamnés pouvaient prendre congé de leurs compagnons plus heureux et leur donner les adresses de leurs parents pour qu'ils les avertissent de leur sort. Maintenant il ne restait plus aucune trace de ce libéralisme. Un silence de cimetière planait sur les cellules et les corridors. Les corridors étaient du reste tapissés de telle sorte que les pas des geôliers étaient à peine perceptibles.

Nos promenades quotidiennes étaient limitées à dix minutes. Six cellules, soit douze détenus, y participaient à la fois. Les couples marchaient à quatre ou cinq pas de distance, pour que chacun ne puisse parler qu'à son

compagnon de cellule. Nous arrivions tout de même à échanger quelques mots avec les couples voisins, c'est-à-dire avec les cellules n° 10 et 12. Nous apprîmes peu à peu les noms de tous ceux qui se promenaient avec nous, ainsi que les crimes dont ils étaient inculpés.

Mes onze compagnons de promenade étaient tous inculpés d'espionnage en faveur de la Pologne, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Tchécoslovaquie et de l'Angleterre. L'importance de chaque inculpé variait selon l'importance de l'État qu'il « représentait ». Celui qui était accusé d'espionnage en faveur de la Pologne était un artisan polonais, grave et maigre, père d'une famille nombreuse. Un homme insouciant qui passait son temps à siffloter « représentait » l'Estonie. Il avait déjà fait trois ans d'exil en Asie centrale pour le même crime. Rentré à Léninegrad, on l'avait de nouveau arrêté. Un vieillard alerte, apparemment fort expérimenté en fait de conspiration, était accusé d'espionnage en faveur de sa patrie, la Lettonie. Quant à l'Angleterre, c'est mon compagnon de cellule qui la représentait. Il me le déclara lui-même, mais je ne le crus pas, estimant qu'il n'était qu'un agent de la Guépéou chargé de me surveiller.

Il me semblait du reste que les tchékistes m'avaient intentionnellement enfermé parmi ces gens pour me terroriser moralement. Les conditions de vie étaient dures, la nourriture mauvaise. Le matin nous recevions de l'eau bouillante et environ 400 grammes de pain pour la journée. A déjeuner on nous donnait de l'eau chaude où nageaient quelques feuilles de chou et une poignée de bouillie de sarrasin sans beurre. A dîner, le même « potage ». Dans les prisons qui ne relevaient pas de la Guépéou, le régime était pire encore. Le sentiment de supériorité qu'éprouvait la Guépéou s'étendait à tout et exigeait que « ses » détenus fussent mieux nourris que les autres. Lorsqu'on me transféra plus tard dans une salle commune, j'y rencontrai des prisonniers qui s'estimaient heureux d'être enfermés dans une prison de la Guépéou ! La plupart des détenus avaient la permission de lire des livres et d'acheter des journaux. Quant à moi, on m'avait permis en outre d'avoir de l'encre et du papier.

Mon compagnon de cellule recevait deux fois par semaine des victuailles que lui envoyaient ses proches.

Il insistait chaque fois pour les partager avec moi. Cela ne faisait que renforcer mes soupçons : je prenais sa bonté pour une ruse de tchékiste. Mais lorsqu'au cours de l'instruction on m'eut communiqué les documents de notre groupe de Moscou, il devint évident que la Guépéou en connaissait plus qu'il ne fallait sur mon compte et n'avait nul besoin de m'envoyer un provocateur. Mais si je ne soupçonnais plus mon compagnon de jouer ce rôle, je le crus coupable du crime d'espionnage pour lequel on l'avait enfermé : « Tout de même, la Guépéou ne se mettrait pas à torturer sans raison un innocent », me disais-je en écoutant ses protestations d'innocence.

Cependant, l'impression qu'il produisait et les épisodes de sa vie tels qu'il les racontait ne cadraient pas avec l'image d'un espion anglais.

Un soir, dressant l'oreille, mon voisin chuchota : « N'entendez-vous pas un bruit étouffé ?

— Eh bien ?

— C'est quelqu'un qu'on torture. »

Cela m'indigna : « Quand on ajoute foi, à l'étranger, à toutes sortes de fables sur la Gépéou colportées par les petits-bourgeois — passe encore. Mais y croire en Russie, allons donc ! Est-ce que vous prenez la Guépéou pour l'« Okhrana » tsariste ? La Guépéou tue, s'il le faut, elle annihile — elle ne torture pas. »

Mon voisin me considéra avec désespoir ; puis il conclut : « Je n'ose vous souhaiter de rester longtemps ici pour apprendre ce qu'est la Guépéou. Vous autres communistes étrangers, vous êtes vraiment des ignorants. Si un communiste russe avait parlé de la sorte, j'aurais rompu toute relation avec lui... »

L'instruction de mon affaire tirait à sa fin. Je fus encore appelé plusieurs fois chez le juge d'instruction, qui me proposa de quitter l'opposition et d'en condamner l'activité. En échange il offrit de me libérer. « Voyons, objectai-je, comment puis-je le faire ? Je savais fort bien que vous poursuivez les gens lorsqu'ils déploient une activité d'opposition. Maintenant que j'en subis les conséquences, vous me proposez de me dédire et d'acheter ma liberté à ce prix. Ce serait malhonnête. Si je le faisais, je perdrais tout respect de moi-même et vous devriez me mépriser.

— Mais non, mais non, Anton Antonovitch, me

répliqua le juge d'instruction, ce n'est pas malhonnête de renoncer à ses erreurs. Il arrive souvent qu'un homme se mette en colère et fasse du bruit ; mais quand il voit où cela le mène, il change d'avis et bat en retraite. »

Une autre fois, lorsque j'exigeai qu'on me laissât partir pour l'étranger, je me mis à reprocher aux dirigeants staliniens de faire une politique nationale au lieu d'une politique prolétarienne et internationale. Le juge d'instruction répondit : « Voyez-vous, Anton Antonovitch, charité bien ordonnée commence par soi-même. » Du reste, désespérant de me convaincre, il renonça bientôt à ces conversations sur des thèmes abstraits.

Vers la mi-juillet on me transféra dans une salle commune qui se trouvait dans le corps principal du bâtiment, au-dessus de la porte centrale. Il y avait trois étages de salles communes. Les conditions de vie y étaient toutes différentes de celles des cellules voisines.

La salle où l'on me mit était aménagée pour vingt-trois prisonniers. Il y avait vingt-trois couchettes en toile de tente qui le jour se repliaient le long du mur. Mais pendant les trois mois que j'y passai, il n'y eut jamais moins de quatre-vingts détenus dans la salle. Certains jours, ce chiffre s'élevait à cent dix. Comment arrivions-nous à nous caser ? Il y avait deux rangs de tables au milieu de la salle, une partie des détenus prenait place autour de ces tables, les autres s'asseyaient le long des murs, sur les couchettes ou sur des bancs. Le soir, les détenus apportaient leurs matelas qu'on gardait le jour au bout du corridor. Il n'était pas facile de placer cent matelas dans la salle. Vingt-trois personnes occupaient les couchettes, vingt-trois autres mettaient leurs matelas sous les couchettes, d'autres les mettaient sur les tables et les banquettes, les autres enfin couchaient sous les tables et les banquettes ainsi que dans les coins « libres » de la salle, à commencer par la porte et en finissant par les lavabos qui se trouvaient à l'extrémité opposée de la salle. On occupait tour à tour les diverses places, par ordre d'ancienneté : d'abord on couchait par terre, puis sur les tables et les banquettes, enfin sur les couchettes. Les gens qui couchaient à même le sol se renouvelaient fréquemment ; ceux qui étaient installés dans les couchettes représentaient la population permanente de la salle. Pendant les trois

mois de mon séjour je ne pus arriver à disposer d'une couchette, quoique parfois on pût en « acheter » une pour cinq à vingt roubles.

On nous conduisait deux fois par mois aux bains, qui se trouvaient dans le même édifice. C'était une chambre avec quelques bancs, une dizaine de bassines et des robinets d'eau chaude et froide. On nous menait aux bains par groupes et on nous laissait vingt minutes pour notre toilette.

Malgré l'entassement des prisonniers, ils n'avaient généralement pas de poux. Par contre, il y avait des punaises mais nous n'y faisons aucune attention. La nourriture était la même que dans les cellules. C'est alors que j'appris que les détenus politiques avaient droit à un régime spécial. Il n'y a pas d'égalité en Russie, même dans les prisons. Tant que j'étais en cellule je n'avais jamais voulu exiger une meilleur nourriture, quoiqu'on me l'eût certainement accordée en ma qualité de communiste étranger. Maintenant que j'avais appris l'existence d'un régime spécial pour les détenus politiques, je l'exigeai et l'obtins. Il comprenait de la soupe avec un gros morceau de viande. En outre, je recevais un kilo de sucre par mois, des cigarettes, du tabac, du beurre et du savon. Cela représentait en prison une grande richesse et j'éprouvais un sentiment de gêne d'en user dans ce lieu de misère et de famine. Je m'étais déjà habitué à prendre mon thé sans sucre, aussi me fut-il facile de partager mon sucre avec mes nouveaux voisins. Mais même en leur donnant la moitié de mon repas, je me sentais mieux nourri qu'auparavant. Un morceau de savon, un peu de tabac, une cigarette suffisaient à alléger le sort de mes compagnons de malheur.

La nombreuse population de la salle était d'une composition fort bigarrée. Toutes les provinces, toutes les classes et tous les groupes sociaux étaient représentés. Il fallait peu de temps pour faire connaissance avec ce résumé de la Russie. La promenade quotidienne d'un quart d'heure réunissait quatre ou cinq salles aussi surpeuplées que la nôtre ce qui augmentait d'autant la diversité des groupes sociaux représentés. Ce n'est pas seulement le sort de centaines d'individus que j'apprenais ainsi, c'était encore la situation de dizaines de provinces et les sentiments de dizaines de groupes

sociaux différents. Ce kaléidoscope constamment renouvelé reflétait la vie de l'immense pays, inquiète, tumultueuse, pleine de désespoir. Nos salles retentissaient de l'écho des jacqueries anticollectivistes, des gémissements de la Russie tout entière où l'on fusillait en masse les paysans révoltés.

La prison était pleine d'ingénieurs et d'autre détenus accusés de sabotage. Des ouvriers mécontents, des marins, des communistes d'opposition y coudoyaient les spéculateurs et les prêtres. On fusillait presque chaque jour des prisonniers. Aucun voyage à travers la Russie ne pouvait offrir une documentation aussi riche qu'un séjour de quelques semaines dans cette prison.

Les ingénieurs accusés de sabotage.

Les prisonniers se groupaient dans la salle par petits groupes de trois à dix personnes, selon les affinités sociales, politiques, culturelles ou religieuses. Les ingénieurs et les intellectuels y constituaient l'aristocratie. Une partie d'entre eux disposait même d'une salle à part, bien meublée ; aussi grande que la nôtre, elle n'était occupée que par seize à dix-huit ingénieurs. Ceux-là travaillaient le jour aux usines et rentraient le soir en prison. Quelques-uns étaient encore à l'instruction, les autres avaient déjà été condamnés. Ils recevaient une excellente nourriture et étaient traités avec respect. « Ce sont les ingénieurs » ou « nous sommes les ingénieurs », ces phrases avaient une signification très particulière : même en prison, elles exprimaient un sentiment de supériorité sur le commun des citoyens soviétiques.

On racontait que dans certaines usines de Léninegrad on avait construit des prisons spéciales pour les ingénieurs condamnés qui y passaient la nuit et travaillaient le jour à l'usine. On racontait aussi que la Guépéou se livrait à la « vente » des ingénieurs condamnés, surtout ceux qui étaient destinés aux camps de concentration de Solovki ; la Guépéou les cédait aux divers trusts et fabriques dans la Russie tout entière aux conditions suivantes : la moitié ou les deux tiers du salaire de l'ingénieur pris en location allaient à la Guépéou, le reste à l'ingénieur lui-même. Le plus étonnant dans l'affaire

était que les gens s'y résignaient sans trop s'indigner, comme s'ils pensaient : « Ça ne fait rien, nous en avons vu bien d'autres ; nous saurons bien nous en tirer, car on ne peut se passer de nous. »

Les ingénieurs détenus qui ne travaillaient pas étaient logés dans les salles communes. Mais là aussi, l'administration leur témoignait de la bienveillance, ils étaient mieux vêtus et recevaient d'excellentes victuailles de l'extérieur. Il y avait parmi eux des gens qui avaient avoué leurs « actes de sabotage ». Ce n'est que très lentement, avec le plus grand mal, que je pus apprendre l'histoire de quelques-uns d'entre eux, l'histoire de leurs « aveux ».

« On m'a tenu cinq mois en cellule dans l'isolement le plus complet — me confia l'un d'eux. Je ne recevais ni journaux, ni livres, ni tabac, ni colis et ma famille n'obtint jamais l'autorisation de me rendre visite. J'avais faim et souffrais de ma solitude. On voulut me faire avouer des actes de sabotage que je n'avais jamais commis. Je refusai. On me dit : « Si vous êtes pour le gouvernement soviétique, comme vous le prétendez, il faut le prouver par des actes ; le gouvernement a besoin de vos aveux. Vous ne devez pas en craindre les conséquences, le gouvernement tiendra compte de votre franchise et vous permettra de réparer vos fautes en travaillant. Vous obtiendrez aussitôt la permission de voir votre famille, vous pourrez recevoir des colis, des journaux, vous pourrez vous promener. Si, par contre, vous persistez dans votre silence, vous serez soumis à une répression impitoyable, et de plus on exercera des représailles sur votre femme et vos enfants... » Je me raidis pendant des mois, mais à la fin la solitude me devint tellement insupportable qu'il me sembla que rien de pire ne pouvait plus m'arriver. Tout me devint indifférent. Je signai tout ce qu'exigea le juge d'instruction. »

Cet homme semblait très déprimé et marchait de long en large d'un air égaré. Beaucoup d'autres détenus qui avaient avoué des actes de sabotage imaginaires se trouvaient dans le même état.

Après quelques mois passés dans cette atmosphère, il devint clair pour moi que toutes les affaires de sabotage étaient montées par la Guépéou qui transformait systématiquement en espionnage et en sabotage ce qui

n'était de la part des ingénieurs que du mécontentement ou tout au plus de la résistance passive. Les récits des « repentis » me dévoilèrent également les méthodes grâce auxquelles on préparait et montait les procès de sabotage. Mais ce ne fut que plus tard que je pus comprendre le but politique de ces procès. Il consistait à entretenir parmi les spécialistes un état de terreur, à les démoraliser et à prévenir ainsi toute velléité d'alliance avec les paysans, alliance qui au temps de la collectivisation massive aurait pu devenir d'autant plus dangereuse pour la bureaucratie communiste que le capital étranger l'aurait sans doute soutenue. Cette terreur étonnait non seulement par le caractère mensonger des accusations et des aveux forcés, mais encore par les récompenses matérielles qu'on offrait aux « repentis ». Ayant passé de longs mois en prison parmi ces ingénieurs, je pus me rendre compte qu'il ne s'agissait pas d'un procédé cruel, mais bien du plus vil des chantages. Le pouvoir semblait dire à ses adversaires : « Faites ce que nous voulons, vendez votre honneur et votre conscience, avouez les crimes que vous n'avez pas commis et en revanche vous obtiendrez tous les biens du monde. »

Tout cela me semblait un cauchemar. Ce qui m'étonnait le plus, c'était la façon naturelle et ordonnée dont cela se passait. On arrête les gens par milliers, ils « avouent », on les condamne et on les envoie en exil ; puis on les fait travailler dans les diverses branches de la production pour purger leur peine, et enfin on les rétablit dans leurs droits. Une partie de ces gens périssent en route, de mort naturelle ou fusillés, et le courant rapide de la vie soviétique a vite fait d'emporter leur souvenir...

L'or et la torture.

A la prison de Léninegrad le traitement réservé aux accusés de détenir de l'or me choquait tout particulièrement. On arrêtait à cette époque dans toute la Russie les gens soupçonnés de posséder de l'or et des objets précieux. Voici comment on s'y prenait : les agents de la Guépéou venaient perquisitionner la nuit et enlevaient tous les objets de valeur, à commencer par les cuillères d'argent et en finissant par les pièces d'or et les objets

d'art. Puis, indépendamment du résultat de la perquisition, on mettait le suspect en prison et on exigeait de lui la remise, au profit du plan quinquennal, de l'or et des valeurs qu'il pouvait avoir cachés. Certes, cette exigence était légitime, mais les procédés d'exécution !

Ces gens devaient attendre par groupes à la porte des juges d'instruction. On les laissait ainsi pendant des journées entières, sans nourriture ni sommeil, pour les forcer à livrer leur or. Appelé chez le juge d'instruction, j'eus moi-même l'occasion de les voir. Je reconnus parmi eux un jeune dentiste qui était enfermé dans la même salle que moi. Il y avait quarante-huit heures qu'il se tenait debout dans le corridor ! Son teint coloré et florissant était devenu noir et terreux. Une fois, l'un de ces malheureux était devenu fou et s'était mis à hurler en désignant le fond du corridor : « Regardez, du sang ! » Mais la Guépéou le laissa debout encore vingt-quatre heures dans cet état, pour « persuader » les autres de se rendre. Un de mes camarades trotskistes assista dans une prison de province à l'épisode que voici : la Guépéou savait qu'un groupe de prisonniers qu'on suspectait de détenir de l'or n'en possédait point en réalité. Mais il y avait parmi eux un personnage qui en avait. La Guépéou les fit venir tous à l'exception de ce dernier et leur promit la liberté s'ils obtenaient de lui qu'il livrât son or. Ces malheureux, reconduits dans leur salle, se mirent à hurler en chœur : « X..., livre ton or, livre ton or ! » Ce concert dura quelques jours et X... finit par s'exécuter.

Plus tard, en Sibérie, je rencontrai des gens, pour la plupart des vieillards et des vieilles femmes, qu'on avait soumis pendant dix à vingt jours au froid terrible de la Sibérie, qu'on avait affamés et privés d'eau pour en extorquer l'or qu'ils étaient censés détenir. Après de telles tortures, ceux qui possédaient quelque chose finissaient par le livrer. Le fonds de l'industrialisation s'enrichit de cette façon de cent ou deux cents millions de roubles dans l'ensemble de l'U.R.S.S. ; mais comme les arrestations se faisaient au petit bonheur, généralement sur la foi de dénonciations, la plupart de ces gens soumis à la torture ne possédaient rien, mais y laissaient leur santé ou même leur vie.

Ce qu'il y avait de particulièrement odieux, c'était la façon dont cet or était remis. Les intéressés devaient

signer une déclaration comme quoi ils faisaient de leur propre gré don de telle ou telle somme au fonds d'industrialisation socialiste. En outre, tous ces gens qui avaient subi la torture devaient, au moment de leur mise en liberté, promettre par écrit de ne jamais raconter à personne ce qu'ils avaient subi ou vu en prison. Ces méthodes staliniennes me rappelèrent le souvenir des conquistadors espagnols et des méthodes analogues qu'ils appliquaient aux malheureux Indiens !

Ce n'est du reste pas la seule catégorie de prisonniers auxquels on applique la torture. Je connais des cas dans lesquels la Guépéou a fait subir à ses prisonniers des interrogatoires d'une durée de seize à vingt-quatre heures. Le prisonnier est interrogé sans aucune interruption, soit par plusieurs juges d'instruction, soit en leur confiant tour à tour l'interrogatoire, afin qu'il ne se relâche jamais. En outre, on s'efforce de démoraliser la victime par des procédés dont voici un exemple : mon voisin de salle, arrêté pour affiliation à une secte religieuse, rentra après un interrogatoire de ce genre. C'est un homme d'une santé fragile, l'interrogatoire l'a complètement brisé. Il se jette sur le repas qu'on lui a mis de côté, enlève ses chaussures et se laisse tomber lourdement sur la couchette que quelqu'un lui a cédée à cette occasion. Dix minutes sont à peine écoulées qu'on frappe à la porte et que le geôlier l'appelle pour un nouvel interrogatoire chez le juge d'instruction.

Tout cela était pour moi un coup terrible. Je n'avais jamais admis auparavant que de telles choses fussent possibles en Russie soviétique. J'avais une meilleure opinion de la Guépéou. Je pouvais désormais me rendre compte que la dégénérescence du pouvoir soviétique, autrefois révolutionnaire, était plus complète que je ne l'avais cru. J'en étais tellement surpris et révolté que je saisis la première occasion pour protester auprès du juge d'instruction contre toutes ces horreurs, ces tortures, ces fausses accusations et ces « aveux » non moins faux. « Qu'êtes-vous en train de faire ? lui dis-je. Nous vous défendons à l'étranger, et vous perpétrez ici des forfaits que j'aurais cru impossibles si je ne les avais vus de mes propres yeux ! Vous compromettez la révolution et le socialisme, vous ferez en sorte que les paysans, les petits-bourgeois des villes et les intellectuels

sans parti deviendront des ennemis mortels du socialisme et de la révolution.» Le juge d'instruction, ne pouvant nier les faits, me répondit à peu près en ces termes : « Nous n'en usons pas ainsi à votre égard, ni en général à l'égard des révolutionnaires. Quant à la petite bourgeoisie, nous sommes forcés de la traiter ainsi, car le pays est engagé dans la plus aiguë des luttes de classes.» Mais à mes yeux, rien ne peut justifier l'emploi de méthodes si viles par un pouvoir socialiste et révolutionnaire.

J'appris bientôt qu'on soumettait les ouvriers eux aussi à ces tortures dignes de l'Inquisition. Un jour, un marin qui avait été auparavant tenu dans le plus strict isolement fut transféré dans notre salle. C'était un homme jeune et d'une belle stature. Tant qu'il avait été en cellule individuelle, la Guépéou s'était acharnée à lui arracher des aveux sur sa participation à une conjuration imaginaire contre Staline. La Guépéou avait mis en œuvre tous ses moyens. On l'avait plusieurs fois, le soir, fait sortir de sa cellule en lui disant qu'on allait le fusiller pour son silence criminel. On le menait dans la cour, on le plantait au pied du mur comme pour le fusiller, puis on lui faisait réintégrer la cellule en lui disant : « Tu es tout de même un ouvrier, nous ne voulons pas t'abattre comme un garde-blanc quelconque. Mais puisque tu es un ouvrier, tu dois avouer en toute franchise.» Le marin n'« avoua » pas, mais devint à moitié fou à la suite de ces tortures ; alors on le laissa en paix.

Le plus important de l'histoire est que tout cela se pratiquait non pas après le meurtre de Kirov en 1934, mais bien avant — en 1930. Je ne fis d'abord pas attention à un détail dans l'affaire du marin, détail qui aujourd'hui, après les trois procès contre les zinovievistes, acquiert une signification sinistre : on accusait le marin d'appartenir à l'opposition trotskiste et on voulait le voir confirmer par ses aveux cet aspect de l'accusation. En réalité, c'était un ouvrier sans aucune nuance politique. Il servait sur des navires soviétiques qui touchaient des ports étrangers et gagnait largement sa vie ; d'ailleurs il se faisait des suppléments en se livrant à la contrebande, ce qui était en réalité son seul crime. Marié, il vivait heureux et content avec sa femme qui était jeune et jolie. Trotski n'était pour lui qu'un

chef glorieux de la guerre civile ; il n'avait que des notions très vagues sur ce que Trotski était devenu depuis et ne s'y intéressait aucunement.

Le caractère tout particulièrement raffiné et « psychologique » des tortures qu'appliquait la Guépéou est fort bien illustré par un cas que je tiens d'un trotskiste en vue. Il était enfermé au début de 1932 dans la prison de la Guépéou à Moscou. Un de ses compagnons de captivité dont les cheveux avaient complètement blanchi, lui parut particulièrement remarquable. Il apprit bientôt de sa propre bouche la cause de ce vieillissement prématuré.

« Comme je n'avouais pas les crimes dont j'étais accusé, le juge d'instruction me menaça plusieurs fois de mort. Une fois, après minuit, on me fait sortir de ma cellule. L'agent de la Guépéou, selon l'usage, ne me dit pas où il me mène. Il se contente de me lancer des ordres : avancez, tournez à droite, à gauche, etc. Bientôt je compris qu'on ne me menait pas chez le juge d'instruction mais qu'on me faisait descendre dans les caves. J'eus un haut-le-corps. Tout le monde sait que c'est dans les caves qu'on fusille les gens, sans les prévenir, d'un coup de feu à la nuque. C'est dans cette disposition d'esprit que je marchais dans les couloirs du sous-sol. Bientôt je rencontrai un tchékiste qui semblait m'attendre. L'agent qui m'accompagnait me remit à lui en prononçant ces paroles affreuses : « Eh bien, tu lui feras son affaire tout seul, ou bien faut-il que je te donne un coup de main ? — Non, non, j'y suffirai tout seul. » Nous allâmes plus loin. Les pas du tchékiste résonnaient derrière moi et je me préparai à mourir d'un instant à l'autre. « La porte à droite ! » rugit-il soudain. J'ouvris la porte et fut ébloui par une lumière intense. « C'est la fin », me dis-je, en me souvenant d'un détail qu'on m'avait raconté : dans les caves de la Guépéou on tue sous une lumière éclatante, pour éblouir les victimes et les empêcher de voir le sang et la fosse aux cadavres. Mais au lieu du coup de feu attendu, ce fut un nouvel ordre qui retentit : « La porte à gauche ! » De nouveau une salle brillamment éclairée : « Cette fois-ci ça y est. » Mais au lieu de la mort, je vis une jolie femme tout en blanc qui me sourit d'un air enjoué et me dit : « Vous vous êtes plaint d'avoir mal aux dents, je vais vous donner un remède. »

Il y avait là en effet, une petite pharmacie et elle me remit un flacon... »

Après cette macabre comédie on ramena le prisonnier comme si rien ne s'était passé. Mais le matin, ses camarades de prison remarquèrent que ses cheveux avaient complètement blanchi.

Les « religieux ».

Après les ingénieurs, c'étaient les prêtres et les membres des sectes religieuses qui formaient dans notre salle le groupe le plus apparent. Prêtres et membres de sectes se groupaient du reste en deux camps distincts et même hostiles, mais ils occupaient des places voisines l'une de l'autre et avaient constitué en quelque sorte un « front commun » vis-à-vis du reste de la salle, composé d'athées ou de neutres. Les prêtres se subdivisaient en partisans de l'Église « reconnue », dirigée par le métropolite Serge et en partisans de l'opposition dans l'Église. Ce que j'appris alors de la vie et des luttes internes de l'Église orthodoxe de Tikhon semblait vraiment incroyable, mais les événements ultérieurs se chargèrent de prouver la réalité des faits. L'Église orthodoxe russe avait subi une crise profonde pendant la révolution. Les sectes, qui étaient déjà puissantes auparavant, avaient rallié pendant la révolution dix à vingt pour cent de tous les croyants et menaçaient gravement l'orthodoxie. L'hostilité des sectes envers l'ancien régime aussi bien qu'envers le gouvernement soviétique les rendait particulièrement aptes à exprimer le mécontentement de la paysannerie et des milieux populaires des villes. Quant à l'« Église vivante », elle représentait une opposition purement soviétique à l'Église orthodoxe et jouissait par conséquent de la faveur du gouvernement. Mais c'est pour cela même qu'elle n'était pas viable : c'était un enfant mort-né. La masse des croyants était restée fidèle à l'ancienne Église. C'est à l'intérieur de cette Église que se déroulait la lutte la plus significative. Elle avait atteint toute son acuité au moment où l'on me mit en prison.

La plupart des ecclésiastiques s'étaient ralliés au gouvernement de Staline. Pour eux, l'avenir de l'Église était lié à celui de l'État, fût-il soviétique. La tâche

de l'Église devait donc consister à propager non seulement la foi en Dieu, mais encore le principe de la soumission aux pouvoirs établis. La politique de la collectivisation forcée et les soulèvements paysans ne leur firent pas changer d'avis. Au contraire, ils soutinrent le gouvernement au moment le plus critique, escomptant que celui-ci en tiendrait compte et reconnaîtrait plus tard les droits de l'Église. Le symbole qui couronna cette politique fut l'introduction dans le service religieux d'une prière pour le gouvernement soviétique...

« Comment, m'étais-je exclamé, mais en Russie soviétique il y a séparation de l'Église et de l'État !

— Certes, mais il n'est pas défendu que l'Église fasse de son propre gré des prières pour l'État. »

Une partie de l'Église était opposée à cette politique et trouvait que puisque la séparation de l'Église et de l'État était chose accomplie, l'Église n'avait plus à s'occuper du sort de l'État. Aussi refusait-elle d'introduire la fameuse prière dans le service religieux. Cette opposition, qui avait fait souche dans diverses parties du pays, avait pour centre Léninegrad. La plupart des membres de l'Église de Léninegrad soutinrent l'opposition et élurent évêque de Léninegrad le chef spirituel de l'opposition qui était évêque à Rostov. La minorité du Synode russe soutenait elle aussi l'opposition, tandis que sa majorité, métropolitaine Serge en tête, exigeait la soumission de la minorité et refusait aux communautés ecclésiastiques le droit de désigner leurs évêques et autres dignitaires sans la sanction du métropolitain. C'est ainsi que la question de l'organisation interne de l'Église vint s'ajouter à celle de l'attitude envers le Gouvernement.

La revendication de l'autonomie à l'intérieur de l'Église vint se heurter au principe de centralisme autocratique. Cela constituait une analogie inattendue avec la lutte à l'intérieur du parti communiste. Cette analogie s'étendait à d'autres aspects encore : l'opposition ecclésiastique « autonomiste » comprenait deux groupes distincts, celui de « droite » composé de partisans d'une restauration et opposé à toute liaison avec le gouvernement parce que celui-ci était soviétique ; celui de « gauche » qui voulait l'indépendance totale à l'égard du gouvernement pour faire de cette indépendance

le point de départ d'une lutte contre le gouvernement en faveur des masses populaires.

C'est là qu'apparaît le phénomène le plus étonnant : le gouvernement et la Guépéou intervenaient activement dans cette lutte. Lorsque dans le Synode la majorité du métropolite Serge vint à chanceler, la Guépéou arrêta quelques membres du Synode et les envoya en exil et en prison : le métropolite retrouva aussitôt une majorité. Lorsqu'en province l'opposition commençait à devenir dangereuse, la Guépéou, sans la détruire complètement, la décimait pour qu'elle ne pût croître trop rapidement. C'est ainsi qu'on laissa en liberté l'évêque de Rostov, chef spirituel de l'opposition, jusqu'au moment où il fut élu évêque de Léningrad. Mais comme cette élection menaçait trop directement le métropolite Serge, la Guépéou, décida de faire disparaître l'évêque devenu dangereux et le fit arrêter. Tandis que sur la scène soviétique on continuait à jouer la comédie de la lutte contre tout religion quelle qu'elle soit, dans les coulisses Staline nouait des relations avec la religion orthodoxe.

Je ne parvins pas à savoir pour quelle raisons on avait arrêté les prêtres qui étaient enfermés dans ma salle ; ils ne voulurent pas me le dire. Il faut croire qu'ils avaient trempé dans l'opposition. Quelques-uns d'entre eux étaient de vieux popes typiques, gras et ventrus. Ils affirmaient n'appartenir à aucune opposition. « Je ne sais pas pourquoi on m'a arrêté ; ne suis-je pas partisan de Serge ? » me dit le plus instruit et, semblait-il, le moins convaincu d'entre eux. Quant à ceux qui ne cachaient pas leurs sympathies, ils appartenaient à des groupes de nuances diverses. Le plus intransigeant était un jeune moine, grand et mince, aux yeux pleins d'une flamme contenue, à la belle barbe blonde. On aurait dit un fanatique de Byzance ! S'il parlait peu, ses gestes étaient éloquents. On sentait qu'il haïssait et méprisait l'humanité pécheresse. Pour lui, une église où on prie pour le gouvernement « n'est pas un temple de Dieu, mais un temple de Satan ». Il refusait d'officier dans les églises qui auraient été — ne fût-ce qu'une fois — souillées par une prière pour l'État.

Parmi les sectateurs il y avait des évangélistes et des « tchourikovtzi ». C'étaient des paysans, des artisans, des matelots ; il y avait aussi quelques ouvriers. Les tchourikovtzi étaient les plus actifs. Cette secte est une variante

russe de l'évangélisme ou de l'anabaptisme. Elle avait pour centre principal Léningrad et les environs et comptait, dit-on, plusieurs centaines de mille d'adhérents.

Il y avait aussi un vagabond tartare appartenant à une des sectes les plus radicales et les plus hostiles au pouvoir soviétique. On vint à causer dans notre salle de ces sectes extrémistes. Il y avait de ces sectes, racontait-on, qui refusaient d'avoir les moindres rapports avec les autorités, qui ne toléraient même pas qu'on adresse la parole à un bolchevik. Un des prisonniers qui avait été à Solovki racontait qu'une sectatrice particulièrement fanatique qui y était détenue avait refusé de contresigner son propre acte de mise en liberté, quoiqu'on l'eût prévenue qu'elle ne pourrait être libérée avant d'avoir signé.

L'autre cas est celui d'un homme entre deux âges, membre de la direction d'une communauté juive auprès d'une synagogue. La Guépéou lui avait proposé de la tenir au courant des opinions professées par les membres de la direction : en d'autres termes, la Guépéou voulait en faire son agent. Faut-il croire que s'il avait refusé catégoriquement, la Guépéou l'aurait laissé en paix ? Toujours est-il que dans la crainte de provoquer la colère de la Guépéou par un refus trop net cet homme naïf prétendit ne pas être assez instruit pour rédiger de tels rapports. Aussi la Guépéou l'avait-elle arrêté, sans doute pour lui permettre de « parfaire » son instruction en prison.

Un mort vivant.

« *L'Union des Ouvriers et des Paysans* ».

Les gens accusés de spéculation sur la monnaie d'argent formaient en prison un groupe particulier. On menait à cette époque une campagne vigoureuse contre cette spéculation. A cause de l'inflation, la population s'était mise à thésauriser la monnaie d'argent. On appliquait les peines suivantes : on fusillait ceux qui avaient caché plus de 500 roubles de monnaie, on envoyait les autres pour cinq à dix ans dans les camps de concentration. Parfois on publiait pour l'exemple les noms des fusillés. J'assistai un jour à une scène terrifiante : nous venions de recevoir les journaux du matin et nous

y lûmes dans la liste des condamnés à mort « déjà exécutés » le nom d'un de nos camarades de salle. Cet homme ne savait encore rien de la condamnation. Toute la salle et le couloir furent saisis d'horreur. Les détenus qui avaient déjà lu les journaux se mirent à les arracher des mains des autres pour ne pas les laisser parvenir jusqu'à ce malheureux qu'on avait en quelque sorte enterré vivant. Mais il n'en sentit pas moins que tout ce désarroi le concernait. Il pâlit et s'affaissa sur sa couchette. Au bout de quelques minutes, la « bévue » de la Guépéou fut « réparée » : on fit sortir l'homme et on le fusilla... La « bévue » s'expliquait très simplement : la condamnation concernait un groupe, dont les autres membres, enfermés à Moscou, avaient été en effet fusillés cette nuit-là ; mais on avait communiqué à la presse la liste complète du groupe, y compris le détenu de Léninegrad qui ne devait être fusillé que le lendemain.

*
**

Je fus très longtemps avant d'apprendre l'histoire du détenu de Kozlov, accusé d'avoir organisé le groupe contre-révolutionnaire et terroriste, dénommé « l'Union des Ouvriers et des Paysans ».

Cette organisation existait dans plusieurs villages de la région de Léninegrad et avait formé un petit centre à Léninegrad même. Kozlov était communiste, fils d'un petit employé des postes et télégraphes établi dans cette ville. Il avait pris part à la guerre civile et commandé, disait-il, un petit détachement de partisans qui opérait sur le front nord contre les Anglais. Il avait étudié à l'Université communiste de Léninegrad pendant la Nep et, avant son arrestation, avait dirigé une école dans cette ville. Dès le début de la collectivisation à outrance il adhéra à l'opposition de droite. Il se considérait comme un partisan de Boukharine. Un certain nombre de ses connaissances de Léninegrad ainsi que ses amis et relations au village partageaient ses sentiments. Peu à peu, ils se lièrent plus étroitement et formèrent un groupe. Après que les chefs de l'opposition de droite eurent renoncé, en 1928-1929, à toute lutte active contre Staline, le groupe se sépara de l'opposition de droite pour suivre sa propre voie.

Outre les communistes et les sans-parti, des éléments socialistes-révolutionnaires vinrent se joindre à eux. Le groupe, aux dires de Kozlov, se pénétrait peu à peu de leurs idées et commençait à appliquer les méthodes de lutte propres aux socialistes-révolutionnaires.

Un soir, on vint chercher Kozlov et on lui dit d'emporter toutes ses affaires. Il vivait depuis quelques jours dans l'attente de l'événement. Une fois sorti, on le remit aux mains d'une escorte renforcée dont les hommes tenaient le revolver au poing. Puis on le fit monter dans l'auto des condamnés à mort et on partit vers l'endroit où il devait être fusillé...

Plus tard, lorsque je quittai Léninegrad pour l'« isolateur politique » de Verkné-Ouralsk, le commissaire de la Guépéou qui m'accompagnait me dit qu'on avait, pour l'exemple, fait connaître à tout le Parti de Léninegrad l'affaire du groupe Kozlov et sa triste fin.

Les « académiciens ».

Il y avait dans ma prison tout un groupe de professeurs, chargés de cours et d'académiciens de Léninegrad, dont les plus notables étaient le professeur Tarlé et l'académicien Platonov. Ils avaient commis le crime de ne pas s'être adaptés au régime et d'avoir montré du scepticisme à l'égard du plan quinquennal. Dans l'argot de la prison, on les appelait tous « les académiciens ». Ils jouissaient d'un régime spécial ; seuls de tous les détenus non politiques, ils avaient droit à la nourriture réservée aux « politiques ».

Il y avait deux représentants de ce groupe dans ma salle : Belaïev, le directeur de la Maison de Pouchkine, et S..., chargé d'un cours d'histoire de droit international à l'Université.

Belaïev était un intellectuel russe de la vieille école, cultivé, mais étroitement universitaire. Il s'intéressait à Pouchkine, à l'histoire de la littérature, à la vie de l'élite intellectuelle. La forme du gouvernement, qu'elle fût tsariste ou soviétique, lui était profondément indifférente. Planant sur les cimes de la science, il considérait de très haut les choses d'ici-bas et le peuple n'était pour lui qu'une foule sans importance. Même en prison, il vivait dans sa tour d'ivoire, relisant Sophocle, Cer-

vantès, Thackeray et Dumas et n'adressait pas la parole aux gens du peuple enfermés dans la même salle.

Avant son arrestation, il avait été plusieurs fois à l'étranger pour des affaires de son ressort, il aurait pu y rester. S'il ne l'avait pas fait, c'est que la Maison de Pouchkine lui tenait plus à cœur que tout le reste. Je me souviens tout particulièrement d'un entretien sur Gorki que j'eus avec lui. Belaïev me dit que Gorki n'était point l'enthousiaste naïf qu'on se plaît à dépeindre. Gorki est un moujik avisé qui n'oublie pas ses intérêts. Mais il faut reconnaître qu'il est profondément et sincèrement attaché à la culture. Son titre à la reconnaissance des générations à venir, c'est de s'être servi de son intimité avec Lénine et les autres dirigeants bolcheviques pour sauver, au temps de la terreur et de la famine, un grand nombre de représentants de la culture russe. J'appris de Belaïev que Gorki avait pris l'initiative, immédiatement après la Révolution d'octobre, de créer un rapprochement et un contact personnel entre les personnalités de l'ancienne culture russe, fussent-ils des princes, et les représentants du nouveau pouvoir, fussent-ils des communistes de la trempe de Zinoviev, qui était alors le maître de Léninegrad...

Le chargé de cours, S... était au contraire un homme de formation soviétique. Il acceptait le nouveau régime en Russie comme une nécessité inéluctable de l'évolution historique. Il était parfaitement au courant de l'histoire du mouvement ouvrier international. Mais pourtant on sentait dans son attitude une absence complète de ce qui me semble constituer le fond même du socialisme : le sentiment d'un lien intime avec les classes inférieures de la société. S... appartenait à la nouvelle aristocratie et se bornait à « tenir compte » du peuple. A ce point de vue, cet ancien élève du professeur Tarlé était un représentant typique de la nouvelle élite intellectuelle soviétique. Même en prison, il n'était pas hostile au régime, il n'aspirait qu'à une chose, reprendre la place qui lui était due dans la société nouvelle. Il est fort probable qu'aujourd'hui, après le plan quinquennal, S... a été réintégré dans son poste et qu'il est un modèle de « bolchevik sans parti ». C'est parmi ces gens-là qu'on recrute les cadres les plus sûrs du bonapartisme soviétique. D'ailleurs, Belaïev, lui aussi,

a maintenant repris sa place à la tête de la Maison de Pouchkine ; quant au professeur Tarlé il a quitté son exil d'Alma-Ata (où il professait dans la nouvelle Université kirghise) et, rentré à l'Université de Léninegrad, il a déjà publié une *Vie de Napoléon Bonaparte* conforme à l'esprit de l'époque stalinienne. L'académicien Platonov, lui, était trop vieux pour refaire sa vie : il est mort en exil.

Les cas individuels.

Un ingénieur d'une carrière du lac d'Onéga, d'où on extrayait du porphyre pour le mausolée de Lénine, me raconta le discours qu'il avait prononcé devant les ouvriers des carrières (c'était en partie des paysans déportés). « Chaque grande époque laisse après elle de grands monuments. Le monde admire encore aujourd'hui les Pyramides, vieilles de quarante siècles, quoiqu'il ne reste plus trace des pharaons qui les ont fait élever, ni des esclaves qui ont péri en les construisant. Le mausolée de Lénine doit être l'inoubliable monument de notre grande époque. Nous ne devons épargner aucun effort, aucun sacrifice pour le réaliser. »

Ce discours fut applaudi non seulement par les ouvriers et les paysans déportés, mais aussi par les représentants du syndicat et du parti. Personne ne découvrit d'intentions subversives dans l'allusion aux esclaves d'Égypte...

Parmi les prisonniers détenus en salles communes, il y en avait beaucoup — trois ou quatre cents — qu'on accusait ou qu'on soupçonnait d'espionnage. La Guépéou était en train de procéder à une vaste opération contre l'espionnage anglais, dirigée, paraît-il, par le consul général d'Angleterre à Léninegrad. Le choix des détenus permettait de conclure que la Guépéou avait l'intention de mettre la main sur l'ensemble du réseau d'espionnage. La méthode était simple et probablement efficace : on arrêtait tous ceux qui avaient eu ou pu avoir le moindre contact avec l'Angleterre ou le consulat anglais : les capitaines de tous les navires soviétiques assurant un service entre Léninegrad et Londres, les principaux fonctionnaires du port de Léninegrad qui avaient, de par la nature de leurs fonctions, des

relations avec les navires anglais, etc. Bref, pour démasquer une demi-douzaine d'espions, on avait arrêté environ deux cents personnes que l'on traitait en espions et que l'on condamna à cinq ans de camp de concentration. Il faut croire que les vrais espions — même si l'on ne parvint pas à découvrir leur identité — se trouvaient parmi les condamnés. Il n'est vraiment pas difficile de punir les coupables lorsqu'on peut se permettre de disposer sans contrôle du sort de centaines d'innocents, que l'on peut d'ailleurs forcer à avouer tout ce qu'on veut ! Ce que j'avais vu à la prison de Léninegrad m'avait appris à ne m'étonner de rien.

Tout capitaine soviétique, me dit-on, ayant à naviguer à l'étranger, devait laisser en otage en Russie un membre de sa famille qui répondrait de tout ce qu'il ferait ou dirait à l'étranger.

**

Les détenus appartenait aux nationalités les plus variées. Il n'y avait guère plus de cinquante pour cent de Russes. Les autres appartenait à toutes les nations de l'U.R.S.S. : Ukrainiens, Russes blancs, Tartares, Polonais, etc. Il y avait beaucoup de Juifs. Dans ma salle, il n'y avait — outre moi-même — que quatre étrangers : l'avocat letton dont j'ai parlé, un Chinois communiste, ex-fonctionnaire des chemins de fer, un jeune Allemand qui avait travaillé à la ligne Turksib et que l'on refoulait comme suspect d'espionnage en faveur de l'Allemagne, enfin un jeune communiste estonien, réfugié politique. Le frère de ce dernier était détenu dans la salle voisine ; il avait été député communiste au Parlement d'Estonie.

Quant à leur âge, les prisonniers étaient généralement des hommes faits, avec une assez forte proportion de gens plutôt âgés et même de vieillards.

**

Depuis qu'on m'avait transféré dans la salle commune, j'avais pu me renseigner sur le sort de mes camarades Deditch et Draguitch. Deditch se trouvait dans une salle donnant sur le couloir voisin du nôtre.

Quant à Draguitch, j'appris qu'il avait été arrêté et

se trouvait dans notre prison, car le juge d'instruction m'e dit un jour que Draguitch me priait de lui envoyer sa couverture que j'avais emportée au moment de mon arrestation.

*
**

Parfois on parlait dans notre salle du régime des autres prisons. Il arrivait constamment des nouveaux de toute provenance qui avaient fait plus d'une prison. On comparait les conditions qui régnaient dans les trois sections de notre prison, on évoquait le régime de famine et la relative liberté qui caractérisait la prison de « Kresty » où étaient détenus des condamnés de droit commun. On parlait plus rarement de la prison « Gorokhovaia » près de la Guépéou où l'on détenait les prisonniers qu'on voulait « avoir sous la main ».

C'était de Solovki — cette Guyane arctique de l'U.R.S.S. — qu'on parlait le plus souvent. Pendant le plan quinquennal, dans toute la Russie et la Sibérie du Nord, depuis la frontière finlandaise jusqu'à l'océan Pacifique, avaient surgi d'immenses camps de concentration où se pressaient plusieurs millions d'hommes. Solovki devait sa célébrité à ce qu'il avait été le premier camp de concentration de ce genre. D'ailleurs, la plupart des détenus de la prison de Léningrad avaient Solovki pour destination. Il y avait aussi parmi nous des gens qu'on avait fait venir de Solovki à Léningrad pour un interrogatoire supplémentaire.

Les déportés de Solovki étaient employés surtout à la coupe et au flottage du bois. On avait établi dans les îles et sur le littoral de nombreux campements où habitaient les détenus. Il n'y avait pas assez de baraquements. La nuit ils s'y empilaient comme des harengs dans un tonneau. Pour sortir, on devait marcher sur les corps étendus à même le plancher. En rentrant, on trouvait sa place occupée et on devait s'étendre sur quelqu'un avant de conquérir un petit coin de plancher. La nourriture était mauvaise, les vêtements insuffisants. L'administration se composait en majeure partie de détenus et avait à sa tête des tchékistes condamnés ; elle volait les détenus sans aucune pitié et exerçait sur eux un pouvoir discrétionnaire. Les inspecteurs avaient le droit d'abattre sur place quiconque faisait preuve

de mauvaise humeur ou se permettait la moindre protestation. Pendant le travail en forêt, les inspecteurs usaient largement de ce droit. Fuir était non seulement très dangereux, mais pour ainsi dire impossible. Les détenus qui n'en pouvaient plus cherchaient une autre issue : ils se mutilaient en simulant un accident de travail. Les cas de doigts coupés à la hache étaient fréquents ; parfois c'était une main ou un pied. La Guépéou avait d'abord libéré ces invalides. Plus tard, lorsque les mutilations volontaires devinrent trop nombreuses, on les assimila à des actes de sabotage : on fusilla les coupables. C'étaient les femmes qui souffraient le plus et qui supportaient le plus d'humiliations. La famine, la saleté, l'entassement des prisonniers provoquaient des épidémies périodiques. En 1929-30, ces épidémies réduisirent la population des îles de 14.000 à 8.000 âmes. Lors de ces catastrophes, on envoyait de Moscou une commission de la Guépéou, on fusillait la moitié des administrateurs et après le départ de la commission, la vie du pénitencier reprenait dans toute son horreur habituelle.

La population de Solovki comprenait des paysans déportés, des anciens officiers, des membres de sectes et toutes sortes de gens persécutés pour leur foi, puis des « nationalistes » musulmans, surtout ceux d'Asie centrale, et des nationalistes ukrainiens et blancs-russiens. Il y avait aussi à Solovki cinquante ou soixante trotskistes, dont l'un — Guessen Roskolnikov — avait été récemment directeur de la *Pravda* de Léninegrad. Il y avait en outre quelques dizaines d'étudiants chinois de l'université Sun-Yat-Sen de Moscou, déportés pour avoir fait de l'opposition. On traitait ces Chinois en criminels de droit commun. Les autorités soviétiques avaient livré froidement une partie de leurs camarades à la discrétion de leur ennemi Tchäi-Kan-Chi en les embarquant de force sur un navire de Vladivostok en partance pour Shanghai.

Un des détenus de Solovki, qui y avait occupé pendant plusieurs années un poste d'importance moyenne dans l'administration, se souvenait avec plaisir de la vie qu'on y menait. Dans cette atmosphère inhumaine et barbare, les membres de l'administration toute-puissante ne peuvent faire rien de mieux que de se livrer à l'ivrognerie et à la débauche. Ils le font avec acharne-

ment, jusqu'à en perdre tout sentiment humain. Notre ex-fonctionnaire de Solovki aimait à décrire à qui voulait l'entendre ces orgies, ces sorties nocturnes, et ces beuveries interminables. Il n'y avait pas de femmes en liberté, mais les détenues étaient vouées à la débauche. Voici un exemple de ces récits : on vient d'amener au centre du district un groupe de quatre-vingts femmes. On les met en rang, l'administration du district les passe en revue, retient dix femmes qui lui plaisent et expédie les autres vers des camps plus éloignés. En même temps, on fait partir dix autres femmes d'un groupe précédent, qui avaient fait le « service » de l'administration. C'est ainsi qu'on expédie les femmes d'un camp dans un autre, comme s'il s'agissait d'une « traite des blanches ». Le pouvoir, le pain, la vodka, une chambre propre, tout cela est monopolisé par l'administration et suffit à mater les plus obstinées. « Toute femme, fût-elle la Sainte Vierge, devient à Solovki une prostituée », déclarait avec orgueil l'ancien geôlier, et il citait aussitôt, en grimaçant, le cas d'un « dame de la haute », nièce d'un des amiraux les plus connus...

Ce fonctionnaire de Solovki était lui-même un vivant exemple de ce qu'un homme peut devenir dans un tel bagne. Il avait touché le fond de la corruption. Pourtant, il avait été autrefois un ouvrier mécanicien, un bolchevik, il s'était distingué pendant la Révolution de 1917. Pendant la guerre civile il avait été président de la Tchéka d'un des gouvernements de la Haute-Volga. Au début de 1921, il avait été commissaire politique à bord du cuirassé *Marat*, de la flotte de la Baltique. C'est en cette qualité qu'il s'était joint à la révolte des marins du Kronstadt. Il évita l'exécution, mais fut condamné à dix ans de déportation, qu'il avait passés à Solovki.

Ce révolté de Kronstadt, que je voyais là en chair et en os, me paraissait presque un être antédiluvien : chaque année compte en période révolutionnaire ! Je m'efforçai d'en tirer des détails sur la célèbre révolte. Il n'en parlait qu'à contrecœur.

« Que voulaient les révoltés ?

— Personne n'en savait rien. Ce ne fut pas une révolte, mais un vrai chaos. »

Il en savait davantage sur la répression de la révolte. D'après lui, la plupart des victimes périrent non pas

pendant la révolte, mais seulement après qu'on l'eut maîtrisée. On fusilla plus de dix mille marins ! Plusieurs milliers s'enfuirent en Finlande, puis rentrèrent en Russie après qu'on leur eut promis l'amnistie. Mais on ne tint pas parole et ils furent eux aussi fusillés. Maintenant que Trotski n'était plus au pouvoir depuis longtemps, mon interlocuteur n'avait plus aucune raison de cacher ses sentiments. Il était étonnant de découvrir tant de haine contre Trotski chez un homme profondément démoralisé. Pourtant cette haine était aussi vivace qu'au premier jour. Pour lui, Trotski n'était ni le héros de la Révolution d'Octobre, ni le chef de l'Armée rouge victorieuse, mais seulement le bourreau sanglant qui avait dompté la révolte populaire de Kronstadt. Aussi n'aimait-il pas les trotskistes et ne me témoignait-il aucune sympathie.

Comment se faisait-il qu'on l'eût transféré dans notre prison ? A Solovki, il occupait une fonction dans l'administration et pouvait, par conséquent, se déplacer pour les affaires du service. Il avait même réussi à venir plusieurs fois illégalement à Léninegrad, y avait divorcé et avait trouvé le temps de se remarier. Mais sa première femme le dénonça et il fut arrêté pendant une de ses visites clandestines à Léninegrad. Il craignait beaucoup d'être fusillé, mais la Guépéou se montra indulgente envers cet ancien tchékiste et il ne fut condamné qu'à trois ans de prolongation de peine. Il dut donc retourner à Solovki.

Il avait été chez nous « chef de salle ». C'étaient les détenus qui éalisaient l'un d'entre eux à ce poste, mais l'administration de la prison se réservait le droit de confirmer cette élection. En tant que chef de salle il pouvait rendre divers services aux détenus, d'une façon légale ou illégale. Il les rendait, en effet, à ceux qui pouvaient le payer — aux « académiciens », au banquier, etc. Cet homme, qui autrefois fusillait les gens, était maintenant prêt à s'humilier pour un ou deux roubles ! En monnayant ses privilèges de chef de salle, il réussit à accumuler un petit capital de cent quarante roubles et à s'acheter en outre des vêtements d'hiver et des chaussures... Peu à peu les détenus se mirent à l'envier, et aussi à le craindre à cause de ses relations dans la Guépéou.

Dans la salle de mon camarade Deditch il y avait

un philosophe idéaliste russe bien connu — Alexandrovitch Meier — qui avait été transféré de Solovki. Le crime qui l'avait fait exiler à Solovki n'était autre que la « contre-révolution dans le domaine de la philosophie ». On l'avait fait travailler dans le bureau central du camp. Aux horreurs de Solovki s'ajoutait chez lui une impression de délire : en pleine épidémie de typhus, au milieu des mourants, la salle de théâtre de la prison était pleine de lits de camp où gémissaient les malades, mais sur la scène, des détenus promus artistes répétaient avec ferveur une pièce de théâtre célébrant les succès du plan quinquennal et l'enthousiasme socialiste !

Un jour, je restai à lire dans la salle pendant que les autres détenus faisaient la promenade. Un de mes voisins, resté lui aussi dans la salle, s'approche et s'assied à côté de moi. Il avait depuis longtemps attiré mon attention. Il écoutait avec un intérêt visible mes critiques violentes et sincères contre le régime en vigueur, mais il se taisait toujours. On pouvait croire que ce silence était dû à la crainte de la Guépéou. Mais qui sait, il était peut-être lui-même un agent de la Guépéou, car il y en avait toujours quelques-uns dans chaque salle, camouflés en détenus. On en avait démasqué un dans la salle de Deditch. Aussi commençai-je par me montrer très réservé. Mais après s'être tu quelque temps, mon voisin me dit tout à coup à voix basse : « Ne tenez pas de discours si violents contre le gouvernement ; hier soir, lorsque vous étiez sorti chercher de l'eau bouillante, le chef de salle a dit qu'il fallait vous fusiller. Des gens comme vous, par le temps qui court, peuvent exercer une mauvaise influence... Le chef de salle est tchékiste, ce n'est peut-être pas simplement son opinion personnelle qu'il exprime là... Il faut être prudent avec " eux ". »

Ma situation dans la salle était en effet quelque peu particulière. J'étais le seul détenu qui se déclarât ouvertement adversaire du régime, qui le critiquât et le combattît. Les autres racontaient ce qu'ils avaient vu et souffert, parfois ils narraient leur interrogatoire chez le juge d'instruction ou parlaient des choses dont on les inculpait. Mais sur les quatre ou cinq cents hommes que je rencontrai dans cette prison, aucun, sauf peut-être Kozlov (qui fut du reste fusillé), ne prétendait être un ennemi du gouvernement et surtout ne faisait de

projets en vue d'une lutte éventuelle contre le régime. Même les condamnés à mort se taisaient ; les gens qu'on emmenait pour les fusiller quittaient la salle sans un mot, sans un cri de révolte contre le gouvernement qui les mettait à mort. Si telle était l'attitude des gens en prison, que dire de ceux qui vivaient en liberté ? Ceux-là, en règle générale, n'osaient même pas dire ce qu'ils avaient souffert personnellement...

Les craintes de mes compagnons étaient fondées ; celui d'entre eux qui aurait osé parler comme je le faisais aurait payé cette audace de sa tête. En Russie personne n'a le droit, en liberté, de dire la vérité à haute voix ; et même en prison, cela n'est toléré que si l'on appartient au petit groupe des « détenus politiques », ou plutôt à l'infime élite de ce groupe. Quant à moi, j'étais en outre un communiste étranger, ce qui constituait un privilège particulier, car voici à peu près le raisonnement qu'on faisait à propos des communistes étrangers : « Ils ne sont pas encore assez bolchevisés, on ne doit pas les traiter aussi sévèrement que les Russes ; quand ils auront plus d'expérience, ils changeront d'avis ! »

En fin de compte, je me demandai s'il était correct de ma part de profiter de mon privilège, et si je ne ferais pas mieux d'exprimer par mon silence ma solidarité avec ces malheureux, victimes réduites au silence. Autrefois, en Italie, j'avais été en prison parmi des criminels de droit commun — et quels criminels ! — et partout j'étais arrivé à m'entendre avec eux et à partager leur vie, à tel point que sorti de prison je leur envoyai une petite somme d'argent avec mention : « A mes compagnons de souffrance. » Ne fallait-il pas ici aussi agir de la même façon en tâchant de ne pas me singulariser ? Pourtant je n'arrivais pas à me taire. Ce qui avait lieu en Russie — l'oppression et le pillage en liberté, la torture en prison — c'était le contraire du socialisme et du communisme, et je ne pouvais garder le silence.

Les premiers jours, mes voisins de salle s'étaient écartés de moi avec terreur, comme si je portais la foudre avec moi. Pensez donc, je disais en public : « Ça, du communisme ? Ce n'est pas du communisme, c'est de l'esclavage ! On a aboli les anciens tyrans, mais les nouveaux ne sont pas meilleurs ; on a chassé les

bourgeois, mais de nouveaux bourgeois sont nés du sein de la bureaucratie. »

Qui donc peut se permettre de tels propos en Russie, et encore sous le nez de la Guépéou ? C'est justement parce que toute la Russie partageait ces opinions qu'il était absolument défendu de les exprimer en public... On commença par me soupçonner d'être un agent provocateur de la Guépéou. Puis, peu à peu, en prêtant davantage l'oreille à mes propos, en les comparant à ma façon de me comporter, les gens se rendirent compte qu'ils faisaient fausse route. Aussitôt ils me témoignèrent plus de sympathie et plus de confiance, et se mirent à me parler ouvertement de leurs affaires. Par contre, il y avait dans la salle quelques défenseurs déclarés du régime, qui entraient souvent en conflit avec moi.

Les « académiciens » et les ingénieurs se conduisaient parfois d'une façon révoltante. Ils affichaient une certaine morgue à l'égard des gens du peuple parqués à l'autre bout de la salle. Un jour je ne pus m'empêcher de leur dire : « Les bolcheviks vous oppriment depuis douze ans et ils y réussissent, parce que vous êtes étrangers au peuple. Ils continueront du reste à vous opprimer, car vous n'avez rien appris et n'avez pas cessé d'éviter le peuple. Aussi le peuple sent-il votre morgue et reste-t-il indifférent à votre sort. » Tout en étant constamment en relations avec les intellectuels, j'avais pris le parti — en guise de protestation contre leur attitude hautaine — de m'installer à l'autre bout de la salle, parmi la « plèbe ».

Le XVI^e Congrès du parti eut lieu pendant que j'étais en prison à Léninegrad. Il faut mentionner ici une des « perles » du Congrès : Staline prétendit dans son discours que les salaires ouvriers avaient augmenté de 69 % par rapport à ceux d'avant-guerre, alors qu'en réalité ils avaient été réduits de 50 %. On osait prononcer ce mensonge éhonté devant le pays tout entier, devant dix millions d'ouvriers qui savaient à quoi s'en tenir. On peut penser de Staline qu'il est un cynique, un criminel, un « homme d'État » de grande envergure. Mais que penser du pays, du prolétariat qui supportaient ce mensonge officiel prononcé par le plus haut personnage de l'État ? Le pays ne pouvait faire entendre la moindre protestation, pis encore, il devait sanctionner

publiquement ce mensonge ! Dans ces conditions, que pouvait-on attendre du Congrès ? De tous les discours, seul celui de Tomski contenait une note de dignité humaine : « Certains camarades ne songent qu'à se "repentir", à se repentir continuellement. Qu'il nous soit permis aussi de travailler et pas seulement de nous "repentir". » C'est justement Tomski, fatigué de byzantinisme stalinien, qui sut plus tard protester en se suicidant. Protestation assez peu efficace, dira-t-on ; du moins fut-elle entendue dans le monde entier.

Staline, dans son discours de clôture, se montra encore une fois fidèle à lui-même en jetant ce mot aux droites : « Vous avez pris peur des cafards ! » Il exprimait par là non seulement le sentiment de sa propre force, mais encore son profond mépris de la vie des masses populaires. La nouvelle ligne générale faisait sortir 170 millions d'être humains de leur voie habituelle, des dizaines de millions erraient d'un bout à l'autre de l'immense pays. On assistait à une vraie migration de peuples, accompagnée de famines, d'épidémies, de soulèvements. Ce peuple énorme était saisi d'horreur et de désespoir, mais pour Staline ce n'étaient que « des cafards qu'on avait fait sortir de leurs trous ».

L'été tirait à sa fin. Quand pourrai-je passer un été en liberté ? Le découragement me gagnait, j'avais soif d'air et de soleil. Septembre approchait. J'étais dégoûté de mes promenades de vingt minutes par jour, dans la cour pleine de monde, sous la pluie ou dans le brouillard de Léninegrad qui vous perce jusqu'aux os.

Comme chaque automne, les relations entre le gouvernement et les paysans devenaient de plus en plus tendues. On était à l'époque des livraisons de grain, et le village en profitait comme toujours pour exprimer son mécontentement et esquisser une résistance. Dès le 24 août, la *Pravda* avait sonné l'alarme : « Accélérez les livraisons de grain » — tel était le titre de son article de tête. « On n'a exécuté que 34 % du plan d'août. » En septembre, la situation s'aggrava encore. Les paysans se dérobaient, abattaient leur bétail plutôt que de le livrer aux kolkhoses. Nous apprenions par les nouveaux arrivants que le pain et la viande manquaient dans les villes, surtout à Léninegrad et à Moscou.

Cet état de surexcitation gagnait la prison. Les procès étaient menés rondement les condamnations à mort

devenaient plus fréquentes. Les salles étaient en émoi. Mais en même temps la vie y devenait plus silencieuse, tout se passait comme en sourdine, la vie de chacun semblait désormais dépendre du hasard. Le 22 septembre nous apprîmes par les journaux que la Guépéou venait de découvrir une « organisation contre-révolutionnaire qui sabotait le ravitaillement ouvrier ». On pouvait conclure du communiqué que tous les organes d'approvisionnement — les trusts de la viande, du poisson, des conserves, des légumes et des fruits, ainsi que les organes correspondants du Commissariat du Peuple — se trouvaient aux mains de l'ennemi. La raison de ces communiqués exagérés et sensationnels n'était que trop claire ; il fallait un responsable à la crise alimentaire. Bien entendu, cette crise était due à la politique générale du gouvernement et à la lutte de classes qui l'accompagnait, mais on déclara coupables des gens choisis un peu au hasard. Les journaux se remplirent subitement d'articles, de résolutions, de comptes rendus de meetings de masses, qui exigeaient d'une même voix une punition exemplaire des coupables. Quelle danse de cannibales !

Enfin, le dénouement eut lieu. Le 25 octobre, les journaux publièrent le communiqué de la Guépéou : « Les coupables du sabotage du ravitaillement ouvrier ont été fusillés... »

On avait exécuté quarante-huit hommes... Notre prison fut saisie d'horreur. Les ouvriers avaient faim et demandaient du pain, le gouvernement leur jetait de la chair humaine. C'est là plus qu'une métaphore et j'en eus la sensation presque physique lors de ces journées terribles.

Un silence de cimetière planait sur la prison. Tous, mais surtout ceux qui appartenaient à la catégorie des « privés de droits », sentaient la mort rôder autour d'eux. J'évoquais en silence ce que j'avais lu sur l'apogée de la terreur dans les prisons de France à la veille du 9 Thermidor. Je suppose que l'atmosphère y avait été celle de notre prison.

Deux semaines plus tard nous fûmes condamnés, Deditch et moi, à trois ans de prison politique dans l'Oural.

Nous prîmes congé de nos compagnons comme si c'étaient de vieux amis. Le malheur est un lien entre

les hommes. « Maintenant que votre condamnation a été prononcée et que vous ne risquez plus de la voir aggravée, dites-nous ce que vous pensez de l'avenir qui nous attend », me demandèrent les académiciens. Je ne pus que répéter ce que j'avais déjà dit auparavant : « Les forces de révolution, les forces de gauche sont épuisées. L'étape historique prochaine assistera à une évolution vers la droite. Sous quelle forme, je n'en sais rien et je ne cesse de me poser moi-même la question. »

III

EN ROUTE POUR L'EXIL

Deditch et moi quittâmes Léninegrad vers la mi-octobre. Fidèle à ses principes, la Guépéou ne nous dévoila pas notre destination. Le juge d'instruction se borna à nous dire que nous l'apprendrions à la Guépéou de Tchéliabinsk.

Il y a en Russie deux façons d'expédier en exil les condamnés politiques. D'abord on peut les joindre par groupe de dix ou quinze aux convois de condamnés de droit commun, forts de cent à deux cents hommes ; dans ce cas ils voyagent de ville en ville, de prison en prison, parqués dans des wagons spéciaux. Le voyage dure des mois, même s'il s'agit seulement d'un transfert de l'Oural ou d'Asie centrale en Sibérie. Un tel voyage est pire que n'importe quelle prison. Il n'est pas étonnant que les « politiques » aiment mieux faire un an de prison supplémentaire plutôt que de subir pendant trois mois de voyage la saleté, le manque d'espace et les mauvais traitements. L'autre méthode consiste à expédier directement les condamnés vers leur destination. Dans ce cas ils voyagent dans les trains ordinaires mais en compartiment spécial, sous la garde d'un détachement de la Guépéou. Ce genre de transfert est un privilège réservé à l'« aristocratie » parmi les condamnés politiques : aux communistes d'opposition. C'est de cette façon qu'on nous expédia, Deditch et moi.

Tandis qu'on nous transférait de la prison de Lénin-

grad à la gare, nous n'arrivions pas à nous faire à l'aspect des rues et des gens. Il y avait six mois que nous étions en prison : les grands espaces de la ville, la foule qui allait et venait nous semblaient un conte des mille et une nuits. Cela avait même quelque chose d'irritant. Nous sommes en prison ainsi que des milliers de nos pareils, mais la vie continue comme si de rien n'était. L'agitation de la gare, le départ, — tout cela nous sembla comme un rêve. Un commissaire et trois soldats de la Guépéou nous accompagnaient. Le train roulait en direction de la Volga et de l'Oural, sur la ligne Léningrad-Vitebsk-Toula-Samara-Tchéliabinsk, c'est-à-dire en contournant Moscou par l'ouest et le sud.

Pendant le voyage, nous eûmes l'occasion de nous lier avec nos gardes et avec les voyageurs des compartiments voisins. Nous pouvions nous déplacer en toute liberté dans le wagon comme si nous n'étions pas des prisonniers. Dans le monde entier, les rapports sont plus étroits entre les détenus et leurs surveillants qu'on ne l'imagine en haut lieu. Mais nulle part ils ne m'ont paru si étroits qu'en U.R.S.S. Ceux qui y représentent le pouvoir sont sortis du peuple ; leur élévation date d'hier, ils n'en ont pas encore pris pleinement conscience. Les victimes aussi bien que les geôliers sont encore gênés par leur situation réciproque. Les représentants du pouvoir, aux échelons inférieurs, se sentent même en faute, comme s'ils voulaient dire : « Nous savons que ce n'est pas conforme au programme, mais que voulez-vous, les circonstances empêchent de le réaliser ! »

Notre conversation avec nos gardes passa bientôt des banalités à la politique et au trotskisme. Il était frappant d'entendre ces soldats rouges d'origine paysanne affirmer que Trotski voulait ruiner les paysans, tandis que le parti veut l'union des paysans et des ouvriers ainsi qu'une collectivisation modérée. Tels sont les succès d'une propagande habile doublée de privilèges en faveur de l'Armée rouge ! Ce que Staline faisait au village était cent fois pire que le programme de Trotski (il avait exigé simplement une augmentation d'impôts et un emprunt forcé en grains). Mais les soldats rouges étaient persuadés du contraire.

Quant au commissaire, notre désaccord politique avec le parti lui semblait quelque chose de provisoire et de peu important. « Dans six mois — mettons dans un

an — vous serez tous de retour à Léninegrad ; vous rentrerez en fonctions ou même vous recevrez de l'avancement. Je le sais bien, il m'est déjà arrivé de convoier tout un wagon de l'opposition. Ils sont partis avec des discours, des mots d'ordre, — mais aujourd'hui ils sont déjà tous de retour à Léninegrad, ils habitent de nouveau la Maison du Parti et vont à leur travail comme auparavant. Quand on est en train de faire d'aussi grandes choses que le Plan Quinquennal, le parti exige, bien entendu, une discipline rigoureuse ; ça ne vaut pas la peine de se disputer pour des détails. Vous verrez, vous reviendrez, c'est moi qui vous le dis : nous nous reverrons encore à Léninegrad ! »

Sa sincérité désarmait. Ce commissaire produisait du reste une excellente impression. Je lui répondis sans aigreur : « Non, je ne reviendrai pas. Il n'est pas dans mon caractère de revenir en arrière. Au contraire, les divergences iront en augmentant avec le temps. Du reste, nous autres étrangers nous ne considérons pas les choses comme nos camarades russes. Chez nous, toute capitulation est honteuse, chez vous elle passe pour honorable... »

Le commissaire avait été mineur dans le Donetz. Il était surmené de travail à la Guépéou et rêvait de s'instruire pour trouver un autre métier. La bonne impression qu'il faisait subsista même après un incident où il manifesta la morgue particulière aux tchékistes. Pendant un arrêt, nous étions tous descendus au buffet et voulions rejoindre le wagon par une porte de la gare devant laquelle se tenait un petit vieux, employé des chemins de fer, qui nous dit que la porte était interdite parce qu'on venait de la repeindre. Le commissaire regarda le vieillard comme on regarde un objet inanimé. fit un geste qui signifiait : « Il n'y a pas de portes interdites pour nous » et passa dignement sans prononcer un mot.

A Léninegrad, j'avais caressé des projets d'évasion qui seraient réalisables au cours de mon voyage vers l'exil. J'avais même fixé l'endroit où je pourrais me cacher après avoir fui. Il fallait maintenant saisir l'occasion propice. Elle se présenta facilement, car nous avions capté la confiance de nos gardes qui ne nous surveillaient pas de très près et nous laissaient maintenant aller seuls aux buffets des gares, où nous restions parfois

une demi-heure en toute liberté. Mais je n'eus pas le cœur d'en profiter, car le commissaire aurait payé cher la confiance qu'il nous accordait : cela aurait pu lui valoir trois ans de camp de concentration. Nous pesâmes le pour et le contre avec Deditch et conclûmes tous deux que cela aurait été inhumain. C'est ainsi qu'abandonnant tout projet de fuite nous continuâmes notre voyage vers l'isolateur...

Après quelques jours de voyage sans grand intérêt, nous approchâmes de la Volga. Le train s'engagea sur le pont : il semblait qu'il n'arriverait jamais à le franchir. A droite et à gauche s'étendait une nappe d'eau immense qui semblait sans limite. Au près des rivières et ruisseaux d'Europe, la Volga semblait un océan.

Ayant franchi la Volga, nous commençâmes à gravir les pentes de l'Oural. Sur les éperons les plus raides près de Zlatoust le train avançait si lentement qu'on se serait cru en promenade. Nous apercevions les endroits les plus pittoresques de l'Oural. L'automne était déjà avancée ; rien ne rappelait ici les teintes chaudes et l'exubérance du Caucase ; mais l'accumulation fantastique des roches, le paysage sévère des montagnes évoquaient la force titanique de la nature. Nous franchîmes quelque part le poteau frontière entre l'Europe et l'Asie. Ces deux mots évoquent pour un Européen deux mondes distincts et opposés. Ici, ni les hommes ni les choses ne permettent d'apercevoir le moindre changement. Il n'y a ici ni Asie ni Europe, mais seulement la Russie. Les gens de là-bas en ont si vivement conscience que personne n'y aurait l'idée de situer la Sibérie en Asie. Pour les Sibériens eux-mêmes, l'Asie commence au Turkestan, à la Chine, au Japon.

Des hauteurs de l'Oural, nous descendîmes vers Tchéliabinsk. C'est là que nous quittâmes le train. Nos gardes nous remirent aux mains de la Guépéou locale et se préparèrent à reprendre le train en sens inverse. Nous les quittâmes en amis, sans aucune hostilité et non sans tristesse. Il nous semblait quitter en leur personne nos illusions sur la Russie nouvelle, dont nous avions tant rêvé ! Nous sentions qu'une lutte longue et ardue serait nécessaire pour que la Russie devienne telle que nous l'avions espérée, telle qu'il nous avait semblé un instant l'entrevoir. La Guépéou de Tchéliabinsk

binsk nous fit enfin savoir notre destination : l'isolateur politique de Vekhné-Ouralsk. Mais il fallait attendre qu'un détachement spécial vînt nous chercher, et en attendant nous devions passer deux semaines à la prison de Tchéliabinsk. Cette vaste prison était pleine de paysans et aussi de condamnés de droit commun. Les paysans étaient là à cause de la collectivisation ; ils avaient faim, ils étaient déprimés et avars de mots. On nous mit dans une salle réservée aux détenus politiques qui, de passage à Tchéliabinsk, y restent parfois très longtemps. Notre salle était ouverte et nous pouvions nous promener dans le couloir ; les salles des paysans, par contre, étaient fermées.

Au bout de quelques jours, notre salle s'emplit de social-démocrates que l'on transférait de Tachkent à l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk.

Avant tout, nous nous informâmes réciproquement des « affaires » qui nous avaient amenés ici. Les social-démocrates avaient été condamnés à trois ans de prison pour les crimes suivants : d'abord ils lisaient le *Socialisticheski Vestnik* (Courrier socialiste), organe des social-démocrates russes à l'étranger. Ensuite, ils envoyaient des secours à d'autres social-démocrates exilés (il faut dire que ces derniers, se trouvant dans l'extrême-nord, à Obdorsk, Narym, Touroukhansk, étaient réduits au chômage tandis que le groupe de Tachkent avait du travail).

Nos nouveaux voisins social-démocrates avaient déjà derrière eux huit à dix ans de persécutions (cela fait maintenant quinze à dix-sept ans !). Ils avaient été à Solovki, dans les isolateurs de Verkhné-Ouralsk, de Tobolsk, de Tchéliabinsk ; déportés dans l'Oural, en Asie centrale, etc. La plupart d'entre eux « faisaient de l'isolateur » pour la deuxième fois. Quelles que fussent nos divergences politiques, nous ne pouvions que nous incliner devant des gens capables de supporter tout cela.

Ils nous racontèrent comment on les avait « pris » la dernière fois. Un jeune ouvrier de l'Oural était arrivé un jour chez eux, dans leur exil de Tachkent. C'était un menchévik « spontané » ; il représentait donc la génération montante. Les vieux exilés le reçurent avec d'autant plus de joie. Leur cordialité augmenta encore du fait que le jeune homme, malade, dut dès son arrivée s'aliter à l'hôpital. Toute la colonie men-

chévique l'entoura de soins. Bientôt tout le monde fut arrêté. Le jeune homme était un agent de la Guépéou.

Quant à nos conversations politiques, je les entamai en posant d'un air plaisant une question très sérieuse : « Je conçois l'attitude des social-démocrates d'Europe : ils ne tiennent pas à aller en prison, ils ne veulent pas risquer la révolution, ils ont déjà acquis quelques bonnes places dans la société bourgeoise et ne veulent pas les perdre. Mais vous, social-démocrates russes, que voulez-vous donc ? Cela fait déjà dix ans que vous errez de prison en prison. Est-ce pour rétablir en Russie, le capitalisme et la république parlementaire ? Vraiment ça n'en vaut pas la peine. Je ne vous comprends pas. »

Ils furent d'abord quelque peu ahuris par la façon dont j'avais posé le problème, puis l'un d'entre eux me répondit :

« En effet, il serait parfaitement vain de vouloir rétablir le capitalisme en Russie, pour la bonne raison que le capitalisme — quoique sous une forme modifiée — existe et n'a jamais cessé d'exister dans ce pays. Ce que nous voulons, ce qui nous a conduits en prison — c'est la démocratie ouvrière, le droit pour les ouvriers de s'organiser librement. »

Lorsqu'il s'agissait de critiquer l'état de choses existant, j'étais presque toujours d'accord avec les social-démocrates. Lorsqu'ils affirmaient qu'il fallait lutter pour la démocratie ouvrière, je ne pouvais qu'y souscrire. Mais dès que nous en venions à un programme d'action, un abîme s'ouvrait entre nous. Lutter pour le socialisme en Russie ? Même le plus sympathique des social-démocrates, Iakoubson, n'y répondait que par un sourire apitoyé : « Utopie, romantisme ! » Quelle sotte assurance, me disais-je. Les hommes et les partis qui ne savent pas montrer l'audace, qui ne savent s'enthousiasmer pour des « utopies », ne feront jamais rien de grand. Si l'on avait adopté l'attitude des social-démocrates, il aurait fallu conclure qu'il aurait mieux valu ne jamais se lancer dans l'« utopie » socialiste. Quant à moi, si l'utopie n'était point réalisée, il s'ensuivait qu'il fallait continuer la lutte pour sa réalisation.

Ce qui me semblait faire la grandeur de la révolution russe et représenter l'apogée du développement social de l'humanité, à savoir la tentative de socialisme intégral

des premières années de la révolution (ce qu'on appelle le « communisme de guerre »), y compris l'abolition de la monnaie, n'était pour des social-démocrates que la pire des folies. Pour eux, la démocratie ouvrière n'était que le moyen d'atteindre « ce qui est possible », pour moi, elle devait être l'instrument d'une reconstruction totale de la société.

Pendant que nous attendions notre transfert à Verkhné-Ouralsk, un nouveau compagnon nous arriva, un anarchiste, Serge Toujilnine. C'était un jeune ouvrier électricien, qui travaillait à Tchéliabinsk et y dirigeait une imprimerie anarchiste, illégale bien entendu. Cela lui valut cinq ans d'isolateur. D'après ce qu'il racontait, les anarchistes travaillaient assez activement et entretenaient des relations suivies avec l'étranger : en effet, l'imprimerie éditait des textes anarchistes étrangers en nombre relativement considérable. Il nous parla aussi des idées et de l'organisation des anarchistes soviétiques ; j'appris qu'ils avaient tendance à créer une organisation centralisée et disciplinée. Plus tard, j'eus connaissance d'un groupe qui voulait créer un « parti anarchiste » et même un État de « transition » ou « semi-État ». Mais la majorité des anarchistes russes repoussait cette édition revue de l'anarchisme classique.

Le 7 novembre, jour anniversaire de la Révolution bolchevique, nous partîmes — deux Yougoslaves, huit social-démocrates russes, l'anarchiste Toujilnine et trois condamnés de droit commun — pour l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk. Des fenêtres du train, nous pûmes voir les manifestations et les fêtes qui se déroulaient à Troïtsk, Magnitogorsk et ailleurs, — drapeaux rouges, meetings, tandis qu'on nous emmenait en prison. Que de contradictions ! Tout l'horizon était semé d'édifices, de cheminées d'usines en construction, de centrales électriques, de fabriques géantes. On venait de commencer à construire Magnitogorsk, le paysage était sillonné de tranchées et de matériaux accumulés. Une nouvelle Amérique, immense et cruelle comme son aînée, naissait sur le sixième de la terre, sur l'U.R.S.S. !

Nous devons arriver le soir même à destination, à Verkhné-Ouralsk.

VERKHNÉ-OURALSK

La ligne du chemin de fer se terminait à Magnitogorsk et nous eûmes à poursuivre notre route en auto, à travers la steppe des Cosaques de l'Oural.

Verkhné-Oural'sk est une petite bourgade, l'isolateur politique se trouve à quelques kilomètres en pleine steppe. Les autos s'arrêtèrent devant l'édifice, tandis que des fenêtres les détenus nous faisaient des signes d'accueil et nous criaient : « Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? » — « Nous sommes des social-démocrates de Tachkent, mais il y a aussi des trotskistes ! » L'administration nous attendait au perron. Ayant reconnu les social-démocrates, les fonctionnaires s'exclamèrent : « Ah, c'est vous, Rojkovski, Diamantstein, vous voilà de nouveau ici ! » Ces derniers répondirent à leur tour : « Ah, Bizioukov, Matveiev, vous êtes toujours ici à jouer les petits tyrans ! » De tous côtés on poussait des cris de bienvenue.

On nous conduisit d'abord à la fouille. Puis on nous fit remplir nos fiches et l'on nous répartit dans les diverses salles. On nous conduisit, Deditch et moi, dans une pièce toute proche. La porte s'ouvrit, le geôlier nous poussa rudement avec nos affaires. C'était une grande salle, avec des couchette rangées le long des murs et une grande table au milieu, autour de laquelle étaient assis une dizaine de détenus. La salle était à peine éclairée par une petite ampoule électrique, de sorte qu'on ne pouvait examiner les visages.

Les détenus étaient vêtus de vestes doublées de fourrure, de pardessus et de bottes de feutre. Il faisait froid et tout respirait l'inconfort. La première question qu'on nous adressa fut : qui êtes-vous, d'où venez-vous ? Dès qu'on eut appris que nous n'étions pas des déportés, que nous avions été libres il y a relativement peu de temps et que nous venions du centre, on se mit à nous témoigner un intérêt accru. Toutes les pensées des détenus étaient dirigées vers ce qui se passait là-bas, au cœur du pays, en liberté. L'attention des détenus augmenta encore lorsque nous déclinâmes notre qualité de communistes étrangers. Nous prîmes place à la table et

nous mêmes à narrer notre histoire et à raconter ce que nous avons vu et entendu en liberté. C'est alors que nous apprîmes que deux membres de notre groupe d'opposition — Zankov et Glybovski — se trouvaient depuis six semaines à l'isolateur. Cela tenait à ce qu'on n'avait pas eu à s'entendre sur leur sort avec le Politbureau du Parti yougoslave, puisqu'ils étaient russes. Glybovski était logé immédiatement au-dessus de notre salle. On lui cria aussitôt par la fenêtre la nouvelle de notre arrivée. Cette nouvelle eut bientôt fait le tour des trois étages de la prison. Le geôlier frappa à la porte : « Citoyens, ne faites pas tant de bruit ! » Mais personne n'y fit la moindre attention.

Lorsque nous eûmes terminé la première partie de notre récit, on donna de notre salle un signal par la cheminée qui signifiait : on va vous envoyer les dernières nouvelles. En effet, quelques minutes après, un pli contenant le résumé de ce que nous avons raconté prenait le même chemin. Nous étions stupéfaits de la liberté de communications entre détenus qui régnait dans cette prison. Dans celles où nous avons été jusque-là, nous n'avions rien vu de pareil. Mais de plus grandes surprises nous attendaient.

Le jour suivant, les camarades nous remirent les journaux qui paraissaient dans la prison. Quelle diversité d'opinions, quelle liberté dans chaque article ! Quelle passion et quelle franchise dans l'exposé des questions non seulement abstraites et théoriques, mais aussi de celles qui touchaient à l'actualité la plus brûlante ! Est-il encore possible de réformer le régime par les voies pacifiques ou faudra-t-il un soulèvement armé, une nouvelle révolution ? Est-ce que Staline est un traître conscient ou seulement inconscient ? Est-ce que sa politique équivaut à la réaction ou à la contre-révolution ? Pourra-t-on l'éliminer en changeant simplement le personnel dirigeant ou faudra-t-il faire une révolution pour y parvenir ? On écrivait sur toutes ces questions de la façon la plus franche, sans réticence aucune, en mettant tous les points sur les « i » et — suprême horreur ! — les auteurs des articles signaient de leur nom authentique.

Mais notre liberté ne se bornait pas là. Pendant la promenade, qui réunissait plusieurs salles, les détenus avaient l'habitude de tenir dans un coin de la cour

des réunions en règle, avec président, secrétaire, orateurs prenant la parole chacun à son tour. Lorsqu'on ne parvenait pas à épuiser l'ordre du jour, on reportait tout bonnement les débats à la promenade prochaine ! A ces réunions, on discutait des questions les plus scabreuses et les plus interdites sans aucun ménagement et sans aucune appréhension. L'inspecteur qui nous accompagnait à la promenade s'asseyait ou faisait les cent pas à proximité. Bien entendu, il faisait un rapport à qui de droit sur tout ce qu'il entendait, mais personne ne semblait s'en soucier parmi les détenus. A ces réunions, Staline en prenait pour son grade. On le traitait de tous les noms... J'avais vu bien des choses en U.R.S.S., mais rien d'aussi effarant. Où étais-je ? Dans une île de liberté perdue dans l'océan de l'esclavage, ou simplement dans une maison de fous ? Tel était le contraste entre le pays humilité et terrifié et la liberté d'esprit qui régnait dans cette prison que c'est pour la maison de fous qu'on optait tout d'abord. Comment admettre que, dans l'immense Russie réduite au silence, les deux ou trois îlots de liberté, où des hommes avaient encore le droit de penser et de parler librement et en public, étaient... les prisons ?

Après avoir fait sommairement connaissance avec la vie politique de l'isolateur, je voulus naturellement me familiariser avec le régime pénitentiaire qui y régnait et que je vais exposer tout d'abord.

Notre prison occupait un vaste édifice rectangulaire de trois étages. Destinée à servir de prison d'officiers, elle avait été mise en service à la veille de la guerre. Elle était orientée du nord au sud. La plupart des détenus logeaient dans l'aile nord, la plus froide. Le service de l'administration occupaient la plus grande partie de l'aile sud. Quand aux locaux où logeaient les membres de l'administration occupait la plus grande partie de prison était entourée d'un mur haut de cinq mètres. muni de tourelles pour les gardiens armés. L'espace entre le mur et la prison était divisé par des murs transversaux de même hauteur en cinq cours où les détenus sortaient en promenade. Les bains se trouvaient également entre le mur d'enceinte et la prison. Les cuisines, les cellules des détenus de droit commun qu'on employait se trouvaient dans le sous-sol.

La prison comportait soixante salles, soit vingt par

étage. Les salles différaient en dimensions, en confort et en température. Une dizaine d'entre elles avaient un plancher en bois, les autres en ciment. Il y avait le chauffage central dans la prison, mais il ne chauffait presque pas le rez-de-chaussée. Comme nous logions dans l'aile nord du rez-de-chaussée, nous pûmes nous en rendre compte par nous-mêmes. Nous devions porter tout l'hiver des vestes fourrées et des bottes de feutre. Le froid dans la salle était tel que la nuit il se formait une épaisse couche de glace sur la face intérieure des vitres ! Les cellules individuelles du nord-est étaient pires encore. Les cellules à deux couchettes donnant sur l'ouest étaient les meilleures, mais il n'y en avait que six. Les autres pièces étaient de grandes salles pour six à douze détenus.

La nourriture comportait le menu traditionnel du moujik pauvre : pain et bouillie matin et soir, tout au long de l'année. Les seuls changements apportés à ce régime consistaient dans les espèces de grain, variables selon les saisons, dont on faisait la bouillie : blé noir, millet, avoine. En outre on recevait à déjeuner une soupe faite de mauvais poisson, de conserves ou de viande à moitié pourrie. La même soupe — mais sans viande ni poisson — était servie à dîner. Nous eûmes plusieurs conflits avec l'administration à cause de cette viande pourrie, les détenus refusant la viande plusieurs jours de suite. La ration quotidienne de pain était de 700 grammes, la ration mensuelle de sucre d'un kilo, en outre on nous délivrait une ration de tabac, de cigarettes, de thé et de savon. Une fois par semaine, nous recevions du hareng garni d'une salade de choux et de betteraves : c'était la seule occasion où nous mangions un peu de légumes, et c'était pour nous une véritable fête. Quant au pain, il était noir et médiocre. Deux fois l'an — le 1^{er} mai et le 7 novembre — on nous donnait une tranche de pain blanc, en trois ans j'en reçus donc six tranches. Trois fois par jour, nous avions de l'eau bouillante pour le thé. Tout le service était fait par des condamnés de droit commun.

Cette nourriture monotone était aussi insuffisante en quantité. Nous eûmes du reste à lutter avec acharnement pour qu'on ne réduisît pas davantage cette maigre pitance ; que dire des luttes au prix desquelles nous obtînmes quelques améliorations de détail ! Pourtant,

si on le compare au régime des prisons de droit commun, où croupissaient des centaines de milliers de détenus, et surtout à celui des millions d'êtres parqués dans les camps du Nord, notre régime à nous était en quelque sorte privilégié.

L'ameublement des pièces était fort pauvre. Chaque détenu recevait des tréteaux et quelques planches en guise de lit, ainsi qu'une petite table de chevet. En outre, il y avait une grande table commune au milieu de la salle. Les vêtements et le linge étaient fournis en partie par l'administration, en partie par les détenus eux-mêmes. Mais l'administration refusait systématiquement de délivrer linge et vêtements, sous prétexte qu'on en manquait. Nous eûmes à en souffrir tout particulièrement le dernier hiver que je passai dans cette prison ; un grand nombre de détenus tombèrent malades par suite du manque de vêtements et de chaussures. Il fallait parfois mener une guerre en règle contre l'administration pour obtenir une simple chemise. La seule exception était faite en faveur des communistes étrangers. Par ordre spécial de Moscou, l'administration devait nous fournir sans retard tout ce dont nous avions besoin. Lorsque Deditch se plaignit, au bout de deux ans, à une Commission venue de Moscou et dit que l'administration ne lui fournissait pas de linge, la présidente de la Commission, Andreieva, réprimanda le directeur de la prison Bizioukov ; celui-ci, tout ému, répondit : « Mais j'ai fourni à Ciliga tout le linge qu'il demandait. » — « Mais vous aviez ordre de livrer du linge à tous les Yougoslaves et pas seulement à Ciliga ! » reprit Andreieva. Ce petit incident montre à quel point Moscou se mêle des moindres détails du régime pénitentiaire et règle les relations entre les détenus et l'administration.

Les promenades des détenus avaient lieu deux fois par jour et duraient une heure l'hiver, une heure et demie l'été. Quatre à cinq salles, soit vingt-cinq à trente-cinq prisonniers y prenaient part et avaient droit de faire tout ce qu'ils voulaient : se promener, tenir des réunions, faire de l'exercice (football, tennis, « gorodki (1) »). L'été on leur permettrait de cultiver des légumes ou des fleurs. Deux fois par mois, les détenus allaient

(1) Sorte de jeu de quilles russe

aux bains et à cette occasion on changeait les draps et on donnait son linge de corps à blanchir.

La prison possédait une bibliothèque importante, dont le noyau était constitué par un petit fonds de livres hérités de la prison tsariste (ouvrages de littérature russe, française, anglaise et allemande). Beaucoup d'ouvrages, en particulier les ouvrages de sociologie, de politique, d'histoire, provenaient de dons faits par les détenus au moment de leur libération ; enfin l'administration procédait aussi à des acquisitions. C'est ainsi que je pus lire quelques nouveautés : le *Voyage au Congo* d'André Gide et le *Coton* de Traven. Dans l'ensemble, la bibliothèque n'était pas mauvaise du tout. D'autre part, certains détenus apportaient avec eux un excellent choix de livres personnels, souvent une centaine de volumes, parfois même deux ou trois cents. Un certain nombre de prisonniers se faisaient envoyer les nouveautés par leurs parents restés en liberté. Ce n'était pas seulement le propriétaire, mais aussi ses compagnons de salle ainsi que les salles voisines qui disposaient de tous ces livres. Les détenus avaient du reste le droit de s'abonner à leurs frais à tous les périodiques paraissant en U.R.S.S. Quant aux journaux étrangers, nous n'avions droit qu'aux organes centraux du Parti communiste — *Rote Fane*, *Humanité*, *Daily Worker* — à raison d'un exemplaire par étage de la prison.

Dans ces conditions, ayant de quoi lire et privés d'exercice physique, les détenus, d'ailleurs tous gens plus ou moins instruits, consacraient toute leur énergie à la vie politique de la prison : rédaction et édition des journaux, articles, réunions et débats. Il n'est pas exagéré de prétendre que l'isolateur de Verkhné-Ouralsk, avec ses deux cents ou deux cent cinquante détenus, formait une vraie université de sciences sociales et politiques — la seule université indépendante de l'U.R.S.S. !

Une question d'importance était celle des relations entre détenus. Ces relations, quoique interdites, étaient, en réalité, tolérées jusqu'à une certaine limite par l'administration. Celle-ci était en lutte constante avec les détenus à cause de leur « service de poste intérieure », mais les deux parties menaient cette lutte selon certaines « règles de jeu ». Les relations entre les quatre ou cinq salles d'un même étage qui sortaient ensemble

en promenade étaient naturellement faciles. Moins facile était la liaison « verticale » entre salles appartenant à des étages différents. Mais on se débrouillait quand même : à un signal donné, on descendait des fenêtres de l'étage supérieur un sac où l'on mettait « le courrier ». Les surveillants avaient de longues gaffes avec lesquelles ils essayaient d'intercepter les sacs. Ils n'y parvenaient qu'assez rarement, car il était impossible de surveiller constamment toutes les fenêtres et il se trouvait en outre des détenus assez hardis pour s'escrimer à coups de bâtons contre les gaffes des geôliers. La « règle du jeu » exigeait qu'on se déclarât vaincu dès qu'on avait réussi à saisir — ou à remonter — le sac. Les barreaux aux fenêtres, qui dataient du tsar, étaient assez espacés pour permettre toutes ces manipulations.

La prison était subdivisée par des couloirs longitudinaux et transversaux en trois parties principales : le « nord », le « sud-est » et le « sud-ouest ». Il était beaucoup plus difficile de mettre sur pied des communications régulières entre ces trois parties, mais il fallait absolument y parvenir pour rendre possible la vie politique de l'isolateur. L'administration, de son côté, s'ingéniait à établir un horaire de promenades tel que ce contact fût aussi difficile que possible. Mais les détenus n'épargnaient ni le temps ni la peine pour y parvenir. On nommait un « triumvirat de la poste » responsable du bon fonctionnement des communications illégales dans l'ensemble de la prison. Les « facteurs » nommés dans chaque groupe de promenade lui étaient soumis.

L'« administration des postes » était la seule organisation commune à l'ensemble des détenus — aussi bien aux communistes qu'aux socialistes et aux anarchistes. Les prisonniers étaient logés d'une façon telle que, sans cette « alliance technique », on n'aurait pu garder le contact entre les différentes ailes de la prison. Toutes les autres « organisations » des détenus étaient distinctes pour les communistes, les socialistes et les anarchistes. Je dois noter ici que les communistes ne formaient pas de groupes de promenade et ne vivaient pas avec les socialistes et les anarchistes. Il y avait ainsi deux sections bien distincts dans la prison. Les communistes russes d'opposition croyaient qu'il était humiliant de vivre avec les vrais contre-révolutionnaires qu'étaient, à

leurs yeux, anarchistes et socialistes ! La Guépéou était allée sur ce point au-devant de leurs désirs. Ce n'est que peu à peu que cette psychologie évolua et qu'on se mit à lutter d'un commun accord contre la Guépéou pour les intérêts généraux de tous les détenus politiques. Les communistes formaient d'ailleurs la masse des prisonniers de Verkhné-Ouralsk : il y en avait 140, chiffre qui monta plus tard à 180. Quant aux socialistes et anarchistes de diverses nuances, ils étaient cinquante au moment de mon arrivée, plus tard près de quatre-vingts.

Il y avait sept groupes de promenade communistes, deux ou trois socialistes et anarchistes. Chacune de ces sections avait une caisse commune. Le « ministre des finances » communiste gérait l'argent que les détenus recevaient de l'extérieur. Il avait un représentant dans chaque groupe de promenade. Il établissait la somme que chaque détenu pouvait dépenser selon l'état de la caisse. Cette somme variait de deux à cinq roubles mensuellement. Mais nous ne savions que faire de cette modeste somme, car il n'y avait rien à acheter à Verkhné-Ouralsk, si ce n'est les crayons et les timbres (le papier nous était fourni en quantité suffisante par l'administration).

On n'avait le droit d'entretenir de correspondance qu'avec ses parents les plus proches. Les communistes pouvaient écrire ou recevoir des lettres neuf fois par mois, les socialistes et anarchistes, en tant que catégorie inférieure, six fois seulement. La censure de la prison rayait sans pitié toute information concrète sur la vie en prison — ou, si c'étaient les parents qui écrivaient, — sur la vie en liberté. Quelquefois on découpait aux ciseaux la moitié de la lettre. En outre, on la soumettait à des réactifs chimiques. Pourtant, toutes ces mesures de précaution ne nous empêchèrent pas d'entretenir un certain contact avec l'extérieur et même avec l'étranger. C'est ainsi que nous recevions non seulement des lettres, mais même des brochures de Trotski éditées à l'étranger. A ce point de vue, notre prison était mieux partagée que beaucoup d'autres.

Nous autres Yougoslaves n'avions pas la permission d'écrire à nos parents à l'étranger, et comme je n'en avais point en Russie, je ne pus, en l'espace de trois ans, recevoir ni écrire une seule lettre. Qu'importe que les parents désespèrent du sort de leur fils ou de leur frère,

pourvu qu'on ne sache pas à l'étranger qu'on l'a mis en prison en Russie pour désaccord avec le régime bureaucratique !

Une autre particularité de l'isolateur politique était qu'on ne permettait pas d'entrevue avec les parents. L'autorisation ne pouvait être délivrée qu'à Moscou et seulement à titre tout à fait exceptionnel. Je ne connais que deux ou trois cas où une telle autorisation fut accordée : pourtant nous étions plus de deux cents en prison, et j'y restai plusieurs années ! Quelques femmes de détenus voulurent s'établir à Verkhné-Ouralsk pour se sentir plus près d'eux ; mais la Guépéou leur ordonna de quitter la ville dans les vingt-quatre heures.

En pratique, l'institution la plus importante dans la vie des détenus était celle des chefs de chambrée ou « anciens ». Chaque salle élisait un ancien qui la représentait auprès de l'administration. Il avait aussi à faire respecter le règlement intérieur établi par les détenus eux-mêmes. Plusieurs salles formant un groupe de promenade éalisaient deux ou trois « anciens » qui exerçaient une fonction analogue pendant les heures de sortie. Enfin, l'ensemble des détenus communistes élisait trois anciens qui formaient ainsi l'instance suprême de la section communiste du pénitencier. Ces trois anciens étaient : un trotskiste de droite, un de gauche et un d'extrême-gauche. On avait constamment à lutter contre l'administration pour défendre l'autonomie interne des détenus et leur droit de se faire représenter collectivement par les trois « anciens de la section communiste ». L'administration pénitentiaire, en d'autres termes la Guépéou, ne voulait pas reconnaître *de jure* les anciens de la section communiste ni ceux des groupes de promenade ; pourtant c'est avec ces anciens qu'elle menait en fait tous les pourparlers, tout en soulignant qu'elle n'avait affaire avec eux qu'en leur qualité de simples détenus. Quant aux chefs de chambrée, l'administration les reconnaissait aussi bien en fait qu'en droit. Les anarchistes et les socialistes étaient organisés d'une façon analogue. Cette organisation compacte d'environ deux cents détenus, prêts aux plus grands sacrifices et ayant de nombreuses relations en U.R.S.S. et à l'étranger, représentait une force avec laquelle la Guépéou devait compter.

*
**

Nous étions déjà à Verkhné-Ouralsk depuis quelques temps lorsqu'un soir la porte de notre salle s'ouvrit brusquement et qu'on fit entrer un nouvel arrivant... Draguitch ! Quelle surprise ! Nous l'avions cru à l'étranger, en train de lutter pour notre rapatriement, ou tout au moins caché à l'autre bout de l'U.R.S.S. ! Ainsi, le sort voulait que nous fussions partout ensemble : en Yougoslavie, à Moscou, à Léningrad et enfin à Verkhné-Ouralsk.

V

LA VIE POLITIQUE EN PRISON

Ce qui m'intéressait le plus dans l'isolateur, c'était sa vie politique et ses idées. En U.R.S.S., tant qu'on se trouve « en liberté », on ne peut suivre et discuter la vie politique du pays qu'en petit comité. C'est une tâche ardue, où l'on réussit à poser plus de problèmes qu'à en résoudre, surtout si l'on est un étranger qui est venu en Russie soviétique dix ans après la Révolution. Mais se trouver parmi deux cents détenus qui représentent toutes les tendances politiques de l'immense Russie dans leur développement ininterrompu — c'était là un privilège précieux qui me permit d'acquérir une connaissance de la vie politique russe sous tous ses aspects.

Lorsque j'étais arrivé dans l'isolateur, en novembre 1930, l'ère des « capitulations » qui démoralisaient et désorganisaient depuis dix-huit mois l'opposition russe tirait à sa fin. Mais on entendait encore les échos de l'orage qui avait emporté les quatre cinquièmes de l'opposition. « Capitulard » ou « semi-capitulard » était encore la pire offense qu'on pouvait décocher à son adversaire au cours d'une discussion. Ces échos commençaient peu à peu à s'éteindre, il ne se produisait pas de nouvelles capitulations et même, six mois plus tard, on commença à renvoyer dans l'isolateur les anciens capitulards qui ne s'étaient pas montré des partisans assez fermes de la ligne générale.

L'immense majorité des détenus communistes étaient trotskistes : cent vingt sur un total de cent quarante. Il y avait aussi un zinovieviste qui n'avait pas capitulé, seize ou dix-sept membres du groupe du « centralisme démocratique » (extrême gauche) et deux ou trois partisans du « groupe ouvrier » de Miasnikov. Chez les non-communistes il y avait trois groupes essentiels, forts d'une douzaine de membres chacun : les social-démocrates menchéviks russes, les social-démocrates géorgiens et les anarchistes. Il y avait, en outre, cinq socialistes-révolutionnaires de gauche, quelques socialistes-révolutionnaires de droite ; quelques socialistes arméniens du groupe « dachnaksoutioun » et un maximaliste. Il y avait enfin quelques sionistes.

Telle était la division en partis traditionnels, mais en réalité chacun de ces partis comprenait des sous-groupes de diverses nuances ou même des fractions dues à des scissions profondes. Le lecteur s'exclamera peut-être : vingt groupes et sous-groupes pour deux cents détenus ! Mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agissait pas de détenus ordinaires, mais des représentants de toutes les tendances de gauche d'une immense société, d'un vrai parlement illégal de la Russie ! Les problèmes brûlants posés par la révolution et en particulier par le plan quinquennal à son étape présente produisaient les plus profonds remous dans ce milieu, y créaient un état de crise idéologique favorable à l'extrême morcellement des tendances politiques. Ce ne fut que plus tard, lorsque les résultats sociaux et économiques du plan quinquennal se furent clairement révélés, qu'un nouveau regroupement politique put avoir lieu dans l'isolateur.

Cinq années de prison et d'exil m'ont lié intimement à l'opposition, qu'elle soit communiste, socialiste ou anarchiste, et je voudrais que ce livre serve non seulement d'information, mais réveille aussi la conscience de la démocratie et du mouvement ouvrier d'Occident en faveur des victimes. Mais il est néanmoins de mon devoir de donner un tableau sincère et objectif de cette opposition soviétique, dans ce qu'elle a de bon aussi bien que dans ce qu'elle a de mauvais.

**

Les groupements politiques de la prison ne repré-

sentaient pas seulement des tendances idéologiques, mais constituaient aussi de vraies organisations, avec leurs comités, leurs journaux manuscrits, avec leurs chefs reconnus — qui se trouvaient soit en prison ou en exil, soit à l'étranger. Le système de répression en usage, qui comportait de fréquents transferts d'une prison à une autre, assurait mieux que toute correspondance clandestine le contact entre les membres d'un même groupement.

Ce qui m'intéressait avant tout, c'était l'opposition trotskiste dont je faisais alors partie et qui est aujourd'hui encore le groupe d'opposition le plus influent en Russie. Or, l'isolateur de Verkhné-Ouralsk abritait presque tous les membres les plus actifs de la fraction trotskiste.

L'organisation des détenus trotskistes se dénommait le « Collectif des bolcheviks léninistes de Verkhné-Ouralsk ». Elle se divisait en gauche, centre et droite. Cette division en trois fractions subsista pendant les trois années de mon séjour, quoique la composition des fractions et même leur idéologie aient subi certaines fluctuations.

A mon arrivée à Verkhné-Ouralsk, je trouvai trois programmes et deux journaux trotskistes :

1° « Le programme des Trois », établi par trois professeurs rouges : E. Solntsev, G. Iakovine, G. Stopalov. Il reflétait les opinions de la fraction de droite, la plus forte fraction trotskiste à cette époque ;

2° « Le programme des Deux », écrit par le gendre de Trotski, Man-Nivelson et par Aron Papermeister, était le credo du petit groupe du centre ;

3° « Les thèses des bolcheviks militants » émanaient de la fraction de gauche (Pouchas, Kamenetski, Kvatchadzé, Bielenki).

C'étaient là des documents de dimensions considérables qui comprenaient cinq à huit sections différentes (situation internationale, industrie, agriculture, les classes en U.R.S.S., le parti, la question ouvrière, les tâches de l'opposition, etc.).

Le programme de la droite traitait d'une façon particulièrement élaborée de l'économie, celui de la gauche contenait de bons chapitres sur le parti et la question ouvrière.

La droite et le centre éditaient ensemble la *Pravda en*

prison (« Vérité en prison »), la gauche *Le Bolchevik militant*. Ces journaux paraissaient une fois par mois ou tous les deux mois. Chaque numéro comprenait de dix à vingt articles sous forme de cahiers préparés. Le « Numéro », c'est-à-dire le paquet contenant les dix ou vingt cahiers, allait de salle en salle et les détenus lisaient les cahiers à tour de rôle. Les journaux paraissaient en trois exemplaires, à raison d'un exemplaire pour chaque aile de la prison.

En 1930, la discussion chez les trostkistes portait surtout sur l'attitude à prendre envers les « dirigeants du parti », c'est-à-dire envers Staline, ainsi qu'envers sa nouvelle « politique de gauche ».

La fraction de droite estimait que le plan quinquennal, malgré toutes ses déviations de droite ou d'extrême-gauche, répondait aux desiderata essentiels de l'opposition ; il fallait donc soutenir la politique officielle tout en critiquant les méthodes.

La fraction des « bolcheviks militants » faisait beaucoup de bruit en prenant une position diamétralement opposée à celle des droites. Son idée essentielle était que la réforme devait être faite « par en bas », qu'il fallait escompter une scission dans le parti, qu'il fallait s'appuyer sur la classe ouvrière. L'hostilité que la fraction affichait envers Staline contrastait avec l'attitude des professeurs rouges de la droite et lui attirait les sympathies des ouvriers et de la jeunesse. Le point faible de son programme était le caractère sommaire du jugement qu'elle portait sur l'économie du plan quinquennal. On s'était cramponné à un mot de Trotski qui n'avait qu'une valeur polémique : « le plan quinquennal n'est qu'un édifice de chiffres » et on déclarait que toute l'industrialisation stalinienne n'était qu'un bluff. Quant à la politique internationale, la fraction de gauche niait non seulement l'existence d'une conjoncture favorable à la révolution, mais même — pour dénigrer Staline — l'existence de la crise économique mondiale.

**

Je fis mon début dans la vie politique de la prison en écrivant deux articles : « Quelques prémisses théoriques de la lutte d'opposition » et « Les thèses des bolcheviks militants ». J'y développai les idées suivantes :

le moment est venu de donner un fondement théorique plus sérieux à la lutte contre Staline ; dans la critique du plan quinquennal il faut mettre l'accent sur son caractère anti-socialiste et anti-prolétarien au lieu de parler de « bluff » et de critiquer des détails.

Nous autres membres de l'opposition — poursuivais-je — avons reconnu dans la clique stalinienne la clique de Robespierre et avons prédit à Staline le sort de son illustre prédécesseur français. Mais nous nous étions trompés, car nous avons oublié que la bureaucratie « communiste » avait en main une arme dont ne disposait pas Robespierre : toute l'économie du pays. Maîtresse incontestée de tous les moyens de production essentiels, la bureaucratie communiste devient peu à peu le noyau d'une nouvelle classe dirigeante, dont les intérêts sont tout aussi opposés à ceux du prolétariat que l'étaient ceux de la bourgeoisie. Il faut organiser en Russie la lutte économique du prolétariat (revendications, grèves) exactement comme on le fait dans les pays de capitalisme privé. Il faut même s'allier aux socialistes et aux anarchistes qu'on pourrait trouver dans les usines. Il faut lancer le mot d'ordre d'un nouveau parti révolutionnaire ouvrier. Le moment est venu d'abandonner les tentatives de réforme à l'intérieur du parti pour une lutte de classes révolutionnaire. Cette lutte exige, bien entendu, un fondement théorique. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », dis-je en guise d'épigraphe à mon premier article.

Il y avait dans ma salle un trotskiste de Kharkov, nommé Densov, bon économiste, ancien chef de la section de la conjoncture au « Gosplan » (plan d'État) ukrainien. Il était pour ainsi dire le seul des trotskistes à considérer l'économie soviétique comme un capitalisme d'État. Il citait à ce sujet certaines affirmations de Lénine, datant de 1918-1922, que Trotski avait commis l'erreur de négliger. Densov était arrivé à Verkhné-Ouralsk une semaine avant moi ; il prit position à l'aile gauche des trotskistes, sans toutefois se rallier au groupe des « bolcheviks militants ». C'est lui qui m'avait prié d'écrire les articles dont je viens de parler, « pour renforcer la position de l'aile gauche ».

Le nihilisme de l'opposition, sa mesquinerie à l'égard du plan quinquennal inquiétaient Densov. « L'opposition

risque de se trouver à sec, disait-il, pour n'avoir point compris à temps que le reproche à faire à l'immense effort stalinien est le reproche d'antisocialisme. Aujourd'hui Solntsev et Pouchas ne voient dans le plan quinquennal que des disproportions ou du bluff, mais que diront-ils d'ici deux ou trois ans, lorsque les disproportions du plan se seront effacées, lorsque la production se sera améliorée, lorsque le bluff sera devenu une réalité économique indéniable ? Rakowski écrivait au printemps qu'il ne resterait rien, à l'automne, de la collectivisation à outrance. L'automne est venu, la collectivisation continue et s'affermite — que dira donc Rakowski ? Certes, il y a des gens qui passent leur temps à se contredire ; mais les autres, les gens sérieux, quelle crise intérieure n'auront-ils pas à subir s'ils n'arrivent pas à se faire à temps une image cohérente des événements ! »

**

A la lutte des idées à l'intérieur du « Collectif » trotskiste vint s'ajouter un conflit d'organisation qui devait pendant quelques mois reléguer l'idéologie au second plan. Ce conflit est caractéristique de la psychologie et des mœurs de l'opposition russe, aussi en parlerai-je brièvement.

La droite et le centre posèrent aux « bolcheviks militants » l'ultimatum suivant : ou bien se dissoudre et suspendre la publication de leur journal, ou bien se voir exclure de l'organisation trotskiste. En effet, la majorité estimait que la fraction trotskiste ne devait comporter aucun sous-groupe.

Ce principe d'une « fraction monolithique » n'était au fond autre chose que celui dont s'inspirait Staline pour l'ensemble du parti.

C'est ainsi que se formèrent dans l'isolateur, vers l'été 1931, deux organisations trotskistes distinctes : le « collectif des bolcheviks léninistes » (majoritaires) et le « collectif des bolcheviks léninistes » de gauche. Au moment de la scission, les « majoritaires » étaient forts de 75 à 78 membres, les « gauches » de 51 ou 52. Quelques camarades restèrent en dehors des deux organisations et formèrent un groupe qui prêchait la réconciliation entre trotskistes. Du reste, les deux organisations

subirent, par la suite, d'importantes modifications quant à leur effectif et à leur idéologie. Les « gauches » se mirent à éditer un nouveau journal, le *Bolchevik léniniste*, rédigé par N. P. Gorlov, V. Densov, M. Kamenetski, P. Pouchas et A. Ciliga.

Pendant que nous nous disputions, la Guépéou travaillait. Elle favorisa d'abord la scission, puis une fois celle-ci réalisée elle s'efforça de l'approfondir. Les agents provocateurs de la Guépéou qui se trouvaient parmi les détenus agissaient parfois avec une effronterie étourdissante.

*
**

Il était de règle parmi les prisonniers que chaque nouvel arrivant écrivît un compte rendu détaillé sur ce qu'il avait vu en liberté et qui pouvait présenter de l'intérêt pour ses camarades de prison. Nous autres Yougoslaves, nous fîmes comme tout le monde ; nous pûmes, par conséquent, recevoir, nous aussi, les dernières informations des nouveaux arrivants.

Les nouvelles sur le sort des paysans déportés furent pour nous la révélation d'un monde d'horreur et de mort. Lorsque j'étais en liberté, j'avais bien entendu parlé de révoltes paysannes, de déportations, mais je n'avais jamais pu imaginer l'immensité et la férocité de la répression. Un camarade qui venait de la région de Narym nous rapporta qu'en automne on y avait vu arriver 100 000 paysans déportés. Tous les édifices en étaient pleins, jusqu'aux églises ; les femmes et les jeunes filles se livraient au premier venu pour un morceau de pain. Puis on les répartit pour l'hiver, dans les districts les plus éloignés et les plus déserts : c'était pour eux la mort certaine. Je pouvais compléter désormais l'image que je m'étais faite de la collectivisation... 100 000 déportés dans la seule région de Narym en une seule saison ! Combien y en avait-il donc eu dans l'ensemble de l'U.R.S.S. pendant les quatre années de « dékoulakisation » ?

D'autres prisonniers narraient les misères des paysans pendant leur voyage vers l'exil. Les paysans d'Ukraine étaient déportés en Sibérie par trains entiers. Le voyage durait une quarantaine de jours ; ils étaient parqués dans les wagons comme du bétail, avec défense de

descendre aux arrêts du train. On ne leur donnait aucune nourriture, souvent même ils manquaient d'eau. Les provisions qu'il avaient pu emporter avec eux ne suffisaient pas à un si long voyage. Les gens mouraient en masse, dans des souffrances horribles ; vivants et morts, provisions et excréments, tout cela pêle-mêle. On avait vu des pères désespérés saisir leurs enfants affamés et leur fracasser la tête contre les poteaux télégraphiques qui défilaient à toute allure.

Il y avait aussi beaucoup de témoignages sur les excès des autorités au village. J'en citerai un, venu de Sibérie. On fusille un groupe de paysans. Le délégué de la Guépéou les force à creuser eux-mêmes leur tombe. Ils s'exécutent, font leurs adieux, on les abat et on les recouvre de sable. Tout à coup, à l'effroi superstitieux des assistants, une main se lève et s'agite sur le sable : on avait dans la hâte de l'exécution oublié d'abattre un de ces malheureux...

Mais, comme nous l'apprîmes plus tard, toutes ces horreurs n'atteignaient encore pas celles de 1932.



Ce fut pendant les premiers mois de ma détention à Verkhné-Oural'sk qu'eurent lieu à Moscou deux procès politiques retentissants intentés au « parti industriel » des ingénieurs (début décembre 1930) et au bureau des socialistes mencheviks (début mars 1931). Les deux procès eurent leur écho dans notre prison et du reste les condamnés du deuxième procès ne tardèrent pas à y affluer.

Aujourd'hui le monde presque entier a pu se persuader du caractère mensonger des accusations. Mais le sens véritable de ces deux procès est resté mystérieux. On ne comprend du reste pas à l'étranger comment il est possible de réaliser des mises en scène comme celles des procès de 1930-1931 et des procès de 1936-1937, sanglants et humiliants outrages à la dignité humaine.

Les étrangers qui tâchent de résoudre l'énigme par la psychologie individuelle n'arrivent à aucun résultat. Ceux qui font appel à la psychologie collective en général, à la psychologie collective de la société européenne ou américaine, ne réussissent pas davantage.

L'explication ne peut être trouvée que dans les conditions très particulières de la société soviétique. Je n'ai pas pour tâche de donner dans ce livre une analyse complète de ces procès. Je me bornerai à raconter ce que j'ai entendu à leur sujet dans le milieu où je me trouvais.

Le premier procès mettait en cause un groupe de spécialistes soviétiques éminents, le professeur Ramzine en tête. On les accusait d'avoir organisé un vaste réseau de sabotage et d'espionnage au profit de l'état-major français qui préparait l'intervention militaire de la France contre l'U.R.S.S. Les accusés avouèrent tout jusqu'aux moindres détails. Aux dires de Ramzine, ils comptaient, à la place du gouvernement soviétique, instaurer « un gouvernement d'ingénieurs ».

Les accusés furent condamnés à mort. Mais le gouvernement, « tenant compte de la franchise de leurs aveux et témoignages » commua la peine capitale en diverses peines de réclusion. On fusillait en Russie des milliers de gens pour des crimes infiniment moindres ; aussi cette clémence inattendue ne manqua-t-elle pas de paraître suspecte.

Nos camarades de prison trotskistes semblaient fort désorientés par ce procès du « parti industriel ». La plupart d'entre eux préféraient garder le silence. On écrivait beaucoup en prison, pourtant, si je ne me trompe, aucun article ne fut consacré au procès. Les plus hardis, qui en parlaient, exprimaient des opinions tout à fait disparates. Les uns disaient que le procès confirmait toutes les révélations faites jadis par l'opposition sur l'influence croissante des techniciens bourgeois : la clémence de Staline prouvait une fois de plus qu'il avait des attaches avec eux. D'autres disaient, au contraire, que cette guerre de Staline contre les spécialistes n'était qu'une manifestation nouvelle de l'« aventure stalinienne d'extrême-gauche », qu'il fallait là, comme dans la collectivisation, prêcher la retraite. Rakowski, dans une lettre d'exil, se ralliait à cette opinion. Quant à Trotski, qui se trouvait à l'étranger, il se rangeait plutôt au premier avis, mais en prison nous ignorions encore son attitude.

Il y avait enfin un troisième groupe, dont je faisais partie, qui estimait que les récents procès ne représentaient nullement la lutte du prolétariat contre les

spécialistes bourgeois, mais seulement la concurrence entre deux groupes bureaucratiques. Ce qu'il y avait de vrai dans l'affaire, c'était le mécontentement des spécialistes, leur désir secret de voir les communistes se casser le cou en échouant dans le plan quinquennal, ce qui aurait laissé la voie libre aux ingénieurs qui auraient été tout naturellement appelés au pouvoir. Tout le reste de l'accusation n'était que mensonge et mise en scène de la Guépéou. Staline, ou plutôt la bureaucratie communiste, a besoin de détourner la colère des masses affamées sur un bouc émissaire ; elle veut compromettre ses concurrents, les techniciens, et faire peur aux masses : « Si vous ne nous soutenez pas, nous les Staliniens, ce sera encore pire pour vous ; ce sera de nouveau la guerre, les propriétaires privés, les détachements de Cosaques en expédition punitive ». Un des accusés, Ramzine lui-même, si je ne me trompe, « avoua », en effet, que les « ingénieurs » étaient décidés à massacrer, s'il le fallait, le prolétariat russe.

Des membres de l'opposition de Moscou, arrêtés après le procès Ramzine, nous fournirent des renseignements supplémentaires. Ramzine n'avait même pas été mis en prison après le procès, on s'était borné à le « mettre aux arrêts à domicile », arrêts d'ailleurs fictifs. Après une interruption de six mois, nécessitée par l'instruction, ou plutôt par la mise en scène du procès, Ramzine, aussitôt le procès clos, avait repris ses cours à l'Institut de Thermodynamique, en prononçant la phrase rituelle des professeurs : « Nous en étions restés à... »

Ce qui était bien plus intéressant, c'était l'attitude des ouvriers de Moscou pendant le procès. Le gouvernement stalinien avait réussi à provoquer parmi les masses, d'ailleurs énervées par la faim, la plus âpre indignation contre les « ingénieurs ». Les démonstrations d'ouvriers à Moscou, que le gouvernement sut organiser avec ampleur, ne manquaient pas d'une certaine sincérité : les manifestants exigeaient la mort des « traîtres », des « saboteurs » et des « espions ». Mais lorsque les coupables « confondus » s'en furent tirés avec des peines relativement légères et que le héros du procès, Ramzine eut été remis en liberté, les masses, selon les observations de nos informateurs, ne cachèrent pas leur amertume :

« On se moque de nous, on nous joue la comédie », tel était le sentiment du peuple.

Peu à peu, la prison tout entière se laissait envahir par la conviction que les procès étaient essentiellement tendancieux. Un passage significatif du témoignage de Ramzine renforçait le sentiment qu'il s'agissait tout simplement de la lutte entre deux groupes concurrents. Ramzine avait dit que son groupe n'avait pas l'intention d'abolir l'industrie nationalisée et de rétablir l'industrie privée, mais qu'il aurait permis aux capitalistes privés — étrangers ou russes, y compris les anciens propriétaires — de participer dans une certaine mesure à l'industrie d'État. Un an auparavant, un des principaux accusés au procès des nationalistes ukrainiens (la « Ligue d'émancipation ukrainienne ») avait fait des déclarations analogues tout en ne cachant pas sa sympathie envers le régime fasciste. Il me semblait parfaitement logique, du point de vue des techniciens, de vouloir conserver à l'industrie son caractère d'industrie d'État : leur importance sociale dans un tel système aurait été bien plus considérable que dans le système de l'économie privée. Il en résultait que la lutte entre communistes et techniciens n'était due ni à un antagonisme de classes ni à l'antagonisme de deux conceptions économiques différentes ; elle n'était autre chose qu'une dispute pour un seul et même gâteau. Qu'une partie des « ingénieurs » sympathisât avec le système fasciste, cela en disait long sur le vrai caractère de la lutte qui oppose fascistes et communistes actuels.

Mais alors il était facile de comprendre le rôle que jouaient les démonstrations ouvrières. La bureaucratie communiste en avait besoin pour effrayer les techniciens, pour leur prouver que, malgré tout leur savoir, ils étaient impuissants, puisqu'on pouvait à chaque instant déchaîner contre eux les masses. Ne valait-il pas mieux se mettre à la bureaucratie communiste et recevoir en échange les privilèges que celle-ci accordait aux techniciens au détriment des masses ?

Le sort ultérieur de Ramzine est significatif. Selon l'opinion générale en Russie, Ramzine avait joué consciemment le rôle du provocateur au cours du procès. Aussi fut-il au bout de quelques années rétabli dans tous ses droits et décoré de l'ordre de Lénine, sous

prétexte de mérites scientifiques. Le pouvoir stalinien « ne se venge pas des coupables, il les rééduque » !

La mise en scène et la réussite de ces procès sont le trait caractéristique de l'ère stalinienne. Caractéristique de la société aussi bien que des gouvernants. Ces procès ne sont possibles que parce que le règne d'un gouvernement immoral coïncide avec une phase de profonde indifférence de la société, fatiguée des mobiles désintéressés, fatiguée de la révolution, n'ayant d'yeux que pour l'immense développement économique du pays. « La révolution est devenue matérialiste », écrit Michelet pour caractériser une étape analogue de la Révolution française.

Contrairement à ce qui s'était passé pendant le procès du « parti industriel », celui des mencheviks fut jugé unanimement dans notre prison : nous le tenions tous pour une machination de la Guépéou.

Dans l'intervalle entre les deux procès, il y eut un scandale à l'intérieur du Parti : on démasqua l'opposition de Syrtsov et Lominadzé. Syrtsov était président du Conseil des Commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. (République socialiste fédérative et soviétique grand-russienne). Lominadzé était l'un des jeunes dirigeants les plus en vue du parti communiste. Cette opposition était remarquable par deux traits inédits. Elle cultivait systématiquement l'« hypocrisie », défendant Staline en public et menant campagne contre lui dans les coulisses ; elle réalisait pour la première fois un bloc entre l'opposition de gauche et celle de droite. En effet, Syrtsov, tout en n'étant pas membre de l'opposition de droite, partageait ses vues ; quant à Lominadzé, c'était un de ces Staliniens de gauche qui rêvaient d'un bloc Staline-Trotski-Zinoviev.

Mais Staline ne perdait pas son temps. Sommés de s'expliquer, les leaders du bloc droite-gauche capitulèrent et furent rétrogradés à un poste inférieur de la hiérarchie. Staline utilisa l'incident pour renforcer sa situation. Rykov fut écarté de la présidence du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. et remplacé par Molotov, tandis que la direction de l'industrie était confiée à Ordjonikidzé, ami intime de Staline. Quant aux collaborateurs immédiats de Syrtsov et Lominadzé, on les envoya en prison ou en exil. L'un d'eux, Rioutine, ancien secrétaire du Comité du parti communiste à

Krasnaia-Presnia et l'un des piliers de la fraction de droite, arriva dans notre isolateur.

Rioutine en prison ! Ce même Rioutine qui, en 1925-1927, au temps du bloc Staline-Boukharine contre Zinoviev et Trotski, était le plus féroce des bourreaux du trotskisme, se trouvait maintenant en prison, seul parmi ses victimes, livré à leur merci. Ce fut une grande tentation. Mais depuis 1927 beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts, il n'était plus question d'élargir la Nep mais bien de « discuter l'aventure ultra-gauche » de Staline. Aussi la prison fit-elle à Rioutine un accueil froid mais calme. Cela pouvait signifier que la tension entre la fraction de droite et les trotskistes diminuait. On pouvait même, sur certains points, parler de rapprochement. Du reste Rioutine fut bientôt transféré ailleurs.

A cette époque, je tombai malade de rhumatismes et pus ainsi faire connaissance avec une institution très importante dans la vie des détenus : l'infirmerie de la prison. Cette infirmerie, ainsi que le cabinet du médecin étaient logés dans une église désaffectée. Les détenus étaient souvent malades. Les communistes avaient généralement derrière eux les années de guerre civile et de privations, les anarchistes et les socialistes dix ans de prison, de camp de concentration, d'exil. De plus, la Guépéou savait démolir avec art le système nerveux de ses victimes. On imagine sans peine l'état de nervosité malade dans lequel se trouvaient les détenus.

L'infirmerie n'était pas le seul refuge des détenus fatigués. Ils se reposaient aussi en s'adonnant à la littérature, lorsqu'ils en avaient assez de la politique. Le livre le plus populaire était alors les Mémoires d'un vieux conspirateur bolchevik, — trotskiste depuis la Nep, — A. K. Voronski, intitulés *Eaux vives et marécages*. Il décrivait avec art et mélancolie l'épopée des conspirateurs bolcheviks au temps du mouvement révolutionnaire de 1903 à 1917. « Jamais plus nous ne reverrons notre chère bande, unie et hardie. » C'est toute une génération qui pleurait dans ces mémoires le paradis perdu.

Le milieu d'opposition dans notre prison, malgré les violences de langage qu'on pouvait y entendre à l'adresse de Staline, était foncièrement conservateur. Dès qu'il s'agissait de critiquer le régime, les gens étaient frappés

d'une timidité pour le moins inattendue. Ils aimèrent mieux s'accrocher aux mots vides de sens et aux fables les plus grossières que d'avoir à chercher du nouveau. Décidément, il était difficile de discerner une différence psychologique entre le parti communiste russe et son opposition...

« Comment, vous prétendez que nous ne sommes plus membres du parti ? Mais vous raisonnez comme Staline ! s'exclamait le sympathique vieillard Gorlov.

— Voyons, répliquais-je, comment pouvons-nous nous croire membres d'un parti qui nous a exclus et qui nous a fait mettre en prison par la Guépéou ! »

Mais Gorlov continuait à prétendre que le parti communiste panrusse n'en restait pas moins « notre parti » et que Staline n'était qu'un usurpateur, qu'un vulgaire escroc !...

Cette attitude comportait un aspect moins inoffensif. Un jour que je me réjouissais d'une diminution de l'extraction de houille dans le Donbass, signalée par la *Pravda*, deux membres géorgiens de l'opposition, Tsvitsivadné et Kiknadzé, me prirent à partie avec violence : « Il est de notre devoir de nous alarmer de tout signe d'affaiblissement du pouvoir soviétique. Nous devons certes persuader le parti que la politique de Staline est néfaste, mais non point faire œuvre de défaitistes à l'égard de notre propre gouvernement soviétique ! »

Je tâchai de les calmer en leur expliquant qu'il ne s'agissait pas de défaitisme, que je me réjouissais seulement de la résistance que les ouvriers du Donbass opposaient enfin à l'arbitraire bureaucratique. Mais cet argument ne les atteignit pas. Toute atteinte au pouvoir, même si elle était le fait des ouvriers, leur semblait un progrès de la contre-révolution.

D'ailleurs je constatai avec inquiétude qu'il y avait une lacune dans les lettres et autres écrits de Trotski qui nous parvenaient en prison : Trotski ne parlait jamais d'organiser des grèves, d'inciter les ouvriers à la lutte contre la bureaucratie, de mobiliser la classe ouvrière en faveur du programme économique trotskiste. Sa critique, son argumentation, ses conseils semblaient adressés au Comité central, à l'appareil du parti. Évoquant la chute verticale du niveau de vie des ouvriers, Trotski concluait, en bon patron qui donne ses conseils à l'administration : « Que faites-vous, vous gaspillez

le capital le plus précieux, — la force de travail. » Le sujet actif restait toujours pour Trotski « le parti » avec son Politbureau ou son Comité central, le prolétariat n'était que « l'objet ».

Notons au passage que tous les ouvrages de Trotski, ainsi que ceux des socialistes et anarchistes parus légalement en U.R.S.S. avant l'interdiction des groupements correspondants, ne faisaient l'objet d'aucune interdiction et la Guépéou ne les confisquait pas chez les détenus. Nous pouvions légalement lire en prison les œuvres anciennes de Trotski, de Plekhanov, de Martov, de Kriptomkine, de Bakounine. Mais à partir de 1934 on se mit à confisquer tous ces ouvrages parus pourtant en toute légalité. Les œuvres de Bakounine qui paraissaient à cette époque sous la direction de Steklov n'étaient point destinées à la vente, mais seulement à un cercle restreint d'initiés.

Les lettres de Trotski et de Rakowski, consacrées aux questions à l'ordre du jour, parvenaient à filtrer en prison et fournissaient matière à d'amples commentaires. On ne pouvait manquer d'être frappé par l'esprit de hiérarchie, de soumission au chef dont était pénétrée l'opposition russe. Une citation de Trotski avait la valeur d'une preuve. D'ailleurs les trotskistes de droite aussi bien que ceux de gauche prêtaient à ces citations, chacun à sa façon, un sens visiblement tendancieux. La soumission complète à Lénine et Staline qui régnait dans le Parti se retrouvait dans l'opposition, mais en faveur de Lénine et Trotski : tout le reste était inspiré par le Malin.

Je me souviens bien de la lettre de mars 1930 dans laquelle Trotski jugeait le « vertige du succès » et la retraite ordonnée par Staline et exposait son plan de retraite à lui, Trotski. Dans sa lettre d'août 1930, il jugeait le XVI^e Congrès du Parti qui venait de se clore. Une de ses phrases : « la préparation du bonapartisme dans le parti est achevée », devint le fondement de tous les raisonnements et de toutes les thèses de la gauche. Quant aux droites, ils ne lui attribuaient qu'une valeur rhétorique sans importance pour l'attitude d'ensemble adoptée par Trotski. Les gauches ne voulaient entendre que le jugement négatif émis par Trotski sur la superstructure politique du régime, les droites que

son jugement positif quant à la base sociale : dictature du prolétariat et caractère socialiste de l'économie.

L'incohérence réelle de l'attitude de Trotski donna naissance dans l'isolateur à deux groupes antagonistes, dont chacun se cramponnait à l'un des deux aspects de l'attitude contradictoire du leader. En février 1931, Trotski mentionna rapidement les succès économiques du Plan Quinquennal, puis il se produisit une interruption de près d'une année pendant laquelle nous fûmes privés des écrits de Trotski.

J'ai déjà parlé des écrits de Rakowski. Celui-ci ne jouait aucun rôle autonome dans l'opposition, qui ne reconnaissait pour chef que Trotski. Rakowski n'était écouté qu'en tant que mandataire de Trotski.

VI

UNE GRÈVE DE LA FAIM

Le cours paisible de nos discussions politiques, de nos scissions et fusions nouvelles fut brusquement interrompu par un conflit aigu avec l'administration qui absorba toutes nos forces pendant plusieurs mois.

C'était vers la fin d'avril. Les tempêtes de neige de l'Oural qui rendaient impossible toute promenade même dans une cour de prison bien abritée venaient de cesser. La neige fondait, les journées s'allongeaient, le soleil se mettait à luire. C'était le printemps. La vie de prison devenait plus supportable. Soudain, on entendit quelques coups de fusil... Une sentinelle de l'Armée rouge venait de tirer sur le détenu Gabo Iessaïan, debout près de la fenêtre de sa cellule. Iessaïan avait eu les poumons traversés. L'isolateur s'émut et s'agita comme une fourmilière. Tous tombèrent immédiatement d'accord qu'il ne fallait pas tolérer un tel acte. L'indignation s'accrut encore lorsque nous apprîmes les antécédents de l'affaire qui prouvaient que l'attentat était prémédité. En effet, depuis quelques semaines déjà les sentinelles menaçaient à tout propos de tirer sur les détenus. Ceux-ci avaient envoyé un de leurs « anciens » se plaindre

au directeur de la prison, dont la réponse : « C'est le seul langage que vous compreniez », témoignait éloquemment que les sentinelles n'avaient fait que se conformer aux instructions du directeur.

L'un après l'autre, les groupes de promenade décidaient en guise de protestation de commencer dès le même soir une grève de la faim. On élut aussitôt un Comité de grève, composé du trotskiste de droite Dingelstedt, du trotskiste de gauche Kvatchadzé (qui, atteint de dysenterie, fut plus tard remplacé par Densov) et du « déciste » Saïanski. Nous proclamâmes nos buts de grève : 1° Révocation et punition du directeur de la prison, Bizioukov ; 2° Garanties contre de nouveaux attentats ; 3° Libération du blessé Iessaïan afin de lui permettre de se soigner ; 4° Amélioration de la situation légale des détenus et meilleure nourriture.

La grève de la faim commença le soir même. Nous remîmes aux mains de l'administration tous les vivres que nous possédions. Le Comité de grève reçut des pouvoirs dictatoriaux ; il télégraphia aussitôt à Moscou et décida qu'une vingtaine de camarades, gravement malades, ne commenceraient la grève que dans trois jours. Toute correspondance privée entre détenus ou avec les parents devait cesser. On fit tout le nécessaire pour informer les milieux d'opposition de Moscou.

Plus de cent cinquante détenus participaient à la grève. Quelques malades commencèrent la grève en même temps que les autres, par solidarité. Trois jours plus tard, tous les communistes, soit 176 détenus, étaient en grève. Les socialistes émirent eux aussi une protestation contre les abus de l'administration. Quelques anarchistes participèrent à la grève, par sentiment de camaraderie.

Le troisième jour, le médecin de la prison se présenta, mais nous refusâmes de le recevoir. Quelques détenus tombèrent gravement malades : crises cardiaques, dysenterie, etc. Le surlendemain de la proclamation de la grève une mauvaise nouvelle émut la prison tout entière : une des détenues, Véra Berger, à bout de forces, était devenue folle. Le lendemain, on l'emmena pour la transférer à l'asile d'aliénés de Perm. Cela faisait une victime de plus... La grève continua, dents serrées, en silence et bon ordre. Le cinquième jour, deuxième cas de folie. Mais il nous émut beaucoup moins que le

premier, car le fou ou soi-disant fou, Victor Kraïni, était déjà quelque peu suspect auparavant. S'agissait-il d'une mise en scène de la Guépéou pour nous démoraliser et faire échouer la grève ? On emmena Kraïni, mais nous ne sûmes rien de sa destination ultérieure, ce qui renforça nos soupçons. Bien entendu, je ne saurais rien affirmer, il est fort possible que le malheureux fut une victime, et non un agent de la Guépéou.

Nous étions onze ou douze à jeûner dans notre salle. Les uns continuaient à lire, à parler, à se mouvoir, les autres restaient couchés. Je notai que la famine déprimait beaucoup moins les gens actifs et résolus que les autres. Mes expériences ultérieures de famine en U.R.S.S. me confirmèrent dans l'opinion que la résistance à la faim est avant tout une question de volonté.

L'administration avait pris le parti de temporiser. Au bout d'une semaine le directeur produisit devant le Comité de grève un télégramme de Moscou annonçant le départ très prochain d'une Commission d'enquête de la Guépéou. Il lui faudrait une bonne huitaine de jours pour arriver dans notre coin perdu, aussi le directeur nous proposa-t-il de cesser la grève en attendant.

La proposition fut acceptée à la presque unanimité des « grévistes ». Il n'y en eut que deux ou trois à soupçonner une manœuvre de l'administration.

La grève suspendue, on nous mit au régime alimentaire spécial, avant d'en revenir à l'ordinaire. Cela nous conduisit jusqu'au 1^{er} mai que nous fêtâmes par des meetings et des chansons, chaque groupe de promenade pour son compte. Nous affichâmes des portraits de Trotski encadrés de toute sorte de mots d'ordre politiques. Les inspecteurs s'insurgèrent contre de telles hérésies, nous faillîmes en venir aux mains dans la cour de la prison, sous l'œil inquiet des détenus collés aux fenêtres, mais tout finit par s'arranger. Les divers groupes trotskistes voulurent télégraphier des vœux à leur leader en exil, mais les sbires refusèrent les dépêches en disant : « Nous ne transmettons pas de vœux de contre-révolutionnaires. »

Bien entendu, socialistes et anarchistes célébraient eux aussi la fête de la révolution. Toutes les fenêtres étaient ornées de drapeaux rouges, les détenues avaient confectionné des insignes rouges que nous portions à nos boutonnières. Paradoxes de la vie soviétique : une même

fête, sous un même drapeau, des deux côtés de la barricade...

Les fêtes du 1^{er} mai et les rations supplémentaires que nous recevions à cette occasion tiraient à leur fin. Les jours et les semaines passaient. Point de Commission d'enquête... L'administration prétendait que la Commission avait été retardée par une affaire imprévue. Au bout de deux mois, les prisonniers perdirent patience : au début de juillet, nous déclarâmes une deuxième grève de la faim. A l'étonnement de la Guépéou, elle fut exécutée avec autant d'ensemble que la première. Les objurgations du directeur qui brandissait un nouveau télégramme annonçant que la Commission d'enquête était déjà en route ne nous firent pas changer d'avis, Le septième jour de la grève la Commission arriva enfin, mais nous n'en continuâmes pas moins la grève, fermement résolus à ne l'interrompre qu'après avoir reçu satisfaction.

Deux de nos camarades — d'ailleurs en bonne santé — qui avaient cessé la grève de leur propre initiative, furent exclus de notre petite société. L'un d'eux, Avoïan, finit par « capituler », l'autre, Assirian, promit qu'à l'avenir il ferait preuve d'une solidarité exemplaire et nous lui permîmes au bout de trois mois de réintégrer le « collectif » communiste.

La conduite d'un autre détenu, Kiknadzé, vaut la peine d'être notée. Tout en n'étant pas d'accord avec la deuxième grève, il se conduisit d'une façon exemplaire et jeûna comme les autres. Pourtant, sa femme venait d'arriver de Moscou et lui transmit un message d'Ordjonikidzé, son ancien camarade de combat. A la suite de ce message, Kiknadzé décida de « capituler », mais attendit loyalement que la grève fût terminée et y participa jusqu'à la fin...

*
**

La Commission d'enquête était composée de trois personnes. Andreeva, sous-directrice de la Section politique secrète du « Collège » de la Guépéou, avait la haute main sur les détenus politiques. Elle avait la particularité de se souvenir de la biographie de quelques milliers de militants appartenant aux divers partis communistes et socialistes. Elle les persécutait avec un

plaisir visible et s'ingéniait presque toujours à séparer en prison ou en exil les maris de leurs femmes, les enfants de leurs parents. Le deuxième membre de la Commission se nommait Popov : c'était le chef de la Section pénitentiaire de la Guépéou. Ses moustaches de brigadier étaient en harmonie avec ses fonctions. Le troisième — je n'ai pas retenu son nom — faisait fonction de procureur général. C'était un communiste polonais, ancien cheminot, qui se distinguait des autres membres de la Commission par des manières plus polies, plus « européennes ».

Andreeva commença par déclarer que la Guépéou ne reconnaissait aucun organe collectif représentant les détenus communistes et refusa de traiter avec notre Comité. Vêtue d'une uniforme de tchékiste, chaussée de lourdes bottes, l'air sévère, elle entra cheveux au vent dans les salles des détenus en grève. Mais au lieu de discuter avec elle, les prisonniers la renvoyèrent au Comité de grève. Le lendemain, Andreeva changea de tactique. Vêtue élégamment d'un tailleur de drap noir de la meilleure coupe, parfumée, chaussée de souliers à la mode et de bas de soie couleur chair, elle essaya d'entrer en pourparlers avec chacun de nous en particulier. Cela ne lui réussit pas mieux que la veille et de guerre lasse elle entra en pourparlers avec notre Comité.

Les pourparlers traînèrent pendant quelques jours. Andreeva déclara qu'il serait donné satisfaction à la plupart de nos réclamations, mais qu'il fallait d'abord cesser la grève de la faim : la Guépéou ne pouvait céder à la contrainte. Le directeur de la prison, Bizjoukov, ne serait pas révoqué, mais le soldat qui avait tiré serait livré à la justice. Elle promit de publier un ordre nous autorisant à nous tenir debout dans l'embrasure des fenêtres. Elle promit encore quelques autres améliorations de régime, en particulier une meilleure nourriture. Elle promit enfin que la victime de la fusillade, Iessaïan, verrait sa peine d'emprisonnement commuée en une peine d'exil et qu'il serait soigné.

Le Comité de grève exigea en outre qu'il fût spécifié qu'on n'exercerait pas de représailles sur la personne des détenus ayant participé à la grève. Andreeva le promit verbalement mais refusa de le faire par écrit. Une dernière question restait à résoudre : fallait-il insister

sur la révocation du directeur de la prison ? Les avis dans le Comité se partagèrent. On décida de procéder à un vote de tous les « grévistes ». La majorité se prononça pour la conciliation, la minorité se soumit et notre deuxième grève, qui avait duré onze jours, se termina d'une façon aussi disciplinée qu'elle avait commencé.

La Guépéou tint les promesses faites par Andreeva, mais sut prendre sa revanche d'une autre façon : au bout de six semaines, trente-cinq détenus qui avaient participé à la grève furent transférés dans l'isolateur de Souzdal. Il y avait parmi eux des adhérents aux trois principaux groupes politiques de notre prison : des trotskistes de droite et de gauche et des « décistes ». Les trotskistes de gauche — qui s'étaient montrés particulièrement résolus pendant la grève — eurent à souffrir plus que les autres. Les plus remarquables d'entre eux, Densov, Kvatchadzé, Pouchas, Dvinski, furent transférés à Souzdal. De même que les membres du Comité de grève, à une exception près. Quant à Iessaïan, le blessé, qui aurait dû être libéré, nous apprîmes plus tard qu'il avait été simplement transféré à la prison politique de Tchéliabinsk.

Six mois plus tard, la Guépéou se mit à exercer ses sévices à Verkhné-Ouralsk même...

VII

LA RÉPRESSION

POLITIQUE EN U.R.S.S.

La grève de la faim de l'été 1931 s'était déroulée dans le calme et avait obtenu un certain succès. C'était là un fait exceptionnel dans la chronique de Verkhné-Ouralsk. Les tentatives de lutte qui avaient eu lieu précédemment, en été 1929 et en février 1930, comme aussi celle de décembre 1933, que j'aurai encore à mentionner, furent réprimées par la force.

Il serait bon de donner au lecteur une idée d'ensem-

ble de la répression politique qui sévissait en U.R.S.S. : les arrestations de communistes d'opposition ne représentent, en effet, qu'une étape dans l'histoire de cette répression. Les communistes étaient en somme victimes du régime qu'ils avaient eux-mêmes instauré. La Révolution avait commencé par détruire ses ennemis, les bourgeois et propriétaires fonciers, puis elle s'était attaquée à ses alliés socialistes et anarchistes, et pour finir elle se mit à frapper ses propres enfants, les communistes.

**

Je n'avais pas été peu surpris d'apprendre que le régime du pénitencier de Verkhné-Ouralsk n'avait cessé d'empirer depuis quelques années. Les socialistes qui avaient déjà été emprisonnés une première fois en 1925 me racontèrent qu'autrefois les cellules restaient ouvertes pendant la journée, en sorte que les détenus pouvaient se rendre visite, aller se promener dans la cour quand cela leur plaisait et y tenir des réunions. C'étaient les détenus eux-mêmes qui réglementaient l'emploi du temps, les heures de visite et celles où le silence devait être respecté. Les prisonniers étaient séparés du monde mais gardaient une certaine liberté. C'était, en somme, le régime instauré en 1850 par Napoléon III à Belle-Ile, régime que connut Blanqui avant son évasion célèbre.

Puis la Guépéou avait introduit le « nouveau régime » et fermé les portes des cellules. Les détenus, socialistes et anarchistes, déclarèrent aussitôt la grève de la faim, mais on la réprima par la force. Staline se montrait moins libéral que Napoléon III. Mais Staline n'est pas seul en cause. Peu à peu j'appris qu'au temps de Lénine et de Trotski la répression dirigée contre les socialistes et les anarchistes avait crû au fur et à mesure de la pacification du pays et que pendant les pires dangers de la guerre civile elle avait été bien plus bénigne. C'est à partir de 1921, au moment où finissait la guerre civile et commençait la Nep, que la révolution, enfin triomphante, avait instauré le régime des persécutions illimitées. Quelle est la logique de cette évolution à rebours ?

Les termes de « répression politique », de détenus ou d'exilés « politiques » ne s'appliquent en U.R.S.S. qu'aux socialistes, aux anarchistes, aux communistes d'oppo-

sition. Eux seuls ont droit au régime des détenus politiques. Mais ils ne forment qu'une infime minorité, quelques milliers, quelques dizaines de milliers tout au plus (1), par rapport aux millions de prisonniers ou d'exilés, tous condamnés à titre politique quoique le pouvoir ne leur reconnaisse pas cette qualité. Ces millions de condamnés sont traités comme des criminels de droit commun et on les envoie aux travaux forcés. S'il y a quelques atténuations à ces rigueurs, elles ne s'appliquent qu'aux intellectuels qui ont pour mission de diriger la main-d'œuvre servile.

On peut diviser ces condamnés en six catégories fondamentales : les « ci-devant », les gens punis pour sabotage, les paysans, les « religieux », les membres des oppositions nationales qu'ils soient démocrates ou communistes, et enfin les ouvriers.

La première catégorie comprend les membres des anciennes familles de l'aristocratie, de la bourgeoisie, les commerçants, les ex-officiers, les ex-commissaires de police, etc. Pendant le plan quinquennal on en emprisonna et déporta cent ou deux cent mille, peut-être davantage. En tout cas, le chiffre que j'indique est un minimum.

Les quelques dizaines de milliers de condamnés pour sabotage étaient des intellectuels sans-parti.

La collectivisation intégrale et la « dékoulakisation » avaient donné comme résultat d'une part 300 000 kolkhoses, d'autre part, plusieurs millions de familles paysannes exilées. Dans notre prison, on estimait que le nombre des paysans déportés devait être compris entre cinq et dix millions. Les vrais « koulaks » n'en représentaient guère qu'un cinquième, le reste étant des « koulakisants », c'est-à-dire en réalité des paysans de condition moyenne ou prolétarienne qui avaient manifesté d'une façon ou d'une autre leur mécontentement. Cette masse s'accrut encore lors du « nettoyage » des frontières de l'U.R.S.S. Le long de la frontière occidentale, une zone de 50 kilomètres de profondeur fut presque entièrement vidée de ses habitants ; le long des

(1) Il en fut ainsi jusqu'aux procès de Moscou en 1936. Après cette date, les socialistes, les anarchistes et les communistes oppositionnels furent privés du régime politique, envoyés au travail forcé dans les camps de concentration et traités plus durement que les condamnés de droit commun. Beaucoup furent fusillés.

frontières de la Mandchourie et de la Corée, on déporta des districts entiers vers l'arrière-pays sibérien.

Il n'y eut pas au temps du plan quinquennal de refoulement en masse d'ouvriers. Lors des manifestations spontanées dans les usines, la Guépéou se saisissait des individus les plus actifs et les envoyait aux travaux forcés ou dans les camps de concentration en les accusant de « contre-révolution économique » ou en les déclarant « bandits » ou « koulaks ». C'est ainsi qu'après la « marche de la faim » organisée par les ouvriers de plusieurs usines textiles de la région d'Ivanovo-Voznesensk, de Vytchoug et d'ailleurs, on se borna à exiler deux ouvriers dont l'un était secrétaire de cellule du Komsomol et l'autre sans-parti et à en enfermer une vingtaine d'autres dans un camp de concentration. Au préalable on avait pris la précaution de satisfaire les revendications ouvrières. Les *Izvestia* publièrent un feuilleton « démasquant » les calomnies du journal anglais qui avait osé parler d'une marche de la faim à Ivanovo-Voznesensk. Deux mois plus tard, nous eûmes à accueillir dans notre prison des camarades qui venaient d'exil et qui y avaient vu de leurs yeux les malheureux, condamnés pour avoir participé à cette même marche... On peut estimer à plusieurs dizaines de milliers le nombre de ces ouvriers exilés pour « crimes individuels ».

Un étranger comprendrait difficilement l'attitude qu'avaient les victimes elles-mêmes. Elles ne se posaient nullement en champions d'une cause politique, encore moins en adversaires du régime. Au contraire, elles ne songeaient qu'à se faire réintégrer dans la société telle qu'elle existait, à trouver du travail, à gagner de l'argent, à mériter leur mise en liberté. Cette tendance aboutissait au paradoxe suivant : les ouvriers et les paysans restaient aux échelons inférieurs tandis que les membres des classes dites « abolies » ou « hostiles » recevaient un traitement de faveur, jouissaient de privilèges et frayaient avec les représentants du pouvoir.

Qu'on me permette de citer deux exemples. Dans le camp de concentration d'Oukht-Petchersk, les condamnés pour sabotage — ingénieurs, médecins, économistes, agronomes — vivent dans des villas confortables, côte à côte avec les autorités communistes et jouissent d'un régime alimentaire suffisant, quoique peu varié. Les ouvriers, mineurs et maçons, les anciens paysans et les

condamnés de droit commun vivent comme des bêtes dans des huttes en terre battue et ne mangent pas à leur faim. Ils sont accablés de travail et meurent comme des mouches, de scorbut et d'autres maladies.

Voici un autre exemple. On construit « selon le dernier mot de la technique américaine » une superbe autostrade à travers la terrible « taïga » ou forêt vierge, depuis la baie de Nogaïev sur l'océan Pacifique jusqu'au fleuve Kolyma qui se déverse dans l'océan Glacial. En même temps on régularise ce fleuve et on le rend navigable pour assurer la liaison entre les deux océans. Des ingénieurs condamnés pour sabotage dirigent, sous la surveillance de la Guépéou, les travaux qu'exécutent des paysans déportés ainsi qu'un certain nombre d'ouvriers libres. Les ingénieurs reçoivent de hauts salaires ; ainsi en 1935, l'ingénieur principal touchait 3.000 roubles par mois. Les ingénieurs condamnés vivent avec les dirigeants de la Guépéou et du parti et forment avec eux une sorte de caste d'élite dans ce désert arctique. Cette élite ne fraye pas avec la « couche moyenne » composée de fonctionnaires et de condamnés ; quant aux humbles travailleurs d'origine paysanne, qu'ils soient libres ou prisonniers, ils n'ont aucun contact avec leurs supérieurs.

Ce petit monde eut à accueillir, après le meurtre de Kirov, un groupe de « ci-devant » exilés, qui comprenait quelques anciennes princesses du plus haut rang et d'autres membres de l'ancienne aristocratie. On les reçut tout de suite dans l'« élite », on leur trouva des emplois de secrétaires et de dactylos, on les invita aux soirées de famille et aux parties de plaisir. Bientôt arriva le célèbre chansonnier Outesov, de Léningrad, condamné pour des raisons d'ordre privé ; il organisa aussitôt un théâtre avec le concours des « ci-devant ». Ce théâtre absorba les fonds destinés aux « besoins culturels » de la colonie. Qui aurait droit à la culture, sinon les autorités ? Au bout de six mois, la plupart des « ex-dames de la haute » avaient convolé en justes noces — pour la troisième ou la cinquième fois — avec des « saboteurs » ou des fonctionnaires de la Guépéou ou du parti. Encore une année et elles auraient droit à la liberté. Après ma libération de Verkhné-Ouralsk, j'eus l'occasion de rencontrer une de ces dames. Elle me décrivit, non sans plaisir, la vie agréable que menait la bonne

société dans ce coin perdu de l'extrême-nord. Mais lorsque je l'interrogeai sur la condition des paysans qui y travaillaient, elle ne sut rien me dire, car il ne lui était jamais arrivé de se mêler à eux.

J'appris ce qui m'intéressait de la bouche d'ouvriers qui avaient travaillé de 1932 à 1934 sur le fleuve Kolyma. L'un d'eux était affecté, avec six cents paysans exilés, aux travaux de construction d'un port sur le cours moyen du fleuve. Au bout de deux hivers, une vingtaine de paysans restaient seuls survivants, les autres étant morts de froid, de faim, de scorbut. Cela n'avait rien d'exceptionnel ; dans un autre secteur de l'intérieur, presque tous les exilés étaient morts en un seul hiver, la Guépéou « n'ayant pas eu le temps de pourvoir à une nourriture suffisante ». C'est ce qu'il est convenu de résumer en disant que « le plan quinquennal se réalise dans des conditions difficiles ». Quant aux ouvriers libres qui s'étaient embauchés de leur plein gré, on les volait systématiquement sur les salaires et leurs réclamations restaient sans effet. C'est sur le dos des ouvriers que l'administration tâchait de réaliser des économies...

Quant aux « ci-devant », s'ils trouvaient moyen, même étant condamnés, de s'allier aux dirigeants communistes et à l'élite des techniciens, que dire de ceux d'entre eux qui étaient restés en liberté ? D'après ce que j'ai vu en U.R.S.S., je puis affirmer que si un tiers des classes dominantes de l'ancienne Russie a péri ou émigré, les deux tiers se sont amalgamés à la nouvelle classe dominante née de la Révolution.

Mais revenons à nos moutons. Les deux autres catégories de condamnés auxquelles on dénie le titre de « politiques » sont celles des « religieux » et des oppositions nationales. Les « religieux » comprennent des prêtres, des membres actifs des communautés religieuses, des sectateurs de toute sorte. Ils étaient bien cent mille pendant le Plan Quinquennal, ou même plusieurs centaines de mille, car on les déportait souvent sous des prétextes autres que la religion.

Il ne faut pas oublier qu'il existe aujourd'hui en Russie trois forces sociales organisées : 1° la bureaucratie communiste qui dispose de l'État, de l'appareil militaire et des organisations soi-disant ouvrières ; 2° l'« I.T.R. » ou « les travailleurs techniciens et ingénieurs », autrement dit les sections syndicales autonomes qui groupent

les intellectuels sans-parti ; 3° l'Église et les sectes. Quant aux ouvriers et paysans, ils ne disposent d'aucune organisation libre et autonome. Cela dit, on comprendra facilement l'importance de l'Église dans la lutte sociale. J'ai déjà mentionné plus haut les efforts que déploie Staline pour s'assurer la collaboration secrète de l'Église orthodoxe. Les « ingénieurs », au temps où ils escomptaient la chute du régime stalinien, faisaient de même. Un des dirigeants de l'Église orthodoxe, qui appartenait à la nouvelle génération, avait servi dans les rangs de l'Armée rouge en 1919 et avait failli, de son propre aveu, entrer au parti communiste, me raconta, en exil, qu'un des intimes du professeur Kondratiev avait tâché de l'approcher pour tâter le terrain ecclésiastique. « Il échoua, car nous ne tenons pas du tout à mettre l'Église au service d'une éventuelle restauration de la bourgeoisie. »

Le même ecclésiastique me narra un épisode intéressant de la lutte que l'Église eut à soutenir à Moscou. Pendant le Plan Quinquennal, l'Église, pour répondre aux persécutions soudainement accrues, mobilisa tous les fidèles pour des prières qui durèrent des journées entières et réunirent une masse importante de croyants. Les autorités comprirent le sens de cette manifestation pacifique et mirent les persécutions en veilleuse. Aussitôt l'Église fit cesser les services en masse pour revenir aux services habituels moins ostentatoires.

Le Plan Quinquennal fut une catastrophe nationale pour un certain nombre de peuples attardés de l'U.R.S.S. : pour les Bachkirs, les Kirghises, etc., et conduisit au bord de l'abîme les peuples paysans : les Ukrainiens, les Blanc-Russiens, les Turcs d'Azerbaïdjan. La plus célèbre des protestations contre cette catastrophe fut le suicide du chef des communistes ukrainiens, Skrypnik, vieux bolchevik et un des fondateurs du Komintern. Mais il y eut aussi des protestations collectives. Des groupes entiers de démocrates, de socialistes, de communistes appartenant à ces nationalités, osèrent mettre en cause ouvertement la politique officielle du Parti panrusse. Tous ces groupes furent écrasés et déportés, certains de leurs membres furent fusillés. Les condamnés exigèrent qu'on leur accordât le régime des détenus politiques, mais la Guépéou refusa et ne voulut

pas céder, même aux grèves de la faim qui se terminèrent parfois par une issue mortelle.

Les contre-révolutionnaires déclarés et les monarchistes — peu nombreux du reste — ne jouissaient pas, bien entendu, des privilèges des détenus politiques. On fusillait sans merci ceux d'entre eux qui s'étaient montrés actifs, on condamnait les « sympathisants » sous toutes espèces de prétextes. De 1928 à 1934, on envoya dans les camps de concentration et en exil un million d'hommes au bas mot, accusés de spéculation, de commerce illicite, etc. C'étaient surtout des artisans, des petits commerçants, — la toute petite bourgeoisie en un mot. Mais il y avait aussi parmi eux des ouvriers, des paysans, des employés, surtout des employés des coopératives et des entreprises commerciales de l'État.

A la prison de Verkhné-Oural'sk, nous avons tenté à diverses reprises de calculer le nombre des gens livrés à l'arbitraire de la Guépéou. Nos estimations étaient très approximatives. A la fin de 1932, un trotskiste récemment arrivé nous raconta qu'aux dires d'un fonctionnaire important de la Guépéou, condamné pour faute professionnelle, le nombre des arrestations se montait, selon les statistiques de la Guépéou, à trente-sept millions au cours des cinq dernières années. Même en admettant que les détenus avaient été en grande partie arrêtés plusieurs fois de suite, le chiffre nous parut incroyablement exagéré. Nos estimations à nous variaient de cinq à quinze millions. Je dois ajouter que lorsque je fus libéré et me trouvai exilé en Sibérie, je pus constater l'exactitude de bien des affirmations qui m'avaient paru exagérées et fantastiques en prison. C'est ainsi que je pus vérifier l'exactitude des dires sur les horreurs de la famine de 1932, y compris les cas de cannibalisme. Après ce que j'ai pu voir en Sibérie, je considère que le chiffre de cinq millions de condamnés est beaucoup trop faible et que celui de dix millions se rapproche davantage de la réalité.

Les Occidentaux, habitués à des territoires relativement petits, à population dense et à structure économique stable, admettront difficilement qu'on puisse déporter si rapidement une telle masse humaine. Les immenses espaces de la Russie ne paraissent pas une explication suffisante. C'est au temps du Plan Quin-

quennal qu'on arrive à concevoir que ces migrations forcées sont possibles, qu'elles sont même en harmonie avec les événements. Les gigantesques réalisations du Plan Quinquennal étaient l'œuvre du travail servile. La situation des travailleurs théoriquement libres ne différait du reste pas essentiellement de celle des travailleurs qui ne l'étaient pas. Ce qui différait, c'était le degré d'asservissement.

Des millions d'exilés travaillaient dans le pays tout entier, mais surtout dans les régions éloignées du nord qu'on colonisait pour la première fois, accablés des privations les plus dures, qu'ils n'auraient jamais acceptées librement. Non seulement on les exploitait, mais on les exploitait de la façon la plus totale, sans égard pour le « capital humain » qu'ils représentaient. De 1929 à 1934, la durée de vie moyenne de la plupart des exilés de l'extrême nord ne dépassait pas une ou deux années. Mais si les exilés mouraient, ce qu'ils avaient bâti restait debout.

Imaginez un territoire de 10 000 kilomètres de long sur cinq cents à deux mille kilomètres de large, depuis Solovki et le canal de la Baltique à la mer Blanche jusqu'aux rives de l'océan Pacifique, jusqu'à la péninsule du Kamtchatka et à Vladivostok. Ce territoire, ainsi que toute l'Asie centrale, est semé, à chacun de ses carrefours, de camps de concentration et de « colonies de travail » (c'est ainsi qu'on appelle les camps affectés à des travaux déterminés), ainsi que de centres obligatoires d'exil. Sur deux ou trois hommes que vous croisez dans la rue en Sibérie, que vous rencontrez au bureau, à l'usine, au « sovkhoze », il y a un exilé.

La colonisation du Nord est certainement une œuvre d'importance mondiale, mais elle rappelle par ses méthodes les colonisations d'antan, en Amérique et ailleurs, elle est principalement l'œuvre de travailleurs esclaves. L'industrie forestière de la Russie du Nord et de la Sibérie emploie la main-d'œuvre servile, les mines d'or l'emploient en majeure partie. De même les mines de houille de Kouznetsk et de Karahand. L'industrie du cuivre de Balmach, les usines électriques d'Asie centrale sont l'œuvre des détenus aux « colonies de travail ». Même en Ukraine, l'usine des tracteurs agricoles a été construite en partie par la main-d'œuvre servile. Au cœur de la Russie d'Europe, le percement

du canal Moscou-Volga se fait à grand renfort d'esclaves. Quant à l'énorme développement militaire et économique de l'Extrême-Orient, avec ses chemins de fer, ses autostrades, sa ligne de fortifications le long de la frontière de Mandchourie, il est l'œuvre d'une immense armée sans cesse renouvelée de condamnés. Je pense qu'il n'est pas exagéré de prétendre qu'un tiers de la classe ouvrière en Russie est composé d'esclaves. Cette main-d'œuvre asservie, à peine rémunérée, rend plus facile la tâche de maintenir à des taux très bas les salaires des ouvriers théoriquement libres.

C'est là le vrai fondement des victoires économiques des Soviets, c'est là le secret du « miracle » de la révolution technique réalisée par le premier Plan Quinquennal. La classe ouvrière d'Europe et d'Amérique a le devoir d'obtenir l'émancipation de ces millions de travailleurs asservis en U.R.S.S.

**

La date décisive dans l'histoire de la répression politique en U.R.S.S., ainsi que je l'ai déjà dit, est celle de l'instauration de la Nep en 1921. A partir de cette date, aucune opposition ne fut plus tolérée par principe et le régime des détenus alla en empirant. Auparavant, l'intensité de la répression variait constamment et l'existence de certains partis était tolérée. Les socialistes et les anarchistes participaient aux congrès des Soviets et arrivaient à faire paraître certains de leurs livres et de leurs périodiques. Les dates auxquelles cette tolérance envers les socialistes et les anarchistes fut la plus marquée sont intéressantes à relever : novembre 1918, lorsque la révolution en Allemagne semblait laisser prévoir à brève échéance une révolution européenne ; octobre 1919, lorsque le général Denikine campait sous les murs d'Orel ; été 1920, guerre polono-soviétique. Lorsque Denikine approcha de Moscou, le gouvernement bolcheviste accorda une liberté entière aux socialistes et aux anarchistes, s'allia aux irréguliers de Makhno et permit la mobilisation des mencheviks dans l'Armée rouge.

Mais déjà en avril 1921 on viola la promesse de libérer, en vue des élections au Soviet de Moscou, les social-démocrates emprisonnés à Boutyrki ; après les

avoir battus d'une façon inhumaine, on les transféra dans les prisons de province. C'est à ce moment qu'eurent lieu les premiers cas d'outrage des femmes emprisonnées pour raison politique : un an plus tard, on se met à battre pour la première fois des socialistes dans la prison d'Iaroslav. La même année 1922 voit la formation du premier camp de concentration à Kholmogory, sur la mer Blanche, où l'on envoie un groupe d'anarchistes.

Au début de 1923, ce camp est transféré à Pertominsk et on y enferme divers groupes de socialistes. Le régime de ce camp était humiliant. La Guépéou leur promet de les libérer, de les transférer aux îles Solovki et d'y aménager une sorte de « paradis nordique » pour les prisonniers politiques. On tint promesse en juillet, mais le « paradis » s'avéra être une vraie Guyane. Les prisonniers ayant protesté, le directeur du camp leur envoya, le 19 décembre 1923, des gardes armés qui abattirent sept détenus. En automne 1924, on abolit provisoirement le camp de concentration de Solovki, à la suite d'une grande campagne de protestation menée par la II^e Internationale en Europe occidentale. Quant aux détenus, ils furent transférés en prison ou en exil sur le continent.

Après le drame de Solovki, on organisa cinq « isolateurs politiques » : à Souzdal, à Iaroslav, à Tobolsk, à Tchéliabinsk, à Verkhné-Ouralsk.

Les membres de l'opposition communiste, transférés en 1929 à Verkhné-Ouralsk, eurent tout de suite des démêlés avec l'administration. La Guépéou, pour leur inculquer qu'ils n'étaient plus que de vulgaires « contre-révolutionnaires », répondit à leurs réclamations par des coups et des douches administrées à l'aide de lances d'incendie. Puis on ligota ces malheureux, battus et trempés, on les laissa couchés pendant trois jours sur le ciment glacial, sans les nourrir, sans même leur permettre d'aller aux lavabos. En février 1930 — c'est-à-dire au cœur de l'hiver — le cas se reproduisit ; plusieurs détenus tombèrent malades, l'un d'eux — André Graïev — perdit complètement la vue.

En 1932, les communistes d'opposition qui avaient fait leur temps de prison se virent gratifiés d'un supplément de peine de deux ans. Personne n'aurait pu affirmer quand ce petit jeu cesserait ; en effet, la légis-

lation soviétique permet à la Guépéou de renouveler de son propre gré les peines d'emprisonnement et d'exil, sans aucune justification. On a peine à croire que de telles choses soient possibles. Pourtant elles existent, et c'est même sur ce procédé qu'est fondé le système de répression qui existe en Russie depuis seize ans déjà. Les détenus, fatigués, n'eurent pas recours immédiatement à la grève de la faim. Mais en mai 1933 il devint évident que personne n'échapperait aux renouvellements de peine : aussi les détenus se décidèrent-ils à avertir la Guépéou qu'ils proclameraient la grève si l'on ne libérait pas les détenus qui avaient purgé leur condamnation.

La Guépéou, en guise de réponse, transféra près de la moitié des prisonniers de Verkhné-Ouralsk dans les isolateurs de Souzdal et d'Iaroslav. Ce transfert avait pour but de briser la résistance, mais avant de se quitter les détenus convinrent de commencer la grève à la date prévue, quel que fût le lieu où on les enfermât. Ainsi fut fait, et la grève éclata dans les trois prisons à la fois. Mais le treizième jour, elle fut brisée par la force : on nourrit artificiellement les grévistes et on en transféra une trentaine dans d'autres isolateurs ou camps de concentration.

La Commission de grève, composée de Dingelstedt, de Kraskine, de Slitinski et d'autres camarades, fut transférée à Solovki. Elle y trouva plusieurs centaines de détenus politiques : des social-démocrates géorgiens, des musulmans de l'Azerbaïdjan, des communistes uzbeks et kirghizes qui avaient défendu leurs compatriotes paysans pendant le Plan Quinquennal, des socialistes révolutionnaires, des sionistes, des anarchistes, des trotskistes. Tous ces gens étaient dispersés par petits groupes parmi les détenus de droit commun et ne jouissaient pas du régime des détenus politiques. On traitait particulièrement mal les communistes d'Asie centrale, coupables d'opposition nationale. Les communistes nouveaux venus de Verkhné-Ouralsk prirent bientôt l'initiative de la lutte pour le rassemblement de tous les détenus politiques et pour l'obtention du régime correspondant. Quelques résultats furent en effets obtenus.

Un autre groupe fut transféré de Verkhné-Ouralsk au camp de concentration d'Oukht-Petchersk. Ce camp

embrasse un territoire énorme dans le nord-est de la Russie, grand comme la moitié de la France. La population de ce territoire est très faible : pas plus de 150 000 âmes, des détenus en majorité. On y a entrepris de grands travaux, on y cherche du charbon, de l'or, du pétrole, on y exploite des mines, on y perce des routes, on y déboise. Le camp de concentration d'Oukht-Petchersk dispose de services automobiles et d'une flotille fluviale qui lui appartiennent en propre. C'est un État dans l'État. La population esclave s'en rend parfaitement compte : les détenus de la région, ainsi que la population libre de la région voisine des Zyrianes, ont donné au « commandement » du camp de concentration le surnom de « roi du nord ». Le camp d'Oukht-Petchersk a même des journaux ainsi qu'un organe central dirigé par un journaliste ukrainien bien connu.

L'organisation du travail est fort poussée. Chaque groupe est soumis à un « brigadier ». Les brigadiers sont du reste d'anciens chefs de bandits et ils dirigent leurs groupes exactement comme ils dirigeaient autrefois leurs bandes. La Guépéou ne s'intéresse qu'à une chose : que la somme de travail exigée soit fournie, et laisse toute liberté aux brigadiers d'organiser comme bon leur semble la « discipline du travail ». La fameuse « rééducation » des détenus est, d'un bout à l'autre, une hypocrisie. Du reste, de temps à autre, des incidents scandaleux viennent révéler ce qu'est en réalité cette rééducation. En voici un qui finit mal pour le héros : un des chefs de camp remarqua une jeune paysanne déportée avec sa famille et la fit venir chez lui sous prétexte de faire son ménage. Une fois seul avec elle il voulut s'en emparer sans plus de façons. La jeune fille, très effrayée, fit un tel tapage que tout le monde accourut. Le chef de camp s'en tira avec trois ans de camp de concentration.

Les tentatives d'évasion sont fréquentes mais réussissent très rarement. La région est déserte et sauvage, les premières agglomérations libres sont trop loin. Généralement les évadés, vaincus par la faim, sont obligés de revenir au camp.

Cette population asservie vit en outre dans un complet isolement. Les gens savent que la vie est dure en liberté, que la répression et la famine règnent, que la classe dirigeante est divisée par mille intrigues, que des hôtes

du Kremlin finissent parfois au camp de concentration. Mais ils ignorent le sens de ces événements, ils ne savent qu'espérer et parfois accueillent avec crédulité les fables les plus fantaisistes.

En voici un exemple : un de nos camarades transféré au camp d'Oukht-Petchersk fut accueilli à son premier arrêt par une foule de détenus qui lui annoncèrent la grande nouvelle : « Les membres du gouvernement Ienoukidzé, Ordjonikidzé et Bielov, commandant de la Région militaire de Léningrad, viennent d'arriver au camp ; ces condamnés de marque, on les dirige sous bonne escorte vers le centre du camp. » Naturellement notre camarade fut abasourdi : que se passe-t-il à Moscou ? Les amis les plus intimes de Staline condamnés ? Le lendemain il rencontra, à l'arrêt suivant, un camarade de Verkhné-Ouralsk, un certain Shemes, qui l'avait précédé de peu. Il se précipita sur Shemes : « Sais-tu quelque chose sur l'arrivée des membres du gouvernement Ienoukidzé, Ordjonikidzé et Bielov ? » L'autre se mit à rire : « Ienoukidzé, mais c'est le nôtre, le trotskiste ; et Bielov aussi est des nôtres — c'est l'économiste de Kharkov et non point le militaire de Léningrad ! — Mais Ordjonikidzé ? — Ordjonikidzé, il paraît que c'est moi ! »

L'affaire était simple. La population du camp, voyant arriver trois condamnés escortés par une douzaine de gardiens, ce qui était exceptionnel, et entendant les noms d'Ienoukidzé et de Bielov, échafauda aussitôt un roman et s'imagina qu'une révolution de palais avait eu lieu à Moscou.

**

A partir de 1933, c'est-à-dire à partir du deuxième Plan Quinquennal, on se mit à envoyer de plus en plus de condamnés politiques et surtout de communistes d'opposition dans les camps de concentration de Russie, de Sibérie, d'Asie centrale. Plus Staline faisait de « socialisme », plus il y avait de prisons en Russie, et plus y souffraient les détenus politiques...

VIII

ET MAINTENANT ?

Pendant que nous étions en prison à discuter entre nous et à lutter contre la Guépéou, les événements dans le pays s'étaient précipités. La Plan Quinquennal atteignait, en 1931 et en 1932, son apogée.

Où va la Russie ? Va-t-elle exploser comme une chaudière ou va-t-elle surmonter l'épreuve et voir s'épanouir un ordre nouveau ? Que faire ? Défendre ou combattre le régime existant. Au nom de quoi, avec quel programme ? Le pays tout entier aussi bien que l'opposition se posaient ces questions.

Dans notre prison, les trotskistes après leur scission envisageaient diversement le problème. La « majorité » — c'est-à-dire la droite et le centre — ne s'intéressait qu'aux aspects politiques du Plan Quinquennal. Les professeurs rouges, en des articles innombrables, démontraient qu'il aurait fallu créer telle industrie plutôt que telle autre, qu'il aurait mieux valu commencer par telle usine que par telle autre. Ils analysaient avec profondeur les chiffres des plans annuels et se disputaient sur des pourcentages. Toutes ces réflexions n'étaient dépourvues ni de sérieux, ni de compétence, ni de puissance dialectique, mais elles n'en étaient pas moins pédantes et stériles. Le pays était en guerre : guerre sociale et économique. A quoi bon tous ces horaires où tout était prévu minute par minute ? Il était pourtant clair que la Russie indigente et arriérée ne pouvait faire sa révolution économique qu'en édifiant tout d'abord, par un effort surhumain, quelques bastions essentiels, quitte à aligner plus tard l'ensemble de son économie sur ces positions avancées ! C'est pourquoi toutes les lamentations des professeurs de sciences économiques sur les disproportions effroyables du Plan Quinquennal ne m'émouvaient pas.

En été 1932, lorsque la famine s'abattit sur le pays et que le rythme de l'industrialisation eut visiblement dépassé la limite des possibilités, les théoriciens de la « majorité » sentirent naître en leur esprit une mission nouvelle : celle d'établir le plan de la retraite. Ils se disaient : « Puisque autrefois le Parti, en la personne

de Staline, a emprunté à l'opposition son plan d'industrialisation, le Parti ne pourra se passer davantage de l'opposition maintenant qu'il faut établir un plan de retraite. » A les en croire, la politique stalinienne n'était point déterminée par les réalités sociales du régime ni par les nécessités de son développement, mais uniquement par « la myopie et la stupidité de Staline »...

En somme, la « majorité » trotskiste n'avait aucun programme politique de grande envergure à opposer au programme officiel de Staline. Mais il y a plus : on n'essayait pas de critiquer sérieusement le caractère social du Plan Quinquennal et de tout le régime stalinien. Si l'on critiquait la « politique ouvrière » de Staline, c'était sur le volume des sacrifices qu'elle exigeait, non pas sur les principes sociaux qu'elle violait. Si l'on attaquait les « déformations » et le « bureaucratisme » de Staline dans leurs détails, on n'en continuait pas moins à calculer le pourcentage de socialisme réalisé en U.R.S.S. d'après le pourcentage des succès et échecs de l'industrialisation stalinienne.

Toutes ces préoccupations de la « majorité » trotskiste me laissaient indifférent. Ces gens ne me semblaient pas très différents des bureaucrates de Staline. Ils étaient un peu plus corrects et humains, voilà tout. Tous mes espoirs allaient à la « minorité » qui, en 1931 et 1932, discutait avec passion les questions de principe posées par le Plan Quinquennal et par le régime soviétique tout entier.

La première question discutée fut celle du caractère de l'État soviétique. Est-ce un État ouvrier et socialiste ? Sinon, quelle classe représente-t-il ? La discussion dura plus de six mois. Nous avions encore une arrière-pensée qui nous déconseillait toute hâte : nous espérions quentre-temps Trotski passerait le Rubicon et nierait le caractère ouvrier de l'État stalinien. Beaucoup d'entre nous étaient déjà persuadés qu'il n'y avait pas trace de « dictature du prolétariat » en U.R.S.S., mais pensaient qu'il était inopportun de le proclamer en public avant que Trotski ne se fût prononcé. Quant à moi, tout en m'attendant avec les autres à un geste politique décisif de la part de Trotski, geste que semblait rendre logiquement inévitable sa précédente déclaration : « les préparatifs en vue de l'instauration du bonapartisme dans le parti sont achevés », j'estimais avec d'autres cama-

rades qu'il vallait mieux se prononcer sans attendre Trotski. Ne lui serait-il pas plus facile de formuler la conclusion attendue, s'il voyait qu'elle se formait déjà spontanément dans l'esprit des militants eux-mêmes ? Du reste, fallait-il toujours attendre la parole du « chef », comme de vulgaires staliniens ?

En fin de compte trois résolutions différentes furent soumises au vote. La première reconnaissait, malgré les nombreuses « déviations bureaucratiques », le caractère ouvrier de l'État, car il y subsistait « des vestiges de la dictature du prolétariat », tels que la nationalisation de la propriété privée et la répression contre la bourgeoisie.

Les « négateurs » de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. présentèrent deux résolutions distinctes. Les uns trouvaient qu'il n'y avait plus de dictature prolétarienne en U.R.S.S., mais que « les fondements économiques de la Révolution d'octobre subsistaient ». Ils en concluaient qu'il fallait faire « une révolution politique » doublée d'une « profonde réforme de l'économie ».

Les autres « négateurs » — dont j'étais — croyaient que non seulement l'ordre politique, mais aussi l'ordre social et économique étaient étrangers et hostiles au prolétariat. Aussi envisagions-nous une révolution non seulement politique, mais aussi sociale qui ouvrirait la voie au développement du socialisme. Selon nous la bureaucratie était une vraie classe et une classe hostile au prolétariat.

Chacune des trois résolutions rallia un même nombre de voix, une quinzaine environ. On sortit de l'impasse en déclarant que la question du caractère de l'État soviétique restait ouverte.

Le mot d'ordre du « retour à la Nep » fut vivement discuté lui aussi et finalement rejeté à une majorité écrasante.

L'attitude des détenus à l'égard de ce qui se passait dans le pays et à l'égard de la politique stalinienne peut se définir comme suit, à condition de schématiser un peu : la plupart des détenus politiques, quelle que fût leur nuance, estimaient que la politique du gouvernement n'était qu'une aventure absurde, qu'elle violait les lois de l'évolution, qu'elle trahissait en un mot l'incapacité des dirigeants. On s'attendait à chaque

instant à une catastrophe suivie d'un changement complet dans le personnel dirigeant et cette attente étouffait tout désir de rechercher le sens social des événements. Mais il y avait aussi des détenus moins nombreux et plus isolés qui découvraient « un système dans cette folie » du gouvernement. Ils pensaient que leur véritable tâche consistait précisément à analyser et à mettre en évidence ce qu'il y avait de profondément cohérent dans le chaos apparent de la politique des bureaucrates. Ce n'est certes pas la matière à analyser qui leur manquait !

Pendant l'année 1930 et au début de 1931, le gouvernement, pour réaliser son plan d'industrialisation et de production, se servit surtout de méthodes de coercition administrative à l'égard des travailleurs : « émulation » obligatoire dans les usines, exploits forcés d'« oudarniks » (ouvriers d'élite), abolition du droit de l'ouvrier de quitter l'usine où il travaillait, « droit » accordé aux femmes et aux adolescents de travailler la nuit et dans les mines, etc. Ces mesures suscitèrent à l'étranger une campagne contre le « travail forcé », mais d'autre part la phraséologie officielle laissait croire aux Occidentaux que le gouvernement soviétique était en train d'édifier, fût-ce par des moyens barbares, quelque chose qui ressemblait au socialisme.

Les réformes qui se succédèrent à partir de juin 1932 révélèrent le vrai visage du régime. Staline commença par vouer à l'anathème une des aspirations les plus chères au cœur des ouvriers, une des dernières conquêtes d'octobre qu'on ne leur avait pas encore arrachée : le principe de l'égalité économique à l'intérieur du prolétariat. Sur un ordre du dictateur, un nouvel évangile fut instauré : la hiérarchie ouvrière, « la réforme du système des salaires » dans le but de créer « de plus grandes différences de rémunération entre les groupes extrêmes ». Ce principe essentiellement capitaliste fut déclaré conforme au socialisme et au communisme. Le principe qu'il remplaçait se vit déclarer une guerre sans merci et fut stigmatisé sous le nom de « nivellationnisme » petit-bourgeois !...

Ce n'était plus le collectivisme, ni la solidarité, fût-elle forcée, qui devait stimuler l'ouvrier à produire, mais le vieux principe capitaliste de l'égoïsme et du profit. On introduisait, en outre, un système de travail aux pièces — le « forfait à prime progressive » — depuis

longtemps aboli en Occident grâce aux efforts du mouvement ouvrier. Ayant ainsi doublé la coercition admittive d'un nouveau « sweating system », les dirigeants soviétiques proclamèrent que l'intensité du travail ne connaissait plus de limite : la limite physiologique qui existe dans la production capitaliste « est abolie chez nous, au pays du socialisme, grâce à l'enthousiasme des ouvriers ». Le « rythme de galère » du travail à la chaîne en pays capitalistes devait être désormais... accéléré.

Si l'on s'efforçait de créer « de plus grandes différences de rémunération » entre les ouvriers selon leur qualification, que dire de l'abîme qu'on créait entre les ouvriers et les fonctionnaires, communistes ou non-communistes ? La « vie heureuse » dont jouissaient les couches supérieures au détriment de masses misérables ne manque pas d'étonner le touriste étranger en U.R.S.S. pourvu qu'il se donne la peine de regarder autour de lui. Cette « vie heureuse » fut légalisée pour la première fois après le discours de Staline en juin 1931. Pour ajouter encore aux privilèges d'approvisionnement et de logement on créa un nouveau réseau de « distributeurs » fermés et de restaurants réservés à la haute administration communiste ou sans-parti. Enfin, on créa à leur usage exclusif des « magasins d'État » où l'on pouvait acheter absolument tout à des prix inabordables pour l'ouvrier. Les défroques du « communisme de guerre », dont aimait à se parer la bureaucratie au début du plan quinquennal, furent jetées aux ordures. Tout cela sentait l'égoïsme de classe à plein nez, et les récits des détenus récemment arrivés en prison confirmaient l'impression que cette nouvelle politique répondait à une tendance profonde et durable. Le peuple ne s'y trompait pas, qui définissait la situation par ce mot amer : « Il n'y a pas de classes chez nous, il n'y a que des catégories. » En effet, toute la population de la Russie était répartie au point de vue du niveau de vie en cinq ou six catégories, qui fixaient à chacun sa place dans la société. Mais à l'époque dont nous parlons l'étiquette de « dictature du prolétariat » n'avait pas encore été remplacée par celle de « peuple soviétique » ; les ouvriers les plus favorisés appartenaient encore à la catégorie N° 1 ; aussi la bureaucratie désigna-t-elle modestement ses privilèges par le titre anodin de « catégorie numéro zéro ».

Le revirement était cependant si manifeste et si brutal

que les gens en liberté ne pouvaient s'y tromper. Un directeur d'usine de Moscou qui arriva en 1932 dans notre prison définissait ainsi la situation du personnel communiste : « Pendant le jour, nous menons la propagande parmi nos ouvriers en faveur de la ligne générale et nous leur expliquons que le socialisme chez nous est en train de triompher ; mais le soir, entre collègues, nous prenons le thé en nous demandant si nous représentons le prolétariat ou une nouvelle classe qui l'exploite... »

La tendance à consolider le nouvel ordre de choses né du plan quinquennal se manifestait aussi par un désir de concilier les divers éléments composant l'élite sociale. Les « spécialistes sans-parti », hier encore traqués sans merci, furent maintenant proclamés les alliés de la bureaucratie communiste. « Il y a des symptômes évidents d'un changement d'attitude dans les milieux intellectuels », déclarait Staline. « Ces intellectuels qui autrefois sympathisaient avec les saboteurs soutiennent maintenant le pouvoir soviétique... Il y a plus : une partie des saboteurs de la veille commence à collaborer avec la classe ouvrière. »

Le « nouveau style » des villes soviétiques, la réouverture de magasins élégants, de restaurants et de boîtes de nuit, la vie large et facile des dirigeants, tout cela rappelait la « Nep ». Mais il n'y avait pas d'initiative privée, pas de commerçants, pas de « nepman »... La Nep sans le nepman, c'est ça le symbole de la Russie nouvelle qui remplace le commerce privé par le commerce d'État, le commerçant par le bureaucrate, la Nep privée par la Nep d'État !

Les lettres d'exil de Rakowski nous étaient très utiles pour la compréhension de cette évolution.

Rakowski écrivit à partir de 1928 plusieurs études sur la structure et le fonctionnement de la bureaucratie soviétique, dont la principale, « les Lois de l'accumulation socialiste pendant la période « centriste » de la dictature du prolétariat », resta inconnue à l'étranger. Il mettait en évidence le caractère parasitaire et exploiteur de la bureaucratie « qui s'est transformée en un ordre social particulier, au détriment des ouvriers et des paysans ». De là à conclure que cette bureaucratie n'était qu'une classe dominante nouvelle, il n'y avait qu'un pas ; mais Rakowski n'eut pas l'audace de le franchir.

Au tournant décisif, il choisissait de « sauver ce qui pouvait encore être sauvé » et d'« en revenir à la Nep ». Sa politique, au lieu de s'inspirer des intérêts nouveaux du prolétariat, se laissait dominer par la crainte d'une restauration du capitalisme privé. Rakowski — dans l'étude que nous venons de citer — sut dévoiler un des traits saillants de la bureaucratie soviétique : le culte sacerdotal de deux vérités, l'une, la vérité « ésotérique », selon le mot de Rakowski, la vraie, destinée aux seuls initiés ; l'autre, la pseudo-vérité exotérique pour les besoins de la foule. Il aimait à comparer ces procédés avec ceux de l'Église catholique, des Jésuites et d'autres ordres religieux. La bureaucratie « gérait seulement » les moyens de production appartenant en droit au prolétariat, tout comme l'Église administrait à son profit le *patrimonium pauperum*.

Dans nos discussions en prison, l'industrialisation était loin de soulever autant de tempêtes que la « collectivisation totale ». En effet, si l'opposition trotskiste avait adopté une attitude définie à l'égard de l'industrialisation, on ne pouvait en dire autant de la question paysanne. Dans le domaine industriel, Staline n'avait fait que suivre la voie tracée par l'opposition trotskiste dès 1923.

L'attitude de l'opposition trotskiste à l'égard de la « collectivisation totale » était beaucoup plus complexe. Ce n'est pas Trotski — malgré l'opinion courante — mais bien Zinoviev qui préconisa vers la fin de la Nep un renforcement de la politique antipaysanne. Le programme du bloc Trotski-Zinoviev, en 1926-1927, avait été dans sa partie agraire déterminé par les zinovievistes. Lorsqu'en 1923 Trotski proposa pour la première fois le plan d'industrialisation, il prévoyait en même temps que le développement agraire aurait pour type le « farming ». (Dans son célèbre discours de Dniepropetrovsk.)

Staline commença par exécuter le programme de l'opposition trotskisto-zinovieviste ; puis, dans le feu de l'offensive contre les paysans, il fut amené à proclamer la « collectivisation totale » et la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Mais si Zinoviev accepta cette politique, Trotski s'y opposa avec fureur. Passer de « la lutte avec les tendances exploitatrices des koulaks » à leur expropriation complète, pousser la collectivisation

partielle jusqu'à la rendre « totale », — cela n'était selon lui, vu les conditions historiques, qu'une utopie anti-marxiste et cela ne pouvait aboutir qu'à la catastrophe. En février 1930, en pleine collectivisation à outrance, Trotski écrivait qu'on ne devait collectiviser, « jusqu'à la fin du plan quinquennal, que 20 à 25 % au plus des exploitations paysannes, sous peine de dépasser le cadre de la réalité ». La hâte de Staline, qui n'attendait même pas l'achèvement des usines de tracteurs, exacerbait l'ironie de Trotski : « En mettant ensemble les mauvaises houes et les pauvres rosses des moujiks, on ne crée pas de grosses exploitations agricoles, pas plus qu'en mettant ensemble des barques de pêche on ne crée un transatlantique. »

Les écrits plus récents de notre leader, dans lesquels il modifiait quelque peu sa position, ne nous étaient pas parvenus. Aussi la confusion fut-elle à son comble lorsque nous reçûmes enfin, en été 1932, les derniers documents de Trotski. La pièce principale du lot, publiée à l'étranger en avril 1931, avait pour titre : « les Problèmes du développement de l'U.R.S.S. » et pour sous-titre : « Esquisse d'un programme de l'opposition internationale de gauche sur la question russe ».

Le but de ce document et son auteur lui conféraient une importance particulière. Aussi résolûmes-nous d'en faire la matière d'une discussion : ne fallait-il pas que l'opposition russe se prononçât sur son propre programme ? Pourtant la discussion manqua d'entrain. Personne ne se montra satisfait, mais tous — à l'exception de l'extrême gauche — témoignèrent de leur respect pour le document, tout en évitant de l'aborder. Trotski, maintenant, parlait des « succès actuels vraiment inouïs... », du « rythme sans précédent de l'industrialisation... qui a démontré une fois pour toutes la puissance des méthodes économiques du socialisme ». Quant à la fameuse collectivisation à outrance, Trotski la définissait comme « une nouvelle époque de l'histoire humaine, le début de la liquidation du crétinisme villageois ». Il admettait même qu'on pourrait peut-être achever la collectivisation totale « d'ici deux ou trois ans ». Après ce coup, ceux d'entre nous qui, à propos du Plan Quinquennal parlaient de « mirage des chiffres » et de « bluff stalinien », n'eurent plus qu'à se taire. Néanmoins, le nouveau « Programme » de Trotski

n'éveillait aucune sympathie. Les trotskistes du centre et de la droite trouvaient que leur chef exagérait les succès du plan, qu'une telle attitude pouvait se défendre à l'étranger où il fallait protéger le plan contre les attaques de la bourgeoisie, mais qu'elle ne saurait convenir en Russie. Quant aux gauches, ils étaient mécontents de ne pas trouver dans ce programme une critique sociale et politique du régime.

Il faut dire que du point de vue social et politique, le « Programme » de Trotski détruisait tous les espoirs des « gauches ». Depuis 1930, ils attendaient que leur chef prît position et déclarât que l'État soviétique actuel n'est pas un État ouvrier. Or, voici que dès le premier chapitre du « Programme », Trotski le définissait nettement comme « un État prolétarien ». Défaite encore plus grave dans le domaine du Plan Quinquennal : son caractère socialiste, le caractère socialiste des buts et même des méthodes était affirmé avec insistance dans le « Programme ». Toute sa polémique dans le domaine social se réduisait à une mauvaise querelle : « L'Union soviétique n'est pas entrée dans la phase du socialisme, ainsi que l'enseigne la fraction stalinienne au pouvoir, mais seulement dans la première phase d'une évolution vers le socialisme. » Plus loin, le Plan Quinquennal fondé sur l'extermination des paysans et sur l'exploitation impitoyable des ouvriers était interprété comme « une tentative de la bureaucratie pour s'adapter au prolétariat ». Bref, l'U.R.S.S. se développait « sur le fondement de la dictature prolétarienne... »

Il était désormais vain d'espérer que Trotski ferait jamais la distinction entre bureaucratie et prolétariat, entre capitalisme d'État et socialisme. Ceux d'entre les « négateurs » de gauche qui n'arrivaient pas à trouver du socialisme dans ce qu'on édifiait en Russie n'avaient rien de mieux à faire qu'à rompre avec Trotski et à quitter le « collectif trotskiste ». Il s'en trouva une dizaine — dont j'étais — qui s'y résolurent en effet. Ainsi qu'il est d'usage, nous motivâmes notre départ dans une déclaration écrite.

Nous y disions en substance que l'attitude positive de Trotski à l'égard des phénomènes sociaux, jointe à son attitude négative à l'égard de la superstructure politique, aboutirait logiquement à la conception d'une révolution purement politique. Mais une telle révolution, en mettant

les choses au mieux, changerait le personnel de la bureaucratie, y introduirait un peu de libéralisme sans modifier les fondements du régime. Ce serait une répétition de 1830...

Ce qui me choquait le plus dans le programme de Trotski, c'était qu'il pouvait renforcer les illusions du prolétariat occidental à l'égard de la Russie plutôt que de les dissiper. Car si Staline disait : « Nous avons déjà réalisé le socialisme », Trotski se bornait à préciser : « Pardon, non point le socialisme, mais seulement sa première étape. »

Ainsi, après avoir pris part à la vie idéologique et aux luttes de l'opposition russe, j'aboutissais — comme bien d'autres avant et après moi — à la conclusion suivante : Trotski et ses partisans sont trop intimement liés au régime bureaucratique en U.R.S.S. pour pouvoir mener la lutte contre ce régime jusqu'à ses conséquences extrêmes. Dans son « Programme », Trotski soulignait même que sa critique n'était pas celle d'un étranger hostile et qu'il considérait les problèmes du régime « du dedans, non du dehors ». Pour lui, la tâche de l'opposition était d'améliorer le système bureaucratique, non de le détruire, de lutter contre « l'exagération des privilèges » et « l'extrême inégalité des niveaux de vie », — non pas contre les privilèges ou l'inégalité en général. Qu'on les mitige un peu et tout rentrera dans l'ordre, sous les auspices de la « dictature du prolétariat » authentique. Ceux que cela ne satisferait pas risqueraient d'être traités de « petits-bourgeois utopistes d'extrême-gauche », sinon de contre-révolutionnaires.

L'évolution ultérieure de Trotski devait confirmer ce pronostic. *La Révolution trahie* que Trotski publia en 1936 reste fidèle aux grandes lignes du « Programme » de 1930. Tout en critiquant avec esprit et sévérité certains aspects de la société soviétique, Trotski ne modifie pas ses vues d'ensemble sur l'U.R.S.S. en tant qu'« État ouvrier » ; il contribue ainsi à entretenir dans l'esprit du prolétariat international la plus mensongère et la plus dangereuse des illusions contemporaines.

Les méthodes inhumaines d'exploitation bureaucratique auxquelles le plan quinquennal doit son succès, Trotski les qualifie de « méthodes socialistes qui ont fait

leurs preuves ». Il se tait sur l'exploitation des ouvriers, il ne mentionne l'exploitation des paysans que pour foudroyer « les savants économistes au service du capital » qui osent en parler. Certes, c'est une noble tâche que de démasquer les avocats du capitalisme privé. Est-ce une raison pour se faire l'avocat du capitalisme d'État ?

Trotsky ne veut pas comprendre que les « déviations » et les laideurs contre lesquelles il proteste ne sont que la conséquence logique et inévitable du système tout entier qu'il défend avec acharnement. Trotsky est, au fond, le théoricien d'un régime dont Staline est le réalisateur.

« Opposition bureaucratique ou prolétarienne » — tel est le titre que je donnai à l'article dans lequel j'exposais, en prison, ma nouvelle attitude envers le trotskisme. Je passais désormais dans le camp de l'opposition russe d'extrême-gauche : « Centralisme démocratique », « Opposition ouvrière », « Groupe ouvrier ».

Ce qui séparait cette opposition du trotskisme, ce n'était pas seulement la façon de juger le régime et de comprendre les problèmes actuels. C'était avant tout la façon de comprendre le rôle du prolétariat dans la révolution. Pour les trotskistes, c'était le parti, pour les groupes d'extrême-gauche, c'était la classe ouvrière qui était le moteur de la révolution. La lutte entre Staline et Trotsky concernait la politique du parti, le personnel dirigeant du parti ; pour l'un comme pour l'autre le prolétariat n'était qu'un objet passif. Les groupes de l'extrême-gauche communiste, au contraire, s'intéressaient avant tout à la situation et au rôle de la classe ouvrière, à ce qu'elle était en fait dans la société soviétique et à ce qu'elle devait être dans une société qui se donnerait sincèrement pour tâche d'édifier le socialisme.

IX

LÉNINE AUSSI...

Les groupes communistes d'extrême-gauche ne crai-

gnaient pas de s'attaquer à l'ensemble de l'expérience révolutionnaire en Russie, au contraire de l'opposition trotskiste aux yeux de laquelle l'époque de Lénine restait sacro-sainte. Bien plus : tous ces groupements d'extrémistes s'étaient constitués dès 1919-1921 en opposition plus ou moins nette à la politique de Lénine.

Le rôle de Lénine dans la Révolution était l'objet d'ardentes discussions à l'époque où j'étais incarcéré dans l'isolateur de Verkhné-Oural'sk.

Dans ces discussions avec autrui comme dans ces réunions intérieures, l'opposition trotskiste défendait la thèse : « Lénine a toujours eu raison ». Pour ne pas aller à l'encontre de ce dogme, Trotski a longtemps « reconnu » la justesse de la position de Lénine dans tous les litiges qui les mirent aux prises dans le passé. Trotski approuva aussi la proposition de Zinoviev d'intituler son groupe oppositionnel « bolchevik-léniniste ». Plus tard encore, Trotski renforça le dogme : la position juste, en ce qui concerne la révolution permanente (et de tous les concepts trotskistes c'est certainement celui qui a le plus de valeur), n'était pas la sienne mais celle de Lénine. A vrai dire, ajoutait Trotski, Lénine était en réalité partisan, lui aussi, de la révolution permanente, et c'est pourquoi leur désaccord était purement formel et n'avait pas grande importance... Ce qui amena l'opposition trotskiste à développer ce nouveau thème : les dissentiments entre Lénine et Trotski ne furent jamais très profonds ; Lénine et Trotski furent toujours d'accord sur le fond des choses et les désaccords ne portaient que sur des points de détail. L'opposition trotskiste réconciliait donc le passé de Lénine et celui de Trotski. Refusant d'adopter une attitude critique envers l'un et l'autre, elle enduisait d'un vernis bureaucratique les aspects les plus ardemment contradictoires de leurs tendances respectives. A la légende forgée par Staline, elle n'opposait pas une sérieuse étude des faits, mais une autre légende.

Quelques trotskistes, ceux du groupe « V.B. » — « Vouionchtchi Bolchevik » — des « trotskistes 100 % », allaient encore plus loin en déclarant que si les dissentiments entre Lénine et Trotski avaient toujours été très graves, c'est Trotski qui avait toujours eu une position juste. Fait caractéristique, les trotskistes, qui

aimaient les citations, se référaient toujours à Trotski, et jamais, sauf rares exceptions, à Lénine.

Le groupe du « centralisme démocratique » se trouvait dans une situation très difficile, quand on mettait Lénine en cause. A la différence des trotskistes, ce groupe avait ses origines dans la vieille garde bolchevique. Aussi, tant dans ses conceptions générales que dans leur énoncé, était-il « léniniste ». A ses débuts, en 1919, en 1921, il représentait l'opposition de l'appareil local, « l'opposition de Sa Majesté », contre le centre. Au nom du « centralisme démocratique », il s'opposait au centralisme bureaucratique du Comité Central de Lénine. D'où son nom. Estimant que Lénine s'écartait de son propre programme ou qu'il ne tirait pas la conclusion de ses propositions, ce groupe s'était constitué sur la base de la défense du léninisme contre Lénine. Sans vouloir se l'avouer, il opposait au Lénine de la période décadente de la révolution, le Lénine de la période ascendante. Il critiquait la politique pratiquée par Lénine au Pouvoir en s'appuyant sur les principes léninistes de « l'État et la Révolution ». Mais, si approfondie que fût cette œuvre de 1917, de Lénine, elle ne donnait tout de même pas de réponses toutes prêtes aux problèmes nouveaux provoqués par le cours de la révolution. Finalement, le groupe avait piétiné pendant dix ans (1919-1929), tantôt capitulant devant un ultimatum de Lénine, tantôt appuyant les trotskistes dans leur lutte contre Staline. Son orientation « plus royaliste que le roi » se manifesta stérile. Le Plan Quinquennal ébranla le groupe jusque dans ses fondements. La majorité, comme chez les trotskistes, capitula. Elle justifia sa capitulation en disant : dès l'instant qu'on liquide la Nep et les classes bourgeoises, c'est que nous nous sommes trompés et que l'on construit le socialisme.

Si la condition ouvrière est misérable, c'est qu'on ne peut pas faire d'omelette sans casser d'œufs et qu'avant la construction intégrale du socialisme, il faut passer par une dernière étape difficile, celle de la liquidation de la dernière classe capitaliste : celle des petits-bourgeois. C'est ainsi que Timothée Sapronov, leader du groupe et l'un des ouvriers bolcheviks les plus connus de Russie, expliquait la position des « capitulards ».

Si l'on s'en tient aux principes léninistes, la position

des capitulars ne manquait pas de logique. Toute la stratégie de Lénine après Octobre, reposait sur la thèse que la petite bourgeoisie et le capitalisme privé, seuls, menacent le prolétariat et le socialisme. Lénine châtiât d'une poigne de fer toutes les forces oppositionnelles qui parlaient du bureaucratisme et du capitalisme d'État comme un danger menaçant la classe ouvrière. Suivant la voie tracée par Lénine, les « décistes », à la veille du Plan Quinquennal, ne parlaient que de la victoire de « la contre-révolution petite-bourgeoise » et de la transformation de l'U.R.S.S. en un « état petit-bourgeois ». La conception léniniste n'admettait pas d'autre contre-révolution... Et là-dessus voici qu'arrive le Plan Quinquennal qui fait la guerre à la petite bourgeoisie et liquide cette dernière. Il fallut choisir : ou rester fidèle aux thèses léninistes et reconnaître que le Plan Quinquennal réalisait le socialisme, ou s'incliner devant la réalité et reconnaître, quoique Lénine en eût dit, le triomphe de « la troisième force » : la bureaucratie et le capitalisme d'État. Les « décistes » qui ne capitulèrent pas choisirent cette seconde voie... Mais cette réévaluation des valeurs, qui niait par le fait toutes les conceptions du Lénine d'après Octobre et qui mettait en doute celle même d'avant Octobre, ne se fit que lentement et progressivement. Et le petit groupe « déciste » de notre isolateur, qui comprenait une vingtaine de personnes, se scinda à cette occasion en trois ou quatre formations.

Les uns continuaient à penser que Lénine, après Octobre, tout en faisant quelques petites fautes, avait eu une position juste, et que la ligne n'avait commencé à dévier qu'avec Staline ; les autres estimaient qu'au temps de Lénine déjà, avec l'instauration de la Nep, la structure démocratique-bourgeoise de la révolution avait pris le dessus sur la structure socialiste et que Lénine lui-même ne savait pas ce qu'il faisait. Les troisièmes déclaraient qu'en dépit de toutes les proclamations, la structure socialiste de la révolution avait toujours été plus faible que la structure petite-bourgeoise. La révision du léninisme portait dès lors, non plus seulement sur le capitalisme d'État, mais aussi sur la dictature du parti. Au début, lorsque Lénine soutint, en 1920, la thèse du parti unique et de sa dictature, les décistes l'avaient approuvé et s'étaient alors séparés

de « L'Opposition Ouvrière », qui s'était immédiatement élevée contre elle. L'expérience de la dictature du parti les amena à rejeter leurs conceptions primitives. Ils commençaient à comprendre maintenant qu'il ne peut y avoir de démocratie intérieure du parti sans démocratie ouvrière. Le processus de cette révision des idées politiques de Lénine fut plus rapide que celui de la révision de ses idées économiques. En déportation, il me fut donné de suivre, deux ans durant, toutes ces péripéties. Le résultat final en fut une attitude critique, pour ne pas dire hostile, envers l'action et les théories du Lénine d'après Octobre.

Dans la critique du Lénine de la période révolutionnaire, le ton fut donné par « L'Opposition Ouvrière » de 1920, pour mieux dire par son aile gauche, qui se forma en 1922 en organisation et prit le nom de « Groupe Ouvrier ». Dans le langage courant, les partisans de ce groupe étaient appelés les « Miasnikoviens », du nom de leur leader, Miasnikov, un ouvrier bolchevik connu.

Celui-ci est l'une des figures les plus marquantes de la révolution bolchevique. « L'Opposition Ouvrière » et le « Groupe Ouvrier » étaient, par leur origine, des groupes de la vieille garde bolchevique. Mais, à l'encontre des « décistes », ils critiquaient l'action de Lénine dès le début et non pas dans les détails mais dans son ensemble. « L'Opposition Ouvrière » s'élevait contre la ligne économique de Lénine. « Le Groupe Ouvrier » allait encore plus loin et s'attaquait au régime politique et au parti unique, instaurés par Lénine avant la Nep. En la personne de Serge Tiyounov, « Le Groupe Ouvrier » possédait dans notre isolateur un représentant très instruit, très actif et très rigoureux. Il n'était pas dépourvu non plus, à ce qu'on disait, de traits fort « netchaïviens »¹.

Ayant mis à la base de son programme le mot d'ordre de Marx pour la Première Internationale « L'Émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », « Le Groupe Ouvrier » entra en guerre

(1) Le Jacobin Netchaïev fut le type du « nihiliste » de l'époque tsariste. Il est l'auteur du *Catéchisme révolutionnaire* dont il tenta de faire attribuer la paternité à Bakounine dont il se prétendait le disciple et qu'il induisit en confiance. C'est lui qui inspira à Dostoïevsky le célèbre roman : *Les Possédés* (M.C.)

dès le début contre les concepts léninistes de la « dictature du parti » et de l'organisation bureaucratique de la production, énoncés par Lénine dans la période initiale de décadence de la révolution. A l'inverse de la ligne léniniste, il réclamait une organisation de la production par les masses elles-mêmes, en commençant par les collectifs d'usine. En politique, « Le Groupe Ouvrier » réclamait le contrôle du pouvoir et du parti par les masses ouvrières. Celles-ci, véritables chefs politiques du pays, devaient avoir le droit de retirer le pouvoir à tout parti, fût-ce le parti communiste, si elles estimaient que ce parti ne défendait pas leurs intérêts. A la différence des « décistes » et de la majorité de « L'opposition Ouvrière », dont la revendication de la « démocratie ouvrière » se limitait pratiquement au domaine économique, et qui tentait de la conjuguer avec le « parti unique », le « Groupe Ouvrier » étendait sa lutte pour la démocratie ouvrière à la revendication de la liberté pour les ouvriers de choisir parmi les partis politiques concurrents du milieu ouvrier. Le socialisme ne peut être qu'une œuvre de libre création des travailleurs. Tandis que ce que l'on édifiait par la contrainte, en lui donnant le nom de socialisme, ne fut pour eux, dès le début, qu'un capitalisme bureaucratique d'État.

En 1923, au plus fort des grèves dirigés par « Le Groupe Ouvrier » celui-ci s'adressa au prolétariat russe et au prolétariat international par un Manifeste dans lequel ils exposait ses vues, clairement et sans circonlocutions inutiles. Il y stigmatisait la tendance naissante du bolchevisme à ne plus s'appuyer sur la classe ouvrière, mais sur « le culte du chef ». Ce Manifeste est l'un des documents les plus remarquables de la révolution russe. Il apparaît, au moment de l'effondrement interne de la révolution russe, comme ayant la même signification que le Manifeste des Égaux publié par Babœuf au moment de l'effondrement interne de la révolution française.

Pendant un temps très long, à l'isolateur, je m'abstins de participer aux discussions sur le rôle de Lénine. J'appartenais à cette jeune génération communiste qui a été élevée dans l'idée que Lénine est sacro-saint. Pour moi, il allait de soi que « Lénine avait toujours eu raison ». Les résultats — la prise révolutionnaire du

pouvoir et sa conservation — parlaient en sa faveur. Donc, concluais-je avec ma génération, la tactique et les moyens, eux aussi, étaient justes.

Quand j'arrivai à l'isolateur, c'est dans ce sens que j'intervins. Aussi ne fus-je pas peu ému d'entendre l'ouvrier « déciste » Prokopénia me donner ce conseil ironique :

« Inutile de t'échauffer, camarade Ciliga, à propos de la lutte de Lénine contre la bureaucratie. Tu t'appuies sur un des derniers articles qu'il écrivit avant de mourir, celui sur la réforme de l'Inspection ouvrière et paysanne. Est-ce qu'il appelle les masses à s'organiser contre la bureaucratie ? Pas du tout. Il propose la création d'un organisme spécial avec un personnel bien payé, organisme superbureaucratique qui doit combattre... la bureaucratie ! »

« Non, camarade étranger, continua Prokopénia, Lénine, à la fin de sa vie, perdit confiance en la masse ouvrière. Il misa sur l'appareil bureaucratique, mais, dans la crainte que celui-ci exagérât, il aurait voulu limiter le mal en faisant contrôler une partie de l'appareil par l'autre. » Après s'être tu un instant, il continua : « Évidemment, ce n'est pas la peine de le crier sur les toits, car ça donnerait des arguments supplémentaires à Staline. Mais ce n'en est pas moins un fait. »

Si j'éprouvais peu d'intérêt pour l'étude des discussions et querelles du passé, c'est parce que j'étais entièrement submergé par les problèmes de l'heure présente. Dans la mesure où les questions d'histoire m'intéressaient, il me semblait que ces groupes surestimaient l'importance de leurs vieux différends avec Lénine. Le destin de la révolution, à mon avis, était décidé par le rapport de force des classes, et non par les formules ou les thèses qu'avait pu adopter telle ou telle tendance intérieure.

Au fur et à mesure de l'accomplissement du Plan Quinquennal la question des formes organisationnelles, politiques et économiques, redevint actuelle. Des problèmes que l'on pouvait croire depuis longtemps résolus par l'histoire revinrent inopinément sur le tapis, et avec une force accrue. La suppression de la petite bourgeoisie et du capitalisme privé amena à constater

qu'il n'y avait plus dans l'arène sociale que la bureaucratie et le prolétariat. Et c'était maintenant sur le plan des formes organisationnelles qu'il fallait chercher la solution de problèmes tels que leurs rapports mutuels et « qu'est-ce que le socialisme et comment y parvenir ». Les questions techniques d'organisation se révélaient être des questions sociales. La lutte des masses laborieuses contre la tyrannie bureaucratique ne pouvait être alors que la lutte contre les formes organisationnelles que la bureaucratie avait données à l'économie. Mais ces formes, Staline ne les avait pas inventées. Il les avait reçues en héritage de Lénine. La révolution russe, en dépit de ses antagonismes et de ses luttes intestines, est un tout organique. Et Lénine ne pouvait être mis hors de cause.

S'attachant à l'étude de ces questions nouvelles, le miasnikovien Tiyounov rédigea un essai consacré au différend historique sur l'organisation bureaucratique ou socialiste de la production. Son travail était basé sur la critique des mesures militaristes prises par Trotski pour organiser l'économie dans la période du communisme de guerre. Le jeune déciste Jacques Kosman écrivit une brillante étude historique sur ce qu'on appelle « la discussion syndicale ». Il aboutissait à cette conclusion : La façon dont Lénine avait organisé l'industrie remettait entièrement celle-ci entre les mains de la bureaucratie. Et cela avait eu pour conséquence directe que la reprise des usines au prolétariat avait fait perdre à celui-ci la révolution.

Un autre déciste, Micha Chapiro, écrivit une réfutation qui soutenait le point de vue traditionnel des décistes : les différends sur les divers systèmes d'organisation de la production n'avaient pas une signification de principe. Selon Chapiro, « L'Opposition Ouvrière » ne représentait pas les intérêts du prolétariat, mais ceux de la bureaucratie syndicale. Et si ces revendications sur le transfert de la direction des entreprises aux syndicats avaient été satisfaites, la seule différence aurait été la direction des usines par la bureaucratie syndicale au lieu de la bureaucratie du parti.

Pour que le prolétariat puisse combattre la bureaucratie, il lui fallait la liberté : liberté d'organisation, liberté de la presse, liberté de réunion. Mais cela amenait

à la thèse de la liberté de choisir son parti, soutenue par Miasnikov, et condamnée jadis par Lénine, par Trotski et par les décistes. Et même alors, la majeure partie des décistes et presque tous les trotskistes continuaient à estimer que « la liberté du parti » serait « la fin de la révolution », « La liberté de choisir son parti, c'est du menchevisme », proclamaient sans appel les trotskistes. « Le prolétariat est socialement homogène, et c'est pourquoi ses intérêts ne peuvent être représentés que par un parti unique », écrivait le déciste Davidov, « Et pourquoi ne conjuguerait-on pas la démocratie intérieure du parti avec sa dictature extérieure ? » se demandait la déciste Nioura Iankovskaia. « La Commune de Paris a succombé parce qu'il y avait là-bas plusieurs partis. Mais chez nous il n'y en a qu'un. Comment se fait-il alors que notre révolution, elle aussi, ait succombé ? » rétorquait Dora Zak à Davidov. Le jeune déciste Volodia Smirnov en arriva même à dire : « Il n'y a jamais eu en Russie de révolution prolétarienne, ni de dictature du prolétariat. Il y a eu simplement une « révolution populaire » par le bas et une dictature bureaucratique par le haut. Lénine n'a jamais été un idéologue du prolétariat. Du début à la fin, il a été un idéologue de l'intelligentzia. » Ces concepts de Smirnov étaient liés à l'idée générale que, par des voies diverses, le monde va vers une nouvelle forme sociale : le capitalisme d'État, avec la bureaucratie pour nouvelle classe dirigeante. Il mettait sur le même plan la Russie soviétique, la Turquie kemaliste, l'Italie fasciste, l'Allemagne en marche vers l'hitlérisme, et l'Amérique de Hoover-Roosevelt. « Le communisme est un fascisme extrémiste, le fascisme est un communisme modéré », écrivait-il dans son article « Le Com-fascisme ». Cette conception laissait quelque peu dans l'ombre les forces et les perspectives du socialisme. La majorité de la fraction déciste, Davidov, Chapiro, etc., estima que l'hérésie du jeune Smirnov dépassait les bornes, et celui-ci fut exclu à grand fracas du groupe ¹.

Saisissant l'importance des problèmes anciens pour la compréhension des problèmes nouveaux, comme

(1) Il n'est pas difficile de voir en Smirnov un précurseur de Burnham.

pour l'estimation exacte des tâches de l'avenir, je me mis à les étudier sérieusement. Les nuances qu'il y avait dans l'interprétation de ces questions par les milieux d'extrême-gauche prédisposaient à l'examen critique et à l'autodétermination. Et, les étudiant après une expérience révolutionnaire vivante, je les abordai avec un état d'esprit évidemment différent de celui des camarades qui y trouvèrent motif à scission dix ans auparavant. J'avais derrière moi quinze années d'histoire de la révolution et pouvais juger le passé avec un esprit plus averti et plus ferme.

Mais en soumettant à une analyse critique « l'époque de Lénine », j'entrai dans le Saint des Saints du communisme et de ma propre idéologie. Je soumettais Lénine à la critique, le chef et le prophète, couronné par la gloire immortelle de la révolution et plus encore par la légende et la mystification du mythe post-révolutionnaire. Et malgré l'esprit critique du milieu dans lequel je vivais, je pénétrai dans le sanctuaire sur la pointe des pieds, tant je me sentais coupable d'écouter la voie intérieure qui me disait : « Pour comprendre l'expérience et les leçons de la révolution, il ne faut reculer devant rien, et se montrer aussi impitoyable que la révolution elle-même, qui, elle non plus, ne recula devant rien ».

Et plus je m'enfonçais dans le sanctuaire, et plus, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, se posait à moi cette question fondamentale : « Est-ce que, par hasard, toi aussi, Lénine ? » « N'aurais-tu été grand qu'aussi longtemps que les masses et la révolution le furent ? Et lorsque les forces des masses déclinèrent, ton esprit révolutionnaire n'en fit-il pas autant, déclinant même davantage ? Serait-il possible que, pour conserver le Pouvoir, tu aies trahi, toi aussi, les intérêts sociaux des masses ? Et que ce soit ta décision de conserver le pouvoir qui nous a séduits, nous les naïfs ? Et que tu aies préféré la bureaucratie victorieuse aux masses vaincues. Et que tu aies aidé cette bureaucratie nouvelle à ployer la nuque des masses soviétiques ? Serait-il possible que tu aies écrasé ces masses quand elles ne voulaient pas s'accommoder du nouvel ordre des choses ? Que tu les aies diffamées, que tu aies dénaturé le sens de leurs aspirations légales ? Lénine, Lénine, qu'est-ce qui compte le plus, tes mérites ou tes crimes ?

« Je fais peu de cas des mobiles qui t'inspirèrent : il valait mieux, pensais-tu, que ce fussent les bureaucrates qui fissent ployer la nuque des masses que de revoir les anciens exploiters : les bourgeois et les propriétaires fonciers. Il est possible que les bureaucrates considèrent que la chose est d'importance ; mais pour les masses qui courbent la tête, elle n'en a guère...

« Je fais peu de cas aussi, Lénine, des arguments de tes avocats : subjectivement, tes intentions étaient les meilleures du monde. C'est toi-même, Lénine, qui nous a appris à juger les gens, non d'après leurs intentions subjectives, mais d'après la signification objective de celles-ci, d'après les groupes sociaux en faveur de qui joue leur activité, en faveur de qui sont prononcées leurs paroles. Et d'ailleurs, dans tes propres justifications, très prudentes il faut le dire, je trouve la preuve que tu as toi-même subjectivement admis le régime que tu réalisais objectivement. Bien pis : au moment où la dictature de la bureaucratie s'affermissait, tu as consciemment (les preuves en existent) diffamé les masses ouvrières qui résistaient à la bureaucratie triomphante. Alors que cette résistance, si faible fût-elle, si écrasée par la bureaucratie fût-elle, est le suprême testament de la révolution. Et une révolution nouvelle, réellement et socialement libératrice des couches inférieures, ne peut naître, en Russie et ailleurs dans le monde, qu'en accomplissant le programme de l'opposition ouvrière anéantie. C'est dans cette reprise, dans cette continuité de l'histoire humaine que se continueront effectivement ses tendances progressistes... »

**

Le soleil se couche dans le lointain, sur l'Oural, jetant sur les steppes désertiques, les monts et la prison, les dernières lueurs qui éclairent ma cellule. C'est la troisième année que je passe en prison. Et c'est dur... Je regarde avidement à travers les barreaux les montagnes, le soleil, l'air, la liberté, la liberté. Je suis seul dans ma cellule. Mon voisin est à l'infirmerie. Mon âme est solitaire... Je porte le deuil de Lénine.

« Qu'est-ce que je viens de faire ? Ne suis-je pas devenu fou, en proie au délire des prisons ? »

Regardons cela de plus près.

En 1917 évidemment, c'était à qui, des masses et de Lénine, irait plus loin, le plus vite, le plus fort. Comme un ouragan qui dévaste tout sur son passage, ils jetaient bas tout ce qui était vieux, corrompu, mensonger, en Russie et dans le monde. Ce furent vraiment « des jours qui ébranlèrent le monde ». La Russie faisait de l'histoire mondiale. Et parce que Lénine a su faire battre le cœur de l'humanité au moment de sa magnifique explosion libératrice, parce qu'en ces jours où l'on vit triompher l'audace grandiose des masses populaires, il a su être avec elles et les conduire, Lénine a pris pour toujours une place d'honneur dans le cœur des travailleurs et dans le Panthéon de l'histoire. Et cette place lui est assurée à jamais, même s'il lui faut, comme Cromwell, rendre des comptes aux masses pour ses crimes ou ceux de ses successeurs après l'écroulement de la révolution, même si, en un instant de l'histoire, son cadavre est livré dans les rues de Moscou à la fureur populaire, comme celui de Cromwell fut hissé à la potence.

Mais dès l'instant où l'édifice ancien se fut écroulé et où Lénine prit le pouvoir, le divorce tragique commença entre lui et les masses. Imperceptible au début, il grandit, se développa et finalement devint fondamental.

Les masses ouvrières achevèrent instinctivement leur libération totale, en atteignant intégralement leurs buts. Et c'est pour cela que les masses font la révolution. Tout et tout de suite. Maintenant ou jamais. Et c'est ce qui distingue l'époque des révolutions et celle des réformes. Débordant le cadre du vieux socialisme de 1905 pour en édifier un nouveau, les masses laborieuses de Russie allaient, en 1917-18, plus loin que ne le désirait initialement Lénine. Et l'élan des masses fut si fort, et la situation si tendue, que les masses emportèrent Lénine derrière elles. Tels furent les rapports entre le chef et les masses au moment culminant de la révolution.

Et ce sont les faits qui le disent : après la révolution d'octobre, Lénine ne voulait pas l'expropriation des capitalistes, mais seulement « le contrôle ouvrier » : contrôle des organisations ouvrières de base sur les capitalistes qui devaient continuer à conserver la direction de l'entreprise. Une lutte de classes acharnée vint

infirmier la thèse de Lénine sur la collaboration des classes sous son pouvoir : les capitalistes répondent par le sabotage, et les collectifs ouvriers prennent en main, l'une après l'autre, toutes les usines... Et c'est seulement lorsque l'expropriation des capitalistes eut été effectuée *de facto*, par les masses ouvrières, que le gouvernement soviétique la reconnut *de jure* en publiant le décret sur la nationalisation de l'industrie.

Puis, en 1918, Lénine répond aux aspirations socialistes des ouvriers en leur opposant le système du capitalisme d'État (« sur le modèle de l'Allemagne du temps de guerre ») avec la plus large participation des anciens capitalistes dans la nouvelle économie soviétique. Lénine n'est pas partisan de la destruction totale de l'ancien régime économique, mais d'une sorte d'équilibre entre l'ancien et le nouveau, pour leur coexistence. Lénine, qui s'élevait naguère contre la « collaboration des classes », est maintenant son apologiste. Détenteur du pouvoir, il a commencé à ressentir l'influence des forces diverses de la société, et non plus celle de la seule classe ouvrière comme jadis. Il se fait l'apologiste de la statique du moment, et non plus du dynamisme de l'époque.

La guerre civile croissante vient corriger encore cette étape de la philosophie léninienne de la révolution. L'effondrement des empires allemand et autrichien donne une nourriture nouvelle aux tendances maximalistes des masses populaires : et la thèse de l'accomplissement immédiat du socialisme reçoit une consécration officielle. L'année 1919 commence. C'est l'apothéose de la révolution russe, son « 1793 » à elle. Et, comme on l'a vu, c'est une fois de plus sur l'initiative des masses et non sur celle de Lénine.

De l'apothéose révolutionnaire à la faillite, il n'y a qu'un pas. Et dans cette conjoncture historique, c'est Lénine qui a le plus triste rôle. Si la période d'ascension sociale, d'exaltation révolutionnaire a été caractérisée par le fait que les masses ont réussi à entraîner Lénine derrière elles, la décadence et la faillite de la révolution révèlent l'antagonisme de Lénine et des masses ouvrières, et sa victoire sur celles-ci.

Quel était alors l'enjeu du combat ? Le principe même du socialisme, le sort de l'industrie arrachée des mains de la bourgeoisie. C'est là ce qui causa le divorce

de Lénine et du prolétariat. C'est là qu'il faut chercher la clef permettant de comprendre la duplicité du rôle de Lénine dans la Révolution.

Les ouvriers s'étaient rendus maîtres des usines et y avaient instauré le principe de la production collective. Mais la liaison entre ces diverses usines dépendait de l'appareil bureaucratique. Et c'était déjà un symptôme du danger qui menaçait le prolétariat. Le destin du socialisme en Russie dépendait de la possibilité qu'aurait le prolétariat d'assurer la direction générale de la production. Pour réaliser une organisation socialiste de la société, pour réorganiser sur le mode socialiste l'économie agraire, le prolétariat devait, avant toute chose, réaliser l'organisation socialiste de sa propre demeure, de l'industrie.

Il semble qu'il s'agisse là d'une vérité première. Et pourtant on l'oublie toujours quand on examine les destins du socialisme et de la révolution. Lénine, placé au sommet de l'appareil, regardait le problème avec les yeux de l'appareil. Et c'est ce que remarqua fort bien un délégué ouvrier au X^e Congrès du Parti Communiste russe, Miliounov, en disant : « L'attitude de Lénine est psychologiquement compréhensible : le camarade Lénine est Président du Conseil des Commissaires. C'est lui qui dirige notre politique soviétique. Il est évident que tout mouvement, d'où qu'il vienne, qui gêne cette direction, ne peut être considéré que comme une mouvement petit-bourgeois et particulièrement nocif ». En fait, pendant la guerre civile, la bureaucratie centrale n'avait cessé de s'étendre et avait pris en main les usines. La direction des usines, d'abord nommée par les ouvriers et les employés de l'entreprise, était maintenant de plus en plus nommée par le centre. Dans le même temps, la direction collective du début était peu à peu devenue une direction unique. Les usines avaient commencé à échapper aux mains des ouvriers. Et cela s'était produit sur l'initiative de Lénine, et malgré l'opposition opiniâtre de toute la fraction ouvrière du parti communiste, de tous les chefs ouvriers bolcheviks. Pour son opposition, Tomski avait alors été exilé par le parti au Turkestan ; comme autrefois Sapronov en Ukraine pour son « centralisme démocratique ».

Avec la fin de la guerre civile, la lutte entre la bureaucratie et le prolétariat pour la maîtrise de l'indus-

trie reprit avec une force accrue. Elle entra dans une phase décisive. Et c'est précisément cette lutte qui fit voler en éclats le système du communisme de guerre. « Dans notre industrie, il y a deux pouvoirs, celui des ouvriers et celui des bureaucraties. Et cela paralyse la production. La seule issue est dans une décision radicale : le pouvoir unique, soit du socialisme ouvrier, soit du capitalisme d'État ». C'est en ces termes que Chliapnikov, le théoricien de « L'Opposition Ouvrière », dénonçait le conflit dans un article que publia la *Pravda* dans la période de préparation de la « discussion syndicale » avant le congrès du parti.

Quelle fut alors l'attitude de Lénine ? Lui aussi tenait pour une décision sans compromis, comme Chliapnikov, mais à la différence de celui-ci, il était pour le pouvoir unique de la bureaucratie. Et Lénine lui-même avouait que, sous couleur de « discussion syndicale », il s'agissait bien de retirer la direction des usines à la classe ouvrière. Il déclarait : « Si c'est aux syndicats, *c'est-à-dire au 9/10 des ouvriers sans-parti* qu'est confiée la direction de l'industrie, à quoi sert alors le Parti ? » Ainsi donc il n'y avait qu'un dixième de la classe ouvrière, en la personne des ouvriers bolcheviks, qui réclamât la même chose que les ouvriers sans-parti. Si bien qu'en cette question décisive, la ligne de classe était bien nette ; d'un côté les ouvriers (membres du parti et sans-parti), de l'autre les bureaucrates (membres du parti et sans-parti), derrière les ouvriers le socialisme, derrière les autres le capitalisme d'État typique.

Pour compenser le rapt des usines, Lénine promit le droit de grève aux ouvriers. Comme si les ouvriers avaient fait la révolution d'Octobre pour avoir le droit de se mettre en grève !

Caractéristiques sont les rapports de Lénine avec les « libéraux » de son propre camp bureaucratique : lorsque, situés à mi-chemin entre « L'Opposition Ouvrière » et Lénine, les groupes de Trotski, Boukharine, Sapronov, proposèrent une atténuation au pouvoir unique de la bureaucratie par l'adjonction, à titre consultatif, de la voix ouvrière dans l'organisation de la production, Lénine s'y opposa de la façon la plus catégorique et leur appliqua les mesures organisationnelles les plus énergiques (au X^e Congrès du Parti, en 1921) pour le « flottement » qu'ils manifestaient.

Lénine, lui, ne « flottait » certes pas. Se faisant le porte-parole de la bureaucratie soviétique (aussi bien sans-parti que communiste), il arrachait, avec une fermeté inébranlable, les usines aux ouvriers (communistes et sans-parti), il leur arrachait leur conquête essentielle, la seule arme dont ils pouvaient se servir pour faire un pas de plus vers leur émancipation, vers le socialisme. Le prolétariat russe redevint une main-d'œuvre salariée dans les usines d'autrui. Du socialisme, il ne restait plus en Russie que le mot.

Et le Kronstadt de 1921 ? demanderont plus d'un. Le sort de l'industrie, c'est-à-dire en fait le sort du socialisme, était réglé bien avant. La répression de la révolte de Kronstadt fut la réponse de la bureaucratie à la tentative d'union du prolétariat et de la paysannerie contre elle. Lénine et sa bureaucratie furent très effrayés de cette tentative. Après la répression, ce fut la Nep et la réalisation de l'alliance de la bureaucratie et de la paysannerie contre le prolétariat. C'est seulement lors du Plan Quinquennal que la bureaucratie renforcée se retourna contre ses alliés provisoires : la paysannerie moyenne et les koulaks.

Ayant liquidé le socialisme dans le domaine économique, ayant liquidé le pouvoir ouvrier dans les usines, la bureaucratie avait encore une dernière tâche à accomplir : liquider le pouvoir politique du prolétariat et des masses laborieuses. L'organe de ce pouvoir était la grande organisation de masse surgie pendant le processus révolutionnaire : les Soviets. A l'organisation politique de masse, le Soviet, comme à l'organisation économique de masse, le syndicat, la bureaucratie opposait l'organisation dans laquelle la participation des masses était la plus faible, mais où elle était elle-même la plus forte : le Parti. Pour supprimer toute possibilité de combat en faveur des masses, à l'intérieur du parti lui-même comme au-dehors, les décisions du X^e Congrès du Parti, sur l'initiative de Lénine, furent les suivantes : suppression dans le pays de tous les partis sauf du parti communiste, suppression dans le Parti de toute opinion et de tout groupe s'opposant au sommet bureaucratique du Parti. Le Parti se transforma en un organisme auxiliaire du césarisme bureaucratique comme les Soviets et les Syndicats s'étaient transformés en organismes auxiliaires du Parti. La dictature bonapartiste

sur le parti, la classe ouvrière et le pays avait pris forme.

Je fus anéanti lorsque je découvris que les chefs eux-mêmes du parti communiste en avaient pleinement conscience. Dans son ouvrage *l'Économie de la période de transition*, Boukharine formulait en 1920 (cf. page 115 de l'édition russe) la théorie du bonapartisme « prolétarien » (« le régime personnel »). Et Lénine notait à ce passage (cf. *Les Recueils de Lénine*, tome XI, édition russe de 1930) : *C'est vrai... mais le mot n'est pas à employer*. On peut le faire, mais il ne faut pas le dire, c'est tout le Lénine de l'époque où il quitte le prolétariat pour la bureaucratie. Lénine savait aussi dissimuler le caractère bonapartiste de la bureaucratie. « Il ne faut pas réaliser la dictature du prolétariat par une organisation l'englobant dans son ensemble, écrivait-il, car le prolétariat est encore trop divisé, trop humilié, trop facile à acheter ». Et c'est pourquoi la dictature du prolétariat « ne peut être réalisée que par l'avant-garde, qui accumule en elle toute l'énergie révolutionnaire de classe : le Parti ». L'expérience ultérieure devait montrer toute la réalité bureaucratique de cette théorie de la dictature du Parti sur la classe ouvrière, de la dictature d'une minorité choisie sur « la majorité arriérée » du prolétariat. Une fois de plus l'histoire devait montrer la justesse de cette phrase du vieil hymne révolutionnaire :

*Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,*

la justesse de la formule du mouvement ouvrier : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

La liquidation du pouvoir politique du prolétariat avait cependant besoin d'une solide « base idéologique ».

Il fallait prendre un biais, car il était impossible d'appeler les choses par leur nom. Dans une révolution faite initialement au nom de la réalisation du socialisme, il n'est pas commode de dire tout de go : « C'est nous maintenant les nouveaux Messieurs et les nouveaux exploités. » Il est tellement plus facile d'intituler le rapt des usines aux ouvriers « une victoire du mode de production socialiste », la mainmise de la bureaucratie sur

le prolétariat « le renforcement de la dictature du prolétariat », et les nouveaux exploités, « l'avant-garde du prolétariat ». Dès l'instant que les seigneurs avaient été « les protecteurs des paysans », la bourgeoisie « l'avant-garde du peuple », les bureaucrates pouvaient bien être « l'avant-garde du prolétariat ». Les exploités se sont toujours considérés comme l'avant-garde des exploités.

Lénine justifiait sa nouvelle politique par la faiblesse du prolétariat. Il assurait qu'en confiant la révolution aux mains de la bureaucratie, il la sauvegardait pour le prolétariat. Les avantages de demain devaient justifier les sacrifices du moment. Ces avantages, nous les avons aujourd'hui sous les yeux, et nous en connaissons la valeur sociale. Il faut dire, à l'honneur du prolétariat russe, qu'il sentit immédiatement, malgré sa faiblesse, ce qui se tramait. Il comprit que Lénine agissait comme s'il avait dit : « Vous autres, les ouvriers, vous n'êtes pas logiques. Vous voulez la réalisation immédiate du socialisme, et vous n'avez pas la force de le faire. Dès l'instant que vous ne pouvez pas être les maîtres de la société, il vous faut en être les serviteurs : c'est la loi de la lutte des classes dans une société de classes. Si vous vous résignez à l'inévitable, nous vous donnerons tout ce qu'il sera possible de vous donner ».

Les ouvriers avaient leur conception propre de la lutte des classes et agissaient comme si leur réponse à Lénine avait été : « Non, c'est vous qui n'êtes pas logique, camarade Lénine. Si nous ne sommes pas assez forts pour être les maîtres du pays, il nous faut passer à l'opposition active. Une classe ne se rend pas, elle se bat ».

La résistance spontanée du prolétariat aux empiétements de la bureaucratie indiquait assez que le prolétariat n'était pas aussi faible que Lénine l'affirmait. Et si ce dernier avait été de cœur avec le prolétariat, il aurait soutenu l'opposition ouvrière qui se manifestait dans tout le pays. Mais il pensait et agissait dans l'esprit de la bureaucratie, dans l'esprit de son Pouvoir. Cette force prolétarienne lui apparaissait comme une menace, et il appliquait au prolétariat les lois de la lutte des classes : une classe qui ne se rend pas doit être écrasée par le vainqueur. C'est sous les applaudissements de la bureaucratie nouvelle du pays tout entier que Lénine s'écriait en clôturant le X^e Congrès : « Maintenant, c'en

est fini de l'opposition. Nous ne la tolérerons pas un instant de plus.» Effectivement, ce fut la fin de l'opposition légale. Les portes de la prison et de l'exil s'ouvrirent devant elle, en attendant que se présentassent les pelotons d'exécution.

En dépit de ces transformations fondamentales, la révolution continua à s'intituler, comme par le passé, « prolétarienne », « socialiste ». Bien plus : Lénine lui-même indiquait à quel point il était nécessaire de conjuguer la phraséologie habituelle avec la sujétion effective du prolétariat. Lorsque les ouvriers, véritables victimes des prétentions bureaucratiques, se mirent à protester contre la mystification bureaucratique du socialisme et réclamèrent la satisfaction de leurs intérêts véritables, Lénine les écarta en bloc, les qualifia de « petits-bourgeois », « anarchistes », « contre-révolutionnaires ». Les intérêts de la bureaucratie furent, au contraire, qualifiés « d'intérêts de classe du prolétariat ». Il instaura dans le pays un régime totalitaire et bureaucratique qui baptisa « contre-révolutionnaire » tout ce qui avait politiquement et socialement un caractère progressiste. Il inaugura cette ère de mensonges, de falsifications, de déformations, que respire aujourd'hui toute la Russie dans la variante stalinienne — complétée et renforcée — et qui empoisonne toute la vie sociale du mouvement ouvrier et démocratique international.

En entendant les résolutions et les discours de Lénine concernant « L'Opposition Ouvrière », Chliapnikov s'écria, à la fin du X^e Congrès du parti : « De ma vie, et depuis vingt ans que je suis dans le parti, je n'ai jamais rien vu ni entendu de plus démagogique et de plus vil ». Ces mots de Chliapnikov font écho à ceux de Thomas Münzer, qui appelait Luther « Le D^r Lügner » (le docteur menteur), après ses pamphlets en faveur des princes protestants contre les paysans protestants.

« Et c'est exactement ce que tu es devenu, Lénine, à la fin de ta carrière historique », me disais-je...

Je regardais fixement et avec animosité le portrait de Lénine, installé sur la table de ma cellule. J'avais en face de moi deux Lénine, comme il y a deux Cromwell et deux Luther : ils montent avec la Révolution, puis

ils redescendent la pente, en supprimant la minorité qui veut continuer.

Et toute cette évolution décisive se passe en deux ou trois ans, dans la révolution russe comme dans les autres. Tandis que nous, les contemporains, comme ceux des révolutions anciennes, discutons pendant dix, vingt ou trente ans encore pour savoir si cette évolution décisive a eu lieu ou non.

« Et ton opposition, Lénine, de la dernière année de ta vie, au stalinisme dévorant, si tragique fût-elle pour toi, n'a pas politiquement d'autre importance que celle d'une hésitation entre le stalinisme et le trotskisme, c'est-à-dire entre les variantes libérale et ultra-réactionnaire de la bureaucratie ».

Le destin du parti bolchevik, destin de Lénine, et de Trotski, montrent une fois de plus que les partis les plus avancés et les chefs les plus grands sont limités dans leur formation par les circonstances de temps et de lieu. Et c'est pourquoi il est inévitable qu'à un moment donné ils se fassent conservateurs, et inattentifs aux nouvelles exigences de la vie.

La légende de Lénine ne m'apparaissait plus que comme un mensonge destiné à couvrir les crimes de la bureaucratie.

« Pour détruire la tyrannie de la bureaucratie édifiée par tes propres mains, il faut aussi, Lénine, que l'on détruise ta légende d'infailible philosophe du prolétariat. A l'heure du danger suprême, au lieu de tendre la main au prolétariat, tu l'as assommé. »

« Si le monde avait encore besoin de cette leçon, tu la lui confirmes : lorsque les masses sont incapables de sauver la révolution, nul ne peut le faire à leur place... Ton expérience, Lénine, nous dit que le seul moyen de sauver la révolution prolétarienne, c'est de la faire jusqu'au bout, jusqu'au moment où les masses laborieuses sont totalement émancipées. Si l'on ne fait pas la révolution jusqu'au bout, un jour arrive fatalement où une nouvelle minorité privilégiée exerce sa tyrannie sur la majorité des travailleurs. Les résolutions contemporaines réaliseront intégralement le socialisme, ou elles seront fatalement un jour anti-prolétariennes, anti-socialistes. Elles deviendront des contre-révolutions. »

« Ni Dieu, ni maîtres », me disait une voix venue des

profondeurs de mon subconscient. Elle n'en était pas moins perceptible, ferme, impérative. Le portrait de Lénine qui était sur la table de ma cellule fut déchiré en mille morceaux et jeté dans la boîte à ordures...

La cellule était sombre. Dehors, il faisait nuit. Les monts Oural et la steppe étaient plongés dans un sommeil sinistre. Et moi j'avais mal et le cœur lourd. Pendant six mois, il me fut impossible d'ouvrir la bouche, de dire ou d'écrire la moindre chose concernant la politique, mes nouvelles conclusions sur le grand chef révolutionnaire, tant j'étais déprimé, tant je souffrais de me séparer à jamais du mythe tant chéri de Lénine.

X

LES PREMIERS PROCÈS DE « TERRORISME » CONTRE LES COMMUNISTES

C'est en hiver 1932 et non pas en 1936 ni même au lendemain du meurtre de Kirov qu'eurent lieu les premiers procès de « terrorisme » contre des communistes.

Ce furent d'abord des procès à huis clos. Lorsqu'en 1933 nous vîmes arriver à Verkhné-Ouralsk les premiers groupes de condamnés nous ne voulûmes pas en croire nos oreilles : une conjuration contre Staline, une révolution de palais, quelle hallucination ! En Occident du reste, on ignore encore aujourd'hui à peu près tout de ces premiers procès.

Il s'agissait de personnes assez secondaires de l'opposition de droite, anciens membres du Gouvernement et du Comité Central du parti : Rioutine, Ouglanov, Tolmatchev, Eismonte et quelques communistes plus jeunes. Les journaux avaient annoncé qu'ils étaient exclus du parti pour avoir tenté de créer des « organisations contre-révolutionnaires de bourgeois et koulaks » dans

le but de « rétablir en U.R.S.S. le capitalisme, et en particulier les koulaks ».

Ce n'était qu'après l'arrivée des condamnés que nous apprîmes qu'il y avait eu d'autres chefs d'accusation que la presse s'était gardée de mentionner ; il se serait agi d'un complot en vue d'une révolution de palais et de l'assassinat de Staline. C'était déjà plus sérieux que la première accusation.

Rioutine était le personnage central du procès. On l'accusait d'avoir publié illégalement en été 1932 un programme de 160 pages où il exigeait : 1° une retraite économique (ralentissement du rythme de l'industrialisation, abolition de la collectivisation forcée) ; 2° la démocratie à l'intérieur du parti ; 3° le départ de Staline. L'auteur de ce programme inclinait vers un bloc des droites et des trotskistes, car, écrivait-il, « les droites ont eu raison dans le domaine économique et Trotski dans la critique du régime à l'intérieur du parti ». Le programme attaquait les chefs de l'opposition de droite — Rykov, Tolski, Boukharine — pour avoir capitulé devant Staline. Tout un chapitre était consacré à la personne de Staline, qualifié de « mauvais génie du parti et de la révolution » et comparé aux pires despotes de l'Histoire.

L'accusation considérait que ce document, en particulier le chapitre sur Staline, était le « fondement idéologique » d'une conjuration terroriste. Mais où étaient donc les éléments de la conjuration ? Vu que Rioutine, ancien officier, avait dirigé le journal militaire *Krasnaïa Zvezda* (« L'Étoile Rouge »), on l'accusa d'avoir organisé parmi les élèves de l'« Académie militaire du Comité Central exécutif » — pépinière d'officiers supérieurs — un groupe de conjurés qui devaient tuer Staline.

Tolmatchev et Eismonte, membres des organes suprêmes du gouvernement, étaient accusés d'avoir préparé une révolution de palais. Un des condamnés qui venaient d'arriver à Vertkhné-Oural'sk — Alferov si je ne me trompe, qui appartenait à la droite — avait pour tout crime prononcé cette phrase significative dans un cercle d'intimes : « La seule issue c'est de se défaire du patron. »

Deux choses frappaient dans ce premier procès de terrorisme intenté aux communistes russes. D'abord,

l'apparition de vellétés de terrorisme dans les milieux dirigeants et non pas à la périphérie du pouvoir ou dans les milieux d'opposition en prison ou en exil, où pourtant on se serait attendu à trouver les ennemis les plus acharnés de Staline. Jamais en prison ou en exil il ne m'arriva de remarquer la moindre propension au terrorisme chez les membres de l'opposition. La deuxième particularité du procès était que les accusés appartenaient aux groupes communistes de droite. Il est vrai que Zinoviev et Kamenev étaient eux aussi impliqués dans l'affaire, mais on les accusait seulement de n'avoir pas dénoncé à qui de droit l'existence du programme Rioutine, tout en le critiquant.

Il y eut, dit-on, de graves dissensions au sein du Politbureau lors de la discussion des peines à appliquer. Staline insistait sur l'exécution du principal accusé, Rioutine ; la majorité du Politbureau s'y opposait, estimant sans doute que les charges étaient insuffisantes et hésitant à ouvrir un nouveau chapitre de répressions sanglantes dans l'histoire intérieure du parti communiste.

Toute cette histoire de terrorisme me parut si absurde que je ne me donnai même pas la peine d'y chercher la moindre vérité. Les rumeurs qui nous parvenaient de Moscou n'étaient pas faites pour atténuer ma méfiance. Ces rumeurs étaient plus fantastiques les unes que les autres : Blucher aurait été impliqué dans un complot contre Staline, une embuscade aurait été organisée en face du Mausolée de Lénine et c'est là qu'un représentant notoire de l'opposition militaire aurait eu à commettre l'attentat sur la personne de Staline au cours d'une manifestation. Mais lorsque je quittai la prison, en été 1933, je pus bientôt me convaincre que j'avais cru le pouvoir de Staline mieux assis qu'il ne l'était en réalité...

Ce n'était pas le seul point sur lequel je me trompais en prison. Les horreurs qu'on rapportait sur la famine, sur le cannibalisme, sur l'effroyable mortalité, — je les tenais pour des exagérations de l'opposition. Je dus cependant y ajouter foi lorsqu'arrivèrent à Verkhné-Ouralsk des groupes d'opposition d'Asie centrale composés d'hommes absolument dignes de créance qui rapportaient des détails effrayants sur la famine. Dans une prison, les paysans Kirghises détenus dévoraient

les mollets de leur camarades morts ; ailleurs, on cachait pendant une semaine les cadavres dans le seul but de s'emparer d'une ration de 200 grammes de pain. Je crus que c'étaient là des cas isolés, exceptionnels. Une fois en liberté, je pus me convaincre du contraire. L'étendue de la famine, les épidémies de typhus, la mortalité, dépassaient tout ce qu'imaginaient les plus pessimistes d'entre nous. Des centaines de milliers d'êtres humains erraient à travers le pays, sans gîte et sans nourriture. Dans les petites villes de province du nord la police relevait chaque matin huit à dix cadavres de malheureux morts de faim et de froid dans les rues. Le typhus achevait l'œuvre de la famine. Tout le pays était pris de panique. Une pensée inexprimée galvanisait les masses : « ça ne peut plus durer ! » Conscientes de leur impuissance, les masses appelaient de leurs vœux un changement venu « d'en haut » : si Staline ne veut pas céder à la nécessité, qu'on « l'écarte » ! Le pays tout entier exigeait dans un silence éloquent une révolution de palais. Quand j'eus saisi pour la première fois l'expérience de ce courant, souterrain mais d'autant plus intense, je compris que l'idée d'un coup d'État avait pu, en effet, prendre naissance dans les milieux dirigeants, malgré la terreur policière. Si c'était l'opposition de droite qui était impliquée dans les procès, c'est parce qu'on y trouvait les partisans les plus résolus d'une « retraite ». C'est en tout cas aux communistes de droite qu'on pouvait, en bonne logique, prêter le raisonnement suivant : « Staline ruine le pays et la révolution ; il faut donc se débarrasser de Staline. »

Mais en janvier 1933 Staline sonna le rappel. Au dernier moment il adoptait le programme de ses adversaires après avoir pris la précaution de les mettre sous les verrous. Persuadé que Staline saurait battre en retraite, je ne pouvais cependant supposer qu'au préalable il conduirait le pays au bord même de l'abîme et du désespoir. Dès que le repli fut effectué, le pays commença à se calmer graduellement. L'année 1933 se passa dans l'hésitation et l'attente : s'agissait-il d'un vrai changement de politique ou seulement d'une brève pause destinée à préparer un nouvel effort encore plus épuisant ? En 1934, on put déjà parler de stabilisation. Les choses commençaient à se tasser, autant que je pouvais en juger dans mon coin perdu de la Sibérie,

la famine s'atténuait, on faisait quelques concessions aux paysans. La bureaucratie communiste et sans-parti se mettait à vivre « dans la joie et l'aisance » ; tel était le mot d'ordre.

Tout à coup, le 1^{er} décembre 1934, Kirov était abattu par Nikolaïev. « C'est un garde-blanc qui a fait le coup » — annonçait la radio. Bien entendu un garde-blanc, cela ne pourrait être personne d'autre, approuvai-je parmi tant d'autres. Mais au bout de quelques jours la rumeur publique, bientôt confirmée, nous fit savoir que l'assassin était un membre bien connu du Komsomol appartenant à l'opposition de Zinoviev ; il avait été agent de propagande dans le district de Vyborg, district où le Commissariat du Komsomol avait pour secrétaire Kotolynov, membre du Comité Central des Jeunes communistes et l'un des chefs idéologiques de l'opposition du Komsomol. Ces détails nous prouvèrent à nous autres condamnés politiques à quel point nous avions perdu contact avec les réalités. Tandis que nos modérés songeaient à la réforme pacifique du pouvoir et nos extrémistes à une révolution populaire dans un avenir indéterminé, les représentants du pouvoir avaient à faire face à des actes individuels de terrorisme que nous n'avions pas prévus.

Que le geste de Nikolaïev ait une grande importance politique, cela fut démontré par le refoulement au lendemain du procès de trente mille communistes et ouvriers sans-parti de Léninegrad. On les expédiait, eux et leurs familles, par convois entiers au fond de la Sibérie. Les ouvriers commentaient leur sort par ces mots : « C'était d'abord les paysans qu'on « dékoulakisait », c'est notre tour maintenant qui est arrivé. » Quelques milliers d'entre eux furent refoulés dans la province du Iénisséï où j'étais en exil après ma sortie de prison. Je pus leur parler. Ils me dirent que « la vie joyeuse et aisée » proclamée par Staline avait provoqué dans les centres ouvriers une irritation sourde, mais profonde. Les ouvriers interprétaient le mot d'ordre de Staline comme la consécration définitive du triomphe de la bureaucratie aux frais du prolétariat berné et pressuré. L'attentat de Kirov semblait ainsi acquérir le caractère d'une protestation contre un tel aboutissement de la révolution. Bien entendu, c'était la pro-

testation d'un modeste bureaucrate, lui-même coupable de bien des crimes contre la masse, crimes commis dans l'espoir d'un avenir meilleur. Mais la « vie joyeuse et aisée » avait déçu cet espoir.

L'acte de Nikolaïev était-il le fait d'un isolé ou bien y avait-il toute une organisation derrière lui, — je ne pus l'élucider. Le refoulement de dizaines de milliers d'ouvriers ne prouvait rien : Staline pouvait songer simplement à garantir l'avenir.

A la suite de l'affaire Kirov on envoya à la prison de Verkhné-Ouralsk tous les principaux dirigeants de la fraction Zinoviev : Zinoviev lui-même, Kamenev, Koukline, Zaloutski, la sœur d'Unchlikht, la femme de Vouïovitch et d'autres encore. On vit arriver les chefs d'autres groupes — Chliapnikov et Medviediev, leaders de l'ancienne « Opposition ouvrière », l'ouvrier Timothée Sapronov, un vieillard, chef du « Centralisme démocratique », enfin Smilga, ancien trotskiste très en vue, — et j'en oublie. La moitié du Kremlin des années 1917-1927 avait déménagé à Verkhné-Ouralsk... Les leaders zinovievistes y restèrent dix-huit mois, puis on les ramena à Moscou, au procès qui devait finir par leur exécution.

A l'étranger on ignore tout de leur vie en prison, aussi vais-je ici en narrer quelques épisodes d'après les récits des camarades qui m'ont rejoint en Sibérie.

Le président de la III^e Internationale dans la cour de notre prison, — cela était symbolique. Un vieillard affaîssé qui se promène en bras de chemise, pieds nus, sur le sable chaud — tel était Zinoviev en été 1935. Se doutait-il déjà de ce qu'on lui réservait : une balle dans la nuque ? En tout cas il était déjà terrorisé et craignait d'émettre la moindre opinion. Kamenev semblait mieux à son aise. Il osa dire, un jour, qu'il était d'accord avec Staline sur « quatre-vingt-dix-neuf pour cent » de sa politique. Mais on le punit aussitôt de tant d'indépendance : on l'enferma dans une salle commune avec douze détenus, tandis que Zinoviev put jouir d'une cellule où il n'avait qu'un seul voisin.

Le transfert à Moscou de Zinoviev et Kamenev en août 1936 qui devait leur être fatal ne fut pas leur seul voyage. On les avait conduits à Moscou une première fois en été 1935, — mais ils s'en tirèrent.

Le procès de l'été 1935, gardé secret, est resté à peu

près ignoré de l'étranger. On avait accusé Zinoviev et Kamenev de préparer un attentat contre Staline. Plus de trente accusés comparurent au procès.

Le frère de Kamenev, le peintre Rosenfeld, était en quelque sorte le héros de l'affaire. En effet, il déclara aux juges que ce n'était que grâce à son arrestation qu'on avait « prévenu la catastrophe », c'est-à-dire l'assassinat de Staline. Mais Kamenev nia tout et cette « obstination » lui valut un supplément de cinq ans de prison. Zinoviev, au contraire, « admit la possibilité de cette criminelle affaire » et prit ainsi sur lui, en tant que chef de l'opposition, une part de la responsabilité. Aussi fut-il récompensé. Non seulement il ne reçut aucun supplément de peine, mais à son retour à Verkhné-Ouralsk on améliora son régime de détention.

Ce procès de l'été 1935, pourtant rigoureusement secret, fut mentionné sans aucune explication dans le verdict du procès public d'août 1936.

**

C'est en août 1936 que se leva la nouvelle vague de terreurs.

On jugea d'abord au cours de deux procès d'anciens membres de l'opposition de gauche qui avaient depuis longtemps capitulé devant Staline. Quelques-uns d'entre eux, Radek surtout, étaient déjà des hommes profondément démoralisés et déshonorés. Pourquoi juger ces cadavres politiques ? Sans doute pour frapper des gens qui ne l'étaient pas encore.

Ensuite on arrêta les chefs de l'opposition de droite, — Boukharine et Rykov. Mais leur procès n'eut lieu qu'en 1938. Il faut croire qu'ils refusèrent longtemps de jouer la comédie nécessaire à Staline, ou qu'ils furent protégés par des forces dont le dictateur avait à tenir compte.

C'est alors qu'on en arriva au procès des chefs de l'Armée Rouge. Toukmatchevski, semble-t-il, n'est que le précurseur, voire le prête-nom de « l'homme de demain », — de Blucher, de Vorochilov, ou d'un autre ¹. L'exécution des hommes de l'opposition de gauche, ou même celle de Iagoda, chef de la Guépéou, peut être considérée comme la liquidation du passé, l'élimination

1. Blucher fut en réalité liquidé plus tard, tandis que Vorochilov a réussi à conserver sa situation.

des fantômes. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne les chefs de l'armée. Là, il s'agit de la lutte entre les vivants, de la compétition entre les maîtres réels du pays.

Quel est l'enjeu de la lutte ? La version officielle selon laquelle les victimes voulaient rétablir le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers est un mensonge monstrueux à l'égard des hommes de l'opposition qui avaient fait des années de prison pour défendre des idées diamétralement opposées ; et c'est un mensonge inepte à l'égard d'hommes qui, jusqu'au dernier instant, avaient trôné aux crimes du pouvoir. Non, le dilemme n'est pas : rétablir l'ancien régime ou défendre le nouveau : la lutte a pour enjeu, dans les cadres mêmes du régime existant, la domination d'un des deux groupes concurrents à l'exclusion de l'autre. Dans le duel entre Staline et les généraux c'est la dictature du parti qui est aux prises avec la dictature de l'armée. Toute la question est de savoir si Staline a réussi à éviter par la sanglante répression un 18 Brumaire soviétique. Mais pour pouvoir répondre il faut avoir présents à l'esprit quelques faits fondamentaux.

La révolution est terminée. Le Plan Quinquennal est terminé. Le volcan soviétique se refroidit, et en se refroidissant cherche son équilibre. Les masses sont déçues d'une révolution dont elles sont exclues. Les bourgeois et les grands propriétaires ont été remplacés par les bureaucrates. « Nous avons souffert et lutté en vain », — tel est l'argument ultime des oppositions de gauche de toute nuance. Mais les masses déçues sont politiquement passives, d'où l'impuissance de l'opposition de gauche. On peut avancer que plus un groupement est à gauche, plus il est actuellement impuissant. Non point que le peuple soit tout à fait inerte ; au contraire, il mène au kolkhose et à l'usine une lutte quotidienne contre le régime, une lutte pour les « détails » de l'existence, obstinée mais sourde. Elle ne s'élève pas encore au niveau d'un mouvement politique.

Tout autre est la situation dans le camp des « maîtres ». Ils luttent pour l'héritage de la révolution. Les maîtres, — c'est-à-dire les deux groupes de la bureaucratie communiste et « sans-parti ». Les premiers disposent entièrement du parti et des organisations ouvrières,

il prédomine dans l'administration et dans l'armée. La bureaucratie non communiste des intellectuels et techniciens dirige la production et commande aux ouvriers à l'atelier et sur les chantiers. Elle dispose d'une organisation corporative. — l'I.T.R. ou « Travailleurs ingénieurs et techniciens » — fortement centralisée ; elle a une grosse importance dans l'ensemble de l'appareil d'État et dans l'armée et elle jouit de l'appui total d'une des forces les plus puissantes et les plus secrètes de la Russie actuelle : l'Église. Car il ne faut pas oublier que des couches populaires considérables qui ne croient plus à la révolution espèrent en cette Église qui a su se moderniser.

Aux yeux du peuple les bureaucrates communistes sont des exploiters pires que les « ingénieurs ». Maintenant que la Nep, les bourgeois et les koulaks sont supprimés, la bureaucratie ne peut plus se servir des classes abolies comme de boucs émissaires. Aussi cette bureaucratie communiste se sent-elle tout à fait isolée dans le pays. La nouvelle Constitution stalinienne est précisément une tentative faite pour remédier à cet isolement. Sous le masque de l'égalité « générale », la Constitution doit réconcilier et rapprocher les deux bureaucraties en leur accordant des droits nouveaux tout en maintenant dans la sujétion les ouvriers et les paysans. La réconciliation des élites doit compenser l'aliénation des foules. Mais cette tentative semble jusqu'ici ne pas avoir réussi. L'article de la Constitution qui prévoit le monopole du parti communiste à tous les échelons de la vie sociale et politique a révélé aux bureaucrates sans-parti que les concessions de Staline ne sont qu'une fiction. Mais l'opposition de gauche, elle, apercevait dans ces concessions un abandon du communisme ; aussi Staline crut-il faire coup double en écrasant cette opposition de gauche, car les procès qui l'anéantissaient devraient, selon lui, servir d'avertissement aux mécontents sans-parti.

En réalité, c'est l'inverse qui s'est produit. Les procès de Moscou ont jeté le discrédit sur le parti communiste et stimulé les appétits des « bolcheviks sans-parti ». Ces circonstances mettent tout naturellement l'armée au premier plan de la politique. L'armée est suffisamment liée à la révolution pour garantir la bureaucratie

communiste contre toute restauration réactionnaire ; elle se trouve suffisamment « au-dessus des partis » pour rassurer les bureaucrates non communistes ; elle est en un mot l'incarnation de la nouvelle unité nationale « sans classes ». Telles seraient les racines d'un bonapartisme soviétique. Les dangers extérieurs augmentent les chances d'une telle issue.

Staline en assassinant les généraux de la révolution n'a encore nullement triomphé. Les jeunes chefs d'armée — car on ne peut abolir les généraux — peuvent se montrer plus entreprenants que leurs devanciers. Pour couper court à une dictature militaire, il ne reste à Staline rien d'autre que de réussir la réconciliation des deux bureaucraties entre elles et avec l'Église. Mais pour réaliser cette tâche qui sait si Staline n'est pas lui-même trop compromis par son passé révolutionnaire, — trop « trotskiste » en un mot ?

Le meurtre des généraux signifie que la dictature militaire était en train de mûrir en Russie. Mais était-elle déjà mûre, avait-elle déjà atteint la forme concrète d'une conjuration ? — c'est ce qu'il est difficile de dire. Il sera prudent de dire que le procès des généraux, comme tous les procès soviétiques de 1929 à 1937, avait un caractère préventif. Il fallait prévenir ce qui pouvait arriver. Les inculpés sont coupables de crimes futurs, potentiels. Bien entendu, les accusations sont arrangées à la sauce du jour, selon ce que Staline croit utile d'attribuer à ses adversaires.

Tel est, me semble-t-il, la part de la vérité et du mensonge dans les célèbres procès de Moscou et dans le nouveau terrorisme soviétique ¹.

1. Depuis 1938, date à laquelle cette analyse des « procès de Moscou » a été publiée, nous possédons toute une littérature sur ce sujet angoissant. Mais le mystère est loin d'être éclairci. Staline est toujours vainqueur ; la dictature du Parti, avec ces cinquièmes colonnes répandues dans le monde entier, domine toujours l'Empire moscovite. Pourtant, les quatre forces en compétition dont nous avons marqué le rôle : Parti, armée, spécialistes sans-parti et Eglise, sont aussi toujours là, tels le quadrille énigmatique de la danse macabre stalinienne.

XI

RETOUR EN EUROPE

OU EXIL EN SIBÉRIE ?

Les derniers mois à Verkhné-Oural'sk.

Après notre incursion dans le domaine des procès de Moscou, revenons à Verkhné-Oural'sk. En été 1933, la prison se passionnait pour les deux grands événements de l'époque : la retraite que Staline venait de proclamer et la prise du pouvoir par Hitler.

Constatant la retraite de Staline, l'opposition trotskiste ne pouvait plus discuter sur le « programme de la retraite ». Fractions et scissions avaient perdu leur objet. Il fallait prendre position en face des réalités de l'heure.

La situation nouvelle facilita également l'unification dans le camp d'extrême-gauche. Le groupe de Miasnikov, les « décistes », quelques anciens trotskistes — en tout vingt à vingt-cinq personnes — formèrent une « Fédération des communistes de gauche ». Cette fédération se constitua après mon départ de l'isolateur, mais je pus prendre part à la discussion idéologique qui la précéda.

On n'était pas d'accord sur la définition du capitalisme d'État soviétique : était-il « relativement progressiste » (selon moi), « purement parasitaire » (selon Tiyounov), représentait-il une « époque nouvelle de la civilisation » comme le voulait V. Smirnov ¹ ?

Tiyounov exigeait le socialisme intégral dans l'industrie et le rétablissement de la Nep dans l'économie rurale. Il approuvait « intégralement » le bolchevisme historique et le programme de « l'Opposition ouvrière » et du « Groupe ouvrier » de 1920-1923. J'estimais, au contraire, que le nouveau mouvement ouvrier devait tenir compte de l'expérience de tous les groupements de gauche, — du bolchevisme russe, de la tendance allemande de Rosa Luxembourg, du syndicalisme fran-

1. Un précurseur (comme on le voit) de James Burnham et sa *Managerial Revolution*.

çais et américain, etc. Bien entendu, il fallait aussi tenir compte des transformations subies par la révolution russe et des victoires du fascisme sur l'ancien mouvement ouvrier.

**

La crise allemande, à commencer par les élections au Reichstag, en septembre 1930, passionnait les prisonniers. A chaque élection, à chaque étape de la montée du national-socialisme, et organisation des discussions aux heures de promenade. La *Rote Fahne* était le seul journal allemand que nous pouvions recevoir, aussi le lisions-nous jusqu'à usure du papier. Malgré toutes nos divergences, nous étions unanimes à prévoir l'énorme portée internationale des événements d'Allemagne. Cela nous amena à étudier le problème dans son aspect général : qu'est-ce que le fascisme, quelle est sa place dans la société actuelle ? Nous analysions avec minutie les programmes des partis fascistes et les travaux soviétiques et étrangers qui s'y rapportaient (je ne sais comment, mais nous arrivions à nous procurer même les travaux étrangers !).

L'arrivée au pouvoir d'Hitler provoqua une vraie panique parmi les trotskistes. Ils attendaient l'agression « inévitable » d'Hitler contre l'U.R.S.S. avec la complicité de l'Angleterre et de la France. « Hitler et Staline s'entendront », objectais-je au beau-fils de Trotski, M. Nevelson. « Pas possible, Hitler ne le voudra pas. — Alors Staline s'entendra avec la France et l'Angleterre. » Ce sont ces patriotes un peu bornés de « notre État soviétique » que Staline devait accuser de collaborer avec Hitler...

Après l'écroulement du parti communiste allemand, un groupe de « décistes » intransigeants parla de former une IV^e Internationale. Les trotskistes de Verkhné-Ouralsk y étaient opposés car ils espéraient toujours une réforme de l'U.R.S.S. et du Komintern. Les chefs trotskistes de gauche, V. Ienoukidzé, Kamenetski et Jak, publièrent un manifeste qui accusait les « décistes » de lancer un mot d'ordre prématuré et démagogique. D'ailleurs, ignorant l'attitude de Trotski à cet égard, ses partisans de Verkhné-Ouralsk préféraient rester sur leurs positions. Lorsqu'ils apprirent que leur chef était

pour une IV^e Internationale, ils ne s'y opposèrent pas, mais ne surent comment interpréter le fait que les trotskistes français étaient entrés au parti socialiste, section de la II^e Internationale.

Zankov et Tiounov, de l'extrême-gauche, étaient contre une IV^e Internationale pour d'autres raisons : ils craignaient qu'elle ne fût la réédition de la III^e. V. Smirnov fit demi-tour ; estimant qu'une nouvelle Internationale et de nouvelles organisations ouvrières seraient, vu les circonstances, une pure utopie, il ne voyait d'issue que dans une fusion des social-démocrates et des communistes. Les premiers assureraient la participation des classes prolétaires, les deuxièmes, l'initiative révolutionnaire. Je dus répondre à Smirnov « que l'union de deux cadavres ne produirait pas un corps vivant ».

Pour moi, les social-démocrates et les communistes étaient, dans le mouvement social, les partis du « passé ».

**

Je profitai de mes derniers mois de prison pour me documenter sur les groupes non communistes.

Les social-démocrates russes, au nombre d'une quinzaine, éditaient un journal dont je me rappelle quelques articles. Dans l'un on démontrait que les bolcheviks s'étaient appuyés en 1917 et pendant la guerre civile sur les couches inférieures de la classe ouvrière, mais au temps de la Nep — sur les couches supérieures du prolétariat. Dans un article sur « les résultats du Plan Quinquennal », un représentant de l'aile droite des social-démocrates niait tout progrès économique à l'aile gauche, trouvait que les résultats de la collectivisation étaient, somme toute, satisfaisants. Enfin, je me souviens d'un article intitulé : « Hitler au pouvoir », écrit lui aussi par un social-démocrate de gauche, où l'absence d'un front prolétaire uni était dénoncée comme la cause essentielle de la victoire du fascisme.

Les social-démocrates géorgiens, autant que je pus m'en rendre compte en prison et en exil, sont en majorité des démocrates petits-bourgeois ; il n'y a que peu de vrais social-démocrates. Mais que cela n'empêche pas de dire la vérité sur la répression de l'insurrection géorgienne en 1924. La répression se fit avec une

cruauté inouïe jointe aux provocations et aux exécutions en masse, sans jugement d'aucune sorte ; on fusilla, en outre, des gens en prison depuis longtemps, qui n'avaient rien à voir avec l'insurrection. Ce bain de sang fut organisé par Staline, Ordjonikidzé et Bela-Kun. De nombreux communistes géorgiens d'opposition que je connus à Verkhné-Ouralsk me racontèrent la vérité, qu'ils connaissaient pour avoir assisté à la répression ou même pour y avoir pris part.

Il n'y avait que cinq socialistes-révolutionnaires à Verkhné-Ouralsk, mais j'en connus encore quelques-uns en exil. Leurs opinions se rapprochaient de celles de l'opposition communiste. Une partie d'entre eux, conduits par M. A. Spiridonova, héroïne légendaire du mouvement révolutionnaire russe (elle a passé 25 ans, la moitié de sa vie, en exil), partage à peu près les vues des trotskistes. Un autre groupe, conduit par Kamkov, ancien commissaire du peuple socialiste-révolutionnaire en 1918, se rallie aux opinions des communistes d'extrême-gauche.

Les socialistes-révolutionnaires de droite, fort peu nombreux, sont très hostiles à ceux de gauche.

Les socialistes-révolutionnaires arméniens, qui constituent le parti « Dachnaksoutioun », s'intéressent presque exclusivement à l'émancipation nationale.

Les sionistes juifs appartiennent à diverses nuances du socialisme et s'occupent avant tout du problème national juif en Palestine. Mais ils ne se désintéressent pas entièrement du mouvement ouvrier russe et international.

Il n'y avait pas beaucoup d'anarchistes à Verkhné-Ouralsk, mais en exil j'en connus davantage, dont deux étaient célèbres : Jonas Varchavski et Barmach. Si les social-démocrates représentaient en prison le principe « humaniste » et les communistes le principe révolutionnaire, on peut dire que les anarchistes incarnaient l'idéal chevaleresque. Ils étaient toujours prêts à soutenir n'importe quel groupe pour lutter contre l'administration. S'il y avait grève de la faim, c'était parmi les anarchistes qu'il y avait le plus de cas mortels. Il y a, du reste, en U.R.S.S. un certain nombre d'anciens communistes et membres du Komsomol qui, à la fin de la guerre civile et au début de la Nep, se sont ralliés aux anarchistes.

Les masses laborieuses de la Russie — les ouvriers aussi bien que les paysans — préfèrent, ainsi que je l'ai déjà dit, la résistance passive à la lutte ouverte. L'époque est passée de l'« opposition ouvrière » de 1920-1923, ce puissant mouvement oppositionnel social d'extrême-gauche, créé par les ouvriers russes. Cette situation se reflète exactement dans la composition sociale et nationale de la prison de Verkhné-Ouralsk, la principale prison politique de la Russie contemporaine. Il n'y a pas plus de 15 % d'ouvriers parmi les détenus. Ces ouvriers, du reste, « capitulent » assez rapidement. J'en ai entendu qui disaient : « A quoi bon pourrir en prison ? Lorsque le peuple se soulèvera, l'heure de l'opposition aura sonné, mais pas avant. »

La composition sociale et nationale des divers groupements politiques était à peu près la suivante : le groupe le plus nombreux, les trotskistes, qui dans le pays pouvait compter sur la sympathie de cercles étendus de l'appareil communiste, était composé, en prison, d'une majorité de jeunes intellectuels et techniciens juifs, issus de la petite bourgeoisie de la « zone juive » d'Ukraine et de Russie Blanche. Il y avait aussi beaucoup de Géorgiens et d'Arméniens d'origine paysanne. Il y avait parmi les trotskistes un fort groupe d'anciens militaires et de tchékistes, où les Russes étaient cependant assez nombreux.

L'élément russe et ouvrier était plus considérable dans le groupe du « Centralisme démocratique » (les « dé-cistes ») ; il prédominait dans le groupe ouvrier de Miasnikov. Par sa composition, l'opposition de droite qui arriva en prison à partir de 1933 peut être qualifiée de russe. Ainsi, les deux ailes extrêmes de l'opposition communiste étaient russes de nationalité, avec la particularité, qui a la valeur d'un symbole, que l'aile d'extrême-droite était beaucoup plus forte que l'aile d'extrême-gauche.

Dans l'ensemble, selon les statistiques de notre « conseil d'anciens », le secteur communiste de la prison était composé de 43 % de Juifs, de 27 % de Caucasiens, les Russes et quelques membres d'autres nationalités atteignant 30 %. On disait en plaisantant à Verkhné-Ouralsk que les Russes n'étaient qu'une minorité nationale. Il n'y a aucun doute que cette situation, tout à l'honneur des peuples juif, géorgien et arménien, cons-

titue le point faible de l'opposition contemporaine en Russie.

La plupart des social-démocrates (menchéviks) proviennent du « Bund » — le vieux parti ouvrier juif d'avant-guerre. On peut dire que les bundistes de droite se sont mués en social-démocrates, les bundistes de gauche en trotskistes.

Le gros des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes est formé des Russes.

Partir ou rester.

Nous devons être libérés, Deditch, Draguitch et moi, le 22 mai 1933. Deux mois auparavant nous avons envoyé au Comité Central exécutif et aux instances suprêmes de la Guépéou à Moscou une déclaration où nous exigeons qu'on nous laissât librement quitter la Russie après avoir purgé notre peine. En cas de refus — écrivions-nous — notre intention était de lutter par tous les moyens. Tous les détenus soutinrent notre demande, les « anciens » du secteur communiste de la prison envoyèrent même un télégramme officiel à Moscou. C'était un acte de solidarité de la part de nos camarades qui désiraient d'ailleurs que nous puissions renseigner le monde ouvrier à l'étranger sur la situation des détenus politiques en Russie.

Lorsque la Guépéou comprit qu'il s'agissait d'une lutte organisée, elle décida de nous éloigner sous un prétexte plausible de Verkhné-Ouralsk, ce qui fut fait le 18 mai 1933. On nous dit que nous allions à Moscou : « Il faut croire que c'est en vue des pourparlers au sujet de votre déclaration », nous dit le directeur de la prison.

Tous les détenus nous accompagnèrent de leurs vœux, tout en se demandant si on n'allait pas nous transférer simplement dans une autre prison. Deux autos nous emmenèrent. Bientôt celle où se trouvaient mes deux camarades disparut dans la poussière de la route. Je ne devais plus les revoir. Je voyageai toute la journée. Le soir nous stoppâmes devant la prison politique de Tchéliabinsk. Aussitôt écroué, je déclarai qu'on m'avait trompé quant à mon voyage à Moscou, qu'on m'avait intentionnellement séparé de mes camarades, que je considérais cela comme le rejet de ma demande de départ et que je commençais immédiatement la grève de

la faim. Le directeur de la prison, Doubnis, répondit que, dans ces conditions, il ne pouvait prendre charge de ma personne et qu'il allait me faire réintégrer Verkné-Ouralsk. On me fit monter en auto et au lieu de me ramener à Verkhné-Ouralsk on me transféra dans les caves de la prison de droit commun, à la Police de Tchéliabinsk. Ma cellule était froide, humide et obscure. Même en plein jour il fallait s'y éclairer à l'électricité. Je devais passer deux mois dans cette cave, sans une minute de promenade, de soleil et d'air frais.

Aussitôt arrivé, je fis la grève de la faim. Je savais que mes camarades, où qu'ils fussent, faisaient de même, ainsi qu'il avait été convenu. On m'envoya une garde spéciale de sbires de la Guépéou, car quoique je fusse dans une prison de droit commun, c'est la Guépéou qui avait charge de ma personne. J'avais déjà une certaine expérience de la famine. A moitié déshabillé, roulé dans une couverture, je restais couché des journées entières sur la banquette. Les jours passaient, longs et monotones.

Le dixième jour, après minuit — la Guépéou aime agir la nuit — un groupe de tchékistes fit irruption dans ma cellule. Il y avait Doubnis et quelques agents locaux, mais aussi de vieilles connaissances : « la commission de Moscou », citoyenne Andreeva, citoyen Popov... Le troisième membre de la commission, le procureur, avait préféré s'abstenir. Il valait mieux, en effet, que l'affaire fût faite « à son insu », car elle insultait d'une façon trop éclatante tous les principes du droit !

« Citoyen Ciliga, déclara Andreeva, on m'a chargée de vous communiquer que le « Collège » de la Guépéou ainsi que le Comité Central exécutif de l'U.R.S.S. repoussent votre demande de quitter l'U.R.S.S. Par décision de ce même « Collège » votre détention est prolongée de deux ans. La Guépéou ne tient pas compte de la gève que vous avez déclarée. Dès demain on vous nourrira artificiellement. Ordre a déjà été donné au médecin.

— La grève de la faim et la nourriture artificielle sont désormais des questions secondaires, répliquai-je avec une froideur calculée. Vous voulez faire de moi votre prisonnier et esclave à perpétuité. Il ne me reste plus qu'un moyen de protestation dont j'userai, le suicide. Qu'on sache au moins en Occident ce que vous

faites des révolutionnaires étrangers qui ne veulent pas devenir vos valets. Je communiquerai cette décision à Moscou.

— Ma foi, lorsqu'on décide de se suicider, on ne le communique généralement pas en haut lieu.

— Ma mort vous serait agréable, à condition que vous n'en portiez pas la responsabilité. C'est une lutte politique que je mène avec vous, et vous serez responsable de tout ce qui arrivera à moi et à mes camarades. C'est justement le but de ma déclaration officielle à Moscou : vous rendre responsables de mon suicide de protestation.

— Nous vous empêcherons de vous tuer ! reprit Andreeva. Qu'on laisse deux agents dans sa cellule et qu'on emporte ses affaires ! »

Aussitôt dit, aussitôt fait ; on ne me laissa que quelques objets de première nécessité ; mais il se trouvait que j'y avais caché une lame toute neuve que je m'étais procurée à Verkhné-Ouralsk. Aussi pus-je répondre triomphalement à Andreeva : « Il n'y a pas d'obstacles pour qui a décidé d'en finir avec la vie. »

Ausitôt Andreeva se mit à user de persuasion : « Le Politbureau du parti communiste yougoslave a accepté la prolongation de votre peine. Je puis vous montrer la décision écrite du Politbureau.

— Ne vous dérangez pas, vos mameluks, yougoslaves ou autres, n'ont aucune puissance sur moi. Je ne reconnais pas ce Politbureau et je ne suis plus membre de vos partis communistes. »

Sur ce, la commission prit congé. Le lendemain j'envoyai un télégramme à Moscou. On n'essaya pas de me faire prendre de force de la nourriture.

Je n'avais rien de mieux à faire qu'attendre la réponse de Moscou. Le médecin de la prison s'inquiétait : « C'est moi qu'on rend responsable de votre vie ! Suicidez-vous ou cessez la grève, mais décidez-vous ! »

Enfin, au bout du quatrième jour — le quatorzième de la grève de la faim — je vis entrer le directeur Doubnis qui m'annonça qu'un télégramme venait d'arriver de Moscou : mes deux années supplémentaires de prison étaient « commuées » en trois ans d'exil à Irkoutsk. Doubnis se crut bon diplomate en me faisant valoir la différence : « Irkoutsk est une grande ville, ce n'est pas Tchéliabinsk, vous y serez mieux à votre aise

pour résoudre la question de votre départ.

— Merci, répliquai-je, je veux rentrer en Europe directement, et non pas en faisant le tour du monde par Irkoutsk. Mais, puisqu'on ne parle plus de m'emprisonner de nouveau, je veux bien annuler ma menace de suicide tout en continuant la grève. »

Je jeûnai encore neuf jours. Le vingt-troisième jour de grève, Doubnis se présenta et invoqua un nouveau télégramme qui m'appelait à Moscou. J'exigeai des preuves écrites. On me les présenta. Je cessai la grève.

Au bout de deux semaines j'étais sur pied. Il faut dire que Doubnis me nourrissait très bien, sans doute par conscience « révolutionnaire et internationale », aussi dans l'espoir de me « séduire ». Mais il n'était plus question de Moscou. Je commençais à m'énerver. L'explication arriva enfin : la dactylo s'était trompée, on ne m'avait pas appelé à Moscou, on avait seulement envisagé cette éventualité. Quelques jours plus tard on m'annonça sans détours qu'il me fallait partir pour Irkoutsk.

Je déclarai de nouveau la grève de la faim. Mais une nuit, un groupe d'agents de la Guépéou fit irruption dans ma cellule. On exhiba l'ordre de me transférer de force en exil. On fit mes malles, on me mit dans une auto et on m'emmena à la gare de Tchéliabinsk. C'est ainsi que vers le 20 juillet je partis sous bonne escorte pour Irkoutsk 1.

1. Les circonstances m'avaient amené, en 1937, à condenser en quelques pages seulement, mes expériences de deux ans et demi en Sibérie. Ce sera maintenant le sujet du deuxième volume. Ces pages de la première édition ont naturellement été supprimées ici, et je me borne à citer une conclusion générale faite à la dernière page (p. 247) de la première édition et confirmée par les événements de la Seconde Guerre Mondiale : « Le pays tout entier changeait constamment. La Russie soviétique est animée d'un dynamisme inconnu en Europe. En neuf ans, j'avais vu trois Russies bien distinctes : celle de la Nep, du Plan Quinquennal, du capitalisme d'Etat, ou, comme on dit aujourd'hui, de « la vie joyeuse et aisée ». Un tel pays, quoi qu'il arrive, ne périra pas. »

Ces pronostics étaient faits avant la découverte de l'Energie et de la Bombe atomiques. Après cet événement, je ne les répéterai ni de la Russie, ni d'aucun autre pays. Le monde dans son ensemble est actuellement arrivé à une limite extrême de développement qui confine au néant.

C'est un problème nouveau et universel qui inclut et dépasse le cadre purement russe.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction par Max Chaleil	7
Préface de la nouvelle édition	13
Tiré de l'avant-propos de la 1 ^{re} édition,....	19

PREMIÈRE PARTIE

LA RUSSIE ET SES ÉNIGMES

I. Premiers chocs	22
II. Est-ce que tout est perdu ?	30

DEUXIÈME PARTIE

LE TOURBILLON

DU PLAN QUINQUENNAL

I. Un monde qui déraile	34
II. Adieu espoirs et illusions !	39
III. Le Komintern en Yougoslavie	48
IV. Je quitte Moscou	57
V. A Léningrad	60
VI. L'année du grand tournant	77
VII. Les ouvriers et le Plan Quinquennal ..	90
VIII. La classe dominante et son vrai visage..	98
IX. Épisodes de l'opposition à Moscou....	102

TROISIÈME PARTIE
EN MARGE DE LA VIE OFFICIELLE

I. A l'école des prisons soviétiques	110
II. En prison à Léninegrad	113
Les ingénieurs accusés de sabotage...	126
L'or et la torture	128
Les « religieux »	133
Un mort vivant. L'Union des Ouvriers et des Paysans	136
Les « académiciens »	138
Les cas individuels	140
III. En route pour l'exil	151
IV. Verkhné-Ouralsk	158
V. La vie politique en prison	167
VI. Une grève de la faim	182
VII. La répression politique en U.R.S.S.	187
VIII. Et maintenant ?	201
IX. Lénine aussi	211
X. Les premiers procès de « terrorisme » contre les communistes	231
X. Retour en Europe ou exil en Sibérie ? ..	241
Les derniers mois à Verkhné-Ouralsk	241
Partir ou rester	246
	251

**Composé en France par Eurocom SA - Paris
imprimé en Italie par La Nuova Stampa di
Mondadori - Cles (TN)**

Dépôt legal : 2^c trimestre 1977.